

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Information and liaison bulletin

N°266

MAY 2007

*The publication of this Bulletin enjoys a subsidy
from the French Ministry of Foreign Affairs (DGCID)
and the Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations
(The Fund for action and support of integration and the struggle against discrimination)*

This bulletin is issued in French and English

**Price per issue : France: 6 € — Abroad : 7,5 €
Annual subscription (12 issues) France : 60 € — Elsewhere : 75 €**

**Monthly review
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN**

**Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285**

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tel. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- t L'ARMÉE TURQUE MENACE LE KURDISTAN IRAKIEN**
- t ANKARA MISE PLUS QUE TOUJOURS SUR L'OPTION MILITAIRE POUR RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE**
- t TURQUIE : ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES**
- t LES AUTORITÉS TURQUES EMPÊCHENT LEYLA ZANA DE SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS**
- t LA SÉCURITÉ DES TROIS PROVINCES DU KURDISTAN IRAKIEN TRANSFÉRÉE AU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN**
- t IRAK : BILAN PARTICULIÈREMENT MEURTRIER POUR L'ARMÉE AMÉRICAINE EN MAI**
- t SYRIE : NOUVEAU MANDAT POUR BACHAR AL-ASSAD**
- t TURQUIE-UE : SARKOZY S'OPPOSE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE ET PROPOSE UNE UNION MÉDITERRANÉENNE**
- t AINSI QUE...**

L'ARMÉE TURQUE MENACE LE KURDISTAN IRAKIEN

RE chef de l'état-major turc, le général Yasar Büyükanit, a laissé entendre le 31 mai qu'en cas d'opération transfrontalière contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak, ses forces pourraient s'en prendre également aux Kurdes du Kurdistan irakien. Interrogé par des journalistes à la sortie d'une

conférence sur la possibilité d'une telle opération pour déloger les militants du PKK de ses camps aux confins du Kurdistan irakien, le général Büyükanit a rappelé que l'armée était favorable à une telle incursion, mais qu'il incombait au gouvernement de prendre la décision. « Les autorités politiques détermineront si, une fois entrés (au Kur-

distan irakien), l'action sera menée seulement contre le PKK ou s'il se passera aussi quelque chose avec Barzani », a-t-il déclaré, faisant référence au président du gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani, qui a affirmé à plusieurs reprises son opposition à une telle intervention. « Je l'ai déjà dit le 12 avril à la Turquie et au monde, nous avons besoin de ça », a déclaré le général Büyükanit au sujet d'une intervention en Irak. « En tant que militaires nous sommes prêts, mais

tout militaire a besoin d'une directive», a-t-il indiqué, avant d'ajouter dans une attaque apparente contre le gouvernement: « Je ne peux quand même pas faire de demande écrite, qu'attendent-ils de moi? »

Lors d'une visite au Parlement européen à Bruxelles, le président Massoud Barzani a, le 8 mai, averti la Turquie qu'il ne tolérerait de sa part aucune menace. « Nous sentons-nous menacés par la Turquie? Le langage de menaces n'a plus cours aujourd'hui, aujourd'hui seul le dialogue peut être constructif. Nous ne menaçons personne mais nous n'accepterons aucune menace de qui que ce soit non plus », a déclaré M. Barzani. Il a ajouté que s'il « sympathisait » avec les revendications des Kurdes hors d'Irak, les problèmes devaient être résolus « en fonction des circonstances particulières à chaque pays » et « nous n'encourageons pas le recours à la violence ». Il a également appelé Ankara à œuvrer à une solution politique à la question du PKK. Ce problème « ne peut pas être résolu militairement » et « si la Turquie continue à chercher une solution militaire elle échouera », a-t-il ajouté, en estimant que la Turquie se servait parfois du PKK comme « prétexte ». M. Barzani a par ailleurs souligné son refus de reporter le référendum sur ce rattachement de Kirkouk, estimant qu'il y avait « une sorte de complot contre les Kurdes pour retarder » cette consultation, prévue pour se tenir avant la fin 2007. « Un retard serait une source de conflits et ne ferait que causer des problèmes pour l'avenir », a-t-il estimé. La presse turque avait cité le mois dernier M. Barzani affirmant que si la Turquie « interfère dans (le dossier de) Kirkouk pour seulement quelques milliers de Turkmènes, alors nous agissons au sujet des

30 millions de Kurdes en Turquie ». Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan lui avait répondu en prévenant les Kurdes d'Irak du « coût très élevé » que pourrait avoir pour eux une attitude hostile à l'égard de la Turquie.

Au lendemain d'un attentat sanglant imputé au PKK —l'organisation a démenti toute implication— faisant six morts et 121 blessés à Ankara, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, le 23 mai, affirmé pour sa part que son gouvernement soutiendrait l'armée si celle-ci cherchait à intervenir contre le PKK au Kurdistan irakien. S'exprimant sur une chaîne de télévision privée, quelques heures après que les autorités ont pointé du doigt le PKK pour son implication présumée dans l'attentat à la bombe, M. Erdogan a déclaré: « Nous ferons le pas nécessaire le cas échéant, sans délai », en référence à un nécessaire feu-vert du parlement pour l'envoi de soldats à l'étranger. M. Erdogan a insisté cependant sur le travail d'un mécanisme de coopération trilatérale mis en place entre la Turquie, les Etats-Unis, et l'Irak, tout en admettant qu'il n'avait pas donné les résultats escomptés. La Turquie est « à bout de patience » mais n'a pas l'intention d'agir dans l'immédiat, a cependant déclaré le 25 mai le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül. « Notre patience est à bout (...) mais le timing est important. Ce qui est important c'est d'obtenir des résultats » dans une intervention éventuelle, a indiqué M. Gül en réponse à une question de la chaîne d'information NTV. Dans une note diplomatique adressée à Bagdad le 9 avril, la Turquie avait exigé que l'Irak capture et livre des membres PKK, qu'il dissolve les organisations liées avec le mouve-

ment et place le PKK sur la liste des organisations terroristes. Bagdad avait répondu à cette note le 17 mai en exprimant « son intention de coopérer sur la question du terrorisme du PKK ».

Une forte activité militaire est observée ces dernières semaines à la frontière du Kurdistan irakien, mobilisation assez habituelle en cette période de l'année, mais qui coïncide avec le débat autour d'une opération transfrontalière. L'armée turque a expliqué que le renforcement de son dispositif à la frontière était une mesure habituelle durant la saison estivale destinée à empêcher toute infiltration des combattants du PKK mais depuis des semaines, les chaînes de télévision turques diffusent des images de camions militaires se dirigeant vers la frontière avec le Kurdistan irakien et de trains acheminant des chars et des armes dans la zone. «Le PKK doit être éliminé en tant que problème entre l'Irak et la Turquie », a déclaré l'envoyé spécial turc en Irak, Oguz Celikkol, lors d'un entretien à la chaîne CNN-Türk. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a appelé le 29 mai les Etats-Unis et l'Irak à détruire les bases du PKK dans le Kurdistan irakien et n'a pas exclu une opération turque transfrontalière. Par la voix de son porte-parole Levent Bilman, le ministère turc des Affaires étrangères a, le 30 mai, exhorté l'Irak à prendre « les mesures nécessaires pour arrêter les activités des terroristes par tous les moyens ». A la question de savoir si les autorités irakiennes avaient été informées de la possibilité d'une opération transfrontalière d'Ankara, M. Bilman a répondu: « Une telle décision est uniquement du ressort de la Turquie. Nous n'avons pas à (en) informer qui que ce soit ». Selon

Ankara, jusqu'à 3.800 combattants du PKK seraient basés au Kurdistan irakien et jusqu'à 2.300 opèreraient sur le sol turc.

Ce type d'opérations a pourtant produit des résultats mitigés par le passé et pourtant les combats entre le PKK et l'armée turque se sont intensifiés depuis quelques semaines. L'armée turque affirme le 30 mai avoir tué 10 combattants du PKK depuis le 27 mai. Quatre combattants du PKK ont été abattus le 24 mai. Le 18 mai, une mine posée selon les autorités par le PKK et activée à distance a explosé au passage du convoi du chef de la police de Tunceli sans faire de blessés. Par ailleurs, une autre mine a provoqué le même jour le déraillement de plusieurs wagons d'un train de marchandises à Genç sans faire de victimes, selon des sources locales de sécurité.

Alors que le débat est engagé en Turquie sur l'opportunité d'une intervention militaire au Kurdistan irakien et que les dirigeants turcs accusent Washington d'inaction dans la lutte contre le PKK, l'armée turque a accusé l'aviation américaine d'avoir violé son espace aérien. Ross Wilson, l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara a, le 28 mai, souligné lors d'un dîner offert en l'honneur d'une mission du Congrès américain à Ankara qu'« il s'agit d'une erreur de pilotage, d'un accident ». Selon le site internet de l'armée turque, l'incident s'est produit le 24 mai dans la zone d'Üzümlü, dans la province de Hakkari. Deux F-16 américains ont « violé pendant quatre minutes l'espace turc » et le ministère turc des Affaires étrangères a été informé de la situation « afin que les démarches nécessaires soient faites », précise l'armée. Le journal à grand

tirage *Hürriyet* a qualifié cette violation de « défi » des Etats-Unis afin d'empêcher la Turquie d'intervenir au Kurdistan irakien. Washington enjoint Ankara de ne pas lancer d'opération unilatérale

transfrontalière, estimant qu'une telle action pourrait déstabiliser le Kurdistan irakien et aggraver les tensions entre la Turquie et les Kurdes irakiens.

ANKARA MISE PLUS QUE TOUJOURS SUR L'OPTION MILITAIRE POUR RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE

ANKARA a, le 21 mai, démis de ses fonctions l'envoyé spécial turc chargé de coordonner la lutte contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après qu'il eut affirmé que le processus de consultation avec les Etats-Unis ne fonctionnait pas. Le général à la retraite Edip Baser a été démis de ses fonctions car certaines de ses récentes déclarations étaient susceptibles « d'affecter défavorablement » la lutte menée par la Turquie et les Etats-Unis pour tenter d'éradiquer le PKK, a indiqué dans un communiqué le service de presse du Premier ministre turc. Selon ce communiqué, « la Turquie poursuit de façon prioritaire » ses efforts avec les Etats-Unis et l'Irak contre le PKK. M. Baser a été remplacé par l'ambassadeur Rafet Akgunay, sous-secrétaire aux Affaires étrangères, précise le texte. M. Baser avait été nommé l'année dernière aux côtés du général américain à la retraite Joseph W. Ralston, envoyé spécial de Washington pour la lutte contre le PKK dans le Kurdistan d'Irak.

L'armée turque a lancé des opérations dans plusieurs provinces kurdes pour traquer des membres du PKK. L'état-major turc a, le 14 mai, indiqué dans un communiqué que six combattants du PKK ont été tués lors de combats survenus depuis le début du mois. Le docu-

ment, diffusé sur le site internet de l'état-major, indique que ces combattants du PKK, ont été abattus entre le 1er et le 11 mai sans préciser les lieux d'accrochages. L'état-major mentionne également l'arrestation de 14 combattants kurdes et la reddition de sept autres. La province de Tunceli est une des provinces particulièrement en proie aux accrochages entre l'armée turque et les combattants du PKK d'une part mais aussi les organisations d'extrême gauche turque. Ainsi, quatre combattants kurdes y ont-ils été tués le 31 mai dans des accrochages avec l'armée. Un premier incident au cours duquel trois combattants kurdes ont trouvé la mort s'est produit près du village de Çiçekli. Deux combattants kurdes ont également été abattus le 27 mai près de Cemisgezdek, une autre localité de la province de Tunceli et un homme a été tué et un autre grièvement blessé dans l'explosion d'une mine. Le même soir, deux membres de l'organisation d'extrême gauche TKP-TIKKO, ont été tués lors d'un raid de l'armée turque dans cette même province. Enfin, deux militaires ont été blessés dans l'explosion d'une mine le 26 mai dans le quartier de Nazimiye, à Tunceli.

Les autres provinces du Kurdistan de Turquie ne sont pas épargnées par les affrontements armés. Le 29 mai, sept membres du PKK ont été

tués lors de combats dans une zone montagneuse de la province de Siirt et trois autres combattants kurdes ont été abattus le 28 mai à Muradiye, dans la province de Van. A Hakkari, un quatrième combattant a été abattu par les soldats. La veille, un soldat turc et un combattant du PKK y avaient été tués dans des violences. Le 26 mai, un membre des milices gouvernementales et un civil sont morts dans des accrochages avec le PKK dans la province de Sirnak. Les accrochages sont survenus alors que l'armée mène une vaste opération de ratissage depuis la mort, le 24 mai, de sept militaires dans l'explosion d'une mine posée par le PKK selon les autorités, dans la localité de Bestler-Dereler de la province de Sirnak. Sept wagons d'un train de marchandises ont, le 25 mai, déraillé après que des combattants kurdes présumés eurent fait sauter une bombe sur les voies dans la province de Bingol, selon l'agence de presse turque semi-officielle *Anatolie*. Un soldat turc et un combattant du PKK ont été tués, le 19 mai, lors de combats. Le militaire a été tué dans une embuscade dressée par le PKK dans une zone montagneuse proche de la localité de Lice, dans la province de Diyarbakir. Le combattant kurde a quant à lui été tué dans une zone montagneuse de la province de Sirnak.

Parallèlement, la police turque a intensifié son action contre les militants kurdes dans les centres urbains d'autant plus que la Turquie est sous le choc d'un attentat meurtrier qui a secoué le 22 mai Ankara à une heure de pointe devant un centre abritant quelque 200 commerces situés en plein cœur de la deuxième métropole turque. Ankara, cœur administratif

du pays comptant plus de 4 millions d'habitants, avait jusqu'à présent été épargné par les attaques. La presse turque a affirmé que l'auteur de l'attentat dans le quartier Ulus est un ancien militant d'extrême-gauche qui aurait par la suite rejoint le PKK. Güven Akkus, 28 ans, a été présenté par les autorités comme la personne qui s'est vraisemblablement fait sauter à une heure de pointe avec plusieurs kg d'explosif plastique devant un centre commercial proche du quartier historique de la capitale turque, se donnant la mort et tuant six autres personnes. La presse turque spéculait sur le fait que l'attaque aurait pu avoir pour cible le commandant en chef de l'armée turque, le général Yasar Büyükanit, qui devait emprunter cette route pour se rendre à une réception au Musée des civilisations anatoliennes, à quelques centaines de mètres du lieu de l'explosion. Mais le PKK a démenti tout lien avec l'attaque. Sept personnes, dont le kamikaze, ont perdu la vie et 121 autres ont été blessées, dont huit Pakistanais qui assistaient à un

salon international de l'armement dont le dîner officiel, qui accueillait près de 500 firmes de 49 pays, devait débiter à 19h00 au Musée des civilisations anatoliennes. Hüseyin Bağcı, spécialiste des relations internationales à l'Université ODTÜ d'Ankara estime que les pressions exercées sur le Parti démocratique du peuple (DTP-pro-kurde), à l'approche d'élections générales le 22 juillet, pourraient également être à l'origine d'un regain de violence. « *Plus la Turquie fait obstacle à la participation de politiciens pro-kurdes aux élections, plus probable devient la poursuite d'attentats par des groupes radicaux* », estime l'universitaire.

La police turque a également arrêté le 26 mai dix Kurdes, dont une femme soupçonnée de préparer un attentat suicide, dans trois opérations contre le PKK réalisées à Istanbul et vingt-six personnes dont huit femmes, pour la plupart des étudiants d'université, ont été arrêtées par ailleurs le 25 mai par la police à Konya (centre de la Turquie).

TURQUIE : ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES AU TERME D'UNE CONFRONTATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'ARMÉE TURQUE

RE parti de la Justice et du développement (AKP-au pouvoir) a, le 1^{er} mai, subi un revers avec l'annulation par la Cour constitutionnelle turque du premier tour de l'élection présidentielle, dans laquelle le candidat du parti islamiste, le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül, était seul en lice. Après avoir échoué à faire élire son candidat au terme d'une crise et d'une confrontation avec l'armée, le gouverne-

ment à décider de convoquer des législatives anticipées le 22 juillet. La nuit du premier tour de vote au parlement, l'armée, qui a fait tomber quatre gouvernements depuis 1960, est intervenue sous forme d'un texte écrit (mémoire) pour accuser le gouvernement et son candidat à la présidence, de ne pas défendre les principes laïques. L'armée faisait savoir sans ménagement qu'elle était prête à le faire elle-même. Le gouvernement a

contre-attaqué, rappelant les généraux à l'ordre, ce qui a provoqué une situation de crise sans précédent, qui a verrouillé le processus présidentiel.

Les députés turcs ont également entamé, le 31 mai, un vote final sur une réforme controversée de la Constitution, visant à faire élire le président de la République au suffrage universel, un projet que l'actuel chef de l'Etat, Ahmet Necdet Sezer, a cherché à bloquer. Le projet de l'AKP, a été adopté en première lecture le 28 mai mais doit être entériné par un deuxième vote. Le paquet d'amendements, dont l'article clé prévoit l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, doit recevoir le soutien de 367 députés, soit la majorité des deux-tiers requise pour l'adoption d'une modification constitutionnelle sans référendum. Outre l'élection du chef de l'Etat au suffrage populaire, le projet prévoit d'instaurer un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une fois, contre un septennat unique à l'heure actuelle, et d'organiser des élections législatives tous les quatre ans, au lieu de cinq. Le principal parti d'opposition au parlement, le parti républicain du peuple (CHP-kémaliste nationaliste) est opposé aux réformes. Désormais, le président Sezer ne peut plus opposer son veto à ce texte, mais il peut exiger la tenue d'un référendum sur le sujet ou saisir la Cour constitutionnelle pour qu'elle se prononce sur la légalité de la procédure parlementaire. La séance du 28 mai avait été particulièrement houleuse au Parlement turc puisque les députés des deux camps en sont venus aux mains à la suite d'un discours d'un député jugé insultant pour la personne du président de la République. Le député indépendant

Ümmet Kandogan a provoqué la controverse pendant son discours devant les députés lorsqu'il a brandi un journal qui a publié une photo du Premier ministre islamoc-conservateur Recep Tayyip Erdogan et du président Sezer assis côte-à-côte, le visage grave, lors d'exercices militaires le 26 mai où, selon les médias, ils ne se sont pas adressés la parole. M. Kandogan a accusé le président de ressentir de la « haine » contre le chef du gouvernement, ce qui a entraîné une bagarre entre plusieurs députés de l'AKP et du principal parti d'opposition, le parti républicain du peuple (CHP).

L'opposition et l'armée turque ont organisé de vastes manifestations depuis le début du mois d'avril pour ébranler le gouvernement au pouvoir. Ainsi, des milliers de manifestants ont-ils défilé le 26 mai dans les rues de Denizli, dans l'ouest de la Turquie. Le rassemblement de Denizli fait suite à la mobilisation massive dans les quatre plus grandes villes du pays dont Istanbul, Ankara, Izmir et

Samsun. « *La Turquie est laïque et restera laïque* », scandaient les manifestants, qui étaient entourés d'un important dispositif policier. Parallèlement, deux formations de l'opposition, le Parti de la Voie juste (DYP-droite) et celui de la Mère patrie (ANAP-droite), se sont unis le 6 mai après d'âpres négociations et ont annoncé la création d'un Parti démocrate (DP) destiné à proposer une alternative à l'AKP lors des élections du 22 juillet.

Les élections législatives anticipées étaient réclamées non seulement par l'opposition mais également par les milieux d'affaires et la plupart des médias. L'Union européenne a, le 2 mai, appelé l'armée turque à rester à l'écart de la crise politique autour de l'élection du président en Turquie. Selon le commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn, Ankara doit se conformer au droit et accepter le contrôle civil sur l'armée. Si la Turquie souhaite adhérer à l'Union européenne, elle « *doit respecter ces principes* », a-t-il souligné.

LES AUTORITÉS TURQUES EMPÊCHENT LEYLA ZANA DE SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ALORS QUE SON PARTI PRÉSENTERA DES CANDIDATS INDÉPENDANTS

LE procureur de la Cour de cassation turque a, le 17 mai, ordonné au Parti pour une société démocratique (DTP), le principal parti pro-kurde d'exclure quatre ex-députés kurdes, dont Leyla Zana, en raison de leur casier judiciaire, une décision qui pourrait les empêcher de participer aux élections législatives du 22 juillet. Le ministère public a indiqué au DTP que les quatre politiciens ne pouvaient pas être membres de la formation dès lors

qu'ils ont été condamnés, a déclaré Sedat Yurttas, vice-président du DTP. « *En conséquence, notre parti a annulé leur inscription au parti, ainsi que celles de 116 autres membres également condamnés pour différents délits d'opinion* », a ajouté M. Yurttas.

Leyla Zana, qui a reçu en 1995 le prix Sakharov des droits de l'Homme du Parlement européen, et ses collègues Hatip Dicle, Selim Sadak et Orhan Dogan sont entrés au Parlement en 1991 sur les listes

d'un parti social-démocrate (SHP) mais ont été condamnés à la prison en 1994 pour «*collaboration avec un groupe séparatiste kurde*». Ils ont été libérés en 2004, après 10 ans d'emprisonnement à la suite de plusieurs condamnations d'Ankara par la Cour européenne des droits de l'homme. Accusée d'avoir fait «*l'apologie du séparatisme*», Mme Zana est à nouveau poursuivie et risque jusqu'à cinq ans de prison. Son avocat, Me Alatas, a dénoncé un «*signal indiquant aux autres institutions que ces gens ne doivent pas être autorisés à participer aux élections législatives*». Le principal destinataire de ce message est selon Me Alatas le Comité électoral supérieur, qui doit donner son approbation aux candidatures des quatre politiciens s'ils souhaitent, à l'instar des autres représentants du DTP, se présenter comme candidats indépendants.

Ahmet Türk, chef du DTP, a, le 9 mai, indiqué que son parti présentera des candidats indépendants aux élections législatives du 22 juillet faute de pouvoir obtenir les 10% des voix nécessaires pour avoir des députés. Il s'exprimait à l'issue d'une réunion du parti à Diyarbakir destinée à définir la stratégie pour les législatives anticipées. Le Parlement turc compte de nombreux députés kurdes mais les partis préconisant plus de droits pour les Kurdes n'arrivent généralement pas à réunir 10% des voix, même s'ils sont majoritaires dans le Kurdistan de Turquie et y remportent généralement les élections locales. Le DTP, créé en novembre 2005, a succédé à toute une série de partis prokurdes interdits. Il prône un règlement pacifique de la question kurde.

'ARMÉE américaine a, le 30 mai, transféré, au cours d'une cérémonie à Erbil, la responsabilité de la sécurité des trois provinces kurdes d'Erbil, de Dohouk et de Souleimaniyeh, au gouvernement régional du Kurdistan. Avec ce transfert, la responsabilité de la sécurité de sept provinces sur 18 aura été transférée aux Irakiens. La responsabilité de la sécurité des provinces de Najaf, Mouthanna, Zi Qar et Missane a déjà été transférée au gouvernement irakien. Mais pour la première fois, cette responsabilité n'est pas attribuée au gouvernement central, mais à une entité régionale fédérée. Le foulard rouge noué autour du cou et les mains gantées de blanc, les peshmergas ont paradé dans Erbil sur fond de l'hymne national kurde et le drapeau kurde cousu sur les manches des uniformes au cours de la cérémonie. «*A travers ce transfert, nous reconnaissons que le gouvernement kurde peut gérer sa propre sécurité* », a expliqué le général Kurt Cichowski, adjoint au commandant des forces américaines en Irak, David Petraeus. «*Le gouvernement régional du Kurdistan est un exemple en matière de sécurité et de démocratie pour toutes les provinces d'Irak. Renforcer la sécurité du Kurdistan, c'est renforcer la sécurité de l'Irak* », a souligné Moaffaq al-Roubaïe, conseiller national à la sécurité. Pour sa part, le général américain Benjamin Mixon, qui dirige la division multinationale Nord, a évoqué «*un jour historique*». «*Vous avez su attirer des investissements étrangers en raison de la sécurité qui règne dans la province*», a-t-il poursuivi.

Le Kurdistan est largement épargné par les violences qui ensanglantent le reste du pays. Les peshmergas filtrent l'entrée dans les

LA RESPONSABILITÉ DE LA SÉCURITÉ DES TROIS PROVINCES DU KURDISTAN IRAKIEN TRANSFÉRÉE AU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN

Les provinces kurdes et tout Arabe qui veut s'y installer doit présenter des garanties. Plus sûr que le reste du pays, le Kurdistan attire les investisseurs étrangers et l'économie locale prospère. Sur le fond cependant, ce transfert ne fait qu'officialiser la situation existante. «*C'est le fruit de 16 ans d'expérience* », se félicite le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan, Nechirvan Barzani. Depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, le Kurdistan est autonome et les peshmergas y assurent la sécurité. La police kurde compte environ 20.000 membres et les peshmergas sont près de 100.000. Si l'accord de transfert prévoit une future coopé-

ration entre les forces kurdes, l'armée irakienne et les Américains, il reste encore à définir le nombre de peshmergas qui intégreront les forces régionales kurdes. Disposant déjà de son propre Parlement et de son propre gouvernement, avec sa propre armée, le Kurdistan jouit désormais d'une autonomie renforcée. Et pour beaucoup de Kurdes, c'est un pas de plus vers l'indépendance, même si les autorités de Bagdad ne veulent pas en entendre parler. «*Nous avons fait le choix du fédéralisme, nous ne le regrettons pas* » a assuré le Premier ministre kurde. Avant d'appeler une nouvelle fois à un référendum sur le rattachement de la province de

Kirkouk, victime d'une politique d'arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein.

Les provinces kurdes qui ne sont pas encore sous contrôle des peshmergas continuent néanmoins à pâtir de la violence générale. Au moins 41 personnes ont, le 23 mai, été tuées dans des violences, dont 20 civils dans un attentat suicide dans un café du centre de Mandali, ville peuplée de Feylis (Kurdes chiites) à la frontière iranienne. Le 19 mai, des hommes armés se présentant comme des membres des forces de sécurité avaient abattu 15 habitants Kurdes chiites d'un village à cinq km de Mandali, une attaque menée au nom de « *l'Etat islamique en Irak* », une alliance de groupes sunnites extrémistes chapeauté par la branche irakienne d'Al-Qaïda. De plus, un attentat au véhicule piégé près des bureaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des principales formations kurdes, a, le 13 mai, fait 50 morts et quelque 70 blessés à Makhmour. L'attentat a visé un groupe de bâtiments, parmi lesquels le siège local du PDK, la mairie et un poste de police. Parmi les blessés hospitalisés à Erbil, la capitale du Kurdistan, figure le maire de Makhmour, Abdel Rahmane Bilaf.

Région habituellement épargnée par les violences, la capitale du Kurdistan a également été victime d'un attentat sanglant. Le 9 mai, au moins 14 personnes ont été tuées et 87 blessées dans l'explosion d'un camion piégé devant le ministère de l'Intérieur à Erbil. Sur place, la puissance de l'explosion, survenue vers 8h00 a creusé un cratère de deux mètres de profondeur en face des deux bâtiments, dont les fenêtres et les bureaux donnant sur la façade ont été dévastés. Le quartier a été

bouclé par les forces de sécurité. Plusieurs voitures garées à proximité du camion ont pris feu. Les services de secours évacuaient les corps des victimes, parmi lesquelles plusieurs femmes, tandis que des chaussures d'enfants gisaient abandonnées sur la route. Les précédents attentats d'envergure remontent à plusieurs années. Le 1er février 2004, 105 personnes avaient été tuées à Erbil dans un double attentat suicide contre les sièges du PDK et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Le 4 mai 2005, 46 personnes étaient mortes dans un

attentat suicide à Erbil. Des Irakiens venus des différentes régions du pays se sont établis au Kurdistan pour échapper à la violence. De nombreux bâtiments sont en cours de construction dans toute la ville et des entreprises étrangères s'y sont installées. « *C'est une chance pour les entreprises occidentales de voir une région stable où elles peuvent investir en Irak* », a, le 8 mai, déclaré le sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense Paul Brinkley en visite au Kurdistan, accompagné d'une vingtaine d'investisseurs américains.

IRAK : BILAN PARTICULIÈREMENT MEURTRIER POUR L'ARMÉE AMÉRICAINE EN MAI

L'ARMÉE américaine a vécu un mois de mai particulièrement meurtrier en Irak, le pire depuis novembre 2004, avec la mort d'au moins 116 soldats, tués pour la plupart dans des attentats à Bagdad ou dans la province de Diyala, au nord de la capitale. Le général Wiggins a, le 31 mai, expliqué ce bilan sanglant par la stratégie adoptée en début d'année par les Etats-Unis, dont la priorité est de mettre fin à l'escalade de violences à Bagdad avec l'aide de renforts militaires américains. Au moins 3.468 soldats et personnels assimilés américains sont morts en Irak depuis l'invasion du pays en mars 2003, selon un décompte de l'AFP basé sur des chiffres du Pentagone.

Les violences avaient fait 1.689 morts en avril en Irak, une baisse de 19% par rapport à mars, selon des statistiques irakiennes. Le mois d'avril était plus meurtrier pour l'armée américaine, qui a perdu 99 soldats, contre 85 en mars, selon un

décompte de l'AFP à partir des chiffres du Pentagone. Quelque 1.498 civils, 128 policiers et 63 soldats avaient péri en avril pour un total de 1.689 morts, selon ce bilan qui prend en compte les chiffres des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Santé. Au mois de mars, 1.869 civils, 165 policiers et 44 soldats avaient perdu la vie pour un total de 2.078 personnes tuées, en hausse de 15% par rapport à février. En moyenne, 56 personnes avaient été tuées chaque jour en avril (30 jours) contre 67 en mars (31 jours). Les violences avaient également fait en avril 2.330 blessés parmi les civils contre 2.719 en mars.

Le président américain, George W. Bush a, le 25 mai, ratifié le projet de loi de financement des opérations militaires en Irak approuvé la veille par le Congrès américain après une bataille législative qui a opposé la Maison Blanche aux Démocrates, majoritaires au Capitole. Le président avait opposé son

veto à un projet de loi précédent parce qu'il comprenait un calendrier de retrait des troupes exigé

par les démocrates, mais jugé dangereux par la Maison Blanche.

SYRIE : NOUVEAU MANDAT POUR BACHAR AL-ASSAD

RE ministre syrien de l'Intérieur Bassam Abdel Majid, a, le 29 mai annoncé que le président syrien Bachar al-Assad a été reconduit pour un nouveau mandat de sept ans, avec 97,62 % des voix, lors du référendum organisé le 27 mai. Ce référendum, dont l'issue ne faisait aucun doute, était boycotté par les partis d'opposition, qui n'ont pas d'existence légale en Syrie et qui réclament en vain une loi électorale leur donnant une existence légale. Les élections se sont déroulées alors que les autorités ont durci le ton face à toute contestation. Plusieurs figures de l'opposition ont été condamnées à de lourdes peines de prison ces derniers mois. La participation a atteint 95,86%, soit près de 11,19 millions d'électeurs, a annoncé le ministre lors d'une conférence de presse. 19.653 personnes, soit 1,71% des électeurs, ont voté non, alors que près de 253.000 bulletins ont été annulés, selon le ministre. Près de 12 millions d'électeurs syriens étaient appelés à répondre par « oui » ou « non » à la question: « *approuvez-vous la candidature du docteur Bachar al-Assad au poste de président de la République?* ». Plusieurs bureaux où se sont rendus des journalistes de l'AFP ne comportaient pas d'isoloir, d'autres en comptaient un mais qui n'était pas fermé par un rideau.

Bachar al-Assad avait remporté

97,29% des voix lors du premier référendum qui l'avait porté au pouvoir en juillet 2000, un mois après la mort de son père Hafez al-Assad. Il n'était cependant pas destiné à prendre les rênes du pouvoir puisque c'est à la mort de son frère Bassel en 1994 que Bachar gravit les échelons de l'armée, devient colonel, gère les dossiers libanais et turc (PKK kurde), prélude à son investiture à la tête de l'Etat. Candidat unique à la présidence, après la mort de son père, il est nommé commandant en chef des forces armées le 11 juin 2000, est élu secrétaire général du parti Baas le 20 juin et devient le 16e président du pays, le 11 juillet, à 34 ans.

«Les dernières années ont démontré la compétence du président Assad à gérer les événements tout en demeurant attaché aux causes nationales», «le dialogue au sein de la société syrienne s'est élargi (...) l'unité nationale s'est consolidée », a affirmé le ministre. « La Syrie a dit non à une fausse démocratie qui entraîne le chaos », a poursuivi le ministre.

Conformément à la Constitution, le Parlement doit ensuite proclamer officiellement Bachar al-Assad président de la Syrie pour un nouveau mandat de sept ans. Le 10 mai, le Parlement avait approuvé à l'unanimité la candidature de Bachar al-Assad, désigné par le puissant parti Baas, au pouvoir depuis 1963. Cette consultation a pris l'allure

d'un plébiscite sur la politique intérieure et étrangère du président. A son arrivée au pouvoir, Bachar al-Assad, médecin ophtalmologiste de formation, avait soulevé des espoirs quant à la libéralisation du système politique d'un pays gouverné d'une main de fer durant trente ans. S'il a préconisé « *le droit à la différence* » dans son discours d'investiture, ses vellétés libérales sont rapidement étouffées à l'été 2001 avec l'incarcération des symboles du « *Printemps de Damas* », brève période d'ouverture politique qui a suivi son arrivée au pouvoir. Il s'inspire du modèle chinois en proclamant que « *les réformes économiques passent avant les réformes politiques* » et expliquera en 2003 que les opposants syriens avaient « *mal compris* » ses propos sur la démocratie promise dans son discours d'investiture. Sous sa houlette, le Baas maintient son rôle dirigeant « *de l'Etat et de la société* ».

Interrogé sur une éventuelle amnistie des détenus politiques, le ministre de l'Intérieur a répondu que la décision revenait « *au président lui-même* ». « *Le président Assad a dans le passé prononcé de nombreuses amnisties* », a-t-il souligné. Le régime syrien a en outre été ébranlé par l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, en 2005, dans lequel la Syrie a été pointée du doigt. Il avait dû retirer ses troupes du Liban quelques mois plus tard sous la pression internationale. En dépit de l'isolement dans lequel se trouve la Syrie, Bachar al-Assad rentabilise plusieurs cartes dont son alliance avec la Russie, l'Iran, le Hezbollah, les mouvements palestiniens, ainsi que les courants irakiens anti-américains.

TURQUIE-UE : NICOLAS SARKOZY S'OPPOSE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE DANS L'UE ET PROPOSE UNE UNION MÉDITERRANÉENNE

RE président français Nicolas Sarkozy, opposé à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, a proposé l'idée d'une « *Union méditerranéenne* », assurant qu'il ne s'agit pas d'un prix de consolation dans le cas où ce pays à majorité musulmane ne parvenait pas à entrer dans l'UE. Le ministre turc des Affaires étrangères a, le 30 mai, indiqué qu'Ankara étudiait la proposition d'une union des pays méditerranéens, mais il n'accepterait pas qu'elle constitue une alternative à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Nicolas Sarkozy avait réitéré le 2 mai son opposition à l'adhésion de la Turquie dans l'UE en déclarant « *quand bien même c'est un pays laïc, il est en Asie mineure (...)* Je n'expliquerai pas aux écoliers français que les frontières de l'Europe sont avec l'Irak et la Syrie. Quand on aura fait du Kurdistan un problème européen, on n'aura pas fait avancer les choses ».

Après l'élection de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte, le conseiller diplomatique du président français Nicolas Sarkozy, s'est rendu les 25 mai et 26 mai à Ankara pour s'entretenir des relations bilatérales. Ce déplacement discret faisait suite à l'entretien téléphonique qu'ont eu le 24 mai le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et Nicolas Sarkozy. Le Premier ministre turc avait téléphoné à Nicolas Sarkozy pour tenter d'établir un contact « *direct* » avec le président français qui préfère établir un partenariat privilégié.

L'agence de presse turque Anatolie a affirmé que Recep Tayyip Erdogan a rappelé à Nicolas Sarkozy les liens, tant économiques et politiques que militaires, qui unissent la Turquie et la France, et a estimé qu'entre Ankara et Paris devraient résoudre les problèmes « *en travaillant ensemble et en se rencontrant directement* ».

Paris laisse entendre qu'il ne ferait pas obstacle, dans l'immédiat, aux pourparlers entre Bruxelles et Ankara et n'opposerait donc pas son veto à l'ouverture, prévue le 26 juin prochain, de trois nouveaux chapitres de négociation. Pour les autorités françaises, qui ne veulent pas voir la question turque parasiter leur projet de « *traité simplifié* ». En revanche, Nicolas Sarkozy n'entend pas renier ses engagements de campagne concernant la Turquie. Lors de son premier déplacement à Bruxelles depuis son élection, M. Sarkozy a expliqué qu'il souhaitait renvoyer à plus tard la question turque, le temps de résoudre le problème institutionnel. Selon le ministre turc des Affaires étrangères, Jean-David Levitte, ancien ambassadeur de France à Washington, a pu s'entretenir avec de hauts diplomates turcs et des conseillers de M. Erdogan.

Par ailleurs, dans une interview le 30 mai à La Stampa, le numéro deux du Vatican Mgr Tarcisio Bertone affirme que l'Eglise catholique est favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne car ce pays « *a parcouru un long che-*

min » et « *respecte les règles fondamentales de la vie commune* ». Interrogé en marge d'une conférence sur le thème « *Christianisme et Sécularisme* », le secrétaire d'Etat du Saint-Siège a notamment déclaré que « *la Turquie est un pays qui est définitivement laïque (...)* En Europe on exalte la laïcité en tant que telle et même plus encore le laïcisme. Et au nom de ce laïcisme, on rejette toute référence aux racines judéo-chrétiennes (de l'Europe) ».

AINSI QUE...

CONFÉRENCE DE CHARM EL-CHEIKH POUR L'IRAK : UNE SOIXANTAINE DE PAYS DONT LES ÉTATS-UNIS, LA SYRIE ET L'IRAN RÉUNIS POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ET REDRESSER L'ÉCONOMIE DU PAYS. La conférence de Charm el-Cheikh, destinée à empêcher l'Irak de continuer à sombrer dans la violence et de la faillite financière, a réuni les 3 et 4 mai une soixantaine de pays dont l'Iran, la Syrie, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis de même que des organisations internationales notamment l'Union européenne (UE), l'ONU, la Ligue arabe et l'Organisation de la conférence islamique (OCI). L'Irak et la communauté internationale ont à cette occasion exhorté les voisins de ce pays à l'aider à lutter contre la violence endémique. « *Nous ne permettrons pas aux organisations terroristes de considérer que le territoire irakien est un lieu sûr pour elles* », a affirmé le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki durant la réunion. « *C'est ce qui nous conduit à appeler les pays de la région à empêcher les groupes terroristes d'entrer en Irak et d'obtenir une aide financière ou une attention politique ou médiatique* »,

a-t-il poursuivi. « *Soutenir le terrorisme ne sera dans l'intérêt d'aucune partie* », a souligné M. Maliki. « *Ce que peuvent faire les (pays) frères et amis, c'est soutenir de manière impartiale* » l'Irak en proie à des violences meurtrières quotidiennes. Prenant également la parole, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a pressé les participants « *de faire (leur) part du travail dans la dénonciation de la violence confessionnelle en Irak, de renforcer l'échange bilatéral dans la région et d'encourager le dialogue national en Irak* ».

Pour la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, les voisins de l'Irak, dont la Syrie, l'Iran, mais aussi l'Arabie saoudite, ont « *tout à perdre* » s'ils n'usent pas de leur influence pour stabiliser ce pays. Au deuxième jour de ce rassemblement diplomatique pour l'Irak, d'une ampleur sans précédent, l'attention était pourtant monopolisée par la possibilité de nouveaux contacts entre Mme Rice et ses homologues iranien et syrien.

Marquant un changement dans la politique des Etats-Unis, qui refusaient tout contact direct avec leurs ennemis de longue date, Mme Rice a eu un bref échange avec l'Iranien Manouchehr Mottaki et a rencontré pendant une demi-heure le Syrien Walid Mouallem. Mme Rice a échangé des formules de politesse d'usage avec le chef de la diplomatie de l'Iran à l'occasion d'un déjeuner auquel participaient d'autres responsables. Mais cet échange a été considéré comme significatif entre deux pays qui n'ont pas de relations diplomatiques depuis 1980. La Maison Blanche a toutefois minimisé la portée de ces entretiens, les qualifiant de « *conversations en aparté* ».

La Conférence a adopté, à l'unanimité et par acclamation, le Contrat international d'objectifs pour l'Irak (ICI), plan quinquennal pour le sauvetage économique de l'Irak visant à renforcer sa sécurité et redresser son économie. Lancée le 28 juillet 2006 par Bagdad et les Nations unies avec le soutien de la Banque mondiale, l'initiative prévoit de renforcer la sécurité et de redresser l'économie en Irak, où les violences font rage depuis quatre ans. Les délégués de plusieurs pays participants se sont également engagés à réduire la dette de l'Irak qui s'élève à quelque 50 milliards de dollars notamment envers l'Arabie saoudite, le Koweït, la Russie et la Chine.

Ces dettes avaient été accumulées essentiellement sous le régime de Saddam Hussein et durant la guerre contre l'Iran dans les années 1980, selon le ministre irakien des Finances Bayan Jabr. Une première dette de près de 100 milliards de dollars a déjà été annulée par les pays membres du Club de Paris.

D'autre part, le Congrès américain a, le 25 mai, largement approuvé le financement à hauteur de 120 milliards de dollars jusqu'en septembre des opérations militaires américaines en Irak et Afghanistan. La Chambre des représentants a adopté la loi par 280 voix contre 142, et le Sénat par 80 votes contre 14. Après des semaines de bras de fer avec la Maison Blanche, les démocrates au Congrès ont finalement renoncé à assortir le texte sur le financement du déploiement américain d'une clause fixant une date de début de retrait des troupes d'Irak. Le nouveau texte fixe, en revanche, la nécessité d'atteindre 18 objectifs politiques et

économiques à respecter par le gouvernement irakien.

KURDISTAN IRANIEN : CAMPAGNE DE NETTOYAGE Á L'IRANIENNE. Dans le cadre d'une « *campagne de nettoyage* » du Kurdistan iranien, dix combattants kurdes ont été tués par l'armée iranienne a rapporté le 30 mai l'agence de presse iranienne *Isna*. « *Les unités opérationnelles de la base Seyed ol-Shohada ont réussi à tuer (le 28 mai) dix contre-révolutionnaires armés dans la région de Salmas dans le cadre d'une campagne pour nettoyer et sécuriser cette zone frontalière* », affirme un communiqué de l'armée diffusé par l'agence. La région de Salmas est située à quelques dizaines de km de la frontière turque.

De violents affrontements ont opposés en février les forces armées iraniennes à des combattants kurdes dans cette zone. L'Iran avait annoncé à l'époque que près de 50 combattants kurdes avaient été tués dans des affrontements entre forces armées iraniennes et militants du PEJAK, un parti kurde iranien proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Quatorze militaires membres de l'armée régulière et du corps d'élite des Gardiens de la révolution, dont deux hauts gradés, avaient été tués dans la chute de leur hélicoptère pendant les opérations.

L'Iran a annoncé en mars l'arrestation de 207 « *contre-révolutionnaires* » en un an dans cette région. La province d'Azerbaïdjan-ouest abrite une importante population kurde. Elle est le théâtre depuis plus d'un an d'affrontements armés réguliers avec des militants kurdes, notamment du PEJAK. Le

gouvernement iranien accuse régulièrement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'aider les groupes armés appartenant aux minorités religieuses et ethniques dans la région de l'Azerbaïdjan, au Kurdistan et Kermanshah à forte population kurde et au Khouzes-tan (Arabistan) à majorité arabe.

SELON LE CENTRE BRITANNIQUE CHATHAM HOUSE L'IRAK DEVIENT UN ÉTAT EN DÉROUTE. Le centre de recherches britannique en relations internationales Chatham House a, le 17 mai, estimé dans un rapport que l'Irak, où plusieurs guerres civiles parallèles font rage, risque l'effondrement et l'éclatement. « *Il n'y a pas une guerre civile ou une insurrection, mais plusieurs guerres civiles et insurrections entre différentes communautés dans l'Irak d'aujourd'hui* », selon le rapport de 12 pages rédigé par Gareth Stansfield, un spécialiste du Proche-Orient associé au centre. On peut considérer que « *l'Irak est sur le point de devenir un État en déroute avec un risque conséquent d'effondrement et d'éclatement* » en plusieurs entités distinctes, poursuit-il, ajoutant: « *Le gouvernement irakien n'est pas en mesure d'exercer son autorité sur le pays. Sur de grandes étendues du territoire, il n'existe pas, ni politiquement, ni économiquement, ni socialement.* »

Le rapport estime que les principaux voisins de l'Irak - l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie - ont tous des raisons « *de chercher à ce que l'instabilité y perdure* ». L'Irak « *est aujourd'hui le théâtre sur lequel l'Iran peut « combattre » les Etats-Unis sans que ce soit de façon ouverte* », souligne le chercheur, selon qui Téhéran est en mesure de jouer un rôle plus important que les Etats-

Unis dans le pays. Il ajoute que la mise à l'écart de la minorité sunnite inquiète les pays sunnites de la région, notamment l'Arabie saoudite. Ryad, poursuit-il, voit d'un mauvais œil l'influence grandissante de Téhéran dans la région et ne restera pas les bras croisés si un retrait américain provoque une guerre ouverte entre les deux communautés. Selon ce rapport, l'offensive menée depuis février par l'armée américaine et les forces irakiennes contre les milices à Bagdad n'a pas réduit les violences, les insurgés ayant simplement porté leurs attaques en dehors de la capitale. Le projet de loi sur le partage des revenus du pétrole entre les différentes communautés chiite, sunnite et kurde pourrait être « *la clé de la survie de l'Irak* », ajoute toutefois le centre. Le document de Chatham House souligne que le pays est confronté non à une seule « *guerre civile* » entre les chiites majoritaires et les sunnites qui étaient tout-puissants sous Saddam Hussein, mais à plusieurs conflits sur fond de divergences religieuses, ethniques et tribales, avec à chaque fois des objectifs différents.

Par ailleurs, le Parlement irakien est de plus en plus considéré comme inefficace par un nombre croissant d'Irakiens à cause de l'attitude de son président, le sunnite salafiste Mahmoud al-Mashhadani. Cet ancien médecin de 59 ans, prisonnier politique sous Saddam Hussein, est accusé par nombre d'élus de gérer le Parlement comme un bistrot. L'année dernière, al-Mashhadani a survécu de justesse à une campagne pour le démettre organisée par les députés chiites et kurdes, après avoir décrété que les Irakiens tuant des Américains devaient être fêtés comme

des héros. Ce qui inquiète encore plus, ce sont les soupçons permanents pesant sur certains députés sunnites, qui seraient liés aux violences dans le pays, ou ceux concernant certains élus chiites, qui seraient quant à eux proches des escadrons de la mort auxquels on attribue la spirale de violence qui s'est emparée du pays depuis l'attentat de février 2006 contre la Mosquée d'or de Samarra, un des principaux sanctuaires chiites du pays. Les observateurs dépités estiment également que leurs fidélités partisans et leur affiliation religieuse empêchent les députés d'avoir un vrai rôle de surveillance du gouvernement et de contre-pouvoir. Tout cela fait peser une lourde menace sur le vote de plusieurs textes de lois cruciaux pour l'avenir du pays: le projet sur la redistribution des revenus issus du pétrole, et un autre destiné à promouvoir la réconciliation nationale.

De plus, le chef radical chiite Moqtada Sadr, qui n'était plus apparu en public depuis octobre 2006, et que les Américains prétendaient réfugié en Iran, est arrivé le 25 mai devant ses fidèles à la mosquée de Koufa, au sud de Bagdad. Moqtada Sadr avait donné ordre à la puissante milice qu'il dirige, l'armée du Mahdi - qui compterait entre 10.000 et 60.000 combattants, de faire profil bas à Bagdad, où plus de 85.000 soldats américains et irakiens sont déployés pour lutter contre les violences confessionnelles. Moqtada Sadr bénéficie aussi d'un large soutien chez les chiites de Bagdad et les classes défavorisées des villes du sud. Avec 32 députés (sur 275), son courant représente le plus important mouvement au sein de la coalition parlementaire chiite, l'Alliance unifiée irakienne (130 sièges au total). Les

six ministres sadristes ont cependant quitté en avril le gouvernement, pour protester contre le refus du Premier ministre Nouri al-Maliki d'établir un calendrier de retrait des troupes américaines du pays.

LE COMITÉ POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE A EXAMINÉ L'ÉTAT DE SANTÉ D'ABDULLAH OCALAN. Le Conseil de l'Europe a, le 25 mai, annoncé qu'une délégation du Comité pour la prévention de la torture (CPT) s'est rendue les 20 et 21 mai à la prison turque d'Imrali pour y examiner l'état de santé du seul détenu de l'établissement, le leader du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan.

La visite a eu lieu à la suite d'une longue grève de la faim de Kurdes, à Strasbourg, visant à obtenir l'envoi d'experts indépendants auprès du leader emprisonné du PKK qui souffrirait, selon ses avocats, d'un empoisonnement. Ces derniers avaient rendu public, début mars à Rome, les résultats d'analyses faites sur des cheveux du prisonnier établissant, selon eux, qu'Öcalan souffre d'un empoisonnement, vraisemblablement dû à l'ingestion de métaux toxiques. Les autorités turques avaient alors chargé un groupe d'experts d'effectuer des analyses sur le prisonnier qui ont, selon la justice turque, établi que les allégations d'empoisonnement étaient

«sans fondement ». La délégation du CPT a examiné l'état de santé d'Öcalan ainsi que ses conditions de détention et la mise en œuvre pratique de son droit à recevoir des visites. Elle a, le 22 mai, rencontré le ministre turc de la Justice, Fahri Kasirga et lui a communiqué ses observations préliminaires.

La grève de la faim des Kurdes avait duré 39 jours et s'était terminée après la promesse du CPT d'entreprendre « *les actions opportunes à cet égard* ». Parallèlement à Strasbourg, des grèves de soutien ont également été observées en Grande-Bretagne, en Suède, au Kurdistan turc et au Kurdistan syrien, selon

L'élection présidentielle turque est annulée

L'armée des pachas veut sauver la République

LE FIGARO mercredi 2 mai 2007

Institution respectée par les Turcs, l'armée veut continuer à réguler la vie politique au nom des principes kémalistes.

De notre envoyé spécial à Ankara et Istanbul

INSTALLÉ autour d'une table recouverte d'un tapis vert, le groupe d'officiers à la retraite achève une partie de okey, un jeu de dominos. Membres de Tesud, une association servant de relais entre l'armée et la société civile, les joueurs prédisent qu'il n'y aura pas de putsch. « Les coups d'État appartiennent au passé. Nous devons défendre la République par des voies légales », assure le colonel Ibrahim Türk, un des secrétaires du mouvement, dans les couloirs du siège de l'association tapissés de photos d'Ataturk, le père de la nation.

Fondé pour entretenir la flamme kémaliste, le cercle sert surtout à renforcer les réseaux informels

d'entraide entre anciens. Il s'est mobilisé en masse dimanche à Istanbul pour contrer « le péril intégriste ». Présent dans la plupart des villes de Turquie, il appartient à une mouvance associative qui se déclare prête après l'ultimatum de l'armée à « suivre les ordres ». « Ce n'est pas à notre âge qu'on va sortir les fusils », précise toutefois le colonel. Dans les salons enfumés règne une ambiance de mess. Un garçon en livrée sert le çay, le thé brûlant.

Dans son quartier, Ibrahim

Türk est toujours appelé, « par habitude », colonel. Un système de cooptation lui a permis d'intégrer dans sa coterie ses amis médecins, magistrats ou épiciers. « L'armée conserve son prestige. Elle est, selon les sondages, l'institution la plus crédible de Turquie », affirme-t-il. « Elle aimerait bien ne plus avoir à s'occuper de politique, mais ne doit-elle pas avant tout servir les intérêts du pays ? », ajoute l'ancien officier de l'armée de terre.

Les pachas – les quatorze généraux du conseil particulier de l'état-major – ne disent pas autre chose. Sûrs d'être dans leur rôle, ils continuent à divulguer quand bon leur semble des oukases sans trop se soucier des cris d'orfraie des partisans d'une séparation des pouvoirs. Le cénacle, que l'on dit divisé entre « souverainistes » et « proeuropéens » fonctionne au consensus. Considéré comme un faucon, Yasar Büyükanit, le patron de l'armée de terre, a succédé l'an dernier au général Hilmi Ozkök, un partisan des changements.

Rapport de forces brutal

Son entrée en fonction a marqué un raidissement de l'institution. Le général Büyükanit n'avait pas hésité à couvrir en 2006 un gendarme, membre d'un groupe de contre-guérilla, impliqué dans l'attentat antikurde de Semdinli (1 mort). Opposé à la candidature d'Erdogan à la présidence, il n'a pas trouvé de compromis avec le gouvernement du Parti de la jus-

tice et du développement (AKP).

« Büyükanit est autoritaire, mais cela ne veut pas dire qu'il se voit en dictateur », juge Ali Bahramoglu, le spécialiste des affaires militaires de Yeni Safak, un journal musulman conservateur. « Les militaires sont convaincus d'avoir en charge l'ordre républicain et demandent à continuer d'exercer une fonction régulatrice. L'AKP a voulu prendre le contrôle complet du système. Les militaires ont dit non. Ils sont là et ils sont solides : ils imposent un rapport de force brutal qui leur permet de bousculer les équilibres par une simple lettre », résume le journaliste.

Le clash entre l'armée et l'AKP intervient après quatre années de réformes menées au pas de charge par le gouvernement pour satisfaire aux normes démocratiques imposées par Bruxelles dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne. L'armée a été contrainte de renoncer à une partie de ses prérogatives. Elle a

fait également des concessions sur Chypre. Sa baisse apparente d'influence s'est traduite par la réorganisation en profondeur du Conseil de sécurité national (MGK). L'organisme, qui rassemble les dix plus hauts dirigeants du pays, décide des grands choix de sécurité intérieure et extérieure. Il est, depuis 2003, chapeauté par un civil nommé par le premier ministre et non plus par un militaire. Le processus de dé militarisation n'est cependant pas allé jusqu'à

instaurer un ascendant du politique sur le militaire.

« L'armée cherche à préserver ses prérogatives. La bataille sur la laïcité cache un conflit entre des élites qui défendent leur statut et des forces périphériques qui risquent de partager leur prestige », commente le politologue Ahmet Insel.

À Cankaya, un quartier chic du centre d'Ankara, vivent, dans des résidences privées fournies par l'État, le gratin des militaires de la

capitale et leurs familles. Cankaya abrite aussi le palais du gouvernement. Pour les habitants de cet univers un peu à part, aux rues en pente et à la propreté suisse, il serait incongru d'accueillir un nouveau voisin, figure historique du mouvement islamiste. Ici, personne n'a pardonné à l'épouse d'Abdullah Gül d'avoir porté plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg pour une affaire de foulard. « Elle a retiré sa requête lorsqu'elle a compris qu'elle n'obtiendrait pas gain de cause. Nous ne voulons pas au palais de gens qui ont des histoires chez nous avec la justice », lance une riveraine. « On préférerait quelqu'un de neutre à la présidence », poursuit cette femme de haut gradé.

« Un général ? »

« Non. On en a déjà donné cinq sur dix à la Turquie depuis l'indépendance. Cela suffit comme ça ! »

T. O.

L'économie fragilisée par la crise politique

Hier, la Bourse a enregistré un recul de 3,23 %, tandis que le livre turque, en repli depuis le début de la semaine, a cédé du terrain face au dollar et à l'euro.

De notre correspondante à Istanbul

L'ÉCONOMIE turque pourrait bien être la première victime des turbulences politiques que traverse le pays. Les milieux d'affaires, qui espèrent désormais des élections législatives anticipées, craignent des conséquences négatives après l'intrusion des militaires dans

l'élection présidentielle. « La déclaration de l'armée met la Turquie dans une position délicate », souligne Serhan Cevik, analyste chez Morgan Stanley. Vendredi soir, dans ce que les médias nationaux nomment « le mémorandum de minuit », le chef d'état-major, le général Yasar Büyükanit, a brandi la menace à peine voilée d'une intervention militaire. Faisant réapparaître le spectre du coup d'État de « velours » de 1997 qui avait acculé le gouvernement islamiste à la démission. Dimanche, la manifestation géante d'Istanbul, destinée à faire échec à l'élection à la présidence d'Abdullah Gül, le ministre des Affaires étrangères, a fait monter la tension d'un cran supplé-

mentaire. Hier, les marchés étaient suspendus au verdict de la Cour constitutionnelle : les juges ont annulé en fin de journée le premier tour de l'élection présidentielle, validant le recours de l'opposition, le Parti républicain du peuple.

Dans ce climat troublé, la Bourse, qui a fermé avant que la Cour ne se prononce, a encore reculé de 3,23 % hier. L'indice de référence, l'İMKB 100, avait déjà chuté de 4,01 % lundi. En repli depuis le début de la semaine, la livre turque a finalement rebondi après la décision de la Cour constitutionnelle. « Comparée à vendredi, la Turquie est un pays plus pauvre », a déclaré Ali Babacan, le ministre d'État en charge de l'Économie, sur la chaîne

de télévision turque NTV. La Turquie est en voie de stabilisation : une croissance de 6,1 % l'an dernier, des investisseurs étrangers qui affluent, alléchés par le potentiel du marché turc et rassurés par les négociations d'adhésion à l'UE... Mais cette économie émergente reste fragile, comme le montre l'indice du coût de la vie, qui a augmenté de 12,1 % sur les douze derniers mois. La crise de 2001 avait amené le pays au bord de la faillite.

Bilan économique favorable

Dans une allocution télévisée, lundi soir, Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre, s'est justement appuyé sur le bilan économique de son gouvernement, très favorable,

dans le bras de fer qui l'oppose à l'armée. Il s'est livré à un exposé allant de l'électrification des villages au revenu annuel par tête qui a doublé sous son gouvernement, pour atteindre 5 417 dollars. En cas

d'élections législatives anticipées, les résultats économiques sont son meilleur argument électoral.

Le patronat turc, la Tüsiad, est globalement satisfait de l'action du gouvernement, qui suit à la lettre les recommandations du Fonds moné-

taire international. En 1997, la puissante organisation laïque avait soutenu l'intervention des militaires contre le gouvernement de Necmettin Erbakan. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Mais la Tüsiad prêche pour une rapide sortie de crise afin

de rassurer les marchés et de reprendre la marche en avant. Dans un communiqué diffusé dimanche, elle a estimé « indispensables » des élections anticipées.

LAURE MARCHAND

La tension politique ébranle les institutions turques

la Croix

JEUDI 3 MAI 2007

L'incapacité des partis politiques turcs à s'entendre sur un candidat à la présidence de la république crée une situation inédite et risquée.

Quelle est la situation politique en Turquie aujourd'hui ?

La Turquie est entrée dans une crise institutionnelle inédite. Alors que le mandat du président de la République arrive à échéance le 16 mai, il est possible que son successeur ne soit pas désigné à temps. La Cour constitutionnelle a invalidé mardi le premier tour de l'élection présidentielle qui s'était déroulé à l'Assemblée nationale vendredi dernier, estimant que le quorum n'avait pas été atteint. Les juges avaient été saisis par la principale formation d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), qui a suivi une stratégie délibérée d'obstruction: il avait ordonné à ses députés de ne pas siéger lors du scrutin et a ensuite déposé un recours en s'appuyant sur le non-respect du

quorum.

Hier matin, la formation au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), le seul à avoir proposé un candidat, a affirmé qu'il respectait le verdict des juges. Mais le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a assimilé leur décision à une « balle tirée contre la démocratie ». Il propose une réforme pour faire élire le président de la République au suffrage universel et veut, surtout, précipiter l'organisation d'élections législatives, qui seraient avancées du 4 novembre au 24 juin.

L'AKP entend par ailleurs organiser un nouveau scrutin présidentiel dimanche en maintenant son candidat, Abdullah Gül, actuel ministre des affaires étrangères. Apprécié en Europe et aux États-Unis, celui-ci est rejeté par ses adversaires qui estiment qu'il cache un programme islamiste. Signe d'un calme relatif, la Bourse d'Istanbul est repartie hier à la hausse et la livre turque s'est stabilisée face à l'euro et au dollar.

Comment en est-on arrivé là ?

Deux factions s'affrontent en s'appuyant sur des bases populaires puissantes. L'AKP, qui avait

obtenu un tiers des suffrages et presque les deux tiers de députés lors des élections législatives de 2003, est un mouvement qui a fédéré plusieurs courants. Son noyau dur est constitué d'anciens militants islamistes qui ont pris leur distance avec un discours radical qui les éloignait trop du pouvoir. Ils ont ainsi attiré des courants libéraux et conservateurs, lassés par l'emprise d'une nomenclatura étatiste et très liée à l'armée. En quatre ans, le gouvernement Erdogan s'est distingué par d'importantes réformes de modernisation qui ont permis à la Turquie d'obtenir le feu vert de l'Union européenne

pour enclencher des négociations d'adhésion.

L'opposition politique est principalement représentée par le CHP, qui se veut l'héritier de Mustafa Kemal Atatürk, père fondateur de la Turquie, pays créé en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman.

L'opposition politique est principalement représentée par le CHP, qui se veut l'héritier de Mustafa Kemal Atatürk.

Mais le noyau dur de la résistance se trouve au sein de l'armée. Celle-ci affirme défendre la laïcité et veille effectivement à éradiquer toute islamisation dans ses rangs. Mais sa vigilance porte aussi sur

la vie politique, d'autant qu'elle est perçue par une large frange de la population comme la gardienne du kémalisme. Ce camp politique a rassemblé, à quinze jours d'intervalle, des foules énormes, de l'ordre du million de personnes, le 14 avril à Ankara et le 29 avril à Istanbul.



Recep Tayyip Erdogan entouré des députés de son parti, l'AKP. Le premier ministre turc propose une réforme pour faire élire le président de la République au suffrage universel et veut, surtout, précipiter l'organisation d'élections législatives.

À deux reprises, l'état-major militaire a affirmé implicitement mais publiquement qu'il ne laisserait pas l'AKP contrôler à la fois la présidence de la république, le gouvernement et le Parlement. Chacune de ses interventions a été déléguée l'avant-veille des grandes manifestations d'Ankara et d'Istanbul.

La première a pris la forme d'une conférence de presse du chef d'état-major, le général Büyükanit. Tendue, parfois sur la défensive car la presse avait fait état d'un projet de putsch élaboré par certains généraux en 2004, il a expliqué que le chef de l'État devait adhérer pleinement au principe de la laïcité. Vendredi dernier, l'état-major s'est montré plus expéditif. Dans un communiqué diffusé sur Internet, il a laissé entendre que l'armée se tenait prête à intervenir.

Ces prises de position ne choquent pas une grande partie de l'opinion, pour qui l'état-major est un des acteurs clés de la scène politique. Les généraux font partie d'un vaste réseau présent dans toute la bureaucratie d'État et uni par l'idéologie kémaliste et des réflexes de caste. L'état-major représente la face émergée d'un iceberg dont les profondeurs sont invisibles pour tout observateur.

Depuis 2003, l'AKP s'est beaucoup consacré à développer l'économie de marché, moderniser les institutions du pays et asseoir son pouvoir. Le parti veut durer en jouant le jeu des institutions et en diffusant ses valeurs conservatrices. Discrètement, une incessante guérilla l'a toutefois opposé au président de la République sortant, le très laïque Ahmet Necdet Sezer. Celui-ci a bloqué toute nomination et tout changement de réglementation qui lui semblaient relever d'un programme d'infiltration d'éléments islamistes.

Le débat s'est aussi fixé sur la question du foulard islamique, appelé le «*türban*» dans sa version politique. Les épouses et les filles de Recep Tayyip Erdogan et d'Abdullah Gül le portent en public, signe d'un attachement inébranlable à une visibilité des préceptes coraniques dans la vie sociale.

Incontestablement, l'AKP a voulu gagner sur tous les tableaux. Fort de sa réussite au gouvernement, le parti se montre sûr d'emporter les prochaines élections législatives. Pas question pour lui d'abandonner dans cette période les signaux qui lui assurent la fidélité de la frange militante de son électeur.

L'Union européenne suit très attentivement la situation en

Turquie. Une intervention militaire ruinerait les chances de ce pays d'adhérer à l'UE. L'imbroglio actuel risque de paralyser les négociations en cours et montre que les rapports de force politiques à Ankara ne sont pas tous canalisés

par la démocratie parlementaire. Mais la question finale de l'adhésion de la Turquie ne se posera pas avant douze ou quinze ans, sauf bouleversement majeur de part et d'autre du Bosphore.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

L'armée turque garde une grande influence

Respectée par une grande partie de la population, l'armée tente de conserver ses importants pouvoirs

ISTAMBOUL

De notre correspondante

Vendredi dernier, les démocrates turcs ont subi un choc. Il était un peu moins de minuit lorsqu'a été diffusé sur Internet un communiqué de l'armée faisant part du «*danger réactionnaire islamiste*» en Turquie et de la responsabilité du gouvernement dans le blocage institutionnel. Les forces armées s'érigeaient en «*protectrices déterminées de la laïcité*», se disant prêtes à faire le nécessaire pour défendre la République. «*Nous vivons un grand malheur*», a estimé Mehmet Ali Birand, l'un des observateurs politiques les plus connus du pays, tandis que son confrère Yalcin Dogan voyait dans ce «*mémoire de minuit*» une réminiscence des événements de 1980. «*Quand j'ai lu ce communiqué, j'ai pensé à la lettre d'avertissement envoyée au président Fahri Korutürk en 1980, quelques mois avant le coup d'État du 12 septembre*», explique-t-il.

L'intrusion de l'armée dans le processus électoral de la Turquie semble avoir donné raison à ceux qui faisaient circuler l'hypothèse d'un coup d'État militaire. Ces derniers mois, le nouveau chef d'état-major, Yasar Büyükanit, s'était montré particulièrement prompt à dénoncer le «*danger islamiste*». En Turquie, l'armée n'a rien d'une «*grande muette*». Au contraire, elle jouit des honneurs d'une partie de la presse et d'une large partie de la population. Lors de la manifestation de soutien à la laïcité du 14 avril à Ankara, la relève de la garde s'est déroulée sous les acclamations de la foule et les slogans: «*La plus grande armée est notre armée.*»

Sacralisée par Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République, l'armée reste liée dans les esprits à la libération du pays dans les années 1920 et à la naissance de la nation. Garante du territoire national, elle se considère comme la gardienne

de la laïcité et de l'ataturkisme. C'est au nom de ces valeurs que les militaires, en 1960, 1971, 1980 et 1997, ont renversé ou poussé au départ les gouvernements en place. Et s'ils ont rendu le pouvoir aux civils, ce n'est pas sans laisser des marques. C'est à eux que l'on doit la Constitution de 1982, toujours en vigueur, et le Conseil national de la sécurité (MGK). Composé de généraux, de ministres et du chef de l'État, cette institution intervient bien au-delà des missions de défense.

Premier propriétaire foncier du pays

Avec 800 000 hommes, l'armée turque est la deuxième armée de l'Otan en termes d'effectifs et continue d'exercer une forte attraction sur les jeunes. Très bien équipée et entraînée, elle compte aussi 30 000 hommes stationnés sur la partie nord de Chypre. En revanche, elle n'a pas réussi à faire taire les séparatistes kurdes du PKK qu'elle continue de traquer dans l'est du pays. Premier propriétaire foncier du pays, l'armée dispose aussi d'une influence économique, grâce à sa holding, Oyak, forte de 30 000 salariés, dont les activités vont de la banque aux assurances en passant par l'automobile.

Le processus d'adhésion à l'Union européenne place toutefois l'armée sur la défensive. Le MGK est présidé par un civil, les dépenses militaires sont soumises au contrôle de la Cour des comptes et, en 2004, les généraux ont mis de l'eau dans leur vin en soutenant le plan de paix de l'ONU pour Chypre. La presse a pu révéler des affaires comme l'implication d'officiers dans un attentat dans l'est du pays, l'existence d'un système d'accréditation des journalistes en fonction de leur sympathie envers l'armée, et un projet de coup d'État en 2004 visant le gouvernement actuel. Accuser l'armée reste risqué. Le magazine *Nokta*, auteur des deux derniers scoops, a dû fermer boutique. Dimanche, lors de la manifestation contre l'AKP à Istanbul, certains clamaient: «*Pas de charia, pas de coup d'État.*»

DELPHINE NERBOLLIER

L'Expansion.

1 mai 2007

L'armée, pivot indéboulonnable de l'économie turque

Les généraux turcs donnent leur avis sur tout : le voile de l'épouse du Premier ministre, la prospection pétrolière de Chypre en mer Méditerranée, le vote par les députés français d'un texte sanctionnant la négation du génocide arménien...

Lors de la publication du rapport annuel d'évaluation de la Turquie dans ses négociations d'adhésion à l'Union européenne, cela ne rate jamais : la Commission de Bruxelles épingle cet interventionnisme, réclamant que les militaires se désengagent totalement de la vie politique. A peine ont-ils amorcé un retrait dans ce domaine qu'ils tendent à s'immiscer de nouveau dans le débat public à l'occasion de l'élection présidentielle, au mois de mai. En revanche, aucun signe de repli n'est visible sur le terrain économique. Actuellement déployée en Afghanistan dans le cadre de l'Isaf ou au Liban, sous commandement de la Finul, l'armée turque, la deuxième de l'Otan derrière celle des Etats-Unis, excelle en effet dans le domaine des affaires.

Une holding dispensée d'impôts

Sa poule aux oeufs d'or s'appelle Oyak. Créé en 1961 après le premier coup d'Etat, le Fonds de solidarité et d'aide mutuelle des forces armées (Oyak) ne limite pas ses activités à sa fonction de mutuelle ou au versement de compléments de retraite à ses 227 000 membres. Avec un chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros en 2005, c'est la troisième holding du pays. Dirigée par un civil, Coskun Ulusoy, Oyak participe au capital de 60 sociétés, possède cimenteries, supermarchés, industries chimiques... Mais ce qui fait du fonds de pension un poids lourd économique, c'est son partenariat avec le constructeur Renault et l'assureur Axa, dont Oyak détient respectivement 49 et 50 % du capital en Turquie. Selon Taha



Parla, professeur à l'université du Bosphore, à Istanbul, « L'Europe se contente de critiquer le pouvoir politique de l'armée sans dire un mot sur sa puissance économique, en raison des alliances nouées avec des sociétés étrangères, notamment françaises ». En 2006, la société a encore consolidé sa mainmise sur l'économie nationale en rachetant le sidérurgiste Erdemir, que convoitaient de leur côté Arcelor et Mittal. Cette privatisation permet de préserver les intérêts de l'Etat dans le secteur stratégique de l'énergie et de soustraire ce dernier aux investisseurs étrangers. Oyak aurait aussi un oeil sur Türk Hava Yollari, la compagnie aérienne publique.

Comparé aux autres holdings turques, Oyak présente plusieurs particularités. Ainsi, les militaires sont majoritaires au sein de son conseil d'administration, présidé par un général à la retraite. Mais surtout elle bénéficie d'un avantage de taille : le fonds de pension n'acquiesce pas l'impôt sur les sociétés ! A cela s'ajoutent les cotisations de ses adhérents, qui lui versent 10 % de leurs salaires, ce qui permet d'éviter les problèmes de trésorerie. « Mais le système fait de nombreux mécontents parmi les membres d'Oyak, car les prestations ne sont pas à la hauteur de celles proposées par la concurrence,

souligne Levent Unsaldi, auteur du livre *Le Militaire et la politique en Turquie* (L'Harmattan). Adhérent totalement à la logique du marché, Oyak a oublié au fil du temps ses missions initiales de mutuelle. » Il semblerait cependant que les militaires fassent parfois passer leurs principes avant les affaires. Ainsi, ils ont écarté le Crédit agricole du rachat d'Oyak Bank. Il s'agit d'une mesure de rétorsion après le vote par les députés français d'une loi sur le génocide arménien, en octobre dernier.

Sans contrôle du Parlement

Outre Oyak, l'armée est présente dans l'industrie militaire par le biais de deux fondations, le SSDF (Fonds de soutien à l'industrie de défense) et la TSKGV (Fondation pour le renforcement des forces armées turques), qui ont pour vocation de diminuer la dépendance du pays à l'égard de l'étranger dans ce secteur. La TSKGV, par exemple, fabrique sous licence des avions F16 américains. Là encore, comme Oyak, les deux structures bénéficient de diverses exemptions d'impôts. Le SSDF se finance grâce aux gains de la loterie nationale, à des taxes sur les ventes d'alcool et de tabac, et aussi sur les paris (courses de chevaux et matchs de football). Autant de revenus versés au budget de l'armée qui échappent au vote du Parlement. Ils constituent un impôt militaire dont s'acquittent tous les citoyens turcs et qu'aucun, ou presque, ne songe à contester, tant le respect pour l'institution reste fort en Turquie.

Laure Marchand, à Istanbul

Les pays arabes se penchent sur l'avenir de l'Irak

MOYEN-ORIENT

Une cinquantaine de pays sont réunis durant deux jours à Charm el-Cheikh, en Égypte.

Le Caire

« LES PAYS ARABES ont tout à perdre s'ils ne font rien pour ramener la stabilité en Irak. » C'est un constat d'impuissance autant qu'une bouteille à la mer qu'a lancé Condoleezza Rice à son départ pour la conférence de Charm el-Cheikh. « *Un Irak instable sera une source d'instabilité pour le Proche-Orient* », a prévenu la secrétaire d'état américaine, invitant les pays voisins « à montrer leur soutien et, dans la mesure où ces voisins ont de l'influence sur d'importantes factions politiques et dirigeants en Irak, à les encourager à s'engager dans le processus de réconciliation ». Un appel destiné

notamment à l'Arabie saoudite, réputée influente auprès des groupes sunnites.

Condoleezza Rice devrait aussi participer demain à une réunion avec son homologue syrien, rompant avec la politique d'isolement suivie par les États-Unis depuis l'assassinat de Rafik Hariri en 2005. Mais il en faut davantage pour convaincre les pays arabes. Ces derniers sont en effet plus que réticents à s'engager en Irak, à la fois pour ménager leurs opinions publiques, hostiles à l'intervention américaine, et pour des raisons de sécurité, l'attentat contre l'ambassade de Jordanie à Bagdad en 2003, ou l'assassinat de l'ambassadeur égyptien Ehab el-Chérif un an plus tard, ayant douché leurs initiatives diplomatiques.

Les Arabes sunnites ne peuvent cependant pas se désintéresser du sort de l'Irak, ne serait-ce que parce qu'ils s'inquiètent de l'influence croissante de l'Iran et

de ses alliés chiites au Proche-Orient. Ils poussent donc à une réconciliation nationale, au respect de l'intégrité territoriale irakienne et à un partage équitable du pouvoir et des richesses, notamment pétrolières. Lors du sommet de la Ligue arabe, début avril à Riyad, ils ont appelé le gouvernement irakien à adopter des réformes : changement de constitution, intégration de sunnites dans l'armée, abandon du programme de « dé-baasification » du pays.

Un soutien conditionné

Selon une source diplomatique au Caire, le soutien des pays arabes au premier ministre chiite Nouri al-Maliki, qu'ils accusent à demi-mot d'attiser les violences confessionnelles, est conditionné à l'adoption de ces réformes. Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a d'ailleurs refusé de le recevoir avant la conférence de Charm el-

Cheikh. Il y a dix jours au Caire, al-Maliki a en effet rejeté ces conditions et accusé à son tour certains pays, visant sans la nommer la Syrie, de continuer à héberger des terroristes qui s'infiltrent en Irak. « *Toutes les consultations sont bienvenues, mais nous n'accepterons ni condition, ni diktat* », a-t-il martelé.

Nouri al-Maliki a également affirmé que le président Hosni Moubarak lui avait promis de nommer « prochainement » un ambassadeur à Bagdad. Une perspective accueillie avec beaucoup de réserve par la diplomatie égyptienne. « *La perte d'un autre diplomate serait un coup terrible* », confie-t-on en privé. En attendant, l'Égypte a donc organisé sans enthousiasme cette conférence, dont Hosni Moubarak aurait dit, selon un journal d'opposition, qu'à défaut de résultats tangibles, elle serait « *utile pour promouvoir le tourisme en Égypte* ».

TANGI SALAÜN

LE FIGARO 3 mai 2007

Les dissensions s'exacerbent au sein de la guérilla antiaméricaine

La liquidation probable du chef d'al-Qaïda en Irak pourrait déclencher un conflit au sein de l'insurrection.

AU LENDEMAIN de l'assassinat, non confirmé, par une tribu sunnite d'Abou Ayoub al-Masri, le chef de la branche irakienne d'al-Qaïda, jamais les tensions n'ont été aussi fortes entre la mouvance islamo-nationaliste de l'insurrection antiaméricaine et son autre composante, le réseau d'Oussama Ben Laden.

« *Al-Qaïda est allé trop loin en massacrant des civils chiites, mais aussi de très nombreux sunnites*, explique Omar, un journaliste proche des factions islamo-natio-

nalistes. « *De plus en plus de groupes armés se rendent compte qu'al-Qaïda a terni l'image de la résistance en cherchant à déclencher une guerre civile. Il ne sert plus les intérêts des Irakiens.* » L'ancien ministre de l'Information Mohamed Hakim renchérit : « *Al-Qaïda force les familles à donner de très jeunes filles à marier avec leurs combattants afin de bénéficier de la protection de leur tribu.* »

Déclenchées en janvier 2006 à Ramadi, où des tribus se sont opposées à la « talibanisation » de la ville, les frictions internes se sont exacerbées. Il y eut l'assassinat, par al-Qaïda fin mars, du neveu de cheikh Hareth al-Dari, dignitaire sunnite très respecté qui était membre des Brigades de

la révolution de 1920, une faction nationaliste. Puis à Samarra, celui d'un chef local de l'Armée islamique en Irak (AII), l'un des groupes armés les plus puissants qui avait appelé à des négociations avec les Américains.

Un rempart face aux escadrons de la mort

L'AII avait surtout eu le tort de refuser de passer sous le joug de « *l'État islamique d'Irak* », proclamé par al-Qaïda en octobre 2006 dans les régions sunnites et à Bagdad. « *Cela reviendrait à faire comme les chiites et les Kurdes qui veulent l'éclatement de l'Irak, or la majorité des sunnites n'en veut pas* », proteste un député de la capitale. « *Vous n'avez pas le*

choix, répète cependant al-Qaïda sur son site Internet, *rejoignez-nous, ou rendez vos armes, sinon nous vous pourchasserons.* »

Ces pressions ont été plutôt contre-productives. « *Al-Qaïda vient d'être évincé de Ramadi et de Hadi tha*, explique Mohamed Hakim. *Ses militants sont en difficulté à Hit. Ils ne peuvent pas aller se réfugier vers Tikrit* (le fief de Saddam Hussein, NDLR), *car les tribus n'en veulent pas* ». Sur la défensive, les djihadistes chercheraient à se regrouper à Kirkouk, où ils espèrent profiter des divisions entre sunnites et Kurdes, et autour de leur bastion montagneux de Dyala.

La mouvance terroriste garde toutefois de puissants atouts.

Chaque mois, selon le Pentagone, plusieurs douzaines de djihadistes pénètrent en Irak. « *Al-Qaida offre jusqu'à 5 000 dollars par mois à un combattant, explique Omar, c'est pourquoi certains membres de l'Armée islamique l'ont rejoint en début d'année.* » Après bientôt quatre ans de lutte, les autres factions ont des problèmes financiers qui les handicapa-

pent. De plus, le front uni anti-al-Qaida, qui se dessine, ne fait pas l'unanimité chez les tribus. Pour de nombreux sunnites, al-Qaida reste toujours un rempart face aux « escadrons de la mort » chiites et à l'Iran qui les soutiendrait.

La liquidation du chef du réseau terroriste irakien pourrait néanmoins conduire à un divorce.

Les différents groupes armés ont la capacité de soumettre les quelques milliers de djihadistes liés à al-Qaida. « *Mais ils ont besoin d'une bonne raison pour déclencher l'offensive, un lien par exemple entre l'Iran et al-Qaida* », affirme Omar, pour qui al-Qaida tire sa force de la présence en son sein d'une majorité d'Irakiens, en particulier d'anciens centurions de la

garde spéciale de Saddam.

« *Si les mouvements nationalistes ne s'unissent pas, ils resteront faibles, avertit le député Salah al-Motlaq, proche de la guérilla. Et al-Qaida pourra alors établir son État islamique, ce sera un jour de deuil pour l'Irak et pour le monde entier.* »

GEORGES MALBRUNOT

LE FIGARO 3 mai 2007

Kirkouk happée par la guerre civile irakienne

Le projet de référendum sur le transfert au gouvernement fédéral kurde de la ville pétrolière du nord de l'Irak encourage les attentats.

De notre envoyé spécial à Kirkouk

À L'ENTRÉE de Kirkouk, on voit des puits de pétrole et des maisons en construction. Deux symboles. Le pétrole est convoité par le gouvernement autonome du Kurdistan. Ce dernier encourage fortement les Kurdes, chassés de Kirkouk par la politique d'arabisation de Saddam Hussein, à rentrer au pays. Ils devraient grossir l'électorat en vue du référendum, prévu avant la fin de l'année, pour savoir si la ville, actuellement en territoire irakien, doit être rattachée au gouvernement fédéral kurde.

« *Ce référendum, les Arabes le rejettent totalement* », s'exaspère un membre arabe du Conseil provincial, Mohammed al-Jabouri, issu d'une importante tribu et fier d'être né à Kirkouk, comme son père. « *Si le référendum a lieu, on risque que la guerre civile nous rejoigne. Kirkouk sera coupée en deux. Elle deviendra un petit Bagdad.* » Mohammed al-Jabouri est également membre du comité pour l'application de l'article 140, qui prévoit, avant le référendum, la « normalisation ». C'est-à-dire le retour des réfugiés en échange du départ, moyennant compensation, des « Arabes d'intérêt », envoyés par Saddam pour changer la composition ethnique de la ville. Ces derniers n'ont aucun représentant au comité, mais Mohammed al-Jabouri prend leurs intérêts en main. « *Le gouvernement de Bag-*

dad est un gouvernement extrémiste et confessionnel, s'emporte-t-il. Il veut profiter de l'article 140 pour chasser les Arabes. Ils vont bientôt distribuer les formulaires pour les compensations. Mais je rappelle aux gens que le départ n'est pas obligatoire, contrairement à ce que l'on dit ! On peut choisir entre rester ou être compensé. Je sais ce que je dis, je suis le responsable technique du comité de l'article 140. »

Les attentats visent toutes les communautés

Les Arabes ne sont pas les seuls à s'opposer au référendum. Il y a aussi les Turkmènes, une population d'origine turque dont Ankara entend protéger les intérêts. La Turquie redoute en outre une expansion du territoire kurde, préambule, à ses yeux, à un Kurdistan indépendant qui attirerait dans son orbite les Kurdes turcs. Comme les pays arabes gardent un œil sur les populations sunnites, et que l'Iran défend le gouvernement de Bagdad, à majorité sunnite, les pessimistes considèrent que la guerre civile a déjà commencé à Kirkouk.

Les groupes djihadistes sunnites, Tawhid al-Djihad (Unification du djihad), Kataeb Thawra Achrin (les Phalanges de la XXe révolution), Ansar al-Sunna (les Partisans de la sunna) ou el-Awda (le Retour), multiplient attentats de kamikazes ceints d'explosifs et les enlèvements. « *L'opposition farouche des Arabes et des Turkmènes fournit un environnement permissif aux djihadistes* », reconnaît, avec un soupçon d'euphémisme, l'ONG de résolution des conflits International Crisis Group. On parle aussi d'infiltrations de l'Armée du Mahdi du chiite radical Moqtada el-Sadr. Les attentats visent



désormais toutes les communautés, brouillant les pistes sur les responsables.

Le Kurde Sarar Kamarkhan, chef adjoint du « bureau de sécurité » de Kirkouk, accuse, pour sa part, les djihadistes sunnites. Après avoir traversé un jardin aux arrangements floraux délicats – une passion du chef, Halo Nadjat – on montre patte blanche à des militaires au look techno-guerrier américain, avec micro et oreillettes. Ce sont des Peshmergas, des combattants du Parti kurde démocratique (PDK) de Massoud Barzani, dont la photo trône dans toutes les pièces. Barzani est président, mais du gouvernement régional du Kurdistan, favorable à l'inclusion de Kirkouk. Ses hommes sont pourtant solidement implantés dans la ville, avec l'aval de Bagdad. « *C'est le gouvernement régional kurde qui nous fournit notre budget. Mais nous avons de bonnes relations avec le gouvernement national, la police et les Américains* », affirme Sarar Kamarkhan.

Antennes de brouillage

Incapable de contrôler sa propre capitale, le gouverne-

ment de Bagdad a délégué aux hommes du PDK une bonne partie de la gestion de la sécurité à Kirkouk. Les Peshmergas affirment monter leurs opérations antiterroristes conjointement avec les forces de la coalition et

du gouvernement central. Pour preuve, une patrouille de trois « Humvees » de l'armée américaine se présente à l'entrée de la caserne. Comme d'habitude, ils sont arrivés en trombe, tous phares allumés et hérissés d'antennes de brouillage qui coupent toutes les ondes radio sur leur passage, téléphones portables compris, pour échapper aux bombes télécommandées. L'alliance entre les forces américaines et les Peshmergas enflamme Mohammed al-Jabouri, le conseiller arabe : « *Le bureau de sécurité travaille pour les partis politiques kurdes, pendant que les Américains regardent* », fulmine-t-il.

Sarar Kamarkhan, le chef adjoint des Peshmergas, dénonce « *l'ingérence extérieure* » par djihadistes interposés. « *Leurs bases sont en dehors de Kirkouk, à Riyadh, Abassiya et Howedja* », explique-t-il. Trois villes proches de Tikrit, cité natale de Saddam Hussein. Le conseiller arabe refuse d'admettre l'origine sunnite des attentats : « *Ce sont les Iraniens et les Américains qui les commettent* », jure-t-il.

Le référendum pourrait faire éclater le chaudron de Kirkouk. S'il a lieu. Pour l'instant, aucune date n'est fixée...

PIERRE PRIER

À Kayseri, bastion de l'AKP, l'« homo islamicus » est aussi libéral et proeuropéen

Abdullah Gül, le candidat du parti islamo-conservateur à l'élection présidentielle, est un enfant du pays.

De notre envoyé spécial à Kayseri

L'USINE et la mosquée, voilà les deux piliers de Kayseri. Pour les faire cohabiter sans ombrage, les businessmen ont procédé à quelques petits arrangements avec

l'islam. Chaque vendredi, à midi tapant, des milliers d'ouvriers descendent des bus affrétés par leur patron devant la grande mosquée de la zone industrielle. Productivité oblige, la grande prière a lieu à heure fixe ! Une incongruité en terre musulmane. Mais les hommes d'affaires kayseriotes ont leurs usines à faire tourner... Même le vice-président local de la Müsiad, l'organisation patronale musulmane, Mahmut Cingillio-

glu, n'a plus le temps de faire sa prière cinq fois par jour. Tout juste s'arrête-t-on pour dire sa « fierté » que l'enfant du pays, Abdullah Gül, soit le candidat de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, à l'élection présidentielle. « Kayseri était connu pour ses commerçants et ses religieux, elle le sera bientôt pour ses hommes politiques », s'enthousiasme Hasan Kilci, le président de la chambre de commerce.

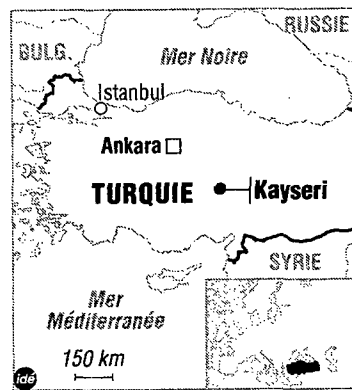
Au pied du volcan Erciyes et de ses neiges éternelles, l'austère Kayseri a bâti sa prospérité sur les exportations, dopées par l'union douanière avec l'Union européenne. En quelques années, l'ancienne Césarée est devenue le quatrième centre industriel du pays, notamment grâce à la fabrique de meubles. Dans cette agglomération laborieuse de 600 000 âmes, le travail est une seconde religion, pour ne pas dire la première... L'« homo islamicus », libéral et proeuropéen, se doit d'être riche pour aider son prochain.

Laboratoire économique et social de l'AKP

Les hommes d'affaires observent scrupuleusement la *zakkat*, l'aumône musulmane, qui com-

mande de verser 2,5 % de ses bénéfices à des œuvres sociales. Musées, écoles, stade de football, jardins publics... Kayseri regorge d'équipements collectifs. Pas un papier ne traîne sur les trottoirs et aucun 4x4 tape-à-l'œil, le joujou préféré des nouveaux riches turcs, ne se faufile dans la circulation disciplinée. Cet ascétisme a fait dire aux sociologues que Kayseri avait vécu « une silencieuse révolution islamique » sur le modèle protestant, comparant les industriels kayseriotes à des « calvinistes de l'islam ».

« J'espère que toute la Turquie deviendra comme Kayseri », lance



Mahmut Cabat, le président local de l'AKP, en visitant au pas de course une foire des petites et moyennes entreprises, avant d'aller faire un saut à la mosquée. Cette ville au cœur de l'Anatolie est devenue le laboratoire économique et social de l'AKP. Les huit députés en sont tous issus. Le parti islamo-conservateur a raflé 70 % des voix aux dernières élections municipales. Les affiches du parti quadrillent les avenues grises et une banderole en l'honneur d'Abdullah Gül a été hissée sur la forteresse.

Mustafa Tekelioglu abandonne volontiers la taille de ses abricotiers pour dresser, les mains pleines de terre, le portrait de son cousin Abdullah, avec qui il partage la même moustache broussailleuse : « Cette ville a forgé son caractère et son parcours politique... Mais il n'a plus besoin de l'idéologie stricte de ses débuts, il a voyagé, s'est forgé ses idées tout seul. » À Kayseri, personne ne considère Gül comme un « fana-

tique religieux », mais plutôt comme le digne successeur de Turgut Özal, élu président de la République en 1989, partisan de l'intégration européenne et réformateur de l'économie, qui a fréquenté le même lycée à Kayseri.

La Mecque en fond d'écran sur son ordinateur, les murs de son bureau d'avocat recouverts de versets du Coran, impossible de se méprendre sur les affinités politiques de Mustafa Akkas. Ce militant du Parti islamiste de la félicité, qui était le compagnon de route de Gül au Parti de la prospérité (Refah) dans les années 1990, regrette que l'AKP « n'ait aucune ambition d'islamiser le pays. Le parti voulant les mêmes droits que les Européens pour les Turcs, il a abandonné l'internationalisme ».

Mais pour les Turcs inquiets pour la laïcité et leur mode de vie occidental, la modernité de l'AKP est un trompe-l'œil. Et Kayseri une hantise. İkbâl Cavdaroglu, qui cultive sa coquetterie, y était responsable de la section des femmes de l'AKP : « Je pensais que ce parti pouvait apporter du sang neuf à la Turquie, je n'y crois plus. Avec eux, la femme ne peut pas prendre d'initiative toute seule. » Cette comptable à la retraite s'était mise à porter le voile, qui n'est « pas une obligation mais une règle tacite pour progresser dans le parti ». Elle l'a enlevé et brigue l'investiture à la députation sous la bannière du DYP, un parti de droite.

Fast-foods et jardins à thé

Dans cette ville attachée à ses traditions, le foulard ne déchaîne aucune passion. Qu'elles arbo- rent un tissu fuchsia à la dernière mode, sortent avec une tunique stricte ou tête nue, elles estiment que les crispations sur le voile islamique sont ineptes. « C'est un choix personnel, résume Leyla. Je me contrefiche que l'épouse du président soit couverte. » La rigueur morale ne passe pas par le couvre-chef. Les comportements sont pétris par les préceptes de la confrérie religieuse Nur, très influente. Ce samedi soir, la jeune femme, étudiante infirmière, restera sagement en famille : « Même

La crise politique

12 avril : le chef d'état-major des armées, le général Yasar Büyükanit, défend la laïcité.

14 avril : entre 500 000 et 1 500 000 personnes manifestent à Ankara

pour s'opposer à la candidature à la présidence du premier ministre islamiste Recep Tayyip Erdoğan.

24 avril : Erdoğan annonce que son bras droit, le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül, est le candidat de son parti à la présidence de la République.

27 avril : premier tour de l'élection présidentielle au Parlement : Gül recueille 357 voix sur les 367 requises. L'opposition dépose devant la Cour constitutionnelle une demande d'annulation du scrutin, arguant d'un vice de procédure.

28 avril : le gouvernement rappelle les militaires à l'ordre.

29 avril : Gül annonce qu'il ne se retirera pas de la présidentielle. Un million de personnes manifestent à Istanbul pour défendre les fondements laïques de la République.

1er mai : la Cour constitutionnelle annule le premier tour de l'élection présidentielle.

si mes parents me donnaient la permission d'aller chez Alper, je refuserais car ça ne serait pas conforme à mes valeurs, ni à ma réputation. » Son petit copain de 26 ans qu'elle tient par la main approuve. Professeur de mathématiques, il consacrera sa soirée à préparer ses cours. De toute façon, la vie nocturne à Kayseri se réduit à des fast-foods et à des jardins à thé. Les jeunes en quête d'un bol d'air filent dans la Cappadoce voisine, pour conter fleurette aux touristes étrangères et se défouler dans les bars, où la bière coule à flots.

LAURE MARCHAND

FINANCIAL TIMES

May 1 2007 - By Gideon Rachman

The Turkish paradox and the prophets of Eurabia

What is the answer to the rise of fundamentalism across the Muslim world? For years Europeans and Americans thought they knew the antidote: secular democracy.

In the Islamic world, Turkey has been the shining example. Not only is the country a member of Nato; it has also been held up as proof that a country can be simultaneously Muslim, prosperous, secular and democratic. So what are we to make of events in Turkey now? Secularists have demonstrated in huge numbers because they are terrified by the prospect of the indirect election of a mildly Islamist president, and the army has hinted that it may stage a coup to protect the secular character of the state. Secularism and democracy seem to be at war.

The paradoxes do not stop there. American neo-conservatives hoped that the invasion of Iraq would create a new bulwark of pro-western democracy in the Islamic world. But while the US has failed in this aim, it has managed to inflict grave damage on its strategic relationship with its most important partner in the Muslim world: Turkey. The Turkish military sees the rise of Kurdish power in northern Iraq as a threat to the integrity of the Turkish state. In the wake of the Iraq invasion, the US is now hugely unpopular in Turkey.

The European Union is wrapped up in its own internal contradictions. The keystone of its efforts to prop up secular democracy in the Islamic world is the offer to admit Turkey to the EU. But Europe's obvious reluctance to live up to this promise has antagonised Turks of all persuasions. Many Turkish secularists - initially enthusiastic supporters of EU membership - now fear that Islamists are using Brussels as a Trojan horse. They worry that, by constraining the power of the Turkish military to intervene in politics, Brussels is easing the rise of Islamism. The secularists also fear that European human rights law may ultimately threaten the ban on Turkish women wearing the Muslim headscarf in universities.

American neo-conservatives have been scornful and impatient of European hesitation about admitting Turkey into the EU. I have heard many lectures from Americans accusing the Europeans of everything from racism to strategic blindness. How, they ask, could Europe put its own petty concerns above the blindingly obvious need to score a big victory in the clash of civilisations, by binding Turkey into Europe?

But this argument is also riven by paradox. Some of the same American conservatives who have argued passionately for Turkish membership of the EU are also now openly

concerned that the character of western Europe is being changed by Muslim immigration. Europe, they shriek, is turning into "Eurabia". Yet one consequence of Turkish membership of the EU would be to grant 70m-plus Turks the right to emigrate anywhere they want in the EU. If you wanted radically to alter the demography of western Europe, admitting Turkey to the EU would be the best way of going about it.

One of the world's leading experts on Turkish history is Bernard Lewis, a 90-year-old historian from Princeton University. But Mr Lewis is also a darling of the American neo-conservatives and perhaps the most eminent convert to the "Eurabia" thesis. Last month at the annual dinner of the American Enterprise Institute, an influential Washington think-tank,

Mr Lewis accepted an award and gave a long, learned and rambling speech about the history of the "Muslim attack on Christendom". This, he argued, has gone through three phases and "the third wave of attack on Europe has clearly begun... This time it is taking different forms and two in particular: terror and migration."

This is an extraordinary and dangerous argument. Mr Lewis was equating Osama bin Laden and Muslim

immigrants. They are all part of the same attack on Europe. This seems a little rough on many of my neighbours in London. My local postman, hairdresser and convenience store owner are all Muslims. So are the schoolgirls who play football at my children's school - incongruously clad in headscarves and shorts. As far as I can tell, none of these people is intent on destroying western civilisation from within.

The tell-tale danger sign in

Mr Lewis's argument is that he constantly refers to Muslims in Europe as "they" - an undifferentiated mass. Near the end of his speech, he mused: "Is it third time lucky? It is not impossible. They have certain clear advantages. They have fervour and conviction, which in most western countries are either weak or lacking..."

The problem with Mr Lewis's argument is that it fails to distinguish between a people and an ideology. Once you start thinking of the more than 15m Muslims living in Europe as a single, hostile bloc, you close the door to understanding and open the door to racism. Radical Islamism is a problem. Ordinary Muslims are not. In different ways, events in both Turkey and western Europe this week are a reminder of the need to keep a cool head and make clear distinctions.

Just yesterday, five British

Muslims were jailed for life for plotting murderous attacks in London. Some of the men were linked to the suicide bombers who did succeed in killing 52 people in London in July 2005. Opinion polls later suggested that 7 per cent of British Muslims thought the bombings could be justified. That is an alarming number. But the fact remains that most Muslims in Britain live ordinary lives. The Muslims killed by the London bombers were far more typical of Islam in Europe than the fanatics who murdered them. They included a young French waiter, an Afghan student who was a refugee from the Taliban and a 21-year-old woman of Bangladeshi origin, who worked as a bank teller.

The same need to look at people as individuals - and to hold fast to the liberal values of the rule of law - should condition the western response to Turkey's crisis. Secularism and democracy can still be reconciled. Turkey's secularists are perfectly entitled to voice their concerns, provided they do not resort to perverting the law or a military coup. Similarly, a devout Muslim should be allowed to become president of Turkey, provided he does not threaten the legal and democratic rights of his fellow citizens. That includes women who have no intention of ever donning a headscarf.

Iraqi Kurd leader tells Turkey dialogue should replace threats

BRUSSELS (AFP) May 8, 2007 - Iraqi Kurd leader Massud Barzani denied that he threatened to intervene in Turkey over the Kurdish minority question, while warning Ankara he would not tolerate any threats from them.

Barzani, questioned in Brussels by Euro MPs, said threats are no longer a "valid" approach. "Do we feel threatened by Turkey? The language of threat is no longer valid today, dialogue is more constructive. We are not threatening anybody but we will not accept threats from anybody either," he said.

Last month Turkey's army chief called for a military incursion into neighbouring northern Iraq to hunt down Turkish Kurd rebels based there, despite US objections. Army chief Yasar Buyukanit became the first such high-ranking military official to publicly argue for a cross-border operation to crack down on bases of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq.

Turkey charges that several thousand PKK rebels have found refuge in northern Iraq in their 22-year struggle for self-rule in southeastern Turkey. The Turkish media has quoted Barzani, head of the autonomous Kurdish region in northern Iraq, as saying that they would meddle in Turkey's already restive, predominantly-Kurdish southeast if Ankara continued to oppose Iraqi Kurdish ambitions to attach Kirkuk to their region.

Barzani reportedly said that if Turkey "interferes in Kirkuk over just a few thousand Turkmens, then we will take action regarding the 30 million Kurds in Turkey."

In Brussels the Kurdish leader urged Ankara to seek a political solution to the Kurdish question, adding that Turkey often used the PKK as a "pretext" for its actions. Turkey is upset by Barzani's plan to hold a referendum in the oil-rich northern Iraq city of Kirkuk.

Kirkuk, which Iraqi Kurds want to make part of their autonomous region, has a large population of Sunni and Shiite Arabs, as well as Turkmens, making for a fragile ethnic mix. Turkey sees itself as the traditional protector of the Turkmen people who, together with the Arabs, complain of being bullied by the Kurds who make up half the population of the city and control the security services.

Barzani stressed, in his discussions in the European parliament, his refusal to postpone the referendum which he said would be carried out before the end of the year. "Any intervention from outside would add to the complexities and create more problems in the future," he added.

However he stressed his support for "a democratic, federal and multi-party system in Iraq". "At the same time there has to be segregation of religion from state," he told the assembled MEPs.

An International Crisis Group report last month said that a new approach is urgently needed to settle the status of Kirkuk. "A referendum conducted against the wishes of the other communities in 2007 could cause the civil war to spread to the Kurdish region, until now Iraq's only quiet area."



Kemalist Myth

KURDISH GL BE

May 01, 2007

'How happy is the one who says I am a Turk'

By Azad Aslan

Last Sunday hundreds of thousands of people in Istanbul gathered in a public square to defend laicism and Kemalist principles. For gatherers laicism and Kemalism are in danger under the ruling Justice and Development party, a pro-Islamic liberal party. The Istanbul meeting, which was a follow up of the large gathering in Ankara, coincided with the strong Turkish military declaration against the ruling government. It was not an accident that both meeting in Ankara and Istanbul called military action against the ruling party.

The Turkish military statement included a paragraph which dealt with the issue of Turkish identity. It stated that 'those who are opposed to Great Leader Mustafa Kemal Atatürk's understanding 'How happy is the one who says I am a Turk' are enemies of the Republic of Turkey and will remain so. The Turkish Armed Forces maintain their sound determination to carry out their duties stemming from laws to protect the unchangeable characteristics of the Republic of Turkey. Their loyalty to this determination is absolute.' It is this notion of Turkishness that requires a critical examination of Kemalism.

Kemalism and Millet

An analysis of Kemalism requires conceptual clarification on the loosely and freely used terms such as Turks, Turkish nation and Turkey. Turkey as a political term was incorrectly used by Westerners to refer the Ottoman polity. In the early 20th century Turkey was not referred either as a geographical territory nor a political term by the Ottoman establishment or by the heterogeneous Ottoman subject peoples. In the very early 1920s the Kemalists adopted the name of 'Turkiya' from Italian term of 'Turchia' as the land where Turks live. Thus it is essential to differentiate the two different uses of 'Turkey' by westerners who referred to the Empire prior to the establishment

of the Republic and Kemalists who adopted it as a new name for the *Misak-i Milli* in the law of 1921 and in the republican constitution of 1924. While the former referred to the multi-ethnic Ottoman Empire, the latter referred to a secular and mono-ethnic entity. This chapter suggests that failure of distinguishing the two usage of 'Turkey' would cast shadow on any analysis of Turkish history

and the Kurdish nationalism at this crucial period.

Prior to the establishment of the Republic, Turks were one of the subject peoples of the empire amongst the others. Within the Ottoman establishment 'the ethnic term Turk was little used, and then chiefly in a rather derogatory sense, to designate the nomads or, later ignorant and uncouth Turkish-speaking peasants of the Anatolian villagers. To apply it to an Ottoman gentleman of Constantinople would have been an insult.' Indeed during the resistance period, the sense of Turkishness among the peasant population of Anatolia was very weak.

Turks, like most of the other Muslim communities within the Empire, had not been identifying themselves as a distinct nationalist category despite the fact that a version of early Turkish nationalism, pan-Turanism, had been in elite discourse since 1860s. In the very early phase of Kemalist movement, 1919-1924, any specific reference to the Turkish nation was restricted; instead the Kemalists used the term 'millet' which was inclusive of Kurds and other Muslim groups within the unoccupied Ottoman territory. 'Millet', as an Arabic term, referred to the religious communities not ethnic or linguistic communities. Within the Ottoman Empire each non-Muslim community were identified as millet. The Muslim subjects of the Empire, despite their ethnic and linguistic differences, constituted millet on their own. Only after the second half of the 19th century the term millet, apart from religious meaning, acquired the ethnic and linguistic meanings but

then only within the limits of journalistic literature. In popular culture millet continued to signify religious communities. According to an Ottoman dictionary, *Kamus-i Türki*, Millet referred to Muslim communities regardless of their ethnic and linguistic backgrounds. As Lewis argued 'in the Ottoman Empire millet came to be applied to the organized and legally recognized religious communities, such as the Greek Christians, the Armenian Christians, and the Jews, and by extension also to the different "nations" of the Franks... In the Empire, there was a Muslim millet, but no Turkish or Arab or Kurdish millets.'

In its early period (1919-1923) Kemalist discourse on the term 'millet' referred not to the ethnic Turks but to the Ottoman Muslim millet which included Turks, Kurds and

other Muslim communities. However, the use of millet in its religious sense was transformed, particularly after the establishment of the Republic and the abolishment of the Caliphate, into a modern political term implying 'nation'. Furthermore, post-republican Turkish historiography, for a host of ideological and political reasons, have retrospectively projected back this modern use of the term on to the early period of the Kemalist movement (1919-1924).

Kemalism and CUP

Mustafa Kemal and almost all his close associates who participated in the establishment of the Turkish Republic were members of the CUP (Committee of Union and Progress). As Yapp argued 'Turkish nationalists of 1922 were the inheritors of the Young Turk revolution; indeed although the policies of the leaders of the CUP were denounced for having ruined the Ottoman Empire many of the nationalists were by origin themselves Unionists and the Defense of Rights groups which had been the precursors of the Grand National Assembly were commonly built on the base of branch organisations of the CUP.'



Roshwald also claimed that 'Kemal Atatürk's post-war vision of Turkish nationalism was clearly rooted in the ideas and practices of

certain elements within the CUP.'

Under the CUP leadership the Ottoman Empire entered WWI alongside Germany in the hope of regaining its lost territories and prestige. The CUP leadership also 'saw the war not only as an opportunity to recoup some of the territorial losses of recent years but to fulfill ambitious pan-Turkist dreams.' The fact that the Arab part of the Empire did not participate in the call to Jihad, and joined the Allies, forced the Young Turks to implement further the pan-Turkist policy. As Roshwald argued 'pan-Turkism, then, was not just a propaganda device; it was a political ideology that came to dominate the CUP's definition of state interest during the Ottoman Empire's last years.' This in turn resulted in the Armenian genocide simply because they constituted a buffer zone between the Anatolian Turks and those Turks in the Caucasus. Despite the fact that the Kurds participated in the war effort, they also became victims of the CUP's regime although not on the same level as that of Armenia. Many Kurds were forcefully moved to inner Anatolia during the war years.

The defeat of the Empire at first seemed to have brought the century long

question of 'bu devlet nasıl Kurtarılabilir?' (how can this state be saved?) to its ironic conclusion with the total disintegration of the state itself. However, the legacy of the CUP, its policies and ideas on Turkish nationalism become a very crucial tool in saving the state, albeit not in a way the CUP had hoped. In more realistic and sober analysis of post-war conditions, remaining members of the CUP preserved and fought for what they could save. The rise of Mustafa Kemal and the establishment of the Turkish Republic, contrary what most Turkish historians claimed, was not a beginning, or a new page, but the continuation of the Young Turks endeavour to save the state.

'Bourgeois Turk'

One of the important aspects of the CUP which needs to be scrutinized, so as to understand the post-war Kemalist movement, is the CUP's economic policy. It sought to create a 'bourgeois Turk' or what was known as a 'Milli İktisat' (National Economy). The Milli İktisat policy that the CUP embarked upon aimed at eliminating Greek and Armenian people from economic activities. As can be recalled, the Greeks and Armenians were the most active groups in economic life of the Empire, and in contact with French and British commercial centres. Başkaya argued that

'the CUP, after capturing power and during the WWI assumed that the life of the Ottoman Empire depended on the Muslimization of Ottoman capital. For that purpose they pursued a policy to diminish the influence and economic power of Greek and Armenian merchants and traders in the economic structure of the Empire and transfer the financial and economic functions to the Muslim elements.' The theoretical root of such 'Milli İktisat' policy had been laid down by the influential CUP theoreticians, Ziya Gökalp and Yusuf Akçura. Gökalp argued that the division of labour in the Ottoman Empire, military and bureaucracy (Turks) versus trade and industry (Greeks and Armenians) had brought about a 'mutual parasitism' as those ethnic groups lacked a 'common conscience'. Thus the realization of 'Milli tesianud', (National Solidarity) was not possible primarily because 'Milli tesianud' required the existence of a community which had a 'common conscience.' It followed that Turks who had a 'common conscience' should undertake by themselves all kinds of economic activities. Akçura, in a similar vein, suggested that the Turks should develop a capitalist bourgeoisie who would assume the role so far played by non-Turkish elements. He argued that the kingdom of Poland lost its independence due to the fact that its bourgeoisie was made of Jews and Germans.

On these theoretical foundations a policy was soon implemented during the Balkan wars and particularly during the WWI. The Turkish boycott of Greek shops, during the Ottoman, Greek and the European Powers' negotiations over the Aegean Islands, extended Armenian and other non-Muslim groups, which caused the ruin of hundreds of small Greek and Armenian tradesmen. The Milli İktisat was forcefully implemented during the war. This policy was put into practice by number of methods: firstly, discriminatory CUP policies ensured the nationalisation of the economy by offering Turkish traders the lion's share of the market; secondly, under the war conditions, Greek and Armenian businessmen were dispossessed. For example, the number of Greek merchants, traders and others

from the west coast area of the Empire who immigrated to Greece was about 130,000. Their companies and businesses were handed over to the bosses of CUP. During the four years

of the war Muslim business capital with the help of the government, accelerated rapidly. In the countryside land belonged to the deported Armenians was rapidly transferred to Muslims: 'In the countryside, whereas the big landlords and the emerging class of 'middle peasants' acquired a good share of the lands vacated by the Armenian peasants, Muslim immigrants from the Balkans and the Caucasus settled on the rest... In other areas of Anatolia, "the properties of persons who have been dispatched elsewhere" were either distributed free or sold for a mere song to anyone who applied to the Committee for them and proved themselves of the same political persuasion or of pure Turkish or preponderantly [sic] Turkish nationality.' Astourian notes that the processes of Milli İktisat 'enriched the supporters of the CUP. High functionaries, former officers, and Unionist bureaucrats turned into capitalists; merchants from Salonica and large landlords took over the lands of the Armenians and their possessions in international trade; and Turkish provincial property-owners formed the nascent middle class.' However, some sections of the Kurdish people, mainly landlords, members of ex-Hamidieh regiments, participated in the Armenian massacre, and profited by looting the deported Armenian properties, land and personal belongings. It was these newly developed 'Milli bourgeoisie' who built on the ruins of the Armenian and Greek peoples enterprises, that most actively participated and responded to the call of Kemalist movement.

Composition of Kemalism

Those behind the Kemalist movement were mainly military officers, Muslim landowners, traders (eşraf), ulema and the administrative officials. It may be argued that the resistance movement in Anatolia was based on the collaboration and alliance of these groups of the Ottoman Empire. The backbone of the resistance movement was

the military officials. Almost all the low-mid-high ranking military officers participated in the resistance movement right from the beginning. Leading figures like Kazım Karabekir, Rauf Bey, Ali Fuat, İsmet İnönü and others played significant roles. The common characteristic of all those military officers was that they were ex-Unionists and they had a huge stake in the preservation of the state and the army, which the Allies had the intention of reducing it considerably, (but not to destroy.)

The Muslim landlords, traders (eşraf), tribal leaders, ulema, and especially those who enriched themselves on the ruins of the Armenian and Greek population of the Empire were

the first to rally behind the military officers. Zürcher was right to indicate that 'in the towns of Anatolia, the "Defence of Rights" organisations were generally supported by the Muslim landowners and traders. Many of them had become wealthy through government contracts and by taking over the land, property and businesses of the deported or emigrated Greeks and Armenians for next to nothing, they thus had a very strong incentive to resist the Greek and Armenian claims.' It is not surprising, hence, that one of the first 'Defence of Rights' associations was active in Erzurum where the landlords, merchants and others were afraid that the Armenians, who had been removed from the area during the war time, might return back and claim their possessions. The provinces which sent delegates to the Erzurum Congress were mainly from the provinces Erzurum, Bitlis, Van, Mus, and Erzincan, provinces that the Armenian nationalists claimed to be part of Greater Armenia. The other prominent 'Defence of Rights' associations were established in *Trakya*, *Trakya Paşaeli Mudafa-i Hukuk-i Milliye Cemiyeti*, where the possibility of Greek occupation threatened those who possessed the former Greek properties.

Rhetoric of 'National Liberation'

With a very few exceptions almost all Turkish historians and considerable number of non-Turkish scholars on Turkish history

and politics agree in classification of the period from 1919-1922 as the 'War of Independence' or the 'War of Liberation' of Turkish nation. Referring to the 'National Pact', Toynbee inserts that it was 'in reality, a Declaration of Independence of the Turkish nation. This laconic declaration of the rights and demands of an oppressed people (...) has built up the superstructure of a virile and strong Turkish state on a western pattern.' B. Lewis infers 'the Kemalist Revolution brought new life and hopes to the Turkish people, restored their energies and self-respect, and set them firmly on the road not only to independence, but to that rarer and more precious thing, that is freedom.' Most Kurdish historians and nationalists, ironically, also refer the period as the War of Independence/Liberation. For example, Nezan suggests that 'the Turkish War of Independence was strongly supported by the people, who sought to defend their lands against the savage violence wrecked upon the population by the Greek invaders.'

The Kemalist movement, far from being a national liberation movement, was just a continuation, an extension, of WWI, launched by mainly ex-CUP officers to save the Ottoman state and the Empire from disintegration and division which the Allied powers had planned. It was neither a national liberation movement nor an anti-imperialist.

Most of the analyses on Kemalism mentioned above and others are mainly based on the premises that the so-called 'Turkey' today was/is as a historical territory populated mainly by Turks with some minor ethnic and religious groups such as Kurds and Armenians and others. At the time of Mudros Armistice the remaining unoccupied Ottoman territory was assumed to be dominated by Turks and that they were therefore entitled to the land as a sovereign ethnic group. As such, the treaty of Sevres, which allowed the establishment of an independent Armenia and Kurdistan, was perceived as the partitioning of Turkey and the end of the Turkish nation. For Yale, for example, acceptance by the Turkish people of this

treaty [Sevres] signed by their Sultan's government would have been the death knell of the Turkish nation.' Such a perception implies that there existed a Turkish nation identified with a particular territory, and that this territory was occupied and colonized by foreigners (imperialists) attempting to sweep the Turkish nation from earth. The intention here is not to suggest that the Allied powers did not have imperialistic plans over the Ottoman Empire. They had, but their plans did not concern the Turkish nation but the Empire which contained multi-ethnic groups who had already developed nationalist sentiment and ideas, such as the Armenians and the Kurds. Confusion between the Ottoman Empire and Turkey has not been referred to by the scholars and historians in their analysis of this particular period. This confusion in turn misguided historians to misrepresent historical facts, for example, Yale claimed that 'the resolution passed by the first congress of Erzurum proclaimed the right of the Turks to resist every territorial occupation and all intervention designed to establish Greek and Armenian control in any part of Anatolia.' For Sonyel the Sivas Congress 'laid the foundation for the salvation and complete independence of the Turkish nation. It delimited the boundaries of new Turkey, inhabited by a Muslim majority, united in religion, culture and race.' This 'Muslim majority', however, for Sonyel, was 'predominantly Turkish people'. The Erzurum and Sivas Congresses, contrary to Yale and Sonyel statement, did not proclaim the right of the Turks but the right of the Millet. The term Millet prior to the establishment of the republic was mainly used to refer the

Ottoman Muslim people. Implicitly the use of millet included both the Turks and the Kurds. Indeed half of the main participants at the Erzurum Congress were the Kurdish representatives whose principal objective was to prevent the Armenian claim to the 'six vilayets' which the Kurds claimed as part of Kurdistan. Throughout the period of 1919-1922 the Kemalists used the term millet in its religious sense not in the modern sense of nation. This was in parallel with the initial objective of

the resistance movement which was to save the Caliph and the Sultanate. The last article of the National pact refers to *the independence of the Empire* rather than Turkey or Turkish nation. This explains why some sections of the Kurdish populace, particularly those close to the Armenians and within the six vilayets, participated in the Kemalist movement.

The notion that the Kemalists launched and successfully carried out a 'War of Independence' is not convincing at all. Firstly, who did they liberate the Turks from? The idea suggests that the Ottoman Empire and 'Turkey' was a colonized country under direct foreign rule. The Ottoman Empire participated in an imperialist war with the hope of regaining its lost territories and, for some of the CUP regime to create a Great Turkish state which included the entire Turkic race in Central Asia. Like Germany and Austria-Hungary the Ottoman Empire had to face the consequences of the war and defeat. The so-called 'War of Independence' was a continuation of WWI and resistance to the conditions of peace terms, mainly to prevent the establishment of Armenian, Greek (Pontus) and Kurdish independent states. Referring to Sevres as partitioning of the Ottoman Empire is one thing, but referring to it as partitioning Turkey is another. The process of disintegration, thus the partitioning, of the Ottoman Empire, as multi-ethnic and multi-religious entity, had begun long before WWI once the idea of nationalism had begun to take root among the subject people of the Empire. 'Turkey' on the other hand, as we understand today, was non-existent. The European use of Turkey basically meant the Ottoman Empire, and the subject peoples, including the Turks themselves, never referred to the Ottoman Empire as Turkey. Thus 'Turkey' as a modern nation-state prior to the 1922/3 did not exist as a national political entity. This is the crux of the matter: confusing the Ottoman Empire with Turkey in the modern sense inevitably led historians and scholars to assume that the Sevres treaty as imperialist design to partition Turkey and put an end to the Turks. As such the treaty of Lausanne, therefore, was seen to be rebirth

of the Turkish nation and a victory for national independence, without consideration of the fact that the same Lausanne treaty officially divided Kurds and partitioned Kurdistan.

The Treaty of Sevres certainly meant the division and partition of the Empire amongst the Great Powers. It must also be remembered that the same treaty also divided Kurds and their lands under the zones of influence by the Allies. A small part of Kurdistan, according to the provisions of Sevres, was allowed to gain its independence. The provisions for establishing an independent Armenian and geographically limited an independent Kurdish state, two main non-Turkish elements within the unoccupied territory of the Empire after the Mudros armistice should not be read as imperialistic design against 'Turkey', as a matter of fact these provisions were the only positive aspects of the treaty which allowed the oppressed peoples of the Ottoman Empire right to self-determination. As can be recalled, the Arab provinces of the Empire during the war separated from the Empire as they were allied with the Entente powers against the Ottomans in the hope of establishing a greater Arab state. The Kemalists did not pretend to claim the Arab provinces, as became clear in the 'national pact', but they did claim the remaining parts of the Empire, including Kurdistan, Armenia, Turkish dominated Western Anatolia. The Kemalist forces during the 1919-1922 period fought not against the Great Powers but the Greek army in the west, the Kurdish nationalist uprising in the Dersim area (Koçgiri) and the Armenians in the east.

Kemalism and the Kurds

Fikret Başkaya acutely notes that any analysis of post-Republican Turkish history and the evaluation of the social formation of Turkey without consideration of the Kurdish issue would be stunted (incomplete) This is indeed true for most of the scholarly works carried out by Turkish and non-Turkish scholars on the history of resistance movement. Referring to Anatolia and the 'Misaki Milli' as the land of the Turks, implicitly ignores the Kurds and Kurdistan. *Misaki Milli* included Ottoman Kurdistan

which the Kemalists managed to keep under their control, apart from Mosul province. Thus Shaw and Shaw were not right when they said Turkish nationalism was not expansionist. Nor was the assumption of Helmreich correct when he suggested that 'Kemal realistically confined his territorial ambitions to the preservation of an Independent Turkish state in that area where Turks constituted the majority of the population.' The Turks never constituted the majority in Kurdistan;

this is a clear misrepresentation of historical fact. Even today after eight decades of forceful assimilation policies and internal deportation, in so-called eastern and south-eastern Anatolia (in effect, Northern part of Kurdistan) the Kurds clearly constitute the majority. It was true that Kemalists were realistic, they rejected other choices, they could not regain or re-create the once the Great Ottoman Empire nor they would be able to pursue pan-Turkist dreams, but they calculated that they could retain the rest of the unoccupied territories of the Empire which included large part of Kurdistan by the time the Mudros Armistice. The Armenians who were diminished considerably in size during the 1915 deportation did not constitute the majority in areas they claimed to be part of an Independent Armenia. In those areas the Kurds constituted majority. Thus, while it was true to suggest that in the post-war period the Muslim community made up the majority, it would be unjust to identify this Muslim community as Turks. In the area, what was/is called Kurdistan, Kurds composed the main ethnic group, and they had developed a sense of Kurdishness and nationalist sentiment albeit conflated with a Muslim identity.

Since its consolidation the newly established Turkish Republic embarked upon a Turkification policy to forcefully assimilate non-Turkish elements of the new Republic into an ethnic-nation, in effect, Turks. It is this endeavour and aim that Mustafa Kemal used this absurd discourse of 'How happy is the one who says I am a Turk'. Both the Turkish military class and Turkish bureaucracy since the establishment of the Republic enjoy economic, social and political privi-

leges. Some commentators called this as 'rant economy'. Their extensive privileges can only be secured as a result of the economic and political system inhabited from CUP and what was called Kemalist principles. Under the rhetoric of laicism the Turkish military and certain bureaucratic casts, such as YOK (Higher Education Institution) launched a war against both the rising Kurdish nationalism and the ruling AKP government policies. Rising Kurdish nationalism both in southern and north-

ern Kurdistan shakes the founding blocks of Kemalist Republic. This explains the reason behind the categorization of millions of Kurds as the 'enemy of republic', and 'so-called citizens' by the Turkish military. Turkish military intervention in civil politics, despite the rhetoric of democratization of Turkey and potential EU membership, aims to secure its social, political and most importantly economic privileges under the banner of *laicism, integrity and unity*.

Globe Chronicle

Enemies of the Republic



Following the first round of the Turkish presidential election at the Turkish Grand National Assembly, the Turkish army issued a strong warning on its Web site against the ruling AKP's presidential candidate, Abdullah Gull of the Justice and Development Party. The statement read, "The problem that emerged in the presidential election process is focused on arguments over secularism. Turkish Armed Forces are concerned about the recent situation. It should not be forgotten that the Turkish Armed Forces are a party in those arguments and an absolute defender of secularism. Also, the Turkish Armed Forces is definitely opposed to those arguments and negative comments. It will display its attitude and action openly and clearly whenever it is necessary."

Another crucial point in the warning was the reference to non-Turkish identity(ies) in Turkey. It stated, "Those who are opposed to Great Leader Mustafa Kemal Ataturk's belief 'How happy is the one who says I am a Turk' are enemies of the Republic of Turkey and will remain so. The Turkish Armed Forces maintain their sound determination to carry out their duties stemming from laws to protect the unchangeable characteristics of the Republic of Turkey. Their loyalty to this determination is absolute."

It is unacceptable that non-Turkish ethnic groups in Turkey who do not identify themselves with Turkishness, including millions of Kurds, are categorized as enemies of the Republic from the Turkish military perspective.

In a flag incident in Turkey recently, a young Kurdish boy disrespected the Turkish flag. The Turkish military then classified millions of Kurds as 'so-called citizens.' Such rhetoric demonstrates the non-inclusive and non-accommodationist character of the Turkish military. It indicates that the Turkish military is determined to continue to protect the Turkish state's anti-Kurdish policy that has existed since its

establishment. Following its foundation, the Turkish state embarked upon a denial and assimilationist policy against the Kurds where even basic individual rights of Kurds were denied.

As a result of rising Kurdish nationalism in the 70's and the first Gulf crisis that internationalized the Kurdish issue, recent Turkish governments began to publicly recognize the Kurdish issue. In a public statement in Diyarbakir, current Turkish PM Recep Tayyip Erdogan said that the Kurdish issue must be remedied. Despite such high-level recognition, the Turkish military insists on clinging to an outdated, Kemalist, anti-Kurdish policy.

Millions of Kurds and other ethnic groups in Turkey do not have to identify themselves as Turks. Should their non-Turkish identity make them an enemy of the Republic, then the Republic makes millions of enemies for itself.

The EU and the U.S. response to the Turkish military ultimatum exposed their hypocrisy on the issue of democracy, human rights and justice. The EU and the U.S. told the military that they should observe the democratic processes of the presidential election, but they failed to respond to the Turkish military discourse on the issue of non-Turkish identities and their classification of them as 'enemies' of the Republic.

If tomorrow, millions of Kurds publicly reacted and shouted 'How happy is the one who says I am a Kurd' rather than a 'Turk', how would the Turkish Armed Forces maintain its so-called sound determination to carry out its duty to protect the unchangeable characteristics of the Republic of Turkey. Eight decades of forceful assimilation and oppression did not turn millions of Kurds into Turks. It is not clear how this time around the Turkish military would succeed. Maybe they would follow the CUP (Committee of Union and progress) footsteps of Armenian Genocide on the Kurds.



Turkey

Secularism v democracy

ANKARA AND ISTANBUL

A military coup was avoided, but an early election looms.

Turkey's problems are postponed, not solved

ITS prime minister, Recep Tayyip Erdogan, said it was "a shot fired at democracy." Others labelled it an "e-coup". Whatever you call it, a threat to intervene against Turkey's mildly Islamist government posted on the general staff's website on April 27th has hurt democracy and deepened the chasm between the secular and the pious. A defiant Mr Erdogan has called for an early general election. It may take place in July, instead of the scheduled date, November 4th. Opinion polls suggest that his AK Party will again beat its secular rivals.

How would the army respond to that? Seasoned Turkey-watchers who once scoffed at the notion of another coup say that it now can't be ruled out. Many admit that the European Union is partly to blame. EU dithering over Turkish membership has dented enthusiasm: when Olli Rehn, the enlargement commissioner, scolded the army for its meddling, few paid attention.

The row began when Mr Erdogan nominated his foreign minister, Abdullah Gul, to replace President Ahmet Necdet Sezer, who steps down on May 16th. Mr Gul once flirted with political Islam; his wife wears a headscarf (as do 55% of Turkish women). That was deemed to pose an existential threat to the secular republic. Deniz Baykal, the leader of the main opposition Republican People's Party (CHP), succeeded in blocking Mr Gul's election in

a first parliamentary vote on April 27th, claiming, dubiously, to the constitutional court that parliament lacked a quorum.

It was up to the court to decide if Mr Baykal was right. But the generals were taking no chances. In their ultimatum, delivered before the 11 judges gave their verdict on May 1st, the army listed examples of how the government was supposedly allowing the country to drift towards an Islamic theocracy. When the court then ruled in favour of the opposition, nobody was surprised.

Nearly a million secularist Turks gathered in Istanbul on April 29th, to stage their second mass protest against the government in a fortnight. That makes it hard for Mr Erdogan and his AK Party to dismiss the crisis as a brazen attempt by the army to reassert its influence. Chanting "no to coups" and "no to sharia" the demonstrators said their free-wheeling lifestyles were under threat. Many were women who say they are the most vulnerable of all. Some cited attempts by the AK to create "alcohol-free zones", others a bid to outlaw adultery. Many declared that an AK president, prime minister and parliamentary speaker was more than they could bear.

Yet none was able to name a single law promoted by the party that directly challenged the secular tenets of the constitution—because there is none.

The deeper malaise felt by these urban secular "white Turks" is really rooted in the

millions-strong migration from rural Anatolia to the big cities in past decades. Assertively pious and aggressively entrepreneurial, this new class, championed by Mr Erdogan, has been steadily chipping away at the economic and political power of the secular elite. "The white Turks see women with headscarves walking dogs [and] jogging in their neighbourhoods and it drives them mad," says Baskin Oran, a liberal academic in Ankara. That shock may fade; in time it will become more difficult for the generals to turn secular hostility to Anatolian carpetbaggers into paranoia about creeping Islam, he reckons.

The secularists have weaknesses too. The CHP, founded by Turkey's republican hero, Kemal Ataturk, has been out of power for more than a decade. Kemalism once transformed Turkey, but has now failed to transform itself, says Mr Oran.

While the cocky Mr Baykal shows no signs of self-reproach, an unprecedented bout of soul-searching prompted by the cyber-coup is beginning to grip the AK. During four and a half years it has failed to assuage secular suspicions and to reach out to the opposition. The party should have realised that the country was not ready to have an AK president, a party chief concedes. The present rumpus could have been averted had Mr Erdogan picked a presidential candidate outside his party. Now the prime minister suggests changing the constitution to let the people choose the head of state themselves.

That might be a step forward, but sceptical liberals say Mr Erdogan's views on democracy are selective. "Where was he when Kurdish politicians were being arrested and beaten and *Nokta* [a dissident magazine] raided by police?" asks one.

The government's response to the army's ultimatum was unusually crisp. Cemil Cicek, the justice minister called it

"unacceptable" and reminded the generals that they were constitutionally bound to take their orders from the prime minister, not vice versa.

It is not just the army's taste for politics that is worrying. The top general recently said a military attack on Kurdish rebels based in northern Iraq was "necessary" and "useful". Though he agreed that the constitution gave parliament authority over the armed forces, many fear that the

army may decide to attack all the same. "They are itching to," whispers a westerner who observes Turkish security. This may explain why America's response to the political crisis has been so lame. "The last thing they want is a quarrel with the Turkish military," a European official observes. The nightmare for America is Turkish and American soldiers exchanging fire in Iraq. Based on the past week's events, nothing can be ruled out. ■

Le rôle trouble des forces spéciales iraniennes en Irak

MOYEN-ORIENT

Washington accuse la force Qods d'armer les milices chiites irakiennes.

Téhéran

DANS LE CHAOS irakien, Washington pointe régulièrement du doigt Téhéran, et plus particulièrement la force Qods. Si les spécialistes s'accordent à dire qu'il s'agit d'une des meilleures unités de forces spéciales au monde, son rôle direct dans le soutien armé aux milices chiites irakiennes n'a toujours pas été prouvé.

Accusée d'armer les milices chiites irakiennes, la force Qods reste pour beaucoup d'experts un mystère difficile à élucider. À ce jour, il leur est impossible de prouver son implication directe dans les attentats contre les troupes de la coalition en Irak. En revanche, ils sont tous d'accord sur un point : parmi la myriade d'agences paramilitaires et de services secrets de la République islamique, Qods représente la force la plus expérimentée et la plus redoutable, capable d'activer d'importants réseaux à l'étranger. « C'est une organisation incroyablement efficace, disciplinée, et spécialisée dans

le renseignement et l'entraînement militaire », analyse Mahan Abedin, chercheur au Centre d'étude du terrorisme, à Londres.

Créée après la révolution islamique de 1979, la force Qods constitue, en fait, une unité d'élite des pasdarans (gardiens de la révolution), la fameuse armée idéologique du régime, placée sous les ordres directs du guide suprême, et dont la formation visait à protéger le pays contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Au début des années 1980, la République islamique de l'ayatollah Khomeini se sent menacée par les opposants iraniens et par l'Irak (qui vient d'entrer en guerre contre Téhéran). Elle vise un double objectif : défendre les intérêts de la jeune théocratie chiite et exporter discrètement ses idées à l'étranger.

La force Qods – quelque 1 000 membres aujourd'hui – se met alors à recruter parmi les combattants les

plus performants des pasdarans. Selon de nombreux experts, les commandos des forces spéciales de Qods sont connus pour avoir été activement impliqués au Liban dans la formation, l'encadrement, et l'entraînement du Hezbollah pour combattre les troupes israéliennes au Liban-Sud. Ils auraient

également participé à des opérations au Soudan, en Afghanistan et en Bosnie. En Irak, Qods aurait mené, dans les années 1980 et 1990, des opérations conjointes avec les Kurdes, au Nord, et les chiites, au Sud, pour tenter de renverser le régime de Saddam. Ses hommes connaissent donc parfaitement le « terrain » irakien. Ils disposent d'ailleurs d'antennes semi-officielles, au Nord de l'Irak, depuis 1991, date à laquelle les Kurdes irakiens obtinrent leur semi-autonomie.

Soutien armé et logistique

Pour Washington, il ne fait aucun doute que la force Qods est actuellement impliquée dans le soutien armé et logistique à certaines milices chiites irakiennes. Des diplomates iraniens arrêtés en janvier à Erbil, sont également accusés d'appartenir à cette force de l'ombre. Mais les diplomates et experts militaires européens sont plus réservés sur la question et craignent que certains faucons américains ne cherchent des prétextes pour justifier une éventuelle future intervention militaire en Iran. « On a tendance à surestimer l'influence militaire iranienne en Irak », confie un expert militaire familier de l'Irak. Selon lui, les fameuses photos d'explosifs retrouvés en Irak, et présentés en février à la presse à Bagdad, ne prouvent rien. « Rien ne montre que ces munitions aient été fabriquées en Iran », confie-t-il. En ajoutant : « Rien ne prouve qu'elles soient arrivées en Irak sur ordre du leadership iranien. » De nombreux spécialistes se demandent en effet si certaines forces iraniennes n'agiraient pas en « freelance » sans attendre les consignes du guide suprême. « Difficile, pourtant, dans ce domaine, d'être affirmatif », concède l'expert.



D'après les familiers du dossier iranien, les Américains se trompent en se focalisant sur Qods. « Ces commandos sont suffisamment intelligents pour ne pas s'attaquer directement aux forces de la coalition. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Irak d'attaquer directement les Américains », remarque Mahan Abedin. « En revanche, dit-il, c'est l'influence politique, religieuse et économique de l'Irak qui est plus importante. Les Iraniens ont beaucoup d'alliés en Irak. » Téhéran a tissé, depuis des années, d'excellents liens avec les groupes politiques chiites et kurdes, qui constituent aujourd'hui les principales forces du pouvoir en

place à Bagdad. La République islamique s'est aussi donné les moyens de développer un réseau à capacité d'influence, avec l'idée de l'activer en cas d'attaque de son territoire et de son régime. « Aujourd'hui, l'objectif de l'Irak, c'est d'apporter son soutien à ses alliés naturels en Irak afin d'asseoir son pouvoir sur le long terme, une fois les troupes de la coalition retirées. Et si Qods joue un rôle, c'est plus celui de former au renseignement certaines milices, pour leur donner les moyens de combattre les factions sunnites, qui constituent le principal adversaire de Téhéran », note Mahan Abedin.

DELPHINE MINOUI

Kurdes/Turquie: Barzani ne menacera pas Ankara si elle ne le menace pas



BRUXELLES, 8 mai 2007 (AFP) – Le leader kurde irakien Massoud Barzani s'est défendu mardi à Bruxelles de menacer Ankara d'intervenir dans la question sensible de la minorité kurde de Turquie, mais a averti la Turquie qu'il ne tolérerait de sa part aucune menace.

M. Barzani était interrogé par des eurodéputés sur des propos qu'il avait tenus début avril. Il avait alors menacé Ankara d'intervenir dans la question sensible de la minorité kurde de Turquie si les autorités turques s'opposaient au projet de rattacher la ville pétrolière de Kirkouk à la région autonome kurde d'Irak qu'il dirige.

La presse turque avait cité M. Barzani affirmant que si la Turquie "interfère dans (le dossier de) Kirkouk pour seulement quelques milliers de Turkmènes, alors nous agissons au sujet des 30 millions de Kurdes en Turquie".

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan lui avait répondu en prévenant les Kurdes d'Irak du "coût très élevé" que pourrait avoir pour eux une attitude hostile à l'égard de la Turquie.

"Nous sentons-nous menacés par la Turquie? Le langage de menaces n'a plus cours aujourd'hui, aujourd'hui le dialogue est constructif. Nous ne menaçons personne mais nous n'accepterons aucune menace de qui que ce soit non plus", a déclaré lundi M. Barzani.

Il a ajouté que s'il "sympathisait" avec les revendications des Kurdes hors d'Irak, les problèmes devaient être résolus "en fonction des circonstances particulières à chaque pays" et "nous n'encourageons pas le recours à la violence".

Il a également appelé Ankara à oeuvrer à une solution politique à la question des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui sont plusieurs milliers à être réfugiés dans le nord irakien, selon la Turquie.

Ce problème "ne peut pas être résolu militairement" et "si la Turquie continue à chercher une solution militaire elle échouera", a-t-il ajouté, en estimant que la Turquie se servait parfois du PKK comme "prétexte".

Ankara craint que le rattachement de Kirkouk à la zone autonome kurde irakienne ne donne à celle-ci des moyens financiers suffisants pour proclamer son indépendance, une situation qui pourrait, selon les autorités turques, encourager le sécessionnisme des Kurdes de Turquie.

M. Barzani a par ailleurs souligné son refus de reporter le référendum sur ce rattachement de Kirkouk, estimant qu'il y avait "une sorte de complot contre les Kurdes pour retarder" cette consultation, prévue pour se tenir avant la fin 2007. "Un retard serait une source de conflits et ne ferait que causer des problèmes pour l'avenir", a-t-il estimé.

Dans un rapport publié mi-avril, les experts de l'International Crisis Group recommandaient d'"annuler ou au moins reporter ce référendum" vu l'opposition des communautés arabe et turkmène de la ville. Ils estimaient que son maintien pourrait précipiter dans la guerre civile la région kurde d'Irak, calme jusqu'ici.

Irak: 19 morts, 70 blessés dans un attentat à Erbil, au Kurdistan



ERBIL (Irak), 9 mai 2007 (AFP) – Au moins 19 personnes ont été tuées et 70 blessées dans l'explosion mercredi matin d'un camion piégé devant le ministère de l'Intérieur à Erbil, au Kurdistan autonome (nord), une région habituellement épargnée par les violences, selon un nouveau bilan des autorités kurdes.

"Dix-neuf personnes ont été tuées et 70 blessées, dont cinq sont dans un état grave. Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes", a déclaré à l'AFP le ministre kurde de la Santé, Zirian Abdel-Rahmane.

"La façade du bâtiment du ministère de l'Intérieur a été sévèrement endommagée dans l'explosion", a-t-il ajouté. Une source de sécurité avait auparavant fait état de l'explosion d'un camion piégé garé devant le ministère de l'Intérieur, sur l'avenue principale d'Erbil, vers 08H00 (04H00 GMT). Un premier bilan faisait état de 7 morts et 30 blessés.

Erbil est la capitale du Kurdistan, province autonome depuis 1991, épargnée par les attaques qui ensanglantent quotidiennement le reste de l'Irak. Des Irakiens venus des différentes régions du pays s'y sont établis pour échapper à la violence. De nouvelles constructions poussent dans toutes la ville et des entreprises étrangères s'y sont installées.

"C'est une chance pour les entreprises occidentales de voir une région stable où elles peuvent investir en Irak", avait déclaré mardi Le sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense Paul Brinkley en visite depuis lundi au Kurdistan, accompagné d'une vingtaine d'investisseurs américains.

Les précédents attentats d'envergure remontent à plusieurs années. Le 1er février 2004, 105 personnes avaient été tuées à Erbil dans un double attentat suicide contre les sièges des partis kurdes PDK et UPK. Le 4 mai 2005, 46 personnes étaient mortes dans un attentat suicide à Erbil.

Turquie/législatives: parti pro-kurde présentera des candidats indépendants



ANKARA, 9 mai 2007 (AFP) – Le principal parti pro-kurde présentera des candidats indépendants aux élections législatives du 22 juillet faute de pouvoir obtenir les 10% des voix nécessaires pour avoir des députés, a indiqué mercredi son président.

"Nous avons décidé de participer aux élections avec des candidats indépendants", a déclaré Ahmet Türk, chef du Parti pour une société démocratique (DTP), cité par l'agence Anatolie.

Il s'exprimait à l'issue d'une réunion du parti à Diyarbakir, plus grande ville du sud-est anatolien à majorité kurde, destinée à définir la stratégie pour les législatives anticipées.

Le parlement turc compte de nombreux députés kurdes mais les partis préconisant plus de droits pour les Kurdes n'arrivent généralement pas à réunir 10% des voix, même s'ils sont majoritaires dans le sud-est et y remportent généralement les élections locales. Selon la presse, Leyla Zana,

lauréate 1995 du prix Sakharov des droits de l'Homme du parlement européen, pourrait être l'un de ces candidats.

Elle avait été élue députée en 1991 avec d'autres Kurdes sous l'étiquette d'un parti de centre-gauche, mais ils avaient perdu leur siège en 1994 car le parti pro-kurde qu'ils avaient rejoint avait été interdit pour lien avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Avec trois autres députés, Mme Zana a passé dix ans en prison pour liens avec le PKK.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion indépendantiste armée, ponctuée de trêves, et Ankara le considère comme un mouvement terroriste, à l'instar de plusieurs pays européens et des Etats-Unis. Le DTP, créé en novembre 2005, a succédé à toute une série de partis pro-kurdes interdits. Il prône un règlement pacifique de la question kurde.

Irak: renforts dans l'est du Kurdistan pour lutter contre Ansar al-Islam

SOULAIMANIYAH (Irak), 10 mai 2007 (AFP) - Le gouvernement de la province autonome du Kurdistan (nord) va envoyer 1.000 hommes en renfort vers une zone frontalière avec l'Iran, pour empêcher des attaques du groupe extrémiste sunnite Ansar al-Islam, a-t-on appris auprès d'un porte-parole.

"Nous allons envoyer 1.000 peshmerga (combattants kurdes) pour renforcer les unités de l'armée et des gardes-frontières, monter des patrouilles et tendre des embuscades dans la région", a déclaré à l'AFP le général Jabbar Yawir.

"Un groupe affilié à Ansar al-Islam qui se fait appeler +Brigades d'al-Qaïda au Kurdistan+ a lancé des attaques régulières contre les forces de sécurité kurdes dans la région de la ville de Penjwin", frontalière avec l'Iran, a-t-il ajouté. Les peshmerga assurent la sécurité du Kurdistan, province autonome du nord de l'Irak depuis la fin de la première guerre du Golfe en 1991.

Le Kurdistan, au nord de l'Irak, jouit d'une sécurité relative par rapport au reste du pays, où groupes extrémistes sunnites et milices chiïtes ont conduit le pays au bord de la guerre civile.

Le groupe islamiste kurde Ansar al-Islam continue toutefois à opérer dans la région. Mercredi, un camion piégé a explosé à Erbil, la capitale du Kurdistan, tuant 14 personnes, un attentat revendiqué par l'Etat islamique en Irak, qui regroupe des mouvements sunnites liés à al-Qaïda.

Le parlement turc adopte un amendement pour contrer les candidats pro-kurdes



ANKARA, 10 mai 2007 (AFP) - 10h21 - Le Parlement turc a adopté jeudi un amendement constitutionnel qui vise à empêcher l'entrée de candidats indépendants pro-kurdes aux prochaines élections législatives prévues le 22 juillet.

La disposition votée à une large majorité, 429 pour, 12 contre et deux abstentions, stipule que tous les candidats indépendants d'une circonscription figurent sur un même bulletin de vote, une mesure qui devrait compliquer, selon les observateurs, la tâche des candidats pro-kurdes.

L'électeur turc ne faisait jusqu'à présent que de glisser dans l'enveloppe un bulletin où était inscrit le nom d'un seul candidat indépendant. Les auteurs du projet comptent apparemment sur la confusion créée dans l'esprit de l'électeur qui doit choisir l'un des nombreux noms notamment dans le sud-est peuplé

majoritairement de kurdes, une zone où le taux d'analphabétisme est le plus élevé du pays.

Le projet du parti majoritaire de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) a été soutenu par l'opposition qui est également contre l'élection de parlementaires indépendants pro-kurdes.

Le principal parti pro-kurde (Parti pour une société démocratique, DTP) avait annoncé mercredi qu'il présenterait des candidats indépendants aux prochaines élections faute de pouvoir obtenir les 10% des voix nécessaires pour avoir des députés.

Le parlement turc compte de nombreux députés kurdes mais les partis préconisant plus de droits pour les Kurdes n'arrivent généralement pas à réunir 10% des voix, même s'ils y remportent généralement les élections locales.

Attentat-suicide dans une ville kurde irakienne: 45 morts



BAGDAD (AP) 13 mai 2007 Un kamikaze a précipité dimanche son véhicule piégé contre les locaux d'un parti politique kurde à Makhmur, une ville à majorité kurde du nord de l'Irak, faisant au moins 45 morts et plus de 100 blessés, dont le maire de la ville, selon un bilan fourni par des responsables sanitaires kurdes.

Au moment de l'attaque, une réunion de responsables locaux de la sécurité se tenait dans les locaux visés du Parti démocratique du Kurdistan à Makhmur, une ville située à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, ont précisé des responsables irakiens.

Un chef local de la police a été tué dans l'explosion, selon la police. Quant au maire de Makhmur, Abdul Rahman Delaf, un écrivain kurde de renom, qui se trouvait dans ses bureaux à proximité du lieu de l'attentat, il a été blessé. Le bilan est d'au moins 45 morts et 115 blessés, a précisé Ziryan Othman, le ministre de la Santé du gouvernement kurde régional.

Cette attaque intervient quatre jours après un autre attentat-suicide au véhicule piégé qui avait fait 15 morts et plus de 100 blessés à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Makhmur est une ville peuplée majoritairement de Kurdes mais qui ne se trouve pas dans les limites de la région autonome kurde. AP

Six rebelles kurdes abattus depuis le début du mois en Turquie (armée)



ANKARA, 14 mai 2007 (AFP) - 15h30 - Les forces de sécurité turques ont tué six rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) lors de combats survenus depuis le début du mois, a indiqué lundi l'état-major dans un communiqué.

Le document, diffusé sur le site internet de l'état-major, indique que les "terroristes", selon l'expression employée par les autorités turques pour désigner les rebelles du PKK, ont été abattus entre le 1er et le 11 mai, mais ne précise pas où.

Les médias ont fait état ces derniers jours d'une intensification des opérations de l'armée dans le sud-est anatolien à la

population en majorité kurde. L'état-major mentionne également l'arrestation de 14 rebelles et la reddition de sept autres.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1er octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté. Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort depuis que le PKK a entamé sa rébellion armée en 1984 contre les forces d'Ankara.



Les insurgés visent les Kurdes

13 mai 2007

Un attentat suicide a tué au moins 50 personnes et blessé 115 autres, à Makhmour, au Kurdistan irakien, une région épargnée jusqu'il y a quelques jours par les violences.

Les bâtiments visés étaient le siège du Parti démocratique du Kurdistan, la mairie et un poste de police. Par ailleurs, trois soldats américains ont été enlevés au sud de Bagdad.

L'homme portait un uniforme d'officier irakien. Il s'est présenté au poste de contrôle, situé près du siège du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Aux gardiens, il a simplement expliqué qu'il était attendu. «Il s'est dirigé droit vers le bâtiment et la voiture a explosé», a raconté un policier blessé.

L'attaque s'est produite alors que le PDK était en réunion. Les bureaux du parti jouxtant un poste de police et la mairie, il reste difficile de déterminer quelle était la cible précise du terroriste.

Parmi les morts, figure un général de police. Le maire de Makhmour a été blessé et conduit à l'hôpital d'Erbil, à 50 km de Makhmour. Des corps sont encore enfouis dans les décombres des bâtiments et le bilan pourrait s'alourdir.

Makhmour se situe à près de 300 km au

nord de Bagdad, à la frontière entre la province de Ninive et la région autonome du Kurdistan. Cette partie de l'Irak avait été épargnée jusque là par les violences.

Mercredi dernier, un camion piégé avait explosé devant le ministère de l'Intérieur, à Erbil, la capitale kurde. L'attentat avait tué 14 personnes et fait 87 blessés.

Par ailleurs, au moins 10 personnes ont été tuées et une quarantaine d'autres blessées dans un attentat à la voiture piégée visant le marché de Sadriyah, situé dans un quartier à majorité chiite du centre-ville de Bagdad. L'explosion a eu lieu en début d'après-midi, dimanche. Ce marché avait connu le 18 avril dernier l'un des attentats les plus sanglants d'Irak avec 140 morts.

Trois soldats américains enlevés

Après l'enlèvement de trois soldats américains, dans la région de Mahmoudia, un fief d'al-Qaïda, l'armée américaine, appuyée par des avions et des hélicoptères de combat, a entrepris une vaste opération

de ratissage pour tenter de les retrouver.

La patrouille de huit hommes à laquelle appartenaient les soldats serait tombée dans une embuscade samedi, vers 5h du matin, dans la localité de Youssoufia, au sud de Bagdad. À leur arrivée, les forces de réaction rapide ont trouvé les véhicules en flammes et cinq corps, dont celui de l'interprète irakien. Près de 4 000 soldats ont été mobilisés pour fouiller la région. Les troupes ratissent palmeraies et vergers de cette zone essentiellement agricole à la recherche des trois militaires.

L'année dernière, des combattants d'al-Qaïda avaient enlevé deux soldats américains à un barrage routier à Youssoufia. Leurs corps mutilés et piégés avaient été retrouvés à la suite d'une opération de recherches analogue.

Le plan de sécurisation de Bagdad (Imposer la loi) considéré comme la dernière tentative de pacifier l'Irak a été lancé le 14 février dernier. Près de 30 000 soldats américains ont été envoyés en renfort dans le cadre de ce plan.



Les Kurdes réclament des soins pour Ocalan

La Libre Belgique - 14/juin/2007 - Véronique Leblanc Correspondant à Strasbourg

Ils étaient plus de 60000 à manifester samedi à Strasbourg. Des incidents.

Tout avait bien commencé, samedi matin, aux abords de la gare de Strasbourg.

Des dizaines de milliers de Kurdes - 60 à 70000, selon les organisateurs, la moitié, d'après les forces de l'ordre - se mettent en route vers le quartier de la Meinau où est prévu un grand meeting de soutien aux militants en grève de la faim à Strasbourg, depuis le 11 avril. Ceux-ci réclament l'envoi d'une délégation de médecins indépendants pour examiner l'état de santé de l'ex chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Ocalan détenu depuis 1999 sur l'île prison d'Imrali, au nord-ouest de la Turquie. Sur la base d'analyses de cheveux

pratiquées à Rome, Oslo et Strasbourg, des informations circulent autour d'un empoisonnement au métal. La Turquie réfute ces accusations mais les Kurdes sont persuadés que la vie de leur leader est en danger.

"Il souffre de démangeaisons, de douleurs respiratoires", explique l'une des manifestantes, "on ne sait pas si c'est réversible. À terme, ça pourrait mener à un cancer." A la tribune, les discours réclament l'intervention du Conseil de l'Europe par le biais du Comité de prévention de la torture. C'est au moment de la dispersion que les choses se gâtent.

Quelque 400 manifestants se rendent sur le parking qui longe la mosquée turque Eyub sultan où des bus les attendent. Une voiture arrive avec un drapeau turc à la fenêtre. Elle ouvre un cortège de mariage. Des échanges verbaux fusent. Le conducteur est pris pour

cible. La voiture de la mariée fait demi-tour mais la situation se dégrade rapidement. Une heure après, le bilan est lourd. Les fenêtres de la maison de l'imam sont brisées, de même que la porte vitrée de la salle de fête et l'enseigne de la mosquée. On compte des blessés, y compris parmi les forces de l'ordre qui ont procédé à trois assauts et fait usage de gaz lacrymogènes.

Le lendemain, à la Maison des Kurdes, les grévistes de la faim ne sont pas au courant des incidents. Dix-huit hommes et 5 femmes sont allongés, dans des locaux séparés. Des sympathisants les accompagnent dans leur action en se relayant tous les 5 jours. L'ambiance est calme et déterminée. Informé des débordements de la veille, Ahmet Dere, membre du Congrès national du Kurdistan basé à Bruxelles, rétorque que les organisateurs étaient au courant de

menaces de "provocations" contre la manifestation. "Des fascistes turcs s'en sont pris aux sympathisants des grévistes en Allemagne et en Autriche", dit-il, "on savait que cette manifestation serait plus risquée que les précédentes."

Ce n'est pas la première fois en effet que la diaspora kurde fait preuve de sa capacité de mobilisation à Strasbourg. Chaque année en février, à la date anniversaire de l'arrestation d'Ocalan, des dizaines de milliers de personnes venues de France, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas... se réunissent sur le même itinéraire qui les conduit aux abords de la mosquée turque. Tout s'est toujours déroulé dans le calme jusqu'à samedi dans une ville où Turcs et Kurdes ont l'habitude de cohabiter pacifiquement.

Turkish membership in EU in balance as army defends secularism

By Doreen Carvajal and Judy Dempsey

PARIS: With political tensions rising in Turkey between secularists and politicians with Islamist roots, European Union officials are watching cautiously from the sidelines with pointed warnings about the importance of democracy.

At stake are the EU's negotiations with Turkey, where human rights issues and democracy are critical themes in its talks to join the Union.

Joost Lagendijk, a Dutch lawmaker who heads the Turkey delegation for the European Parliament, heard the news about the Turkish court's decision to annul the nation's presidential election on Tuesday while bound for a debate in the Netherlands on whether Turkey should be welcomed into the EU.

Lagendijk argued that the court had the power to take action on the issue, but "of course there will always be a stain on this decision from the Constitutional Court because it's under enormous pressure from the army."

"So maybe we'll never know whether this decision was made on purely legal grounds or whether it is a right decision," he said.

Turkey's efforts to join the Union ultimately will be affected, Lagendijk said,

if there is another new election and the army acts to shape the outcome. "Then," he said, "the question will be, What sort of country is this? For the moment, it's hard to use this as an argument against

Turkey's accession. There's nothing that Europe can argue against that."

Germany, the holder of the European Union presidency, said Berlin was reluctant to comment on a decision made by the Constitutional Court. "We are continuing to monitor developments," an official said.

Olli Rehn, who as the EU's enlargement commissioner is presiding over the negotiations for Turkey's accession, could not be reached Tuesday during the May Day holiday. But on Saturday he participated in a forum organized by the Bertelsmann Foundation in Germany and the German Marshall Fund of the United States, where he warned the Turkish military to stop meddling in the presidential elections.

On Sunday, the European Commission's president, José Manuel Barroso, also weighed in.

"We hope that one day Turkey can join the European Union," he said on CNN. "But for that, Turkey has to be a real European country, in economic and political terms, and not a country that adds, let's say, standards not at the level

that we have in the European Union."

The EU has insisted that the army withdraw from politics and has made this one of the cornerstones of its accession talks with Turkey. Nevertheless, the EU has been in a quandary. On the one hand, it wants the military to remain in the barracks, but on the other it is concerned about the growing influence of Islam in a moderate, secular state.

The EU's 27 member states are deeply divided over admitting Turkey. Chancellor Angela Merkel of Germany has urged that Turkey be granted a "privileged partnership" in which it would enjoy most of the EU's economic and trade benefits but not full voting rights.

Britain, on the other hand, fully supports Turkish membership if it meets all the criteria for joining, because it would prove that the EU is not a Christian club. Britain and some other EU countries also want Turkey as an EU member to strengthen European security and defense policy.

The accession talks have stalled over the past several months, even as Prime Minister Recep Tayyip Erdogan presses ahead with reforms.

EU diplomats acknowledge that Erdogan has been the first Turkish prime minister to introduce genuine reforms and has tackled the difficult issues of combating torture, introducing cultural rights for the Kurdish minority and improving human rights, despite spotty implementation.

EU member states have nevertheless stalled over the accession negotiations, partly because of the continuing dispute over Turkey's relations with Cyprus, which joined the EU in 2004 but which has been divided for more than three decades after the Turkish Army invaded the north of the island.

Judy Dempsey reported from Berlin.

Helping Turkey keep its democratic balance

The long struggle between Turkey's generals — the self-appointed custodians of secularism — and the growing popularity of parties rooted in Islam has taken a dangerous turn. Both sides need to step back from the brink for the sake of Turkey's democracy and its hopes of joining the European Union.

The crisis came to a head after Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and his Islamic-oriented party nominated Foreign Minister Abdullah Gul to be Turkey's next

president, and the Constitutional Court overturned his election to the post by the Parliament. Gul's supporters see the decision as a desperate attempt by Turkey's secular elite to hold on to power.

As president, Gul would have had the power to nominate judges and university deans and to approve or veto nominations to the cabinet and other sensitive government positions.

Gul is a moderate who has kept Islam largely out of public policy during his four years in government. But his wife is known for wearing the Islamic head scarf in

public, which offends the military's rigidly unyielding vision of secularism.

Army leaders had responded to his nomination with an unmistakable threat to overthrow the democratically elected government, a threat that must have influenced the Constitutional Court, which itself is part of the secular establishment of Turkey.

Turkish democracy has outgrown this kind of army tutelage, which has brought it four military coups since 1960.

The European Union rightly denounced the latest threat, but the Bush administration equivocated. Washington needs to tell Turkey's generals, through diplomatic and NATO channels, that a military coup would have highly damaging consequences.

While the generals' threats are out of line, some of the fears of

May 2, 2007

Herald Tribune

May 4, 2007

Herald Tribune

Turkey's secularists are real and understandable.

The generals' threats are out of line, but some of the secularists' fears are understandable.

Turkish citizens, particularly Turkish women, enjoy legal rights, intellectual freedoms and economic opportunities that are regrettably rare elsewhere in the Muslim world.

Hundreds of thousands of Turks marched this weekend in Istanbul and Ankara to demonstrate their

support for secularism and their anxieties about Gul.

Erdogan and Gul have done a good job of keeping their religion separate from their politics while instituting reforms to bring Turkey closer in line with European democratic standards. But given the disquiet that any religious inroads into politics creates in Turkey, they would do well to reassure secular Turks.

One useful step would be for the party to run a more politically and religiously inclusive set of candi-

dates in parliamentary elections, which seem likely later this year.

During the Cold War, Turkey guarded Europe's frontier against Soviet expansionism. Today, it occupies an equally important position as a true Muslim democracy on Europe's frontier with the Islamic world. Washington has a clear interest in helping Turkey keep its democratic balance. It needs to leave Turkey's generals in no doubt where it stands.



The Kurdish Globe

May 09, 2007

Barzani talks with Iran's President

Iran and Kurdistan Region to cooperate on border security.

The Globe

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani expressed the hope of increasing the level of security cooperation between Iran and Kurdistan, and called on Iran to invest more in Kurdistan's energy, industry, and agriculture sectors.

"We are serious in promoting and developing our relations with the Islamic Republic of Iran," Barzani told Iran's President Mahmoud Ahmadinejad last Monday. Barzani is currently in

Iran at the official invitation of the Iranian government.

"Our relations with the Islamic Republic of Iran are long-standing and we have always been assisted by the Islamic Republic whenever we have been in need of help, especially during the hard days," said Barzani in reference to Iran's sheltering of hundreds of thousands of Iraqi Kurdish refugees over the past few decades.

President Ahmadinejad stressed the close historical ties between Iran and Iraq and said that his

country "feels no limit in extending assistance to the Iraqi people and the Kurdish population in particular."

Barzani held talks with senior Iranian officials, including Foreign Minister Manouchehr Mottaki, the former Iranian president Ayatollah Akbar Hashemi Rafsanjani, and Interior Minister Mostafa Pourmohammadi.

During a press conference with Pourmohammadi, Barzani said the volume of security and economic relations with Iran will increase in the near future.

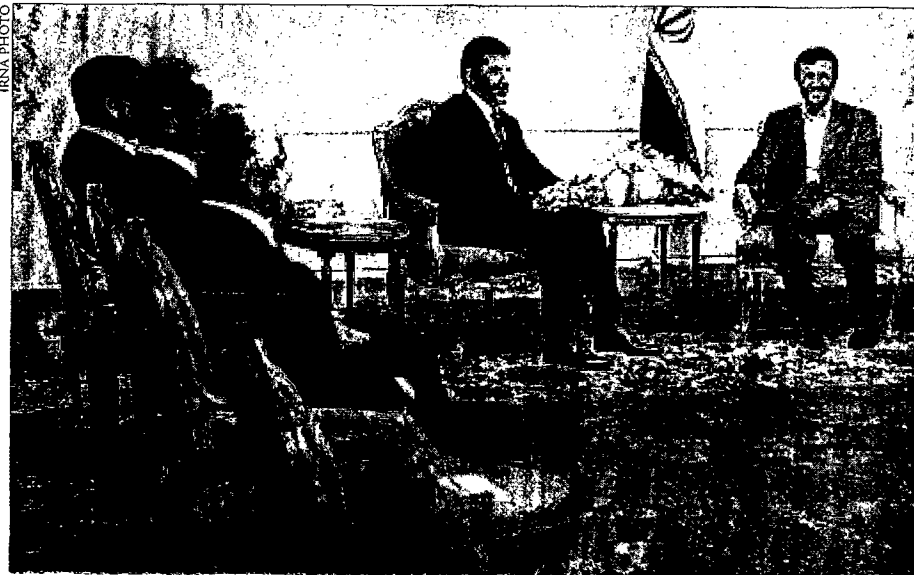
"The issue of security is a mutual and bilateral issue and not unilateral," Barzani told reporters in Tehran. "The thing is that we consider Iran's security as our security. And I think, and am sure, that the Islamic Republic of Iran regards our security as its security as well."

Over the past months, the remote areas on the border strip between Iran and Kurdistan Region have witnessed several terrorist activities, said to have been launched by elements of the extremist Ansar al-Islam group.

That has created fears in Kurdistan that an escalation of such attacks may destabilize the border areas of Kurdistan, which have been considerably calm since the beginning of the Iraq war in 2003.

Barzani said that Kurdish and Iranian officials have agreed to create joint committees to handle the issue of security at the ministerial level.

On his part, Iran's Interior Minister expressed his country's readiness to cooperate with the Kurdistan government on border security matters.



KRG Prime Minister Nechirvan Barzani, Iran's President Mahmoud Ahmadinejad and three KRG ministers are in meeting in Tehran May 7, 2007. Barzani said that Kurdish and Iranian officials agreed to form committees to handle the issue of security.

Le numéro deux d'Al-Qaida raille l'« échec » des Etats-Unis en Irak



Le marché d'Al-Bayaa, dimanche à Bagdad, après l'explosion d'une voiture piégée, qui a fait au moins 35 morts. NAMIR NOOR-ELDEEN/REUTERS

Dans un message vidéo, Ayman Al-Zawahiri promet « une leçon inoubliable » aux dirigeants de la coalition, « les incitant à réexaminer entièrement leur système doctrinal et moral »

L'Egyptien Ayman Al-Zawahiri, considéré comme le numéro deux d'Al-Qaida, a délivré un message vidéo, diffusé, samedi 5 mai, sur un site Internet régulièrement utilisé par les groupes islamistes radicaux, raillant la politique des Etats-Unis en Irak. La proposition de loi du Congrès fixant au mois d'octobre le début d'un retrait des troupes américaines illustre, selon Zawahiri, « l'échec et la frustration des Etats-Unis ». Cela « nous

privera de l'occasion de détruire les forces américaines que nous avons fait tomber dans un piège historique », a-t-il regretté.

La proposition du Congrès s'était heurtée, le 2 mai, à un veto du président George Bush, ce dernier estimant que tout calendrier de retrait constituerait « une recette pour le chaos et la confusion ». La Maison Blanche a refusé de commenter les propos du lieutenant de Ben Laden. « Nous prions Allah qu'ils ne puissent partir qu'après avoir perdu entre 200 000 et 300 000 vies, afin que nous infligions à ceux qui, à Washington et en Europe, décident de faire couler le sang une leçon inoubliable les incitant à réexaminer entièrement leur système doctrinal et moral », poursuit Zawahiri dans son message.

Apparaissant coiffé d'un turban blanc, un fusil d'assaut à la main, assis devant

une bibliothèque garnie de livres, Zawahiri a critiqué le « plan de sécurité » mis en place en février par les forces irakiennes et américaines à Bagdad. « Je félicite [George Bush] pour le succès de son plan de sécurité, et je l'invite à l'occasion à boire un jus de fruit dans la cafétéria du Parlement irakien au milieu de la "zone verte" », a-t-il ironisé, dans une allusion à l'attentat du 12 avril qui a fait huit morts dans la cafétéria du Parlement.

Les dernières apparitions publiques d'Ayman Al-Zawahiri remontent au 11 mars et au 20 décembre, dans des vidéos diffusées par la chaîne qatarie Al-Jazira et dans lesquelles il s'en était pris au Mouvement de la résistance islamique (Hamas) palestinien, qu'il avait accusé de « trahison ».

Dans un autre message audio, diffusé le même jour sur Internet, le chef d'Al-Qaida en Irak, Abou Ayoub al-Masri, dont la mort avait été annoncée par les autorités irakiennes mais démentie par son groupe, a mié toute dissension entre insurgés sunnites. « Ce que vous entendez à propos des combats entre nous, les groupes djihadistes ou les tribus (...) n'est que mensonge et désinformation », déclare un homme se présentant comme Al-Masri. « C'est une tentative désespérée pour diviser les rangs des combattants du djihad », ajoute-t-il, sans mentionner les rumeurs selon lesquelles il avait été tué. Une coalition de tribus sunnites de la province d'Al-Anbar (Ouest), rangées aux côtés des Américains, avait revendiqué la responsabilité de sa mort. - (AFP, Reuters.)

Plus de soixante Irakiens et huit soldats américains tués

Huit soldats américains et un journaliste qui les accompagnait ont été tués, dimanche 6 mai, dans plusieurs attentats en Irak, a indiqué l'armée américaine. Le même jour, plus de 60 Irakiens sont morts, dont au moins 35 lors d'un attentat à la voiture piégée, dans un marché du quartier à majorité chiite d'Al-Bayaa, au sud-ouest de Bagdad. « Cinq de mes employés ont été tués, ainsi qu'un client, a déclaré Abou Ali, propriétaire d'une boulangerie dévastée par l'explosion. Il n'y a aucun poste de contrôle ici, personne ne nous protège. Le plan de sécurité n'est pas appliqué dans ce quartier ».

Une autre voiture piégée a explosé près du ministère des municipalités et des travaux publics, faisant quatre morts. Un policier a également été tué dans l'explosion d'une bombe dans le sud-ouest de Bagdad, et un capitaine de police abattu par des hommes armés à Amel, au sud de la capitale. Les violences ont aussi frappé la ville sunnite de Samarra (120 km au nord de Bagdad), où douze policiers ont été tués. Sept personnes ont encore été abattues par des hommes armés dans la province de Diyala, au nord de Bagdad, où les violences confessionnelles sont quotidiennes. - (AFP.)

Elif Shafak : le voile et l'armée

L'AKP n'est pas un parti intégriste et les partisans de la laïcité ne sont pas tous des démocrates. Les choses sont plus complexes, prévient la romancière et éditorialiste turque.

INTERNAZIONALE

Rome

Les médias occidentaux suivent de près l'actualité turque, mais ont parfois du mal à comprendre la situation dans toute sa complexité. Ainsi, ce qui se passe en Turquie est souvent présenté comme un affrontement entre "sécularistes laïques" et "islamistes". La réalité est évidemment plus compliquée et se distingue en plus par des éléments typiques du contexte turc. Ainsi, l'AKP, le parti au pouvoir, ne peut être qualifié d'"islamiste". On apprécie ou non l'AKP, mais on ne peut affubler ce parti du qualificatif "fondamentaliste", car il ne l'est tout simplement pas. Au cours des quatre dernières années, l'AKP s'est montré bien plus ouvert d'esprit que le Parti social-démocrate [CHP, opposition kémaliste] par rapport au processus d'adhésion à l'Union européenne, en soutenant celui-ci et en lançant dans ce cadre les réformes nécessaires. Les partisans de la laïcité en Turquie ne sont d'ailleurs pas tous des démocrates. Certains d'entre eux sont favorables à un coup d'Etat militaire et n'hésitent pas à faire des appels du pied à l'armée pour qu'elle s'implique davantage. En outre, une partie de l'opposition à l'AKP aujourd'hui est clairement issue des milieux nationalistes et antioccidentaux. Tout cela fait de la Turquie un pays où la définition des appartenances politiques est très floue. A fortiori dès lors que le parti "islamiste" au pouvoir se révèle plus progressiste que l'opposition "sociale-démocrate". Et, pour compliquer encore les choses, il faut préciser que l'armée joue un rôle majeur sur l'échiquier politique turc. Il convient donc, pour comprendre les enjeux politiques de la Turquie, d'abandonner les clichés et de se focaliser davantage sur les nuances.

UNE FEMME VOILÉE, PREMIÈRE DAME DU PAYS ?

La tension politique a augmenté d'un cran avec l'annonce de la candidature d'Abdullah Gül à la présidence de la République. Cette fonction est essentiellement protocolaire, mais le président a néanmoins la possibilité de mettre son veto sur des projets de loi. En plus, ce poste est celui où Atatürk a siégé et il est donc chargé d'une lourde valeur symbolique pour toute la nation. Il est synonyme de moder-

■ Elif Shafak

Cette romancière turque de 36 ans est l'un des auteurs les plus en vue de son pays. Née à Strasbourg, elle a grandi en Espagne et vit aujourd'hui entre Istanbul et l'Arizona, où elle enseigne. Elle s'est beaucoup impliquée dans le travail de mémoire sur la question arménienne. C'est d'ailleurs le sujet de son dernier roman, *Baba ve Piç*, paru en 2006. Best-seller en Turquie, il lui a valu des poursuites judiciaires pour "atteinte à l'identité nationale". Il paraîtra en août prochain chez Phébus sous le titre *Le Bâtard d'Istanbul*.

nisation, d'occidentalisation et de laïcité. La question s'est donc posée : Abdullah Gül est-il suffisamment convenable pour ce poste ? Ministre des Affaires étrangères, Gül est apprécié dans de larges segments de la société turque et il est en bons termes avec les intellectuels critiques turcs. Il a ainsi, au nom de la liberté d'expression, critiqué ouvertement l'article 301 du Code pénal [qui punit sévèrement le concept vague d'"insultes à la turquicité" et en vertu duquel Elif Shafak fut poursuivie, avant d'être acquittée en septembre 2006]. Ceux qui ont des objections personnelles à propos de Gül en Turquie sont d'ailleurs peu nombreux. Mais il y a un problème de taille : son épouse porte le voile. Voile qui a été banni des institutions de l'Etat en Turquie. Tout cela dans un pays où les symboles sont importants et ont en retour un impact politique énorme. La candidature de Gül touche donc directement au concept de la laïcité turque et n'est pas sans susciter de craintes. La crainte qu'une femme voilée ne devienne la première dame du pays. La crainte que la laïcité ne soit menacée.

Mais ce n'est qu'un aspect du problème. L'autre concerne l'armée. Les militaires turcs ont toujours joué un rôle pivot dans la politique turque, tantôt en coulisses, tantôt ouvertement. C'est ainsi que, le 27 avril, l'armée a publié sur son site Internet un communiqué appelant à la vigilance. Cette mise en garde très sévère a été interprétée comme un "coup d'Etat électronique". A la suite de l'avertissement

de l'armée, plus de 700 000 personnes ont manifesté contre le gouvernement. Certains criaient des slogans tels que "*La présidence de la République ne tombera pas aux mains des imams*" ou "*On ne veut pas de first lady voilée*". Néanmoins, la foule était animée par des motivations conflictuelles. Ce rassemblement s'est aussi distingué par une large présence féminine. Les femmes turques deviennent en effet de plus en plus actives en politique. Les femmes sont devenues un enjeu. Leurs corps sont devenus l'objet de grands affrontements idéologiques.

La Turquie est un pays où le processus de modernisation et d'occidentalisation a été déclenché et conduit par une élite politique et culturelle. Dans ce contexte, qui représente la nation ? Les élites ? L'armée ? La classe politique ? Les conservateurs ? Le problème, c'est précisément que chaque groupe

VU DU MONDE ARABE

Questions turques

■ Peut-être la Turquie sortira-t-elle indemne de la crise actuelle. Peut-être que non. Si le différend entre le pouvoir islamique et les franges laïques persiste, les choses s'aggraveront dans toute la région. Après trois coups d'Etat militaires, la stabilité de la Turquie moderne a été rétablie grâce à un équilibre subtil entre une armée toujours omniprésente, un islam moins islamiste, une gauche moins radicale et des Kurdes toujours moins kurdes. Voilà les lignes rouges qui forment le cadre peu démocratique de la démocratie turque.

La question qui se pose, et pas seulement pour la Turquie, est celle de savoir pourquoi, dans le monde musulman, tous les projets de modernisation doivent être, à divers degrés, de nature répressive. Pourquoi l'atâtürkisme en Turquie et le bourguibisme en Tunisie n'ont-ils pas été plus démocratiques, moins marqués par l'empreinte militaire ? Symétriquement se pose la question de savoir pourquoi les mouvements fondamentalistes qui se dressent contre les militaires font un usage excessif des symboles. Pourquoi le voile, par exemple, devient-il le point de fixation de la confrontation entre les islamistes et leurs adversaires ? On dirait parfois que la polarisation de nos sociétés s'explique par une profonde césure entre le fond et la forme. Les modernisateurs semblent incapables de s'adresser au peuple et de toucher son imaginaire. Et le trop-plein symbolique des fondamentalistes révèle l'absence d'une réelle pensée politique. Ils n'ont pas grand-chose à proposer pour répondre aux questions soulevées par la confrontation avec la modernité. La seule chose qu'ils savent faire est de tout refuser.

Al-Hayat, Londres

pense que c'est lui qui incarne le mieux la nation, alors qu'en réalité celle-ci est un mélange de toutes ces composantes. Dans ce contexte, il faut noter que la frange la plus radicale des antioccidentaux en Turquie partage avec les plus antiturcs des Européens la même conviction que l'islam et la démocratie à l'occidentale sont incompatibles. Ces deux tendances sont d'ailleurs toutes les deux opposées à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. La majorité de la population turque est opposée tant au fondamentalisme musulman qu'à un nouveau coup d'Etat militaire. Le seul moyen d'apporter une solution aux problèmes dans une démocratie est d'injecter encore davantage de démocratie. La Turquie est trop dynamique et trop importante pour que le monde occidental se permette le luxe de la perdre. Elif Shafak



Le chef d'état-major, le général Büyükanit (au centre), à Ankara, le 3 mai

dur. Janissaire dans l'âme, il ne craint pas d'afficher son hostilité aux islamistes de l'AKP (Parti de la justice et du développement) d'Erdogan. Selon l'hebdomadaire *Nokta*, l'ancien chef d'état-major se serait opposé à deux coups d'Etat en 2004 contre l'AKP, notamment à propos de la question de Chypre. L'actuel, lui, rue ouvertement dans les brancards. Les maladresses d'Erdogan, convaincu d'imposer son dauphin au palais de Çankaya, lui ont donné des ailes.

Autre moyen d'action pour l'armée: l'économie. Son empire se nomme Oyak, le Fonds de solidarité et d'aide mutuelle des forces armées. Créé en 1961, après un putsch (deux suivront, en 1971 et 1980), ce holding verse des compléments de retraite à 227 000 militaires. Un Etat dans l'Etat que vénèrent les officiers, y compris ceux qui se reconvertisent dans les affaires ou comme conseillers dans les partis! Son chiffre d'affaires a approché les 6 milliards d'euros en 2005, grâce aux participations dans soixante entreprises, de l'automobile à l'alimentaire en passant par l'assurance et la construction. Exemptée d'impôts sur les sociétés, la «supermutuelle» Oyak a notamment investi – massivement – dans Axa et Renault en Turquie. Ce n'est pas tout: l'armée préserve aussi deux autres bijoux qui lui rapportent de belles royalties, la TSKGV (Fondation pour le renforcement des forces armées turques), qui fabrique sous licence des F16 américains, et la SSDF (Fonds de soutien à l'industrie de défense), qui perçoit 95% des gains de la Loterie nationale et 10% du pactole issu des champs de courses. Sans compter les taxes sur les ventes d'alcool et de cigarettes, à hauteur de 10%...

«L'armée a incontestablement cherché à accroître son poids économique», reconnaît Serap Atan, représentante de la Tüsiad, le Medef turc, qui demande que le budget des militaires soit mieux contrôlé. Car il va sans dire que les députés s'y perdent parfois entre le budget de l'armée et les recettes annexes... «Même si c'est anticonstitutionnel, l'armée continuera de jouer un rôle de parti politique», estime Yigit Bener, écrivain qui suit de près les affaires politiques et interprète la pensée d'Erdogan. Face aux vizirs de l'islamisme, l'armée est plus que jamais le parti de l'ombre. Et son chef d'état-major ne se gêne plus désormais pour clamer que ses garnisons tiennent lieu de second sérail ■

TURQUIE

La carte maîtresse de l'armée

A travers le Conseil national de sécurité, les militaires disposent d'un instrument politique très influent. Mais contrôlent aussi des pans entiers de l'économie.

PAR OLIVIER WEBER
(AVEC GUILLAUME PERRIER À ISTANBUL)

En Turquie, la «grande muette» sait donner de la voix. Inquiète des apépétits de la mouvance islamiste, l'armée turque a rappelé qu'elle demeurait la gardienne du dogme laïque. Quitte à menacer le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan d'un coup d'Etat. Erdogan a beau manœuvrer pour placer son poulain Abdullah Gül à la tête de la présidence de la République, les militaires ne l'entendent pas ainsi. Le palais rose de Çankaya, sur les hauteurs d'Ankara, est l'un de leurs derniers bastions. Avec une ligne rouge qu'ils veulent imposer: les partisans de l'islamisme doivent rester au seuil du trône. Voilà dix ans, les généraux avaient ainsi forcé la main des députés pour déposer le Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, mentor d'Erdogan.

Sil'armée turque, forte de 600 000 hommes, dont 35 000 officiers, veille au grain, c'est qu'elle est dépositaire de la tradition kémaliste, celle de Mustafa Kemal, le fondateur de la République en 1923. «Les kémalistes ont certes perdu du terrain, mais Atatürk reste une personnalité incontournable», dit l'éditeur Enis Batur. L'armée a ainsi deux cordes à son arc. D'abord le MGK, le Conseil national de sécurité. Même si Erdogan, par un jeu habile, a pu imposer dans cette instance certains membres non militaires, l'armée continue d'assurer les destinées de cet organe qui réunit les plus hautes autorités du pays. «C'est une sorte de gouvernement parallèle», dit un conseiller d'Erdogan. En fait, le MGK a perdu de son influence et les fuites dans la presse, trois jours avant le premier tour, ont affaibli la portée de ses déclarations. Alors, c'est le chef d'état-major, le virulent général Yasar Büyükanit, qui a pris le relais, appelant directement le Premier ministre! Des rappels à l'ordre laïque qui sont passés également par le site Internet de l'armée. Des officiers se sont chargés de contacter les directeurs de journaux, parfois vers 23 heures... Certains observateurs parlent d'un «e-coup», un coup par Internet. Enfin, le Conseil constitutionnel, autre bastion des généraux, est entré dans la danse et a annulé le premier tour de la présidentielle.

A la manœuvre: le général Yasar Büyükanit. Contrairement à son prédécesseur, plus modéré, c'est un kémaliste pur et

BBC NEWS

Iraqi Kurds split between Iran and US

BBC News May 10, 2007 By Roxana Saberi *Iraqi Kurdistan*

Iraq's Kurds have found themselves in a delicate position since the US-led invasion of Iraq four years ago. They are trying to court good relations with their eastern neighbour Iran - without angering Washington.



Compared to the rest of Iraq, Kurdistan is prosperous and peaceful

This is a tricky balancing act because while Iraqi Kurds rely on the United States for protection, they also depend on Iran's goodwill to help maintain their economy and the relative stability they have been enjoying.

"The Americans helped us overthrow

Saddam Hussein's regime so we respect them, but we're not indebted to them for everything," said Nasir Ghafoor Ramadan, a member of Iraqi Kurdistan's Regional Parliament. "Iran has also helped the Kurds of Iraq a lot at various times so / from this point of view, we also respect Iran."

Iraqi Kurds and Tehran have long maintained ties. They have often worked together to fight common enemies: most recently, Iraq's former President Saddam Hussein.

Dependency

These days, a large part of Iraqi Kurdistan's economy depends on imports from Iran.

"Around 30 to 40% of our imports come

from Iran," said Zaher Mahmood Jalil, who heads an economics' program on Radio Zagros in Irbil. "Iraqi Kurdistan doesn't produce much itself so it has to import most of its goods."

Kurds here say if Iran were ever to close its border with Iraq, their economy would be hit hard. Iranian produce, appliances, and electronics flood Kurdish cities, and petrol smuggled in from Iran helps Iraqi Kurds keep their cars running. Jamaal Abdullah Hussein sells Iranian petrol for eight times its original price on the side of a road in Suleimaniya.

"We have become dependent on gas imports from Iran," he said. "If Iran tried to limit the petrol that crosses the border, we would face a major shortage, and it would cause a crisis." If Iran closes its border, Iraqi Kurdistan would have to rely more on its other neighbours, like Turkey and Syria, for help.

That could lead to infighting among Kurdish political parties - those controlling areas bordering Turkey and Syria could gain an upper hand over the parties based near Iran. Tehran, however, has said it plans to expand its economic ties with Iraqi Kurdistan - not curtail them - to help create stability in Iraq.

Porous border

So far now a steady stream of goods flows across the border. Travellers do, too. Some enter legally; others do not. Amir, a 19-year-old Kurd who helps smuggle people across the border, said sneaking between the two countries is not very hard.

"I know the path well," said Amir, who did not want to use his full name. "If guards are monitoring my regular path, I take another route. If they were to catch me, I could face six months in jail."

Amir's clients are not the only ones making illegal journeys into northern Iraq. Some Iraqi Kurdish officials accuse Iran of letting insurgents infiltrate the border. "I don't have any specific evidence of this," said Buhari Hidir, a member of the Iraqi Parliament's Foreign Relations Committee.

"But it's natural for us politicians to think

that Iran would use all its powers to create problems for the United States in the region, especially in Iraq."

Iran denies the charge. Instead, Tehran, which has worries about its own Kurdish population seeking autonomy, accuses Iraq's Kurdish Regional Government of failing to crack down on Iranian Kurd opposition groups in northern Iraq. Some, like the Party for a Free Life in Kurdistan, or PJAK, have launched attacks on Iran.

Others, like the Kurdistan Democratic Party of Iran, or KDPI, say these days they turn to arms only for defence and instead focus on political activities.

Iraqi Kurdish officials have said their regional government allows groups like KDPI to operate in northern Iraq as long as they do not engage in military actions against Iran. The officials have acknowledged, however, that it is difficult to control PJAK, which is based high in the mountains.

Forced to choose

Complicating the picture is the Bush Administration's increasingly aggressive stance on Iran's involvement in Iraq. In January, American troops captured five Iranians in Irbil. Tehran says the five were diplomats. Washington claims they were agents plotting attacks against the United States and its allies in Iraq.

The raid put Iraqi Kurds in a difficult position, said Mr Ramadan, the member of Iraqi Kurdistan's Regional Parliament. "This was a big mistake by the United States," he said. "There was no evidence that the Iranians were intelligence agents. Iran and the US should take their disputes elsewhere."

Mr Ramadan said Iraqi Kurds would benefit most by having friendships with both the United States and Iran. He realises, however, that the United States has not ruled out launching a military strike on Iran over Iran's nuclear program. If America one day decides to make that move, it may turn to Iraqi Kurds for help.

Then the Kurds might be forced to choose between Washington and Tehran.

Fate of Kirkuk may spell more trouble for Iraq

REUTERS

By Mustafa Mohammed - Reuters - May 8, 2007

KIRKUK, Iraq -- Abdullah Jasim, a Shi'ite Arab, left his native Basra in southern Iraq more than 30 years ago in search of a better life in the oil-producing city of Kirkuk.

He opened three businesses and married off six daughters born in Kirkuk. But in the eyes of many in this northern flashpoint city at the heart of a looming ethnic row, Jasim and his family are "wafedins", or newcomers.

"Most in my family have never seen Basra," said Jasim, 67, drinking tea with friends one recent afternoon. "No one forced us to come, but every time my sons and daughters apply for a job they are told: 'This job is not for you. This is only for the people of Kirkuk.'"

Iraq is expected to settle the final status of multi-ethnic Kirkuk in a local referendum by the end of 2007. With Iraq's government and Washington focused on saving Baghdad from civil war, a think-tank last month warned that

ignoring Kirkuk could see conflict spread to the relatively peaceful north and even spill over the border into Turkey.

Kirkuk, an ancient city 250 km (155 miles) north of Baghdad, is claimed by ethnic Kurds, Arabs and Turkish-speaking Turkmen. Once a melting pot of Kurds, Arabs, Assyrians, Turkmen and Armenians, the city's woes are a recipe for bloodshed if a peaceful solution is not found, analysts said.

Kurds see Kirkuk as their historical capital and want it included in their autonomous Kurdistan region. They want the referendum held by year-end as stated in the constitution. Arabs and Turkmen accuse Kurds of pushing them out of the city.

Shi'ite Prime Minister Nuri al-Maliki, whose government includes Kurdish parties, last month agreed to give Arab families in Kirkuk \$15,000 (7,500 pounds) each and a piece of land if they voluntarily returned to their original towns.

Saddam Hussein expelled thousands of Kurds and Turkmen from Kirkuk and replaced them with Arabs under an Arabisation plan in the 1970s and 80s. Arabs and Turkmen, who oppose a referendum for fear of becoming second-class citizens, said the relocation plan is a ploy to change the city's demographics ahead of the vote.

"The referendum on Kirkuk is a red line," said Mohammed Khalil, a Sunni Arab member of Kirkuk's Provincial Council. "Kurds are dreaming if they want to hold a referendum, but if there is a vote all Iraqis should be allowed to participate."

DANGER FOR MALIKI

Some local Kurdish leaders have warned that if the vote is delayed, Kurds could quit Maliki's government. Mohammed Ihsan, the Kurdish regional minister for "disputed territories," said the referendum should go ahead as planned. He blamed "Baathists" for causing bureaucratic obstacles that have delayed preparations for the vote, such as completing a census in Kirkuk by July 31.

"The Arabs who came here will not be forced out, but will not be allowed to vote in the referendum. They can live in peace there after the referendum," he told Reuters. Foreign Minister Hoshiyar Zebari, a Kurd, said he believed the constitution should be followed.

"At the end of the day I believe there will be some compromises ... but I believe the constitutional procedure should be implemented," Zebari told Reuters

recently.

In negotiations ahead of the 2005 constitution, leaders from Iraq's Shi'ite majority agreed with Kurds to include the Kirkuk referendum in exchange for language on federalism that would allow the creation of a Shi'ite "super region" in the south.

But not all Shi'ites now agree on giving Kirkuk away. The parliamentary bloc of fiery Shi'ite cleric Moqtada al-Sadr has announced a campaign to delay the vote. Washington, bogged down in Baghdad, has said little publicly about the issue.

But as the deadline nears, Kurdish nationalists have stirred passions over Kirkuk in speeches and in pro-government media. "Kurds feel it's their chance to get Kirkuk," said Joost Hiltermann, from the International Crisis Group think tank. "They feel Bush is a lame duck president and that Washington won't put pressure on them to let the deadline slip." Hiltermann said Kirkuk threatened to further erode U.S. goals in Iraq and in the region. Turkey, wary that Iraqi Kurdish nationalism could ignite its own Kurdish community, has traded barbs in the past month with Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani. Chingeez Morat, a Turkman, blamed Kirkuk's woes on its oil.

"If there was no oil in Kirkuk, nobody would take care of this town," Morat said. (Additional reporting by Shamal Aqrabi in Erbil, Sherko Raouf in Sulaimaniya and Ibon Villeda in Baghdad)

Iraq: Kurdish Region Under Increasing Threat

[RADIO FREE EUROPE/ RADIO LIBERTY] May 16, 2007 By Kathleen Ridolfo

-- Two high-profile bomb attacks targeting Kurdish institutions this month have drawn attention to security in the region, which had escaped much of the violence plaguing other areas in Iraq. But threats against the Kurds from Al-Qaeda and other insurgent groups have been growing.

The Kurdistan region government's (KRG) Interior Ministry was attacked by a truck bomb on May 9, killing 14 people and wounding more than 80. Insurgents then targeted the Kurdistan Democratic Party (KDP) office in Makhmur on May 13, killing 33 people and wounding 60 others. Makhmur is a Kurdish-populated town lying just outside the Kurdistan region.

Al-Qaeda Warns The Kurds

The Islamic State of Iraq claimed responsibility for both attacks in Internet postings. In a statement on the May 9 attack, the Al-Qaeda-affiliated group said the attack came "in response to the participation of the apostate peshmerga forces with the Safawi [a reference to the Shi'ite-led government in Iraq] government of [Iraqi Prime Minister Nuri] al-Maliki in the so-called 'Baghdad law enforcement plan.'"

Addressing Kurdistan region President Mas'ud Barzani and Iraqi President Jalal Talabani, the group promised more attacks, adding, "We will not stop attacking you until you withdraw your mercenaries from the Baghdad province and cease to support the Crusaders [U.S.-led coalition forces] and the Safawis."

The Islamic State of Iraq first warned Kurdish soldiers against taking part in the Baghdad security plan in January. "We tell you that the martyrs brigades of the Islamic State of Iraq, particularly the Ansar martyrs [a reference to the terrorist group Ansar Al-Islam, whose bases in Kurdistan were crushed by a U.S. bombing campaign in the opening days of the war] cannot wait to confront you as to speed your arrival in hell," an Internet statement said.

The Kata'ib Kurdistan (Kurdistan Brigades), a group that pledged allegiance to Al-Qaeda in March, also claimed responsibility for the attack in a statement posted to the Ansar Al-Islam website, the news website Kurdish Aspect reported on May 10. The brigades are reportedly part of Ansar Al-Islam, which is aligned with Al-Qaeda.

The Iranian Connection

According to Kurdish Aspect, a source from within the Kurdish peshmerga said that Ansar Al-Islam and the Ansar Al-Sunnah Army are reorganizing their ranks and deploying their forces along the Iran-

Iraq border. Kurdish leaders have also attributed recent attacks against Kurdish forces in the town of Penjwin to Ansar Al-Islam, saying the group moves freely across the Iran-Iraq border.

Kurdish security sources told local media that the KRG was on alert for a terrorist attack in the days preceding the two incidents, based on intelligence that included detained terrorists' confessions, as well as the discovery of weapons caches.

The offices of Kurdish political parties in the nearby Mosul Governorate have come under increasing attack in recent months, particularly offices belonging to the KDP, which is Kurdistan region President Barzani's party. KDP official Khasro Goran said insurgents were trying to goad the Kurds into a sectarian war, "Al-Zaman" reported on May 1.

Kurdish officials in Erbil undertook new security measures in all three governorates in mid-April following the attacks along the border. One of the measures was the construction of a tunnel and security barricades to segregate Erbil from Kirkuk and Mosul, "Gulf News" reported.

In an apparent response to the Erbil attack, the KRG dispatched 1,000 troops to the Iranian border to help drive out Ansar and Al-Qaeda militants stationed there, according to May 10 media reports. Meanwhile, local residents told newspapers that the militants had threatened non-Muslims. Leaflets circulated in towns inside Al-Sulaymaniyah Governorate said the militants are "hunting down those who have converted" to Zoroastrianism and Christianity.

Getting Out The Message

Observations of websites and forums frequented by insurgents in Iraq and their supporters suggest that indeed, the Islamic State of Iraq and Ansar Al-Islam/Sunnah are attempting to gain a foothold on areas in the north. Apart from their stated claim of seeking retribution against the Kurds, their presence in the north would provide them with a valuable gateway for foreign fighters and supplies through the porous Iran-Iraq border.

While Kurdish military officials have in recent days openly acknowledged insurgent traffic across the border, KRG Prime Minister Nechirvan Barzani

reportedly raised the issue of insurgents crossing the Iran-Iraq border during his visit to Iran, which included a meeting with Iranian President Mahmud Ahmadinejad. Kurdistan TV reported on May 11 that the KRG and Iran formed a joint committee to address security issues during Barzani's trip, as well as the possible KRG purchase of electricity from Iran.

The resurgence of insurgent activity in Kurdistan can be seen in the plethora of statements appearing on insurgent websites and forums in recent weeks, and Kata'ib Kurdistan has issued at least one video documenting its attacks.

Moreover, Kurdish-language statements have appeared on forum websites with increasing frequency, suggesting insurgents may be trying to recruit Kurdish fighters to join their cause.

Just The Beginning?

The frequency of attacks against Kurdish targets both in the Kurdish region and neighboring governorates to the south suggest that Kurds will remain under fire for some time to come. The potential consequences of an Al-Qaeda/Ansar campaign would be devastating to the region's economy, stability and governance.

It could prompt Turkey to carry out plans for a large-scale incursion into Iraqi Kurdistan to hunt down PKK militants based there. Or worse yet, Turkey might take steps to secure Turkoman control over Kirkuk, a move that would evoke a violent reaction from Iraqi Kurds.

Moreover, any instability may prompt the Kurds to rethink their hospitality to thousands of Iraqi Arabs, both Sunnis and Shi'a, who have sought refuge in recent months from conflict areas farther south. According to the Iraqi Red Crescent, more than 5,000 Iraqi families, or 30,000 people, have registered as refugees in the city of Erbil over the past two years, "The Christian Science Monitor" reported on April 17.

Should the KRG decide to no longer host its Arab brethren, the displaced will be hard-pressed to find refuge. Newspaper editorials suggest growing public pressure on the KRG to do just that



Le Kurdistan irakien est à son tour touché par la violence

Alors qu'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak, avait échappé aux bombes depuis deux ans, un attentat a ébranlé sa relative quiétude

ERBIL
Correspondance particulière

Au moins 14 personnes ont été tuées et 87 blessées dans l'explosion, mercredi matin, d'un camion piégé devant le ministère de l'intérieur à Erbil, au Kurdistan irakien, une région habituellement épargnée par la violence. En frappant le ministère de l'intérieur de cette région autonome, les auteurs de l'attaque ont touché le cœur politique et sécuritaire du Kurdistan d'Irak, alors que le président de la région, Massoud Barzani, était en déplacement à l'étranger.

Cette démonstration de force illustre la vulnérabilité d'une région qui se targue d'être le seul havre de paix en Irak. Les précédents attentats à Erbil remontaient à plu-

sieurs années: le 1^{er} février 2004, 105 personnes avaient été tuées dans un double attentat suicide contre les sièges des deux principaux partis kurdes et, le 4 mai 2005, 46 personnes étaient mortes dans un attentat suicide.

Hier, les autorités kurdes affirmaient que des groupes islamistes tels qu'Ansar Al-Islam avaient été réactivés. Ce groupe se serait reconstitué à Penjwin, dans l'est du Kurdistan irakien. Dans un communiqué, il avait récemment annoncé son intention de frapper «l'arrogance» du Kurdistan irakien. Mais c'est un autre groupe, l'État islamique d'Irak, qui a revendiqué l'attentat dans un communiqué, affirmant qu'il avait été perpétré en représailles à la décision du gouvernement régional kurde d'envoyer des troupes à Bagdad

Un groupe lié à Al-Qaida a revendiqué l'attentat.

pour participer aux opérations de sécurité. La revendication de

ce groupe lié à Al-Qaida n'a pas pu être authentifiée.

D'après un journaliste kurde, «les groupes islamistes ont réussi à détruire le mythe de l'invincibilité des peshmergas», les combattants kurdes. L'attentat survient

aussi au moment où le Kurdistan connaît un essor économique considérable. La capitale kurde est en chantier et des immeubles poussent partout. De nombreux investissements étrangers sont centrés autour de l'immobilier, du pétrole et de la construction de centrales électriques. Le ministre de l'électricité avait affirmé il y a quelques jours la «fin de la crise de l'électricité pour le milieu de l'année 2008 avec un recouvrement quasi total du courant électrique», une situation bien meilleure que dans les provinces irakiennes du Sud.

Pour la presse kurde, les pays voisins, notamment l'Iran, la Turquie et la Syrie, hostiles à l'émancipation des Kurdes d'Irak, vont tirer profit de cet attentat.

FEURAT ALANI

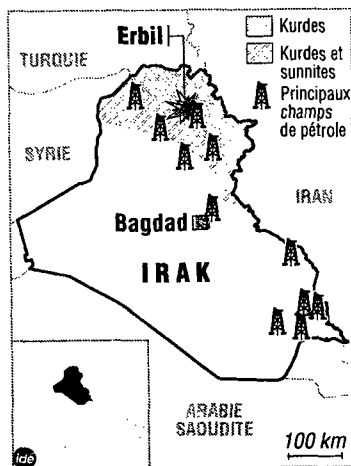
Menaces de guerre civile à Erbil après un attentat

IRAK
Un camion piégé a fait 14 morts dans la capitale du Kurdistan autonome, hier, au moment où Dick Cheney effectuait une visite surprise à Bagdad.

UN ATTENTAT terroriste au camion piégé a fait 14 morts et 87 blessés à Erbil, capitale du Kurdistan, au moment où Dick Cheney effectuait une visite surprise à Bagdad. Le vice-président américain devait faire pression sur le gouvernement pour qu'il

accélère la mise en place de réformes clés, concernant le partage des revenus du pétrole ou le retour dans l'appareil d'État d'ex-baasistes.

Le carnage d'Erbil a rappelé au visiteur que la violence gagnait maintenant la capitale du Kurdistan, jusqu'ici relativement préservée. Le camion a explosé vers 8 heures du matin au cœur du



pouvoir, devant les entrées du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité générale, creusant un cratère de deux mètres de profondeur, tuant et blessant des passants, dont des femmes et des enfants. Le dernier attentat renouait au 4 mai 2005. Le gouvernement autonome, fondé il y a un an, avait repris en main la sécu-

rité, multipliant les patrouilles et les barrages.

Les enlèvements se multiplient

À Erbil, le nom d'Ansar al-Sunna était hier sur toutes les lèvres. Ce mouvement djihadiste, implanté près de la frontière iranienne, est opposé au référendum sur le rattachement au Kurdistan de la ville de Kirkouk et de sa région, prévu avant la fin de l'année. Avec d'autres mouvements, il multiplie les attentats et les enlèvements à Kirkouk.

Depuis des mois, tous les observateurs annonçaient l'extension de la guerre civile à Erbil, si le gouvernement kurde persistait dans sa volonté de mettre en œuvre le référendum. Les suspects ne manquent pas. Les groupes djihadistes sont opposés à tout démantèlement de l'Irak. Les services secrets syriens, présents au Kurdistan, combattent l'annexion de Kirkouk comme prélude à un

Kurdistan indépendant, qui pourrait donner des idées aux partis kurdes syriens, interdits et persécutés. Même chose pour la Turquie, qui a en outre menacé d'intervenir militairement au nord du Kurdistan irakien pour détruire les bases du parti kurde turc PKK, tolérées par le gouvernement autonome d'Erbil. Enfin l'Iran pourrait vouloir envoyer un signal au gouvernement kurde, qui n'a rien fait pour récupérer les cinq Iraniens enlevés par les troupes américaines au consulat d'Erbil en janvier dernier, Washington les accusant de fomenter le terrorisme dans la région.

PIERRE PRIER

LE FIGARO

10 MAI 2007



REUTERS/Ves Herman

Kurdish Regional Government President Massoud Barzani meets with European Union foreign policy chief Javier Solana in Brussels May 8, 2007.

Barzani addresses European Parliament

Western European nations encouraged to help stabilize and secure the region

Globe Editorial

The political outcome of President Barzani's presence at the European Parliament plays favorably to the democratic struggle.

On Tuesday, May 8, Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani delivered an important speech at the European Parliament in the Belgian capital of Brussels. On his political tour in western Europe, Barzani met with political leaders in Italy, EU foreign policy chief Javier Solana in Brussels, and Hans-Gert Pöttering, speaker of the European Parliament. Prior to his visit to the European Parliament, he met with newly elected French president Nicolas Sarkozy.

In his speeches, he evoked a number of central political issues with reference to the general political situation of Iraq and Kurdistan, including the presence of American forces, implementation of Article 140, terrorism, security, the Iraqi oil law, external menaces, etc. However, the presence of the Kurdish president in one of the most important European institutions can be the center of attraction in two possible ways. First, attention should be paid to the formulation, content, and signification of his political speech and the possible impact that it should have had on its broader audience. Second,

it is the symbolic and factual implications of such a political appearance that should be brought to general notice.

At the European Parliament, Massoud Barzani gave an exhaustive account of the general political situation in Iraq and outlined that an early American withdrawal from Iraq would have devastating consequences for the country's population. A premature U.S. withdrawal would, according to Barzani, generate a situation where terrorists will consider themselves as victorious and extend their war to American and European soil. Accordingly, the situation will get worse and subsequently a civil war will break out. Furthermore, he evoked the current chaotic situation of Iraq and said that Kurds will not be a reason for the disintegration of the country unless a federal political system is not consolidated there.

A second and important issue that Barzani brought to his audience was the implementation of Article 140. It was approved in the Iraqi constitution following a popular referendum and aims to return thousands of expelled Kurds to their native places, such as the oil-rich city of Kirkuk and many other Kurdish-dominated areas that were ruthlessly Arabized by the overthrown Ba'ath regime. Before the claim of delaying the implementation of

Article 140, which was raised by certain personalities in the European Parliament, Barzani rejected firmly the idea of postponement, saying it would transgress the Iraqi constitution. Instead, he called for full implementation of Article 140, which would accelerate the normalization process and guarantee peace.

Moreover, he urged neighboring countries such as Turkey, Iran, and Syria to respect Iraq's internal affairs. He referred particularly to the Turkish steady menace of launching cross-border military operations into the Kurdish region and said "the language of threat is an old-fashioned instrument because now is the time for dialogue and comprehension." Barzani also stressed that the "problem of the Kurdistan Workers' Party (PKK) is a political problem that cannot be solved through military means." According to him, Turkey is best suited for solving its own problems, and can anticipate Kurdish help if a political solution is envisaged. The Kurdish president outlined that it is better for Kurds in Iran, Turkey, and Syria to avoid violent methods and opt for peaceful and democratic struggle. He said that his government is ready to help Kurds in their struggle if they intend to achieve their national rights with democratic means.

Finally, Barzani called on

European countries to be more actively engaged in constructing Kurdistan's infrastructure and promoting the democratic political life in this part of the world. He urged western European companies to take part in the economic activities of the Kurdish region, and evoked the stability and security of Kurdistan as very propitious factors to foreign economic investment—an image that is now considerably damaged by the last two terrible suicide attacks in Kurdish areas over the last few days.

For many Kurdish political observers and Kurdish intellectuals as well, Barzani delivered a logical and consistent political speech at the European Parliament that promoted the general interests of the Kurdish nation. He is praised not only for his coherent political speech but also for the role he plays in these political circumstances. According to many, he appears as a real Head of State, a function that is traditionally reserved for leaders of independent nations. However, the breakthrough of Kurdish leaders on the international political scene may be seen as a sign of the emergence of a political Kurdistan that is slowly but surely moving in the direction of independence.

Khalid Khayati
Globe Political Commentator

FINANCIAL TIMES

Iraq to pump first new oil since Saddam

May 16 2007 By Javier Blas at the Tawke oil field, Iraq and Carola Hoyos in London

The first crude oil pumped by a foreign company in Iraq in decades will flow into the global market next month. DNO, a Norwegian oil company, will today announce that it will begin producing a small amount of oil from the northern Iraqi region of Kurdistan, marking a symbolic return of foreign companies to Iraq after 35 years of state control. The company's experience is being closely watched by larger competitors, eager for a slice of the world's third-largest oil reserves but deterred by security fears and the lack of a legal framework for Iraqi oil. But DNO's announcement could add strain to relations between Iraq's Kurdish authorities and the central government in Baghdad. DNO's contract is with the local administration in the relatively peaceful north of Iraq, rather than with Baghdad.

The sharing of oil resources has been a point of dispute between Iraq's sectarian communities. The Kurdish authorities' decision to sign separate contracts, which could bring them a direct income source and consolidate their power, has provoked fears of a break-up of Iraq. DNO's contract may have to be amended once the country's hydrocarbons law is finally agreed. Passage of the law - which is critical to attracting foreign investment - through the Iraqi parliament has stalled over control of individual oil fields. The Norwegian oil company will almost certainly have to

deliver early output by truck, because Baghdad has not granted access to the export pipeline. Helge Eide, DNO's chief executive, said: "We are ready to pump. We never thought that we would be in a position to start producing oil from Kurdistan only two years after we commenced exploration." DNO, which is quoted on the Oslo stock exchange, discovered the Tawke oil field in late 2005, after signing a production sharing agreement in June 2004 with the Kurdish regional government, a semi-autonomous area of northern Iraq. Ashti Hawrani, the Kurdish oil minister, said Kurdistan's regional government would share revenue with the rest of the country. Initial production from the Tawke field is expected to be 15,000 barrels a day. Iraq's oil output, which was near 3m b/d before the US-led invasion, has dropped to about 2m b/d. DNO's deal is a rare achievement in the post-Saddam Iraqi oil industry, which has been plagued by insecurity, political instability and lack of a legal framework.

Those hurdles have so far deterred all but the smallest investments from international companies. The agreement is controversial, at least among Iraq's political groups, in particular with the government of Nouri al-Maliki, prime minister, which fears Kurdish authorities might sign more oil contracts without consulting Baghdad. Its legality is also unclear. Both DNO and Kurdish officials say they don't expect

to have to amend their contract, although Iraq's oil law has not yet been passed by parliament. Passage of the law - crucial for the development of the oil sector - has been held up for more than a year by a series of disputes between the federal government and the Kurdistan regional government (KRG). The most recent delay stems from disagreements over control of specific oil fields. The Iraqi cabinet approved a draft law in February and set a deadline of the end of this month for parliament to pass it, something officials admit is unlikely. With the law not passed, Baghdad officials say the KRG is going beyond its authority to sign deals like that with DNO before the country has agreed on a national oil policy. The Kurds argue that the federal system outlined in Iraq's 2005 constitution gives them the right to sign such deals, and that Baghdad politicians' inability to agree on a law should not block the urgently needed development of their resources. With the third largest oil reserves in the world, Iraq continues to be a target for international oil companies desperate to get access to new reserves. "Coming here to Iraq was a very wise decision," Magne Normann, DNO vice-president and head of the Iraq project, told the Financial Times in a visit to the company operations in Tawke. "For security reasons it would be extremely difficult to work in the wider Iraq, but Kurdistan is different." DNO signed its

production sharing agreement in June 2004, well before the formation of Iraq's national government.

George Yacu, an oil adviser for the KRG, said: "When DNO signed the agreement we were begging them to come. They took all the risk: technical, political, security." Under the contract, Kurdish officials estimate the government will receive about 85 per cent of the profit, leaving the Norwegian group and its partners with a 15 per cent take. The company is continuing to survey the extent of its discovery amid the gentle green hills surrounding Tawke village, a four hours' drive to the north from Erbil. Two Chinese rigs are drilling new exploration wells, and a third rig is on its way to join them. "Drilling here is easy. The rock is good," said Sun Ming, who supervises operations at one of the two rigs. Initially wells were drilled close to each other, but the company has now also found oil in other more scattered locations in the area and, importantly, in deeper formations, meaning the discovery could be larger than previously thought. The exploration is benefiting from new technology. "We are doing the first 3-D seismic studies ever in Iraq," said Tariq Chalabi, DNO's Iraqi general manager. "We never had access to it here because of the wars and the [UN] embargo." DNO's start was not easy, with security a concern. It faced an uphill battle to convince contractors to work in Iraq. When it tendered the seismic work, in

which geologists hunt for oil in the subsoil, instead of the usual list of 25 to 30 companies only two showed interest. "And the first-choice contractor declined the work, most likely for security reasons and the possibility of being 'blacklisted' by the ministry in Baghdad at that time", said Mr Normann. The razor-wire perimeter is guarded by more than 250 Kurdish soldiers, manning heavy machine gun positions in watchtowers. But today contractors working in Kurdistan believe security is acceptable. "There are many other places in the oil industry more dangerous than northern Iraq," said Rod Vallee, a 37-year-old Canadian, who has worked in 29 countries and is now a contracted drilling manager in Tawke. "Sudan, Somalia, Ethiopia, Nigeria or Colombia are more dangerous," he says.

Saed Shengali, commander of the regional security forces in Dihok governorate, which includes Tawke, said: "I have never used so many soldiers to protect anything." If Kurdistan authorities were to cash all the money from the oil - something they say they will not do as they promise to redistribute - the region could earn \$1.7m daily. "Without oil we have nothing," said Tahir Aziz during a break in his shift on the oil rig. "Kurds cannot be independent without oil. But now we have our own oil," he added, pointing proudly to the rig.

Iraq extends constitution review deadline

FINANCIAL TIMES

May 16 2007 By Steve Negus, Iraq Correspondent

The committee in charge of reviewing Iraq's constitution has asked for a weeklong extension to complete its work - an indication that the legislature is having difficulty meeting self-imposed deadlines set in May.

Speaker Mahmoud al-Mashhadani said on Tuesday he had been informed that the Constitutional Amendments Committee had reached some results and finished a lot of issues in dispute but other issues [were]

still under research," a statement from the speaker's office said.

The committee had been scheduled to present its recommendations on Tuesday. The statement from Mr Mashhadani's office said that the committee was planning to present its report next Monday, but in Iraqi politics one postponement of key decisions is frequently followed by many more.

Iraqi politicians have said that

the Sunni, Shia, and Kurdish MPs on the committee had been unable to reach agreement on the status of Kirkuk, a disputed province which the Kurds say should be the subject of a referendum later this year on joining northern Iraq's Kurdistan autonomous zone.

Many Sunni and Shia Arabs as well as ethnic Turcoman living in the province say that they do not want to join the Kurdistan region, but Kurdish leaders have insisted that the

timetable on the referendum to determine Kurdistan's status, endorsed by the constitution, must move forward.

Sunnis also want Iraq described as an Arab country, and have questioned a system of federalism which they fear will leave their oil-poor heartland in central Iraq starved of resources.

The constitutional review, along with an oil law and a rollback of the purge of former members of the ruling Baath

party from public life, is part of a political "national reconciliation" package that US officials hope will reduce tensions between the Shia, Sunni Arab and Kurdish political blocs.

The Americans have said that they will take this progress into consideration when they weigh in September whether the surge in US troops into Iraq has been able to stabilize the country.



May 14, 2007 By Rick Jervis,

U.S. scrambles to keep Kirkuk from igniting

KIRKUK, Iraq — When a bomb goes off here, Lt. Col. Michael Browder's job is to make it seem like the attack never happened.

Minutes after a truck exploded near a police station last month, Browder and his unit immediately went to work removing the bodies of the 13 victims, among them a U.S. soldier. By nightfall, wrecked buildings were bulldozed, charred cars towed away, and water and power restored.

By making an extraordinary effort to repair damage after such explosions, the U.S. military hopes to soothe public anger and keep Kirkuk from becoming Iraq's next big flash point for violence. Otherwise, Browder says, revenge killings could quickly overwhelm a city that has been called "Iraq's Jerusalem" because of its patchwork of rival sects, competing claims over who should control it, and its importance to the nation's future.

Tensions already are so high in Kirkuk that Browder says just one bomb with mass casualties might be enough to unleash a massive bloodletting. "Everybody's right on the envelope," he says.

Such a scenario would significantly worsen problems throughout Iraq and beyond. The Kurds, the largest ethnic group in Kirkuk, could clash with already-warring Sunni and Shiite Arabs, essentially turning Iraq's sectarian conflict into a three-way affair. Neighboring Turkey could invade to protect its ethnic kin. Turmoil in a region that accounts for about 40% of Iraq's oil production could damage the economy for years to come.

So the U.S. military again finds itself in a peacekeeping role it never envisioned when it invaded Iraq four years ago. Eager to avoid mistakes made in Baghdad, commanders are leading negotiations between an overlapping, often confounding mix of Kurds, Arabs, Turkmen and Assyrian-Christians. The groups speak different languages, have different customs and have been battling each other for control of Kirkuk practically since the city was first settled.

"It's a long-term, 1,000-year distrust of each other," says Maj. Gen. Benjamin Mixon, commander of U.S. forces in northern Iraq. "We have to try to build some bridges (as) best we can. But at the end of the day, it's going to be up to (them) to figure out how to make it work."

The main source of tension is the desire of the city's Kurds to break from the control of Baghdad and join the largely autonomous region of Kurdistan just to the north. The city's other ethnic groups fear such a move would make them second-class citizens.

Meanwhile, insurgent groups such as al-Qaeda are seeking to create further violence they hope ultimately would

bring down Iraq's government. The police station bombing on April 2 was just the type of incident the U.S. military fears could ignite a broader conflict. The bomb exploded near an all-girls school, injuring some students, Browder says. TV images that night showed crying, blood-splattered little girls at the hospital.

At first word of the blast, Browder ordered 300 Iraqi police to cordon off a six-block radius from the blast site. He also called the police chief and other Kurdish leaders in for a meeting. He told them a group tied to al-Qaeda was believed responsible for the attack.

"I brought them all in and told them, 'This is what happened, this is why it went down, these are the people responsible, and we're going to get this fixed,'" he says. Browder's unit then tried to anticipate what groups might try to retaliate, and how to stop them. "That's how we keep the lid on it," Browder says.

Oil at the heart of struggle

At first glance, it is difficult to see why so many groups covet Kirkuk. Piles of garbage mix with sewer sludge in abandoned lots, while butchers hang skinned sheep carcasses from crumbling storefronts. The Kurdish neighborhoods to the north of the city are visibly cleaner, but the garbage piles grow further south, in the Arab districts.

The reason for Kirkuk's importance lies deep beneath the ground. Iraq's first major oil find was just outside the city in 1927, and oil has been at the heart of the struggle for Kirkuk ever since.

In the 1970s, Saddam Hussein began forcibly removing about 250,000 Kurds from Kirkuk and surrounding villages. He replaced them with Arab families, mostly Shiites from Iraq's south, in an effort to "Arabize" the city and control its oil.

After the U.S.-led invasion, as Kurdish leaders sent thousands of Kurdish families back to the city, Kurds quickly took control of key government posts. Today the provincial governor, provincial council chairman and chief of provincial police are Kurds.

Iraq's constitution says Kirkuk's residents must vote by the end of 2007 on whether to join Kurdistan or remain under control of the government in Baghdad. However, Prime Minister Nouri al-Maliki has refused to set a date for the vote, angering Kurds who believe they form a majority in Kirkuk and would win the referendum.

"National reconciliation can never be reached unless the status of Kirkuk is resolved," Qubad Talabani, Kurdistan's representative to the USA, told the Senate Foreign Relations Committee in February. A delay "will only raise the risk of a situation erupting out of control," Talabani said.

"The grim reality is that whether we tackle this issue now, or 10 years from now, the final outcome will still be messy," he said. "The longer we delay the process, the greater the tensions will become and the uglier the fallout will be."

Kurds have longed for their own territory for decades, a desire that intensified after Saddam Hussein ordered chemical weapons used against them in the 1980s, killing thousands.

Baghdad has little control in the Kurdish north, where daily life seems entirely different — and more peaceful. Foreign investment has streamed into Kurdistan, and direct flights ferry businessmen between Irbil, its capital, and western Europe. Before a truck bomb last week, Irbil had gone nearly three years without a major attack.

Kirkuk's Kurds say joining Kurdistan would mean a better, safer life for everyone. Non-Kurdish groups worry they would become targets for discrimination, unwelcome in their own homes. Sheik Hussein Ali Salih, a Sunni Arab leader from the western part of Kirkuk province, says a referendum would result in "apartheid." "We will never accept it," he says. "We will stand very strongly against it with all the means we have."

Heading off a broader war

The Turkmen, a Turkish-speaking minority with ethnic ties to Turkey, consider Kirkuk to be their ancestral capital and cultural center. "We are still not living in harmony in Kirkuk," says Tahsin Kahya, a Turkmen council member. "We've been marginalized here."

Daniel Serwer, an Iraq expert at the U.S. Institute of Peace, says, "The issue is clear: The Kurds want Kirkuk, and not just for the oil. They say it's their capital. Unfortunately, the (Turkmen) feel the same way."

U.S. soldiers are left to somehow resolve these competing claims. Army Lt. Col. Sam Whitehurst, deputy commander of the 3rd Brigade, 25th Infantry Division, which oversees the Kirkuk area, says he spends the bulk of his time at the downtown government building meeting with Turkmen, Arab and Kurdish leaders.

Whitehurst says he often wonders whether the talking will stop and warfare will begin. Are tensions "going to continue to mount? Is this discussion going to turn into something more open?" Whitehurst asks. "I really don't know. That's a question we ask ourselves every day."

Meanwhile, Sunni-based insurgent groups want to exploit the tension and ignite a broader war, Browder says. The groups operate from nearby Arab villages and often target police patrols or offices of the two main Kurdish parties, he says. Browder's biggest concern is a large-scale bomb attack

on a civilian Kurdish area, such as a market, he says.

That likely would trigger Kurdish leaders to send battalions of the well-armed Kurdish militia, the *peshmerga* ("those who do not fear death"), into Arab areas of Kirkuk. A sectarian battle similar to the Shiite vs. Sunni violence in Baghdad then could erupt, further complicating efforts to stabilize the country.

Sunni insurgents have been hesitant to cross that line, Browder says. The reason is a mystery, but he says they might be scared of *peshmerga* reprisals. "The terrorist organizations know what buttons to push," he says. "They understand what the no-penetration line is."

To avoid a bloodbath, Whitehurst says, one of his duties is also making sure all sides are working toward agreement and preventing retaliatory attacks after the kidnappings, killings and bombings that continue to plague the city.

Late last month, after a Kurdish family of four, including two girls, ages 8 and 18, were killed in their home, Whitehurst called a meeting with Abdullah Rahman Fatah, the Kurd who is the provincial governor, to assure him his troops were helping with the investigation and head off any Kurdish retaliation.

The Kurds have been restrained so far, Whitehurst says. For the most part, Kurdish leaders understand that Kirkuk is a very rich prize. Any large-scale retaliatory kidnappings and killings, such as those seen in Baghdad, would turn the international community against the Kurds and hinder their ability to claim control of Kirkuk as part of Kurdistan, Whitehurst says. "For us, the worst thing that can happen is if that restraint would go away," he says.

Conflicting stakes in Kirkuk

Every country in the region has a stake in Kirkuk. If violence breaks out, Turkey could intervene militarily to protect the Turkmen minority, said Mark Parris, a former U.S. ambassador to Turkey now at the Brookings Institution.

Turkey also fears that Kirkuk's oil wealth could put Kurdistan closer to breaking away from Iraq entirely and becoming an independent nation. Turkey has been battling a Kurdish insurgency within its own borders for years and worries that its own Kurds might be tempted to join a sovereign Kurdistan.

Saudi Arabia, Egypt and Jordan have urged Iraq's government to protect the country's Arab Sunnis. For now, the government in Baghdad seems content to delay the issue.

Al-Maliki probably will not set the referendum this year, despite what the constitution says, according to Sami Alaskary, a Shiite lawmaker close to

the prime minister."In principle, he's committed to the constitution and to this referendum," Alaskary says. "But the reality on the ground is we can't do it in the short time we have left. It's impossible."

A delay carries its own risks. Some Kurdish leaders have threatened to withdraw from the federal government in Baghdad if the referendum is not conducted on time. Al-Maliki's coalition depends on Kurdish support to keep its majority in parliament and

could collapse if the Kurds leave.

Mahmoud Othman, a leading Kurdish member of parliament, says any delay is unacceptable. "We're not flexible. It has been four years," Othman says. In the meantime, Iraq's government is trying to avoid violence in Kirkuk by compensating Arabs who choose to leave the city.

Last month, al-Maliki's government agreed to pay \$15,000 and a plot of land to each relocated Arab family.

Thousands of families have applied for the compensation package but none has received payments, according to the U.S. military. Some Kurds believe that such efforts will guarantee their victory in an eventual referendum — and that Kirkuk finally will be theirs.

Col. Katab Omer is the commander of a 600-member anti-terrorism squad of the Iraqi police trained by U.S. special forces. His force includes Arabs and Turkmen, though most of the commanders are Kurds.

"Look at the cities inside Kurdistan: They're safe, the streets are clean, services are good," says Omer, a smile stretching across his bushy mustache. "When this city becomes part of Kurdistan," he says, "it will improve as well."



Kurdish Iranian Opposition Leader Seeks Clear Strategy From U.S.

May 18, 2007 - By ELI LAKE

ZERGUEZ, Iraq — At his mountain base just 62 miles from the Iranian border, the Kurdish Iranian opposition leader says he is confused about the Americans. Abdullah Mohtadi, the secretary-general of the Komala Party of Iranian Kurdistan, asks bluntly, "What is the American policy on Iran?"

Mr. Mohtadi, who has met with American officials in the past year at the State Department and other government agencies, says that when he describes his party's operations inside Iran and makes pleas for public support, all he gets are nods. "There is no clear strategy in terms of Iranian opposition or Kurdish opposition in Iran," he says. "They show some sympathy toward us. They have started to publicly say things about ethnic groups and women, but there is no formal strategy. We still don't know what the U.S. wants to do with this regime."

The questions from Mr. Mohtadi, whose Komala Party is one of four major Kurdish parties now organizing in Iran, would likely surprise the Bush administration's spokesmen — and its critics. The president himself touted a decision in 2006 to set aside tens of millions of dollars for Iranian opposition groups and the opening of a special office in Dubai to monitor the Iranian regime's activities. Meanwhile, Seymour Hersh has reported in the *New Yorker* on American contacts with some Iranian ethnic factions. In March, ABC News had a report on American links with Baluchi rebels in Iran blamed for exploding a bus carrying Iranian Revolutionary Guard members.

Mr. Mohtadi says his group, which claims some 800 fighters and a non-violent wing that focuses largely on party organization and propaganda, is not looking for America to invade Iran or even to provide military assistance, as Iraqi opposition parties sought in the 1990s. "We are not asking for an invasion. We are saying that helping Iranian parties fight for democracy and regime change is good for us and good for

America," he says.

At least rhetorically, the president would appear to agree. Since 2003, he has pledged that as Iranians stand up for their political rights, America will stand with them. But this rhetorical support has been matched with a record of privately and publicly seeking negotiations with envoys of the Iranian regime, particularly with regard to Iraq. This week, the Iranians agreed to specific days to meet with their American counterparts to discuss Iraqi security. Last month, the commander of the coalition forces in Iraq, General David Petraeus, accused Iran's Quds Force of spearheading an operation to kidnap and kill five American soldiers near the Shiite holy city of Karbala.

Mr. Mohtadi's request for American assistance also marks a departure from the Iranian reformers and student groups in Tehran who have supported a constitutional referendum aimed at eliminating the unchecked power that the supreme leader and council of guardians in Qom wield over the country's courts, military, and legislature. As *The New York Sun* reported prior to his first trip to America, the dissident writer Akbar Ganji specifically asked that America give him no support, noting that any American assistance would lead to the deaths of his comrades. Mr. Ganji has not yet returned to Iran.

The support Mr. Mohtadi seeks from America is conditional, however. He does not want, for example, to be used as a cudgel to harass the regime. "It is better to publicly announce support," he says. "This is a justifiable strategy in terms of helping the Iranian people. Iranians deserve a better regime. Iranians deserve a democratic government."

Inside a compound on the slopes of the Karadagh Mountains, the Komala Party's operations appear modest. There are trailers, running water, a space for

military training, and even a playground for children, guarded by a perimeter fence. Money for living expenses, Mr. Mohtadi says, comes from the Kurdistan regional government, which has asked his group, as well as the Kurdistan Democratic Party of Iran, to refrain from launching military operations inside Iran. Mr. Mohtadi says he respects the wishes of his hosts and is focusing his group's efforts on creating political cells inside the Kurdish provinces, where he estimates 10 million Iranian Kurds live.

The group's operations in Iran, as well as a satellite television station based in Sweden, are funded by private donations from inside Iran and from Kurds in Europe and America, Mr. Mohtadi says. Part of the Kurdish strategy in Iran is to form alliances with other ethnic factions, such as the Ahwaz Arabs, Baluchis, and Azeris, he says.

In this respect, Mr. Mohtadi does not favor Kurdish separatism, a thorny issue that has kept many in the Iranian opposition from forging close ties with the Kurds. We believe in mobilizing people through mass protests. When the time is right for armed struggle, provided it is part of a political struggle, we would consider it," he says.

The Komala Party has been affiliated with the Socialist International. But Mr. Mohtadi says the European left in particular has done little for his cause. "There was never a clear strategy from our European comrades in terms of Iranian opposition or the Kurdish opposition," he says.

Toward the end of an interview with the *Sun*, Mr. Mohtadi says he now thinks he has some common ground with socialism's nemesis, Washington's neoconservatives. "We have some things in common with the neocons," he said. "We both believe in the democratization of the whole Middle East."

Telegraph

May 20, 2007

GUNMEN dressed as Iraqi security forces killed 13 Shiite Kurds in a small village in the volatile Diyala province on Saturday, a local government official said. The men entered the village of Qara Lous near the town of Mandali, about 100km northeast of Baghdad close to the Iranian border, and began searching through houses.

Thirteen men were taken from their homes and shot, Mohammad Mulla Hassan, mayor of the nearby village of Khanaqin, told Reuters. Relatives of the victims had earlier put the death toll at seven. Hassan said all of those shot were members of Iraq's two main Kurdish political parties, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party.

The US military has sent an extra 3,000 troops to Diyala, a large, religiously

Gunmen kill 13 Kurd civilians in Iraq village

mixed region which has seen some of the worst violence since the US-led invasion in 2003. Sectarian killings and attacks by al-Qaeda occur regularly in Diyala, a mainly Sunni Arab province which has significant Shiite and Kurdish populations. Most ethnic Kurds in Iraq are Sunni Muslims.

Insurgents have tried to establish a Taliban-style rule by banning smoking, forcing schoolgirls to wear veils and attacking restaurants and Internet cafes. Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki has pledged to send more Iraqi troops to Diyala in support of the US deployment.

Tens of thousands of extra U.S and Iraqi troops are being deployed in Baghdad and other areas in a bid to stop a slide towards all-out sectarian civil war and to buy time for political reform aimed at promoting national reconciliation.

Chemical Ali claims innocence

At trial end, Saddam cousin denies role in gas attack on Kurds

By John F. Burns

BAGHDAD: For the man Iraqis know as Chemical Ali, the trial that heard its last testimony in Baghdad last week was always likely to be the prelude to an end on the gallows.

But Ali Hassan al-Majid, once the most feared man in Iraq after Saddam Hussein, used his last address at the so-called Anfal trial on Thursday to protest his innocence of the poison-gas attacks against Iraqi Kurds that earned him his grim sobriquet. At the time of the attacks, in 1987 and 1988, Majid had plenary powers over all aspects of the Iraqi offensives against the Kurds.

"I never issued an order for the use of these weapons; I never heard of them being used; and I have no knowledge of who used them, if in fact they were used," he said.

Since they first faced questioning after their arrests in the months after the American invasion in 2003, all the top leaders of Saddam's Iraq have pleaded innocent of the atrocities committed under his rule. Only rarely has the court heard any expression of remorse from the former rulers for the bloodshed of the past, though they have been quick to condemn the United States for the chaos and violence now sweeping the country.

Majid, a cousin of Saddam's, has been no exception. Along with five other defendants, he has pleaded not guilty before the Iraqi High Tribunal to charges of war crimes, crimes against humanity and genocide in the deaths of at least 50,000 Kurds in the Anfal campaign, charges that carry death sentences under Iraqi law. Verdicts are expected as early as mid-June, and any hangings the court orders could be carried out by late summer.

The Anfal trial — the Arabic word means "spoils of war," and was chosen by Saddam at the time of the offensives against the Kurds — is the second held by the court, which was set up to try the top tier of Saddam-era officials. The first trial, involving the executions of 148 Shiite men and boys after an abortive assassination attempt against Saddam in 1982, ended with the execution of Saddam on Dec. 30. Three other former officials, including Saddam's half-brother, Barzan Ibrahim al-Tikriti, also were hanged.

Court officials have said that they envision several more trials, including a series of cases that will center on the so-called intifada, the Shiite uprising against Saddam after Iraqi forces were driven from Kuwait in 1991. Shiite leaders say that as many as 150,000 people were killed during the uprising, many of them lined up at mass graves in the desert and shot.

Because of the large number of defendants, more than 100, the intifada trials, beginning this summer, will likely be broken up, with each case dealing with atrocities in a different province or provinces in southern Iraq, where most of the killings occurred.

But already, after only two trials, there are questions about how far Iraq's new Shiite-dominated government can carry the process of holding Saddam-era officials to account. American funding for the court has been reduced, and is on track to fall further. And with Saddam dead, and the war sparked by his overthrow raging unabated, interest in the process among Iraqis, and beyond Iraq, has dwindled.

The Anfal trial has become a sideshow to the wider drama of the war, and has gone weeks at a time with not a single Iraqi or foreign reporter in the court.

On the final day of testimony in the Anfal trial, on Thursday, the courtroom galleries for press and officially approved observers were virtually empty as Majid made his final plea. Despite voice recordings played at the trial that had Saddam and Majid discussing the

The Anfal trial has become a sideshow to the wider drama of the war.

use of chemical weapons against the Kurds, and testimony by a roll call of survivors during the 59 days of court hearings that offered a harrowing narrative of the gut-wrenching, paralyzing, blinding effects of the attacks, the 61-year-old Majid protested his innocence to the last.

As for the other brutalities outlined at the trial — the destruction of 2,000 Kurdish villages, mass deportations, the disappearance of thousands of men, women and children — Majid resorted to an argument based in the harsh realpolitik of the Hussein era that seemed to acknowledge, if only obliquely, that harsh punishments had been ordered against the Kurds.

"Thanks be to God, what took place in Kurdistan in 1987 and 1988 only happened after the Iranians invaded Iraq and occupied an area the size of Lebanon, so the state had to do what it did," he said. The reference was to the eight-year war between Iraq and Iran, ending in 1988, that had Kurdish guerillas known as peshmerga allying them-

selves with Iranian forces against Iraq. It was this that Saddam, in tape recordings played in court after he was executed, cited as cause for using what he called "special ammunition," meaning chemical weapons.

Majid earned his nickname — Ali Kimiawi, in Arabic — after Saddam appointed him director of the Baath Party's northern bureau, with overlordship of the Anfal campaign against the Kurds in 1987. When the Anfal trial began in August, the principal defendant was Saddam, but after he was hanged on Dec. 30 after a death sentence in a previous trial, his name was struck from the list of Anfal defendants, and Majid became the focal point of the court.

The fact that Saddam was no longer in the courtroom after the trial's first five months meant that the Anfal case unfolded in a calmer and more orderly atmosphere, largely free of the political theater that Saddam made of the Dujail case.

As long as Saddam was in the court, other defendants behaved as though he were still Iraq's absolute ruler, showing fealty to him as he entered and left the dock, and following his lead in making political speeches damning the American "occupation" and urging on the insurgents who have turned the country into a charnel house of violence. Once he was gone, the defendants adopted a more sober attitude, joining with their lawyers to contest evidence, to argue legal points and to protest their innocence.

In their closing arguments, several defendants resorted to what legal experts at the trial described the tactic as a "Nuremberg defense," likening it to the pleas entered at war crimes trials after World War II by Nazi leaders, who argued, unsuccessfully, that the atrocities alleged against them were the result of following orders.

With the intimidating presence of Saddam removed, they argued that any actions that they took during the Anfal attacks were not their responsibility, but the result of following orders from Baghdad — in effect, from Saddam — and that they would have been summarily executed if they had demurred.

Sultan Hashim Ahmed, the general who commanded Iraqi troops in Kurdistan through much of the period, adopted a pleading tone as he addressed the judges. "As a soldier, if I receive an order from my superiors to undertake a specific mission, what option do I have?" he asked. "Let any fair person tell me that. There are no options one, two or three, only the choice to implement the order, or not to implement it — and if I'd made that choice, it would have been the end of me."

In Turkey's religious heartland,

Herald ^{INTERNATIONAL} Tribune

May 15, 2007

By Sabrina Tavernise

the Erdogan paradox

KONYA, Turkey: In the not too distant past here in Turkey's religious heartland, women would not appear in public unless they were modestly dressed; a single woman was not able to rent an apartment on her own, and the mayor proposed restoring a segregation of the city's buses by sex.

Fears of those kinds of restrictions have led thousands of Turks to march in many cities over the past month, inflamed by secularist politicians. A political party with a past in Islamic politics, led by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, has tried to capture the country's highest secular post. Once it succeeds, their argument goes, Turkey will be dragged back to an earlier era when Islam ran the state.

But here in Konya, a leafy city on the plains of central Turkey, the rule of Erdogan's party has done no such thing. In the paradox of modern Turkey, the party here has had a moderating influence, helping to open a guarded society and make it more flexible.

Konya is still deeply attached to its faith. Mosques are spread thickly throughout the city; there are as many as in Istanbul, a city with five times the population.

But in a part of the world where religion and politics have been a poisonous mix and cultural norms are conserva-

tive regardless of religion, it is an oasis: women here wear relatively revealing clothing, couples hold hands and bus segregation is a distant memory.

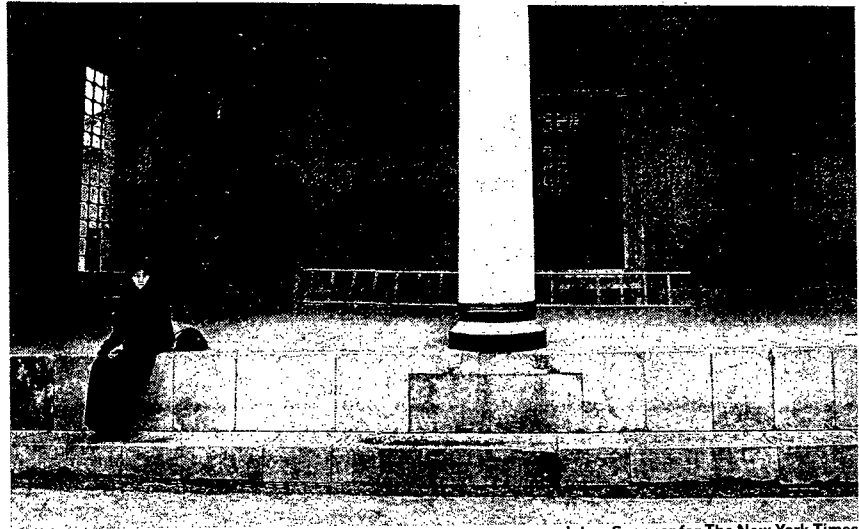
The shift shows the evolution of the Turkish Islamic movement, which has matured under Erdogan, abandoning the restrictive practices of its predecessors and demonstrating to its observant constituents the benefits of belonging to the European Union. It also

follows a pattern occurring throughout Turkey, where the secularists who founded the state out of the Ottoman Empire's remains are now lagging behind religious Turks in efforts to modernize it.

But secular Turks, like those who took part in the recent protests, do not believe the religious Turks have changed. The mayor who proposed segregation, for example, is now part of

Erdogan's party. They argue that the party might say it wants more religious freedom for its constituents, like allowing devout women to wear their head scarves in universities, but it has never laid out its vision for how to protect secular lifestyles going forward.

Erdogan's party has been the most flexible and open of all parties that consider Islam an important part of Turkish society. Its politics have so far been respectful of secular freedom in most cases. However, there are hard-line members who would like to see a



Johan Spanner for The New York Times

A woman waiting to attend midday prayers at a mosque in Konya. There are as many mosques in Konya as there are in Istanbul, a city with five times the population.

more religious society, and secular Turks fear that their children's education and rights for unmarried women could be threatened.

In the country as a whole, religious Turks have felt like second-class citizens for generations, in part a legacy of Ataturk's radical, secular revolution in the early 20th century. Now, elevated by a decade of economic growth, they are pressing for a bigger share of power.

"We've been wearing the same dress for 80 years, and it doesn't fit anymore," said Yoruk Karatan, who travels extensively in Turkey.

"Things used to be black and white." Now, he said, "there are a lot of grays."

In Konya, some of the change started from the top. In 2003, around the time Erdogan's party came to power, an irreverent ophthalmologist and a veterinarian with long hair were appointed to run Selcuk University in Konya. They immediately began challenging the sensibilities of this conservative city, organizing concerts and encouraging student clubs.

Kursat Turgut, the veterinarian who became vice rector, said that he was confronted by a group of students who came to his office and demanded that he cancel a concert, because they did not like the singer. He refused.

"Change is the most difficult thing," Turgut said. "It takes time to change a mentality."

The students were from a nationalist group with an Islamic tinge that for years had used scare tactics to enforce a strict moral code on campus. When Umit, who did not want to give his last name, started at the university's veterinary school five years ago, he was chastised by students from the group

for cuddling with his girlfriend, and, on another occasion, for wearing shorts.

"They thought they were protecting honor and morals," said Aliye Cetinkaya, a journalist. "If we crossed the line there was a fight."

Turgut and the rector, Suleyman Okudan, shut down the group's activities.

Now, five years later, there are more than 80 student clubs, students like Umit behave and dress any way they choose, and Turgut's concerts, open to the public, draw large crowds.

"It is like a different century," said Cetinkaya, who moved here 12 years ago for college.

She still faces limitations. When she covered a protest in Konya last year over the cartoons published in Den-

In the city of Konya, the prime minister's party has had a moderating influence.

mark, stones and shoes were thrown at her because she was not wearing a headscarf. But such incidents are rare, and far outweighed by improvements. For example, the two-year degree program she attended a decade ago only had about 50 women students.

Now that number is above 1,000, she said.

Konya's deep-rooted religiosity found public expression in politics in the late 1980s, when it became one of

the first cities in the country to elect a pro-Islamic part — the Welfare Party of Necmettin Erbakan — to run the city. Erbakan himself was elected to Parliament from Konya.

The administration was restrictive: It was a Welfare Party mayor, Halil Urun, who proposed, unsuccessfully, segregating the buses in 1989. But the city kept electing the party to run it, up until the late 1990s, when the party was shut down by the state for straying from secularism.

Then, in 2000, a young member of the banned party, Erdogan, began the Justice and Development Party. It was unclear whether Konya voters would accept it.

They did. Of the 32 members of the City Council, all but two are now members of Erdogan's party.

It was economics that persuaded Ahmet Agirbasli, a 57-year-old businessman who sells car parts and pasta. He opposed Erdogan until the party began reforms to join the European Union, and his business began to grow. Now he sells macaroni to 50 countries. Five years ago it was only 10.

Akif Emre, a columnist at Yeni Safak, a conservative newspaper in Istanbul, argues that Erdogan has helped to bridge the gap between Turkey's religious heartland and urban, secular Turks.

"They really accept secularism," he

said of Erdogan and his allies.

"They are changing the mentality. Conservative people changed their lifestyle toward a more secular way."

Religious Turks, for their part, are still wary of the state. New civil organizations are more focused on building mosques than on engaging in public debate, and people scrupulously avoid talking about politics.

But an unspoken understanding between Konya's religious Turks and the secular state is in place, in which the mosques are left alone, but religious Turks do not press too many demands on the state.

Secularists stage mass protest in Turkey

The Associated Press

IZMIR, Turkey: Choking the highways and crammed onto ferries, hundreds of thousands of Turks streamed into this port city Sunday to demonstrate opposition to the pro-Islamic governing party, increasing pressure on the government ahead of elections in July.

About 1.5 million protesters carried anti-government banners, red-and-white Turkish flags and pictures of Mustafa Kemal Ataturk, who founded the secular republic in 1923. Turkish flags hung from balconies and windows, as well as buses and fishing boats and yachts bobbing in Izmir's bay.

"I am here to defend my country," said Yuksel Uysal, a teacher. "I am here to defend Ataturk's revolution."

Throughout the morning, thousands were trying to reach Izmir and highways leading to the city were at a standstill. The municipal authorities said 200,000 people sailed in on ferries.

The political turmoil displayed the growing distance between secular and Islamic interests in this mainly Muslim country of 75 million that is campaigning for European Union membership and whose secular laws, enshrined in the Constitution, are fiercely guarded by the judiciary and by the military.

Thousands of police officers were deployed a day after a bomb at an Izmir market killed one person and wounded 14 others. There was no claim of responsibility for the attack, nor any evidence



Protesters waving national flags in a secularist rally in Izmir, Turkey, on Sunday. Military sources said 1.5 million people took part.

that it was linked to the demonstration. Izmir, located on Turkey's Aegean coast, is a bastion of secularism, and Islamic parties fare poorly there.

The rally was organized as a show of strength ahead of general elections on July 22, and it follows similar demonstrations in Ankara and Istanbul last month. A military official in Izmir, speaking on the condition of anonymity because he was not authorized to speak to journalists, said the rally drew some 1.5 million people.

The rallies increased pressure on Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's government, which nominated a presidential candidate deemed by the secular establishment to be Islamist.

The candidate, Foreign Minister Abdullah Gul, was forced to suspend his campaign after the opposition boycotted the voting process in Parliament. But the political turmoil exposed a deepening rift in Turkey, which has a secular legacy designed to separate state and religion.

Some protesters wore paper hats with the slogan: "No to Islamic law, no to military coups: a democratic Turkey" in a show that they did not approve of a military threat last month to intervene in the presidential elections in order to safeguard secularism.

The military has ousted civilian governments in the past.

"These rallies have been useful in forcing the government to take a step back," said one of the protesters, Neslihan Erkan. "The danger is still not over. These rallies must continue until there is no longer a threat."

Gul, a close ally of Erdogan, gave up his presidential ambitions after pro-secular lawmakers boycotted two rounds of voting in Parliament, creating a political deadlock.

Erdogan's government called early general elections and passed a constitutional amendment to let the people, instead of Parliament, elect the president.

IRAK

La bataille de l'or noir

Ville du Nord située au cœur d'une région pétrolière, Kirkouk est l'enjeu d'une sanglante épreuve de force entre Kurdes et Arabes sunnites et chiites. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER

L'institut aux lunettes dorées n'a plus le cœur à l'ouvrage. Les yeux hagards, les mains tremblantes, Dunak S. craint davantage pour ses élèves que pour sa vie. Et pourtant, c'est elle que les terroristes ont menacée. La prochaine fois, ils ne la louteront pas... L'histoire est terrible. En plein Kirkouk, un camion chargé de farine appâte les enfants de l'école de Rahem-Awa. Les chauffeurs crient que les sacs sont gratuits et les bambins accourent, à quelques mètres des bancs de bois. Puis les kamikazes actionnent le détonateur et la farine est propulsée tel un geyser vers le ciel par l'effroyable chargement : des bonbonnes de gaz, des billes de plomb, des bouts de métal coupants qui s'envolent et tuent à l'aveugle.

alentour, plusieurs maisons de béton sont détruites, dans un décor d'apocalypse. Quand la fumée se dissipe, les soldats irakiens et l'institutrice comptent les victimes : 12 morts et 185 blessés, dont 131 enfants sur les 420 élèves de l'école. Un attentat qui visait tout autant le grand commissariat voisin, l'un des sept que compte la ville, pourtant surprotégé et frappé pour la deuxième fois par une bombe. « *Ce sont des barbares, s'insurge le colonel Azad Shuwan dans son bureau aux vitres soufflées par l'explosion. Cette fois-ci, je renforce tout. Ces salauds ne sont pas près*

de revenir. » Pas sûr. Quatre jours plus tard, les terroristes sont de retour. En pleine nuit, ils réussissent à pénétrer dans la rue pourtant bien gardée, à quelques mètres du commissariat, et déposent un bout de papier sur une table de bois de l'école, alors que des traces de sang, funestes empreintes de mains d'écoliers, maculent encore les murs. Le message est destiné à l'institutrice Dunak et à ses pairs : « *Nous sommes du groupe Ansar al-Sunna et nous allons revenir pour une nouvelle explosion.* » Malgré sa peur, Dunak a décidé de ne pas baisser les bras. Avec ses consœurs,

traîne des cycles de vengeance avec ses représailles qui ensanglantent les marchés, les ruelles, les villas, les écoles. Un bruit, et chacun sursaute. « *Sauf à une certaine distance, dit le plombier Ahmed S., qui ferme son échoppe un jour sur quatre. A plus de 800 mètres, je ne bouge plus. L'habitude...* »

A Kirkouk, les groupes islamistes sont riches : militants d'Ansar al-Sunna, de Tawhid al-Djihad ou Kataeb Thawra Acherin, ils prélèvent le pétrole sur les 400 kilomètres de pipelines qui irriguent littéralement la ville et revendent le précieux liquide par des circuits détournés.

Car la grande ville du Nord, étagée sur collines, rocs et pans de désert, est d'abord un véritable coffre-fort pétrolier. Derricks, champs pétroliers âprement défendus, immenses canalisations dans les rues avertissent le visiteur que le brut est partout. C'est aussi pour lui que l'on se bat. « *Le pétrole est devenu notre malheur* », résume un officier de l'armée irakienne dans son bunker, à 500 mètres du site de la NOC (North Oil Company).

C'est dans ce coin de la grande plaine déserti-

que de la Mésopotamie que fut découvert en octobre 1927 le champ pétrolier de Baba Gurgur. Jusque dans les années 50 et la mise en service du site de Ghawar en Arabie saoudite, il restera le plus grand gisement d'or noir au monde. Le feu qui couve sur la colline, dû au gaz naturel affleurant le sable et la terre, est devenu une image mythique, relevée par les voyageurs il y a 2500 ans. L'historien grec Hérodote (V^e siècle avant J.-C.) y fait aussi allusion. Aujourd'hui, Baba Gurgur ressemble à un camp retranché. Plusieurs centaines d'hommes défendent le site, dépeuplé à partir



Kirkouk, 19 mars : un attentat à la voiture piégée fait 12 morts et 39 blessés

elle nettoie les classes dévastées et s'apprête à accueillir les élèves. C'est son combat à elle, Mère Courage de Kirkouk.

Chaque jour davantage, la ville ressemble à un petit Bagdad. L'effroi et la rage se donnent ici la main. Les attentats résonnent dans tous les quartiers de la cité pétrolière, à 350 kilomètres de la capitale. La ville est revendiquée par les Kurdes et les Turkmènes. Mais y vivent aussi des Arabes sunnites et chiites. Elle est devenue un champ de bataille entre les factions qui convoitent le pactole de l'or noir. Et la violence en-

de 14 heures afin de permettre aux 12 000 employés de repartir chez eux, souvent par des chemins détournés. Sur les 2,2 millions de barils/jour qu'extrait l'Irak, 500 000 proviennent de Kirkouk. C'est dire l'importance de la ville-gisement aux 200 à 300 puits, que se disputent les communautés.

«Kirkouk est l'une des villes les plus riches du monde, dit le colonel Azad Shuwan, du commissariat dévasté par l'attentat, crâne rasé et chemise trempée de sueur. C'est aussi l'une des plus dangereuses.» Lui et ses hommes sont chargés de défendre plusieurs quartiers de la ville, pour un salaire de la peur

récemment augmenté: 600 euros par mois pour le colonel, 360 pour les policiers. 5 000 policiers au total sillonnent les rues de Kirkouk, peuplée de 1 million d'âmes. La plainte du colonel est simple: «Pas assez d'hommes, pas assez d'armes, pas assez de munitions. Et en plus, les Iraniens s'en mêlent», soupire-t-il en montrant une bombe artisanale qui serait l'œuvre des émissaires de Téhéran.

Le regard las, redoutant un nouvel attentat alors que des GI surgissant de trois Humvee viennent lui rendre brièvement visite, il reconnaît que tous les commissariats de la ville sont infiltrés,



ainsi que les garnisons de l'armée irakienne. «Ces gars-là, les indics des islamistes, n'ont souvent pas le choix: ils ont le pistolet sur la tempe et des bouches à nourrir», ajoute un officier de la 116^e Brigade de l'armée de Bagdad.

Pour étendre leur emprise sur la ville, les Kurdes sont parvenus à imposer un



Mai 2005 : Condoleezza Rice rencontre le dirigeant kurde Massoud Barzani à Erbil

référendum, prévu en décembre et validé par l'article 140 de la Constitution irakienne. A l'approche du scrutin, les attentats se multiplient. «Certains sont, certes, commis par des habitants de la ville, chiïtes ou sunnites, mais la plupart sont l'œuvre des partisans de Saddam Hussein venus du Sud», soutient Mohsen Omar, professeur de littérature comparée à l'université de Salahaddin. «On ne lâchera jamais Kirkouk», tonne Ibrahim Hassan, conseiller du chef kurde Massoud Barzani, qui a pris la peine, lors de son offensive dans le Nord irakien au printemps 2003, de confisquer 200 chars à l'armée de Saddam.

Kurdes contre Turkmènes. Chassés par le défunt raïs, victimes d'une politique d'arabisation (270 000 colons ont été amenés en convois selon un rapport de l'ancien parti Baas), les Kurdes rêvent de conquérir Kirkouk et de la transformer en capitale. Les départs d'Arabes vers le Sud, une politique de retour des réfugiés et, aussi, le bidouillage massif des listes électorales leur laissent espérer la victoire en décembre. Mais les Turkmènes ne l'entendent pas ainsi. «Cette ville est la nôtre, dit le représentant du Front turkmène irakien, Hassan Turan Bahaddine, membre du Conseil du gouvernorat de Kirkouk. Les Turkmènes vivent ici depuis le califat abbasside, du VIII^e au XIII^e siècle. Tous les documents ottomans le prouvent!» A ses côtés, dans un bureau bien gardé, un

vieux dirigeant turkmène qui parle turc reconnaît que la peur habite la communauté. «La vie est si dure à Kirkouk: les enfants sont menacés et beaucoup d'entre nous font l'objet de chantages. Les Turkmènes, qui représentent un tiers des habitants de la ville, sont pris entre deux feux, entre les Kurdes et les Arabes.» Pour protéger ces cousins d'Irak, la Turquie, qui redoute la constitution d'un Kurdistan indépendant, menace d'envoyer des troupes.

Chaque jour, la question de Kirkouk s'avère ainsi plus explosive. Le gouverneur de la ville, Abdurrahmane Mustafa Fatah, l'un des hommes les mieux protégés en Irak, plaide pour un dialogue pacifique. Mais le tout-puissant cheikh Addullah Sami al-Hassi, chef de la tribu Al-Hassi, accuse les Kurdes de déplacer les Arabes de force. «Il y a deux sortes d'expulsés à Kirkouk: les partisans de Saddam, quelques centaines de familles, et 7 000 Arabes qui, eux, n'ont rien à voir avec la politique, dit le cheikh, entouré de gardes du corps armés jusqu'aux dents. Tout est permis pour nous chasser: intimidations, vols, agressions. Leurs auteurs devraient faire attention: Kirkouk n'appartient pas à une communauté, mais à tout l'Irak!»

C'est là où le bât blesse. Les Kurdes, qui envisagent de rafler la mise, quitte à accorder des passeports à des membres de la diaspora, ont promis que le pétrole de Kirkouk serait partagé avec les autres provinces, comme c'est le cas

aujourd'hui. Mais on évoque désormais ouvertement côté kurde une main basse sur l'or noir de Kirkouk. D'où un regain des attentats des chiites et des sunnites, dont certains commis par les fidèles du défunt chef d'Al-Qaeda en Irak, Abou Moussab al-Zarqaoui, qui se sont installés dans la ville à sa mort en juin 2006.

« Si les services de renseignement étaient meilleurs, on pourrait les déjouer », déplore le policier Azad. Comme pour lui répondre, le chef de la sécurité de Kirkouk, Salar Kamarkhan, accuse l'Iran et la Syrie de manipuler les tribus et d'envoyer les terroristes dans la ville. « On va contrer ça en construisant des tranchées dans les quartiers et aux limites des faubourgs », dit le colonel Kamarkhan, à la tête d'une force de 600 agents de renseignement, sans compter les indicateurs. *L'ennui, c'est que les terroristes se terrent déjà dans la ville. Et qu'ils sont autonomes financièrement.* »

Industrie de l'enlèvement florissante. L'or noir n'est pas leur seule manne. L'industrie de l'enlèvement s'avère florissante. L'autre jour, Daeddine, un riche marchand turkmène, devait être enlevé pour une rançon de 100 000 dollars. Les agents des renseignements ont arrêté les deux kidnappeurs à temps. L'ami d'Abdullah Darmany, électricien de 35 ans, a eu moins de chance : il n'a été relâché qu'en échange de 220 000 dollars. « Ces gars-là savent tout, maugrée l'artisan, à la tête d'un commerce florissant de câbles électriques. Quand un autre de mes amis a pu libérer son fils, pour 50 000 dollars, on s'est aperçu qu'un officier des renseignements était impliqué. Souvent, on trouve un flic ou un militaire dans le coup. »

Alors, pour se défendre, Abdullah Darmany, qui vit dans un quartier mixte sunnite et chiite, a acheté quatre fusils d'assaut AK-47 à 800 dollars pièce. « Tout le monde est armé dans la ville », dit-il au fond de son échoppe alors que retentit une explosion, quelques rues plus loin. *Le lance-roquettes RPG-7 vaut 400 dollars, la roquette 10, et le grenade 4. Des munitions ? Il y en a à gogo. N'oubliez pas, Saddam a ouvert les caisses avant de s'enfuir de Bagdad !* Récemment, les Américains ont ainsi provoqué un immense feu d'artifice afin de détruire des stocks saisis. 4 millions d'obus de mortier, rien que pour Kirkouk...

Le cheikh de la tribu des Doulaïmi,



Partisans du chef chiite radical Moqtada al-Sadr

Thamar al-Doulaïmi, qui a quitté Fallouja pour se réfugier dans le Nord, veut encore croire à la paix des braves et présente une mission de bons offices. « Si le gouvernement me le demande, j'interviens pour établir un cessez-le-feu, avance

dans le salon d'un luxueux hôtel le cheikh qui pèse son quintal. *Il n'y a pas que Al-Qaeda : la violence est à la fois voulue par Bagdad et les pays voisins.* » Dans un quartier qui jouxte le gisement, près du champ de Baba Gurgur, une cohorte de gardes sillonne les rues bordées d'arbres poussiéreux, de petits pipelines et de maisons qui ont dû jadis respirer l'opulence. Ce sont les membres de la milice du pétrole : environ 2 000 hommes. Abbas al-Furat, fonctionnaire au ministère de l'Économie, en sourit : « Quand ils surveillent le pipeline de droite, c'est celui de gauche qui saute. Quand il veille sur celui de gauche, le pipeline de droite explose. »

Malgré leur surentraînement et des salaires mirobolants, les policiers du pétrole ne peuvent empêcher les attentats au fusil d'assaut, au lance-roquette ou à la bombe artisanale contre les canalisations bourrées de pétrole. Ceux qui les commettent sont payés au forfait : 50 dollars l'attentat. Eldorado devenu enfer de la guerre, champ pétrolier mué en champ de bataille, Baba Gurgur signifie « le Père des flammes ». Tout un programme ■

LA MANNE DU TRAFIC

C'est la dernière mode en Irak : piller le pétrole. Un rapport américain diffusé en janvier souligne les ravages de cet engouement pour le siphonnage à grande échelle. Une double technique à la fois simple et rodée. D'abord la collecte dans les citernes et sur les pipelines, avec des camions transporteurs de carburant. Ensuite la contrebande : on sous-évalue des départs de camion et on empoche la différence. « Skimming » (écrémage) et « smuggling » (contrebande) font ainsi bon ménage. Et les bénéficiaires sont légion. D'une part, les fonctionnaires du gouvernement irakien, passés maîtres dans l'art de camoufler les chiffres. Sur 2,2 millions de barils que produit l'Irak chaque jour, 350 000 au bas mot disparaîtraient dans la poche des trafiquants... Une manne qui attire toutes les convoitises, et jusqu'à celles de certains ministres. Forts de leurs complicités au plus haut niveau,

les trafiquants de l'or noir ont installé pas moins de huit ports illégaux sur le Chatt al-Arab. Au grand bonheur des Iraniens, qui trouvent là l'occasion d'acheter du pétrole à bas prix

Autres bénéficiaires : les fondamentalistes, qui alimentent par ce biais le financement du djihad. Les responsables américains à Washington, notamment les conseillers de Stuart Bowen, l'inspecteur général pour la reconstruction en Irak, s'avouent très inquiets de ce trésor de guerre. Si l'on additionne les dégâts liés aux attentats et le pillage, les experts pétroliers arrivent à la somme de... 16 milliards de dollars de pertes en trois ans. Conséquence du pillage mais aussi de l'état calamiteux des raffineries, l'Irak doit importer de l'essence raffinée en provenance de Turquie. Coût de l'opération : 80 millions de dollars par mois. Les militants d'Al-Qaeda, eux, se frottent les mains : la guérilla tirerait de ce trafic 2 milliards de dollars par an de revenus ■ O.W.

LE DEVOIR

Un rapport britannique - L'Irak est au bord de l'éclatement

Le Devoir(Québec) 18 mai 2007

Bagdad -(Reuters) Le gouvernement irakien n'a plus aucune autorité sur de larges portions du territoire national et le pays, plongé dans «plusieurs guerres civiles», est au bord de l'éclatement, selon le groupe de réflexion britannique Chatham House

Dans un rapport de 12 pages rendu public hier, ce think tank estime que les principaux voisins de l'Irak -- l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie -- ont tous des raisons «de chercher à ce que l'instabilité y perdure».

«On peut dire que l'Irak est sur le point soit de s'effondrer purement et simplement, soit d'éclater», ajoute-t-il. «Le gouvernement irakien n'est pas en mesure d'exercer son autorité sur le pays. Sur de grandes étendues du territoire, il n'existe pas, ni politiquement, ni économiquement, ni socialement.»

Selon ce rapport, l'offensive menée depuis février L'auteur de ce rapport, un spécialiste du Proche-

par l'armée américaine et les forces irakiennes contre les milices à Bagdad n'a pas réduit les violences, les insurgés ayant simplement porté leurs attaques en dehors de la capitale.

Le projet de loi sur le partage des revenus du pétrole entre les différentes communautés chiite, sunnite et kurde pourrait être «la clé de la survie de l'Irak», ajoute toutefois le groupe. Ce projet doit encore être approuvé par le Parlement irakien mais se heurte aux réserves des Kurdes.

Le document de Chatham House souligne que le pays est confronté non à une seule «guerre civile» entre les chiites majoritaires et les sunnites, qui étaient tout-puissants sous Saddam Hussein, mais à plusieurs conflits sur fond de divergences religieuses, ethniques et tribales, avec à chaque fois des objectifs différents.

Orient, Gareth Stansfield, souligne que cette instabilité de l'Irak «n'est pas nécessairement contraire aux intérêts de l'Iran, de l'Arabie saoudite et de la Turquie».

L'Irak «est aujourd'hui le théâtre sur lequel l'Iran peut "combattre" les États-Unis sans que ce soit de façon ouverte», souligne Stansfield, selon qui Téhéran est en mesure de jouer un rôle plus important que les États-Unis dans le pays.

Il ajoute que la mise à l'écart de la minorité sunnite inquiète les pays sunnites de la région, notamment l'Arabie saoudite. Riyad, poursuit-il, voit d'un mauvais oeil l'influence grandissante de Téhéran dans la région et ne restera pas les bras croisés si un retrait américain provoque une guerre ouverte entre les deux communautés.

Lettre de soutien de personnalités européennes au processus démocratique en Turquie.



19 mai 2007

Au peuple turc

Ces derniers jours, les Turcs ont été très attentifs aux réactions des hommes politiques en Europe et aux États-Unis après le mémorandum de l'armée [ce texte publié à minuit le 27 avril dénonçait une série d'attaques contre la laïcité menée par le gouvernement de l'AKP - issu du mouvement islamiste - et rappelait son opposition à l'élection d'un islamiste à la tête de l'État, ndr]. Dans ces circonstances difficiles, il est indispensable d'envoyer un message sans ambiguïté à la société turque. Nous regrettons fortement cette intervention qui risque de mettre en péril le processus d'entrée de la Turquie et ses relations avec l'Union européenne

Celle-ci a décidé d'ouvrir des négociations avec la Turquie à la suite des réformes importantes qui ont conduit la Commission européenne à déclarer en 2004 qu'Ankara se

conformait en substance aux critères de Copenhague. L'un d'eux est le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Un autre est le fonctionnement de la démocratie, y compris le principe de base : le contrôle des civils sur les forces armées. L'intervention des militaires du 27 avril jette un doute sur l'application de ce principe en Turquie.

Les militaires turcs justifient leur intervention par le besoin de défendre «la laïcité turque». Cependant la menace contre la laïcité a été exagérée. La Turquie a entrepris un nombre important de réformes, des droits des femmes jusqu'à l'éducation, ce qui assure une protection légale aux valeurs laïques. Il reste beaucoup à faire - y compris retirer du code pénal les limites à la liberté d'expression et réduire les différences entre hommes et femmes -, et nous demandons aux autorités de

poursuivre avec énergie les voies de la réforme. Mais la législation turque n'a jamais été aussi proche des standards européens, et beaucoup de ces changements ont été réalisés sous le gouvernement actuel.

Ensuite, nous pensons que c'est au processus politique et à la société civile d'exprimer les volontés du peuple. Des manifestations massives, des plaintes devant les tribunaux et des campagnes politiques sont des procédés acceptables en démocratie. Nous comprenons ceux qui sont concernés par la concentration du pouvoir en Turquie, mais cela ne peut servir de prétexte aux militaires pour limiter le gouvernement démocratique. Et nous regrettons l'attitude de certains partis politiques qui semblent encourager les interventions militaires dans le processus politique. Ils agissent contre

l'intérêt de la Turquie et les valeurs européennes.

Nous appelons les gouvernements européens à confirmer les promesses et les engagements de l'Union européenne et à encourager les futurs changements en réaffirmant qu'ils souhaitent voir une Turquie réformée et qui répond à toutes les exigences rejoindre l'Union européenne comme membre à part entière.

Le processus de réforme de la Turquie a été l'une des plus grandes réussites en Europe de la dernière décennie. La Turquie a encore beaucoup à faire pour se conformer aux standards européens, mais en montrant sa solidarité avec les démocrates turcs, l'Union européenne peut maintenant aider à maintenir ce processus sur sa voie.

Hans van den Broek (ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas), Daniel Cohn-Bendit (député européen), José Cutileiro (ancien secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale), Joschka Fischer (ancien ministre des Affaires étrangères allemand), Timothy Garton Ash (Oxford University), Charles Grant (Center for European Reform), Ivan Krastev (politologue), Joost Lagendijk (député européen), Mark Leonard (European Council on Foreign Relations), Alain Minc (président du journal le Monde), Cem Ozdemir (député européen), Ana Palacio (ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne), etc.

Irak: 20 mort dans des violences, dont 15 villageois Kurdes chiites



SOULAIMANIYAH (Irak), 19 mai 2007 (AFP) - 13h27 - Vingt personnes ont été tuées samedi dans des attaques en Irak, dont au moins 15 kurdes chiites, abattus après l'attaque menée par des hommes vêtus d'uniformes contre leur village dans l'est de l'Irak, selon des services de sécurité et les autorités locales.

"Des hommes armés se présentant comme des membres des forces de sécurité ont pénétré vers 06H00 (02H00 GMT) dans le village de Qara Lous, à 5 km de Mandeli. Ils ont fouillé les maisons, séparé les hommes des femmes et des enfants et ouvert le feu sur les hommes", a déclaré à l'AFP le général Nazem Charif, commandant des gardes-frontières de la province de Diyala.

"Quinze personnes ont été tuées au total", a-t-il poursuivi, précisant que l'attaque avait été menée au nom de "l'État islamique en Irak", une alliance de groupes sunnites extrémistes chapeauté par la branche irakienne d'Al-Qaïda.

Le maire du district, à la frontière iranienne, Abdel-Hussein Mourad, a de son

côté affirmé que 16 personnes avaient été tuées dans l'attaque, dont une femme. Les victimes appartenaient à la communauté des "faïlis", des Kurdes chiites. Par ailleurs, cinq personnes, dont quatre enfants ont été tués dans des violences samedi en Irak.

Une bombe artisanale a explosé dans le quartier d'al-Mansouriyah, dans l'ouest de Nassiriyah (375 km au sud de Bagdad), tuant trois enfants âgés de moins de 10 ans et blessant six personnes, dont deux enfants, selon la police de la ville.

A Kirkouk, une bombe a visé le domicile d'un officier de l'armée irakienne, tuant un enfant qui se trouvait à proximité, et blessant deux soldats, a indiqué une source policière dans la ville pétrolière située à 250 km au nord de Bagdad.

Enfin, un garde du ministère de l'Industrie a été tué quand une roquette Katioucha s'est abattue sur des résidences officielles à Bagdad, à proximité de la Zone verte, selon des sources de sécurité.

Le Kurdistan, un eldorado pétrolier au cœur des convoitises

la Croix 18 MAI 2007

Bagdad veut contrôler l'exploration et la production de pétrole au Kurdistan, alors que les Kurdes y voient un moyen de gagner plus d'indépendance

La découverte de pétrole en Irak n'est pas une nouvelle surprenante pour le pays qui possède les troisièmes réserves d'or noir au monde. Elle le devient lorsqu'il s'agit du Kurdistan, la région nord de l'Irak, opprimée par le régime de Saddam Hussein pendant plus de trente ans. C'est une compagnie norvégienne, DNO, qui a annoncé avant-hier qu'elle commençait à produire des petites quantités de pétrole, 15 000 barils par jour, et monterait d'ici à la fin de l'année à 25 000 barils/jour. Une goutte d'eau dans le marché global de 85 millions de barils, mais un début prometteur pour cette région oubliée du nord de l'Irak. À défaut d'avoir obtenu du gouvernement central l'autorisation d'utiliser l'oléoduc d'exportation vers la Turquie, il sera évacué par la route, par camion.

Le pétrole kurde a jailli du champ de Tawke, découvert par les Norvégiens en 2005, au nord-ouest d'Erbil, dans une zone à la frontière avec la Turquie. La compagnie DNO avait un accord de partage de production avec le gouvernement régional en 2004. «*Lorsque les Norvégiens ont signé, nous les supplions à l'époque de venir. Ils ont pris tous les risques, politique et sécuritaire*», explique George Yacu, conseiller pétrolier auprès du gouvernement d'Erbil.



Prospection de la compagnie DNO en 2005 à Kaproke, au nord de l'Irak. L'annonce de la découverte de pétrole par cette entreprise norvégienne crée un différend entre les autorités régionales du Kurdistan et celles de Bagdad.

En effet, si le Kurdistan est relativement plus sûr que le reste de l'Irak, un attentat il y a une semaine a fait 30 morts et 50 blessés dans la ville de Makhmour, près d'Erbil. La zone pétrolière de Tawke est d'ailleurs entourée de barbelés et gardée par plus de 250 soldats kurdes.

C'est la première fois qu'une compagnie étrangère produit du pétrole en Irak depuis la nationalisation de cette industrie en 1972. Ce qui constitue un différend proche du casus belli entre les autorités régionales du Kurdistan et celles de Bagdad. Plus qu'un enjeu simplement économique, le pétrole est politique. Le gouvernement irakien du premier ministre chiite Nouri Al Maliki a approuvé en février un projet de loi sur l'énergie qui devait être adopté par le Parlement fin mai, mais ne le sera probablement pas.

Le dossier traîne en raison du désaccord entre le gouvernement

central et Erbil sur l'accès des investisseurs étrangers à l'exploration-production qui remettrait

La zone pétrolière de Tawke est entourée de barbelés et gardée par plus de 250 soldats kurdes.

en cause la politique de nationalisation de l'énergie. Sans oublier le contentieux sur la ville de Kirkouk, revendiquée comme kurde par le gouvernement régional du Nord mais dont le sort est soumis à un référendum dont Bagdad ne veut pas entendre parler. Kirkouk au nord et Bassorah au sud (près de la frontière koweïtienne) sont les deux villes où sont localisés les deux champs «super-géants» de l'Irak dont le coût d'exploitation est l'un des plus bas au monde.

Toutes les grandes compagnies pétrolières étrangères lorgnent sur le pétrole irakien mais aucune ne veut prendre le risque, en travaillant avec les autorités kurdes, de se fâcher avec Bagdad et de compromettre de possibles gros contrats dans l'avenir. Afin de calmer le jeu avec Bagdad, Ashti Hawrani, le ministre du pétrole kurde, a déclaré que le gouvernement régional partagerait les revenus du pétrole avec le gouvernement central. Ce

L'Irak au bord de l'éclatement

■ L'Irak, où plusieurs guerres civiles parallèles font rage, risque l'effondrement et l'éclatement, estime le centre britannique de recherches en relations internationales Chatham House dans un rapport publié hier. «*Il n'y a pas une guerre civile, ou une insurrection mais plusieurs guerres civiles et insurrections entre différentes communautés dans l'Irak d'aujourd'hui*», selon le rapport rédigé par Gareth Stansfield, un chercheur associé au centre. «*L'Irak est sur le point de devenir un État en déroute avec un risque conséquent d'effondrement et d'éclatement*», en plusieurs entités distinctes, poursuit-il.

dernier estime que le contrat passé avec DNO devra être amendé parce qu'illégal à ses yeux.

Les Kurdes répondent qu'en l'absence de toute loi ils ne sont pas en infraction. Cinq compagnies étrangères forent déjà au Kurdistan. Et six ou sept contrats d'exploration-production seraient proches d'être conclus. Les Kurdes estiment leurs réserves de pétrole à 45 milliards de barils. «*Le Kurdistan est riche en pétrole et surtout en gaz. Et ce sont des structures indépendantes des gisements de Kirkouk*», précise Salem J. Razoky, ancien directeur général de l'exploration-production de la défunte Compagnie nationale iraquienne de pétrole (Inoc). «*Le Kurdistan n'a pas le choix. Que Bagdad le veuille ou non, il doit produire du gaz et du pétrole et développer ses infrastructures.*» Reconverti en expert pour une compagnie étrangère, ce dernier affirme «*l'Irak, est un eldorado pétrolier*», évoquant jusqu'à 150 milliards de barils de réserves prouvées en Irak et 214 milliards de barils de réserves probables.

Si la sécurité était assurée et que

l'exploration reprenait, ce pays serait l'un des plus grands producteurs au monde, juste derrière l'Arabie saoudite. Il confirme que dans la zone désertique entre Bagdad et la frontière jordanienne à l'ouest, il existe d'énormes réserves de pétrole. Une étude, publiée par

l'institut indépendant IHS, estime à 100 milliards de barils le pétrole dormant dans le désert à l'ouest de l'Irak (zone peuplée majoritairement d'Arabes sunnites).

Ron Mobed de IHS reconnaît que l'insécurité est un frein, «*mais géologiquement l'Irak est une opportunité en or*». Avec d'importants investissements de la part de sociétés étrangères dans le développement pétrolier, d'ici à cinq ans, la production irakienne pourrait doubler, passant de moins de 2 milliards de barils/jour aujourd'hui - 30 % inférieurs au niveau d'avant l'intervention américaine - à 4 milliards.

Actuellement, sur les 78 puits de pétrole considérés comme commercialement rentables par le gouvernement, seuls 27 sont en production. Plus de 25 ne sont

pas encore développés, mais proches de la production, et 26 autres ne le sont toujours pas. Vingt à vingt-cinq milliards de dollars (14 à 18 milliards d'euros) d'investissements étrangers seraient nécessaires, selon le gouvernement irakien pour amener la production à son maximum. Mais il faudrait aussi que la confiance existe. Un rapport américain révèle que la corruption et la contrebande en Irak ont fait disparaître, au cours de ces quatre dernières années, des milliards de dollars issus de la production de pétrole.

Selon ce rapport, il existe un écart important entre la production officielle et la production réelle: il manque entre 100 000 et 300 000 barils. À 50 dollars le baril en moyenne, ce seraient entre 5 et 15 millions de dollars (4 et 12 millions d'euros) qui, chaque jour, s'évaporent dans la nature! Il n'en faut pas plus pour conforter les Kurdes de l'intérêt de gérer eux-mêmes leurs ressources pétrolières!

AGNÈS ROTIVEL

The Economist

May 19th 2007

Iran, Iraq and the United States

Neighbourly mumblings

CAIRO

Will the United States and Iran really start talking, if only about Iraq?

IT SEEMS increasingly likely, after 28 years of formal silence (with just the occasional back-channel mutterings and whispers), that American and Iranian officials will sit down together, if only to talk about Iraq. The two sides are expected to meet, perhaps only at ambassadorial level to begin with, on May 28th in Baghdad. However big the caveats, it will be a breakthrough. Each side is keen to assert it has not flip-flopped. Neither side is sure where such talks might lead.

In fact, the Americans have been saying for some time they would talk to Iran—but only about Iraq, not about the Islamic Republic's nuclear plans, so long as the Iranians refuse to suspend their enrichment of uranium. The rulers in Tehran have also

occasionally expressed a readiness to engage in such talks. But whenever the prospect has loomed large they have backed off. Now, it seems, the Iranians—at least, some parts of its fractious establishment—are becoming keener. Some members of Iran's parliament have even begun collecting signatures to form an Iranian-American friendship committee.

The American establishment has been fractious too. The vice-president, Dick Cheney, sounded as tough towards Iran as ever during a trip to the Gulf states last week. But the State Department, under Condoleezza Rice, is plainly becoming more flexible. Robert Gates, the newish secretary of defence, seems to have swung the Pentagon's weight behind Ms Rice.

The latest diplomatic surge gained momentum earlier this month at an international conference on Iraq in the Egyptian resort of Sharm el-Sheikh. The Egyptian hosts seated Iran's foreign minister, Manouchehr Mottaki, opposite Ms Rice, at a dinner, in the hope that the pair might exchange a word or two. But the Iranian walked out in a huff, complaining later that the event failed to meet "Islamic standards", an apparent reference to a female Ukrainian violinist who was wearing a supposedly immodest scarlet dress. Other diplomats present thought he may have disliked being bounced unceremoniously into a high-level summit.

But this week things moved on. Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, said his government was "prepared and ready" to talk to America, while insisting that their troops should "pack their bags" and leave Iraq and the Gulf region forthwith.

It will still be hard to agree, beforehand,

on the agenda, even with nuclear issues kept off it. The Iranians would be loth to discuss an issue that particularly grates with the Americans: the help Iran apparently gives to Iraqi Shia militias who plant roadside bombs that kill American troops.

And it will be hard to detach the question of Iraq completely from the Iranian nuclear one. Iran keeps its links with Iraq's Shia militias so that, if America were to bomb Iran's nuclear facilities, Iran would be able to make things even nastier for America in Iraq. It is highly unlikely that America would be able to persuade Iran to break those links altogether.

Iran does have pressing if lesser grievances that could be more easily dealt with if the two sides did meet. One concerns five Iranians in Iraq who the Iranian government insists are diplomats but whom the Americans accuse of helping to arm Iraqi militants—and therefore arrested, in the Kurdish capital, Arbil.

Iran has also long wanted the Americans to acknowledge that it has its own legitimate security interests in the region, some of them in Iraq. And if Iran and America were ever to come to a “grand bargain” that did include the nuclear issue, Iran would also expect America to disavow any intention of promoting regime change in Tehran and to stop helping opposition groups. That prospect is far off.

Meanwhile, the Americans are still struggling to enlist the help of other nearby countries to stabilise Iraq, where the war is as bloody as ever. At Sharm el-Sheikh, they had hoped to get firmer promises from countries such as Saudi Arabia and Kuwait to forgive the \$50 billion or so of debt that Iraq estimates it owes; only vague noises were forthcoming. The Saudis say that, before they start being generous, the Iraqi government should try harder to accommodate Iraq’s Sunni Arabs. And Russia first wants Iraq to recognise a Saddam-era oil contract.

Yet the Sharm el-Sheikh meeting was a bit more fruitful than other attempts to get the outside world to help Iraq. The Saudis, for example, have more or less admitted

that the new political order, led by Iraq’s Shias, is there to stay. And American diplomats say they had a useful talk with the Syrians. As Syria seems to be edging out of its isolation in the region, it may—to please the Americans—be prepared to do more to stem the flow of people and munitions across the border to insurgents in Iraq.

A new factor is that Iraq’s neighbours guess that America is increasingly likely to leave Iraq within the next two years, especially if a Democratic president takes office. That prospect is beginning to concentrate Arab minds. Some fear that Iraq’s sectarian mayhem could spread dangerously beyond its borders. Most of Iraq’s nervous Arab neighbours do not want a bloody American-Iranian bust-up. ■

Iraq and the Kurds

A truly national army?

BAGHDAD

Iraq’s Kurdish soldiers have been welcomed in parts of Baghdad

May 19th 2007

The Economist

BRISTLING with weapons, the men arrived on the back of three pick-up trucks, then surrounded the modest house in the once “mixed” suburb of al-Amel, in western Baghdad. A black-clad gunman jumped down and hammered on the thin metal gate. There were “bad people” on the loose, he shouted to the residents cowering inside. They should pack up and go and live “among your own people—for your own protection”. He and his men would helpfully put their belongings on the back of the trucks. For safety’s sake, the family should go immediately. As this ultimatum was being given to the terrified Sunni Arab family by the Shia gunmen, a group of Iraqi policemen, also Shias, leant on a police car and idly puffed away on their cigarettes, just 50 yards up the street, indifferent to the crime of sectarian cleansing being perpetrated under their noses.

That scene has become all too common in al-Amel—and in many other mixed districts. Since the bombing of the Shias’ shrine in Samarra, north of Baghdad, in February last year, many mixed and middle-class areas have become either mostly Shia or mostly Sunni, depending on which side of the main road you live.

Yet on the occasion described above the Sunni family managed to sit tight, in the house they had built some 30 years ago in what was then a palm grove. They were

saved by the arrival, in the nick of time, of a contingent of about 100 Kurdish soldiers, some of the 3,000-odd former *peshmerga* fighters (literally, “those who face death”) who have joined Iraq’s national army and

have been controversially deployed in Baghdad as part of the “surge” of troops, mainly American ones, to beef up security in the bloody capital.

As they neared the besieged house, the Kurdish soldiers shot over the heads of the Shia gunmen, identified by locals as members of the Mahdi militia loyal to a Shia firebrand, Muqtada al-Sadr, and told them to leave the area. They swiftly complied. There was no American soldier in sight.

It is still too soon to say, three months after the surge began, whether it is working. Only about half the promised extra 22,000-plus American troops earmarked for Baghdad have arrived. Sectarian murders, mainly of Sunnis by Shia militias, are fewer; but bombings, including suicide ones, by Sunni- and al-Qaeda-linked insurgents, are more frequent. The overall death toll is down a bit but is still horrific.

But in the mixed areas of the capital where Kurdish troops incorporated into the national army have been deployed, residents and American officers notice a definite drop in sectarian cleansing and violence. People’s confidence in the security forces, they say, has improved. In al-Amel more shops are opening up again; a semblance of normal daily life has resumed. Some expelled Sunni and Shia families, though still just a trickle, have returned.

“The Kurds are welcomed here by the people,” says a Sunni Arab in al-Amel. “They want to restore order. They are more polite than the Americans and not as dangerous as the Shia militias.” General Nazir Goran, a Kurd who commands an Iraqi



A Kurd with an Iraqi flag

army brigade in the capital, says that his men have been operating effectively in some of the capital’s “hot zones”, mainly in western Baghdad. But they still feel obliged to avoid the areas of eastern Baghdad controlled by the Sadrist.

In any case, the first loyalty of the Kurds inducted into the national army is to their Kurdish homeland and its regional government, not to the Iraqi state. Iraqis of all stripes generally reckon that the Iraqi army is less under the influence of Shia groups than are the police, which have been heavily infiltrated by Shia militiamen. Most army recruits are Shias and Kurds; less than a tenth of the officers are Sunnis.

The decision to send Kurdish units of the Iraqi army to Baghdad was controversial in Kurdistan. Many Kurds worry that the deployment will drag them into the sectarian conflict between Sunni and Shia Arabs. Other Kurds say, “It’s not our battle.” But so far they have been welcomed by a surprising number of Iraqi Arabs, even though they have often viewed the Kurds as a threat to Iraq’s fragile unity. ■

“Syrian opposition must prevail”

A tenuous opposition faces a strong government

With an ineffective Syrian opposition lacking in organization, 3 million Kurds continue to be oppressed.

Syrian journalist Shalal Kiddo said Syrian government opposition was not in good shape and that the organization was suffering from serious challenges, shortcomings and deficiencies, both in its political rhetoric and performance.

“The Syrian opposition is in one place and the people who support it are in another place due to the fact that the opposition is subjected to oppressive treatment and violations by the Syrian government; this will cause serious danger to the opposition as a whole, equally for both the Kurdish portion and the Arab portion,” said Shalal, who quit his university in 1988 and left Syria as a result of his opposition to the government more than six years ago.

“Unless the opposition portions (Kurds and Arabs) unite and work together against the government, no change should be expected in Syria. They should jointly work hard to get the voice of the people who suffer from the Syrian regime heard by the world that could eventually pressurize the Syrian government to accept a series of necessary changes and reforms,” Shalal added.

Shalal, who issues a limited number of “Amal” newspapers in the Arabic language every other week in Sulaimaniya, described the situation of the opposition in Syria as not being up to the expecta-

tations of the people in terms of organization and foreign support. “The opposition is in a shaky position and meanwhile there is a regional movement in Europe and America to support the insecure opposition that seriously suffers from non-acceptance of each other between its portions and zero support

from Washington who stands foe to the Syrian government,” Shalal said.

When asked whether there was real opposition in the Syrian street, he said, “The opposition is a weak entity before a strong government. It suffers from loopholes in its political speech and shortcomings in its performance as a struggler. Moreover, its activities do not exceed the distribution of booklets and bulletins and clandestine meetings and seminars.”

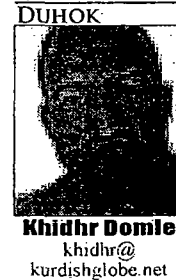
The situation of the Syrian opposition is not the only thing that concerns Shalal. He is also obsessed with the conditions in which Kurds in that country live. “There are still 3 million Kurds who

are isolated and stripped off from their very basic rights. Moreover, 250,000 of them have been forced to undergo nationality change not for political reasons but for the mere fact that they were Kurds. Article 8 of the Syrian constitution clearly states that everyone who lives on Syrian land should be an Arab and that the Ba’ath Party is the supreme authority for the country and the people. The very constitution of this government encourages a chauvinistic approach toward the people of which the Kurds are one member and suffer most from Arabization campaigns. It is a country where there is tolerance only for the Arab

race,” Shalal said.

For the Kurds to be able to preserve their race, culture and national principles in Syria, he mentioned activities by a number of different Kurdish parties that clandestinely conduct Kurdish language and nationality awareness campaigns in an effort to survive the situation and protect their national culture.

Meanwhile, recent de-



velopments have prompted the Kurds in Syria to alter methods of their national struggle. “Being isolated, the Kurds in Syria changed their policies from a negative struggle to a democratic way of doing things. The March 2004 uprising is one of the most outstanding developments that factored the activation of Kurdish parties to form friendship bonds with people in the Arab portion of the opposition and who eventually jointly announced the “Forces of Damascus Declaration.” However, there is still much to be done, according to Shalal.

“Syria began to be concerned about the developments in Iraq with the coming of the coalition forces into the country. The government’s fear increased with the introduction of the Law of Administering the State of Iraq, which included a section where it recognized federalism for the Iraqi Kurdistan Region. And thus, Syria does not like the new Iraq and especially a plural one because developments in Iraq would certainly have their reflections in Syria, a fact that prompts Syria to try to think of ways to keep the turbulent situa-

tion in Iraq lasting as long as possible,” said

Shalal, regarding the current developments in Iraq and their effects on Syria.

“Federalism of Iraqi Kurdistan Region caused a very negative reaction by the Syrian government toward the country’s Kurdish population. Moreover, it prompted Syria to think of ways of revenge. How-

ever, following the March 2004 uprising in the Syrian Kurdish city of Qamishlo, the Kurdish question in the country was elevated to a different level. Syrian government can no longer oppress the Kurds in the same way it used to because now the Kurds enjoy world support, including that of Washington,” Shalal added.

Syria must understand that oppression has its negative consequences. Therefore, the government should consider a review of its policies, accept the reality on the ground and learn a lesson from the demise of the former Soviet Union, according to Shalal, who said a large number of his Amal newspapers promoting opposition reached Syria.

“The Syrian opposition should try to guarantee rights for all the Syrian people regardless of their ethnic backgrounds since the Kurdish opposition does not seek the removal of the Syrian regime, but necessary reforms for the protection of Kurds’ rights,” Shalal concluded.



Shalal Kiddo, Syrian Kurdish opposition figure



War of words increases as Kirkuk referendum approaches

Kurds reject calls by others to postpone the referendum

While Kurds are pushing hard for the constitutional article on Kirkuk to be implemented on time, other Iraqi groups and regional countries demand a delay

Kawa Cham
The Globe

With the deadline to implement the Article 140 of Iraqi constitution drawing closer, some elements within the Iraqi federal government in Baghdad seek ways to halt the process.

The article calls for holding a referendum in Kirkuk province, on whether or not the it should be incorporated into Kurdistan Region. The preventive moves come amid Kurdistan List's serious determination on the implementation of the article.

Dr. Mahmoud Othman member of the Kurdistan List at the Iraqi parliament accused both the Sunni Iraqi Accordance

Front and Shiite United Iraqi Alliance of being in constitutional violation by not honoring their commitment to the implementation of Article 140.

Meanwhile, a member of the politburo of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Mala Bakhtiyar, told a gathering of people in Dohuk that the Iraqi government has asked for delaying the implementation for three year but the Kurdish leaders and the Kurdistan Regional Government refused.

Article 140 of the permanent constitution that enjoyed a unanimous vote of the Iraqis embraces the normalization of Kirkuk and its surrounding areas that suffered from the Arabization campaign by the former Iraqi government to alter the demography

of the affected areas. According to the article, following the normalization process in Kirkuk, a referendum must take place by December 31, 2007 for the people of Kirkuk to determine whether Kirkuk should fall under the control of the central government in Baghdad or be returned onto the

Iraqi Kurdistan Region territory.

Ankara's interference in the interior affairs of Kirkuk and its effect on some Iraqi elements member at the Iraqi government was the factor that prompted the recent attitude of Accordance and Alliance lists regarding the implementation of the article, according to Dr. Mahmoud.

Turkey's leading officials have frequently said that they are entitled to

interfere in Kirkuk issue under the pretext of protecting the rights of the city's Turkoman population and have accused the political leadership of the Iraqi Kurdistan Region of trying to change the demographic composition of Kirkuk by settling thousands of Kurds in the city.

Earlier this month, Masoud Barzani the President of Kurdistan Region had strongly rejected the accusations of Ankara towards the Iraqi Kurdish

authorities in his speech at the European Parliament earlier this month on May 7, 2007.

On the other hand, Qadir Aziz envoy of Masoud Barzani at the committee tasked with implementing article 140 said that the Kurdistan List was

currently under extreme pressure to back off in its strong-mindedness to have the article carried out as per the schedule. "Any delay in carrying out the article constitutes the red line, something that we can not accept. It is our legitimate and strategic right to have those areas returned onto Kurdistan Region," Aziz said.

These reactions by the Kurdish politicians followed an article published in the Arabic language Al-Zaman newspaper of May 16 in which Sami Askari the Military Advisor to the Iraqi Prime Minister has been quoted as saying that Kurdistan List has showed initial agreement to a proposal

to delay the implementation of article 140 of the permanent constitution.

Meanwhile, Firyad Rawandizi the spokesman of the Kurdistan List at the Iraqi parliament rejected the news published in Al-Zaman paper and confirmed that the Kurdistan List was still resolute to have the article implemented as per the fixed timeline.

Moreover, Nechirvan Barzani, the Prime Minister of Kurdistan government with a delegation in company flew to Baghdad on May 19 to meet with Iraqi government officials in Baghdad and discuss the latest developments concerning article 140 of



Members of the Arab delegation to the Kurdistan Parliament, walk toward the entrance of the parliament in Erbil, 26 April 2007. The delegation demanded the increase of the financial compensations to Arab families living in the ethnically mixed city of Kirkuk.

to Kirkuk where they can reclaim their houses and properties.

Further regarding the situation of the article, Kaka Rash Siddiq the head of the office in Kirkuk of The High Committee to Implement Article 140 said that some relevant parties want the situation of Kirkuk to be normalized but request the referendum to be postponed. "In a one week time, 100 branches committees have distributed compen-

sation forms to the displaced and the Arab settlers and except for some technical shortcomings the Iraqi permanent constitution.

As per article 140 of the Iraq's permanent constitution, the normalization process in Kirkuk should take place in three phases. The first step is to return the Arab families resettled to Kirkuk--- as part of the Arabization campaign by the former Iraqi gov-

ernment--- to their places of origin with compensations made to them. At the same time, the refugee families---most of whom Kurdish--- who were displaced from the city have to be returned there has been no problem," said Kaka Rash.

The Iraqi Ministry of Finance has allocated \$262 million from its 2007 budget to cover compensations to be made to the displaced families from Kirkuk. The Iraqi Council

of Representatives, also, has approved the allocation of additional funds from its 2008 budget for the same purpose.

With the Kurds' determination on implementing article 140 for the permanent return of Kirkuk and other similar areas to Kurdistan Region, some neighboring countries of Iraq have voiced serious concerns that this will strengthen the infrastructure of Kurdistan Region and subsequently brings

about the independence of Kurdistan Region and its separation from the rest of Iraq.

Iraqi Kurdish leadership, on the other hand, have repeatedly reiterated their commitment to the constitution and their intention to stay as part of a federal Iraq.

Islam and Kurds ■ James F. Hoge Jr.

Herald INTERNATIONAL Tribune

May 23, 2007

Turkey at the boiling point

ISTANBUL

Two simmering problems threaten to boil over in Turkey this summer with greater international consequences than ever before.

First is the relationship between the Islamic religion and the state that Mustafa Kemal Atatürk founded in 1923 and whose secular nature the army has protected ever since. Second is the raids against Turkish troops by terrorists from Turkey's minority Kurdish population who are now camped across the border in Iraq.

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan ignited the current political controversy by signaling his desire to succeed the retiring secularist, Ahmet Necdet Sezer, in the presidency. Faced with stiff resistance to his candidacy, Erdoğan tried to deliver the post to his close associate, Foreign Minister Abdullah Gül, himself a devout Islamic believer.

That prospect aroused fears that the loss of checks and balances could lead to an Islamization of the state, if not by the current Justice and Development Party (AKP) leadership then by more fervent successors. The army, responsible for four coups in the last five decades, warned against the selection.

Erdoğan then reprimanded the army, moved up parliamentary elections from the fall to July 22 and proposed a referendum to switch the election of a president to a direct popular vote.

The most dramatic reaction to Erdoğan's divisive thrust has been the peaceful but massive street demonstrations, several of them numbering more than 1 million participants.

Erdoğan's record of the past four years in office has been markedly moderate — with a few exceptions, such as his short-lived effort to make adultery a crime. He enacted fiscal and structural reforms that spurred economic growth. And he passed civil rights and penal legislation to strengthen Turkey's application for membership in the European Union. In short, Erdoğan and the AKP produced the most efficient and effective Turkish government in decades.

So how to explain the fears that generated a military warning and the public protests of unexpected size and diversity?

Part of the reaction can be attributed to the radical secularism of Turkey's traditional social and economic elite. Despite Erdoğan's record of moderation, some of the radical secularists claim the AKP

has a "secret agenda" to impose harsh Islamic constraints on Turkish life once it has amassed monopoly power. But their reaction hardly accounts for the outpouring of protest from a broad segment of the society.

More significantly, women played a key role in the demonstrations. As the most liberated women in the Islamic world, active in business, culture and politics, Turkish women have a lot to lose. When they contemplate greater Islamic influence on their public lives, the specter on their minds is neighboring Iran, once cosmopolitan and now theocratic.

Concerning the revival of Kurdish terrorism, the army is privately warning that it will close down the Kurdistan Workers Party (PKK) camps in neighboring Iraq if no one else does.

It faults the Kurdish regional government in Iraq, and the United States occupying forces, for not suppressing the cross-border raids. By year's end, a scheduled referendum may deliver control of Iraq's oil-rich city of Kirkuk to the autonomous regional government. That could trigger action by the Turkish Army, which fears the impact on Turkey's Kurds of a strong and essentially independent Kurdish entity next door.

Turkey's geopolitical importance has grown as it has become stronger and more stable while its surrounding region has regressed. It is a critical bridge between Europe and Asia, a model for harmonizing Islam and democracy, and a key factor in Iraq's future. Yet at this critical juncture, the United States and Europe find their leverage on Turkey markedly

diminished. Anger at America and Europe is rampant because of the U.S. occupation of Iraq and Europe's vocal reluctance to grant Turkey EU membership.

The Bush administration has rightly voiced support for a political, not military, solution to Turkey's impasse. The United States must press for tougher measures against cross-border raids by the PKK that, since the beginning of last year, have accounted for the deaths of 600 people, including many troops.

On both counts, time is short and the summer months may be critical to forestalling what are now clearly looming catastrophes.

James F. Hoge Jr. is the editor of Foreign Affairs. This article was distributed by Tribune Media Services.

U.S. and European leverage on Turkey is markedly diminished.

Bomb blast kills 6 and wounds 80 in Ankara

Plastic explosives said to be involved

From news reports

ANKARA: A bomb exploded Tuesday in one of the Turkish capital's busiest commercial centers, killing 6 people and wounding about 80, the authorities said.

The blast outside one of the oldest shopping malls in Ankara hurled glass and other debris over a wide area. A body, covered in a white sheet, lay outside the building.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said four Turks and one Pakistani were killed in the blast. The police said a wounded person died later, raising the death toll to six.

"We have seen a vicious, ruthless terror attack at Ankara's busiest time," Erdogan told reporters at the scene of the blast in the city's historic Ulus district. "Is it a suicide bomber or a parcel bomb? Technical teams are working on this."

"We have always said terror can strike anyone, anywhere," he added. "Although we have taken every precaution, we have experienced this incident."

Health Minister Recep Akdag said about 80 people were wounded, most of them only slightly.

The private NTV television, quoting police sources, said the bomb was made of plastic explosives, the type often used by separatist Kurdish rebels. Militant leftists and Islamic extremists also operate in Turkey.

There was no immediate claim of responsibility.

Parts of the mall's entrance collapsed, shop windows were blown out, debris was strewn across the street, and the police cordoned off the area as rescue workers carried wounded people to ambulances.

"This is the most horrific scene I have ever seen," said Ankara's mayor, Melih Gokcek. "It gives me great grief."

The police detained seven people in connection with the bomb, NTV said.

The armed forces' chief of general staff, General Yasar Buyukanit, said after visiting the bomb site that he feared similar blasts could hit other large cities.

Previously, Buyukanit has said Europe is not doing enough to prevent sympathizers of the Kurdish rebel group PKK from providing aid to the movement, deemed a terrorist organization by the United States and the European Union.

The PKK ended a unilateral ceasefire May 18, and security experts had expected attacks to escalate as a result.

A senior PKK commander, Murat Karayilan, has blamed Turkish intelligence for recent explosions in the northern Iraqi city of Erbil and said similar blasts would occur in the heart of Ankara.

The PKK has been fighting for an ethnic homeland in a campaign of bombings, kidnappings and armed attacks since 1984, and Ankara blames it for more than 30,000 deaths.

"We must work together against terror in all countries of the world," Erdogan said. "We see the results of it in America, Britain, Spain, Italy and all places."

Kurdish separatists, leftist militants and hard-line Islamists have all launched bomb attacks in Turkey in the past.

The explosion Tuesday comes amid heightened political tension in Turkey, which is vying for entry into the EU.

Erdogan's Islamist-rooted government has called a national election ahead of schedule to resolve a conflict with the secularist elite over a recent presidential election.

The secular establishment, including the military, judges and opposition parties, derailed the government's plan to elect Foreign Minister Abdullah Gul as president, fearing he might weaken the official separation of religion and state.

Television video shortly after the blast showed medics tending to the wounded, who were bloodied and with some of their clothes torn away, and carrying them to ambulances on stretchers.

"We were cleaning the windows when the pressure from the blast pushed us to the ground," said Murat Coskun, who owns a nearby shop that sells mobile phones. "Everything was covered in dust. I could only hear people screaming."

Forensic teams collected evidence.

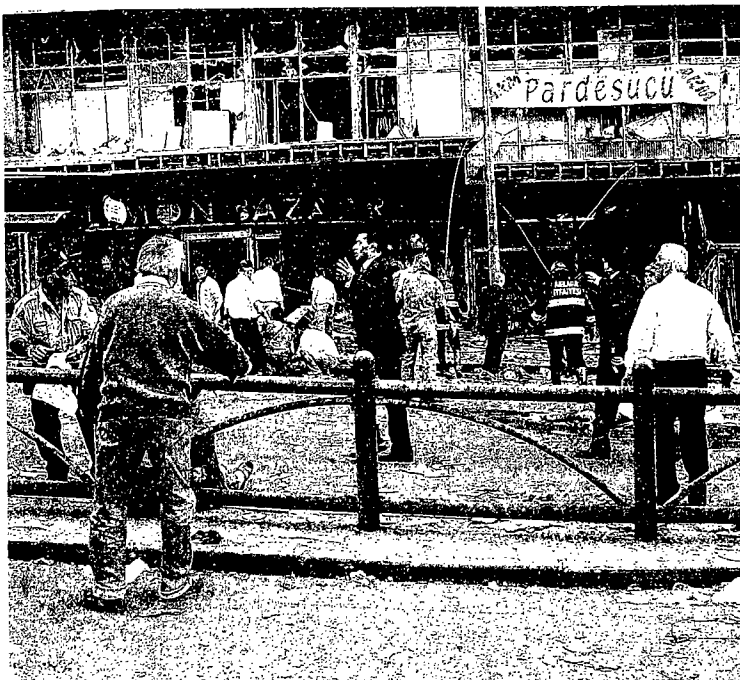
The Ulus neighborhood where the blast occurred is the oldest part of Ankara. It is near museums and the old parliament house. The shopping mall that was damaged is called Anafartalar and sells mostly clothing and textiles.

The explosion occurred as the city played host to an international defense industry fair, with about 400 companies from dozens of countries displaying their goods.

On May 12, a bomb in the port city of Izmir killed one person and wounded 14 others a day ahead of an anti-government demonstration that drew more than 1 million people. It was unclear whether the blast was linked to the rally.

In 2003, suicide truck bombers linked to Al Qaeda in the Turkish city of Istanbul attacked two synagogues, the British Consulate and a British bank, killing 58 people.

There is growing impatience in Turkey over how to deal with Kurdish rebels, and the government has not ruled out military operations aimed at their bases in north Iraq. (AP, Reuters)



Bomb kills 6 and wounds scores in Ankara

Rescue workers giving first aid to the victims of a bomb that rocked a busy commercial district of the Turkish capital Tuesday. Police sources said materials used in the device were the type often used by separatist Kurdish rebels.

LE FIGARO mercredi 23 mai 2007

Un attentat à Ankara fait six morts et des dizaines de blessés

TURQUIE

Probablement provoquée par une bombe, l'explosion a eu lieu dans un centre commercial bondé au cœur de la capitale turque.

SIX PERSONNES ont trouvé la mort et plus de 70 ont été blessées, hier, dans une explosion qui s'est produite à l'heure de pointe dans un centre commercial d'Ankara, a indiqué le maire de la capitale turque, Melih Gokcek. Le bilan pourrait encore s'alourdir, alors que huit personnes étaient considérées hier soir dans un état grave.

L'explosion a rapidement été qualifiée d'« attentat terroriste » par le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan. Elle s'est produite peu avant 19 heures locales devant un centre commercial d'Ulus, un des deux grands quartiers commerciaux de la capitale turque. « La bombe a été placée à un arrêt d'autobus », a déclaré un policier sur les lieux.

Le PKK suspecté

D'après la chaîne de télévision NTV, l'engin utilisé était composé de plastic de type A-4, similaire à celui utilisé généralement par les séparatistes kurdes. La police a aussitôt bouclé le secteur et l'a fait évacuer.



L'explosion, qui s'est produite dans le quartier touristique d'Anafartalar, a soufflé les vitrines de nombreux magasins. Reuters.

Le premier ministre a souligné que l'attentat avait eu lieu à un moment où « nous prenions des mesures très délicates, en particulier avec l'approche de l'été ». Une référence à peine voilée au PKK, qui mène depuis 1984 une guerre séparatiste contre les forces de sécurité dans le sud-est du pays, à majorité kurde. Ces militants ont revendiqué ces dernières années plusieurs attentats à la bombe dans des centres urbains et surtout, pendant les mois d'été, dans des lieux touristiques du pays.

La Turquie traverse actuellement une période de fortes turbulences politiques. Des élections législatives anticipées sont prévues le 22 juillet en Turquie, le Parle-

ment d'Ankara ayant été incapable le mois dernier d'élire un président de la République à l'expiration du mandat du chef de l'État sortant, Ahmed Necdet Sezer. L'obstruction des partis laïques à l'assemblée a empêché le groupe majoritaire du parti islamo-conservateur AKP d'élire son candidat, le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül.

Gardien de la laïcité héritée d'Atatürk, l'état-major militaire a multiplié les signes de son opposition à l'élection d'un chef de l'État issu des rangs islamistes. Et plusieurs manifestations laïques, ayant réuni chacune 1 million de personnes, ont eu lieu ces dernières semaines à Ankara, Istanbul et Izmir.

(AFP, Reuters)

LE FIGARO

24 mai 2007

Les Kurdes ne revendiquent pas l'attentat d'Ankara

TURQUIE. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a démenti hier être l'auteur de l'explosion qui a fait six morts la veille, à une heure de grande affluence, devant un centre commercial d'Ulus, près du quartier historique d'Ankara. « Nous ne sommes aucunement liés à l'attentat », a déclaré le groupe séparatiste dans un communiqué, répondant ainsi aux autorités turques qui avaient privilégié la piste des rebelles kurdes.

Sur place, la police a retrouvé les parties d'un corps appartenant à un homme de 28 ans, disposant d'un casier judiciaire et qui ne figurait pas parmi les six personnes déclarées mortes dans l'atta-

que, a expliqué Kemal Önal, le gouverneur de la capitale turque. Le bilan de l'attentat passe ainsi de six à sept tués, avec le kamikaze, et cent blessés.

Des vêtements appartenant au suspect, identifié comme Güven Akkus, montrent qu'il a commis l'attaque avec du plastic qu'il portait sur lui, a souligné le gouverneur. Le mode opératoire de l'attentat et le type d'explosif utilisé, du plastic, sont les mêmes que lors d'attaques similaires commises dans le passé par l'« organisation terroriste », terme utilisé par les responsables turcs pour désigner le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit),

selon le gouverneur. Il a ajouté qu'Akkus aurait agi seul.

Ankara, cœur administratif du pays, avait été épargnée par les terroristes. L'attaque est survenue à l'ouverture de la saison touristique, une période généralement propice aux actions des séparatistes kurdes. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a évoqué hier la crainte de nouveaux attentats lors d'un discours devant l'association patronale Tüsiad, à Istanbul. « Nous avons eu des renseignements sur la probabilité d'attaques en période estivale dans les grandes villes et les centres touristiques », a-t-il dit.

(AFP)

Le Monde
Jeudi 24 mai 2007

Turquie, le retour des vieux démons

Les atermoiements de l'UE laissent face à face les conservateurs religieux et les nationalistes laïques, au détriment des forces démocratiques

On en croyait le temps révolu. Mais des bruits de bottes se font de nouveau entendre en Turquie. L'armée ne s'interdirait pas d'intervenir si elle jugeait que la situation le nécessite, faisait savoir un communiqué militaire en date du 27 avril. Un formidable déni à tous les efforts engagés depuis 1999 pour rapprocher la Turquie de l'Union européenne.

Bruxelles jouait alors le rôle de levier et de garde-fou vis-à-vis d'une Turquie qui voulait rompre avec ses vieux démons. Une sorte de consensus semblait apaiser le pays, comme si c'était désormais l'Union européenne, et non plus l'armée, qui veillait sur la paix civile, protégeant les républicains contre les dérives islamistes, comme aussi bien les religieux contre l'intervention militaire. Les partis « républicains » d'abord, puis le parti « islamique » au pouvoir depuis novembre 2002, commençaient à rejeter la tutelle militaire et à approfondir l'Etat de droit. Avec cet « e-coup » (le communiqué menaçant de l'Etat-major ayant été publié sur Internet), les européens et les europhiles turcs en sont pour leurs frais. Ils pourraient n'avoir plus grande prise sur ce qui se passe en Turquie. Les vieux démons sont de retour.

Car la menace de l'armée signifie que l'on revient sur le consensus. Le respect des grands principes « kémalistes » redevient l'impératif premier : la laïcité, mais aussi et surtout le nationalisme, un nationalisme identitaire et autoritaire, auxquels tout doit être subordonné. La phase d'apaisement est terminée, l'armée reprend son rôle de vigile.

S'il le fallait, le communiqué militaire enfonce le clou et reprend le fameux slogan kémaliste : « *Ne mutlu Türküm diyene* » (combien est heureux celui qui peut se dire turc), la phrase jouant sur le double sens de la nationalité qui unit et de la race qui exclut. C'est un nationalisme plus ethnique que celui qui a fondé la République turque, et beaucoup plus anti-occidental. Et les actes de violence

Alain Bockel

Professeur des universités d'Orléans et de Galatasaray (Istanbul)

Ariane Bonzon

Journaliste à Arte

qui ont ensanglanté le pays ces derniers mois, avec l'assassinat de l'éditeur d'origine arménienne Hrant Dink et le meurtre de chrétiens, ne sont rien d'autre que l'expression de la montée de ce sentiment nationaliste fort et intransigeant, parfois qualifié de « néo-nationalisme », sur lequel surfent les déclarations des militaires.

C'est donc que la « garantie européenne » a disparu, que l'on ne s'y fie plus. D'ailleurs cela est confirmé par l'effondrement des sentiments proeuropéens dans l'opinion publique. Les atermoiements de l'Union européenne et de ses principaux pays membres ont fini par décourager une attente qui fut très forte, et déjà se répand l'idée que la Turquie doit trouver son destin en elle-même.

La fin du rêve européen

Mais alors c'est le retour des extrémistes de tous bords : les « islamistes » d'un côté, les « néo-nationalistes » de l'autre, ainsi bien sûr que les partisans de l'autonomie kurde. Ces groupes se nourrissent de l'inquiétude et des méfiances de la population. Leur influence s'était affaiblie avec la grande aspiration populaire à l'entrée dans l'Union européenne, qui unissait la majorité, pour des motifs souvent très diversifiés. La dissipation progressive du « rêve européen » ramène les gens sur terre, et l'approche des élections législatives rappelle au Parti de la justice et du développement (AKP) qu'il se doit à son électorat conservateur et religieux, qu'il convient de remobiliser.

Le camp occidentalisé, quant à lui, voit ressurgir sa crainte d'un « agenda caché » des partis d'influence religieuse. Il n'a jamais vraiment cru en la sincérité démocratique de ces partis, dont les écarts de langage, il est vrai, pouvaient parfois prêter à équivoque, et son inquiétude croît. L'armée, ou plutôt son haut état-major, dégagée de sa retenue « européenne », s'en fait l'écho, et se met en garde. C'est sur ce terreau que les mouvements extrémistes vont prospérer et tenter d'instrumentaliser sentiments, aspirations et inquiétudes.

L'élection du président de la République va être le révélateur de ces tensions. Les kémalistes n'ont pu admettre que le poste de président de la République passe au camp adverse. C'est en effet une sorte de verrou : l'élection d'Abdullah Gül, le candidat présenté par l'AKP, correspondait à abandonner l'Etat à ce parti que l'on présente comme un parti islamiste. Inimaginable pour ceux qui se considèrent comme les propriétaires légitimes de cet Etat.

Il fallait l'empêcher coûte que coûte. On s'y est employé, au prix de ce que d'aucuns appellent un coup d'Etat constitutionnel : l'armée a élevé la voix, la rue a été mobilisée, la Cour constitutionnelle a couvert la manœuvre. Ce fut peut-être nécessaire pour faire tomber une tension qui s'élevait dangereusement. Mais n'est-ce pas jouer à l'apprenti sorcier ? La Turquie s'engage dans un long processus électoral aux enjeux capitaux : les élections législatives anticipées à la fin juillet, sans doute doublées d'un référendum sur l'élection présidentielle qui verra s'affronter les deux camps ; enfin, logiquement, l'élection présidentielle au suffrage universel.

Si, comme l'annoncent certains sondages, l'AKP franchit victorieusement toutes ces étapes, sa victoire sera légitime démocratiquement. Difficile de penser que ce processus inexorable de transfert légal du pouvoir entre les mains du parti AKP puisse se dérouler sans heurts. Mais cela se passera en Asie mineure, n'est-ce pas ? ■

Le pétrole du Kurdistan hypothéqué par les « incertitudes »

LA NOUVELLE a dû satisfaire les autorités du Kurdistan irakien qui n'ont cessé de proclamer leur ambition de transformer leur région en « nouveau Dubaï ». La compagnie norvégienne Den Norske Oljeslpek (DNO) a en effet annoncé, mercredi 16 mai, qu'après deux ans consacrés à l'exploration, elle était prête, dès juin, à lancer la production de pétrole sur le site de Tawke, au nord du Kurdistan d'Irak. Si elle y parvient, elle sera la première compagnie étrangère à extraire du brut irakien de l'ère post-Saddam Hussein.

Cet optimisme risque de se heurter à la loi sur les hydrocarbures qui n'a toujours pas été adoptée par le Parlement irakien et continue de susciter des débats houleux. Les initiatives du gouvernement régional kurde, signant des contrats sans en référer à Bagdad, ont été dénoncées à maintes reprises comme une attitude « séparatiste ». Début mai, le ministre irakien du pétrole, Hussein Chahristani, a averti qu'« aucun contrat ne serait considéré comme valide et légal » s'il était conclu avant l'adoption de la nou-

velle législation.

Le contrat de DNO pourrait donc être remis en cause. Pour Ruba Husari, experte de la revue de l'Energy Intelligence Group, en vertu de la loi discutée au Parlement irakien, la société de commercialisation d'Etat Somo est responsable de toutes les ventes de pétrole à l'étranger. Par ailleurs, la future compagnie d'Etat, Iraki National Oil Company, sera chargée de tous les oléoducs. Un accord avec Bagdad est donc vital pour écouler la production kurde.

De son côté, le ministre régional kurde de l'énergie, Ashti Hawrami, avait prévenu le mois précédent que le Kurdistan conclurait ses propres contrats si la loi n'avait toujours pas été adoptée fin mai. Dans un entretien accordé au *Financial Times* le 23 mars, il affirmait être en pourparlers avec de nouvelles compagnies. « Nous espérons que les opérateurs préféreront venir [au Kurdistan] pour s'y établir que d'investir dans le reste de l'Irak », ajoutait-il, précisant qu'il « existe quinze compagnies avec lesquelles nous voulons aboutir ».

Fort de presque 45 milliards de barils de réserves selon ses responsables, le Kurdistan n'est cependant pas parvenu à attirer les majors de l'industrie pétrolière, rebutées par les risques trop élevés en Irak, y compris dans l'enclave kurde du nord du pays pourtant relativement épargnée par la violence. Hormis DNO, seules deux sociétés turques, Petoil et General Energy, depuis associées au groupe kurde Eagle et à la compagnie canadienne Heritage Oil Corporation, se sont installées au Kurdistan.

Washington a également émis des critiques. Décembre 2006, le rapport Baker-Hamilton estimait que « les dirigeants kurdes s'étaient montrés particulièrement agressifs en imposant un contrôle indépendant de leur patrimoine pétrolier ». La politique du pétrole, ajoutait le rapport, « peut mettre à mal les efforts pour créer un gouvernement central unifié ».

M. Hawrami affirme au contraire avoir fait preuve de bonne volonté. « Nous avons accepté de revenir sur des points pourtant essentiels, comme la centralisation des revenus du pétrole, expliquait-il récemment au Monde. Ce que nous revendiquons, en accord avec la Constitution, ce sont des revenus partagés et répartis de façon juste et équilibrée. »

Vétusté des raffineries

La redistribution des revenus doit s'effectuer aux différentes provinces sur la base de leur population. Bagdad s'appuie sur des esti-

mations démographiques qui portent à 17 % la proportion de Kurdes dans la population irakienne. Le gouvernement kurde revendique, lui, 24 %, un pourcentage correspondant au score qu'il a obtenu aux élections de janvier 2005.

Enfin, de façon pratique, se posent les questions de la vétusté des raffineries et des problèmes liés au transport. L'annonce de DNO d'un début de production dès juin laisse sceptiques les experts pétroliers, à l'instar de l'Irakien Mohammed Ali Zainy du Centre for Global Energy Studies, un centre d'études énergétiques londonien : « DNO n'a pas de débouchés à l'exportation. L'oléoduc turc est fermé et celui du sud, via Bassora, n'est pas opérationnel. Par ailleurs, il n'existe pas de raffineries locales dignes de ce nom pour absorber cette production. »

Une situation qui inquiète aussi les investisseurs au Kurdistan, comme l'explique au Monde Ilmur Cevik, puissant entrepreneur turc installé à Erbil : « Les gens recherchent des profits à court terme. Ils peuvent extraire du pétrole mais, après, comment le vendre sans l'aide de la Turquie ? Les raffineries sont un autre problème. Il en est question partout mais il n'en existe aucune. Qui accepterait d'investir autant d'argent alors que règne tant d'incertitude ? Même le plus riche de tous les cheiks va se poser la question de la sécurité et, surtout, de quoi sera fait demain. »

CÉCILE HENNION

(AVEC MARC ROCHE À LONDRES)

COURRIER INTERNATIONAL N° 864 37 DU 24 AU 30 MAI 2007

KURDISTAN IRAKIEN

« Nous n'avons rien d'autre que le pétrole »

Bravant l'autorité du gouvernement central de Bagdad, le Kurdistan irakien s'ouvre aux entreprises étrangères désireuses d'exploiter ses gisements pétroliers, révèle le *Financial Times*.

Enfant, Islam Tahir Aziz aimait jouer avec le pétrole brut qui s'écoulait naturellement à la surface du sol, près de la maison familiale de Tawke, un minuscule village isolé du nord-est de l'Irak. Aujourd'hui encore, ses vêtements sont souillés de pétrole. Agé de 35 ans, il travaille sur un site exploité par la compagnie norvégienne DNO, qui commencera bientôt à extraire commercialement du pétrole, une première en Irak depuis la chute de Saddam Hussein. La production pétrolière a chuté de 30 % par rapport aux sommets atteints avant

la guerre, et rien ne laisse prévoir un prochain rebond. Mais la stabilité relative dont jouit la région semi-autonome du Kurdistan irakien devrait permettre à la société norvégienne d'être opérationnelle à partir de juin.

L'accord n'en suscite pas moins une polémique, en particulier avec le gouvernement du Premier ministre Nouri Al-Maliki, qui craint que les autorités kurdes ne signent d'autres contrats pétroliers sans consulter Bagdad. Il n'est pas certain non plus que ces accords soient légaux. Le Parlement n'a pas encore voté la loi sur le pétrole. Le vote a été retardé pendant plus d'un an par une série de litiges entre les autorités fédérales et le gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Le gouvernement central a approuvé en février un projet de loi qui devrait, selon lui, être

adopté fin mai au plus tard par le Parlement, une date butoir que certains responsables jugent irréaliste. En attendant, Bagdad estime que le GRK a outrepassé ses compétences en signant des contrats comme celui passé avec DNO avant même que le pays n'ait adopté une politique pétrolière nationale.

Ce à quoi les Kurdes rétorquent que le système fédéral prévu par la Constitution de 2005 leur donne le droit de signer de tels accords, et que l'incapacité de la classe politique de Bagdad à convenir d'une loi ne devrait pas bloquer le développement urgent de leurs ressources. Pourtant, DNO a signé son contrat en juin 2004, bien avant la formation du gouvernement national irakien. Près de là, à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, les Chinois forment deux nouveaux puits

exploratoires, et un troisième est déjà prévu. « Nous n'avons jamais eu accès à cet endroit auparavant, à cause des guerres et de l'embargo [de l'ONU] », rapporte Sun Ming, qui supervise les opérations sur l'un des deux sites.

Face aux difficultés, DNO peut compter sur les autorités kurdes, qui lui apportent un soutien aussi inébranlable que s'il s'agissait d'une entreprise nationale kurde. Pour la région, le pétrole représente un atout qu'elle peut mettre en avant dans ses querelles politiques avec Bagdad. Elle devrait en tirer 1,7 million de dollars par jour. « Nous n'avons rien d'autre que le pétrole », rappelle Tahir Aziz à l'heure de la pause. « Les Kurdes ne peuvent pas être indépendants s'ils ne l'exploitent pas. Mais maintenant, nous avons notre propre pétrole », souligne-t-il en montrant fièrement du doigt son derrick.

Javier Blas, *Financial Times*, Londres

IRAK



DU 24 AU 30 MAI 2007 —

Un pays sous influence iranienne

La présence du grand voisin perse ne se limite plus aux sphères politique et religieuse. Elle se fait désormais fortement sentir à tous les niveaux de la vie économique et sociale.

ASHARQ AL-AWSAT

Londres

Quand on se promène dans les souks de Bagdad, on se rend compte à quel point l'Irak est envahi de marchandises iraniennes de toutes sortes. A la pharmacie, on demande au client s'il souhaite des médicaments de fabrication occidentale, jordanienne ou iranienne. Et, comme ceux d'Iran sont les moins chers, la réponse est presque toujours au bénéfice de ces derniers. Dans les magasins d'électroménager, le persan n'est pas seulement omniprésent sur les emballages, c'est aussi la langue parlée par les vendeurs pour négocier avec leurs fournisseurs iraniens. Il en est de la langue comme de la monnaie, et on peut désormais payer ses achats en rials iraniens dans la plupart des villes.

L'influence iranienne est particulièrement perceptible dans les villes du Sud chiite. A Kerbala et à Nadjaf, ce sont les pèlerins qui envahissent les rues [ces deux villes abritent les mausolées de grandes figures du chiïsme]. Selon un vendeur de vêtements de Nadjaf, "cet afflux a valu à la ville un important essor économique". Mais c'est surtout Kerbala qui en profite, puisque c'est là où la plupart des pèlerins séjournent à l'hôtel. Dans les deux villes, les images pieuses sont omniprésentes sur les murs, grâce à des affiches imprimées en Iran et portant des inscriptions en persan.

Malgré les avantages économiques, les habitants sont nombreux à s'en plaindre. "Les Iraniens ont apporté la drogue", affirme un fonctionnaire à la retraite. "Il n'y en avait pas chez nous, avant, mais aujourd'hui, le haschich se vend presque ouvertement dans la rue. Les gens viennent même de Bagdad pour en acheter. La police a arrêté des familles entières qui étaient venues

s'installer ici pour faire du trafic." Un autre se plaint de la pratique du mariage temporaire [institution contestée mais répandue dans le chiïsme iranien] : "Nous, ici, les chiïtes d'Irak, ne pratiquons pas cette forme de mariage. Mais aujourd'hui, c'est courant de voir des Irakiens en conclure un avec des Iraniennes. Pire, des Irakiennes se proposent pour cela. Elles y sont poussées par la misère, déplore-t-il. Je ne suis pas un homme de religion et je ne veux pas faire de la morale, mais en tant qu'enseignant, j'ai consacré ma vie à l'éducation de nos jeunes. Cela me fait



◀ Dessin de Khavar, Téhéran.

de la peine de les voir aujourd'hui courir après du haschich et contracter des mariages d'une heure au lieu de travailler et de fonder des familles solides."

Le phénomène le plus important réside dans l'influence culturelle qu'exerce l'Iran sur la jeunesse irakienne. Pour toute une génération, du moins dans les villes chiïtes, la première langue étrangère n'est plus l'anglais mais le persan. De même, les mots et

expressions qui ont trouvé leur place dans la vie quotidienne sont légion. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre des jeunes se saluer par un "khoubi" persan au lieu du "keyf al-hal" (arabe littéraire) ou du "chlonak" (arabe dialectal irakien). Dans les taxis, on entend des chansons iraniennes, souvent chantées à tue-tête, comme s'il s'agissait de mieux afficher son rejet des tubes arabes. Quant aux jeunes filles, la plupart d'entre elles ont délaissé le hijab arabe pour adopter le tchador iranien. Selon une étudiante, "le tchador est plus adapté à notre époque puisqu'on peut choisir la couleur en fonction de la mode et qu'il permet de souligner la féminité en laissant dépasser quelques mèches".

Si la présence iranienne est plutôt bien acceptée par la population, elle l'est moins par la classe politique. On se rappelle le tollé suscité par la proposition d'un député de reconnaître les Iraniens en tant que quatrième composante ethnique du pays, en plus des Arabes, des Kurdes et des Turkmènes. Quant à Ayad Jamaledine, député affilié au parti de l'ancien Premier ministre Iyad Allaoui [chiïte, mais hostile à la prégnance confessionnelle

sur la vie publique], il regrette que "l'Irak domine le marché irakien des fruits et légumes et qu'il n'y ait plus une ville ou un village où l'Iran n'ait pas financé un centre culturel ou une bibliothèque. A cela s'ajoute le prestige de certains dignitaires iraniens auprès des fidèles chiïtes."

L'IRAN FINANCE DES PARTIS POLITIQUES ET ARME DES MILICES

De son côté, le député Mithal Alousi [pro-occidental qui s'était fait connaître en se rendant en voyage en Israël] estime que l'influence iranienne en Irak est entrée dans une nouvelle phase. "Jusqu'à présent, l'Iran finançait des partis politiques et armait des milices. Désormais, cette influence s'exerce également sur l'économie." Pour illustrer ses propos, il cite le secteur de l'imprimerie : "Le ministre de l'Education a confié l'impression de manuels scolaires à des entreprises iraniennes, sous prétexte que leurs prix étaient inférieurs. Or tout le monde sait qu'il s'agit de prix subventionnés." Plus inquiétantes à ses yeux sont les tentatives pour "contrôler la téléphonie mobile". "Récemment, le gouvernement de Bagdad a levé l'interdiction faite aux entreprises publiques étrangères de faire des offres publiques et, depuis, on peut craindre que l'Irak parvienne à assoir sa domination sur ce secteur sensible pour notre sécurité nationale." Mais le cœur du problème est ailleurs : "L'Irak contrôle notre approvisionnement en énergie. La quasi-totalité de notre essence, de notre gaz et de notre électricité est de provenance iranienne. Quand on sait cela, on peut imaginer les conséquences qu'aurait pour nous une aggravation des tensions entre l'Irak et les Etats-Unis."

Moued Fayyad

Attacks put Turkey in a bind over rebel Kurds

The Associated Press

ISTANBUL: A roadside bomb that killed six Turkish soldiers Thursday and a deadly suicide bombing on Tuesday have intensified debate in Turkey about whether to attack Kurdish rebels operating across the border in northern Iraq.

The attack Thursday, on a military vehicle in rugged terrain in southeastern Turkey near the border with Iraq, and the suicide bombing, on a bustling thoroughfare in Ankara, took place amid growing frustration over the Kurdish rebel group PKK. The rebels have stepped up cross-border raids from hide-outs in northern Iraq.

But the PKK denied involvement in the bombing Tuesday, which was outside a shopping mall and killed six people and wounded dozens. The group accused the Turkish military of trying to win support from the United States for an incursion into Iraq.

Any military action would be unlikely to take place before early general elections on July 22 that were organized as a way to resolve a political conflict between the Islamic-leaning government and the military-backed, secular establishment.

The United States has urged Turkey to show restraint, fearing that a cross-border operation could disrupt efforts to stabilize Iraq.

Turkish military action in Iraq could benefit the rebels by subjecting civilians on both sides of the border to hardship reminiscent of more intense fighting in the 1980s and 1990s, undermining a degree of reconciliation between Turkey and the Kurds.

Turkey has granted more rights to the Kurds as part of its effort to join the European Union.

Past cross-border operations have yielded mixed results, with many guerrillas sheltering in hide-outs and emerging to do battle again once the bulk of Turkish units withdrew from Iraq.

The roadside bombing Thursday, which happened near the southeastern town of Şirnak, also wounded 10 soldiers, the governor's office said.

Thousands of Turkish troops are pursuing Kurdish guerrillas in the area in a conflict that has killed tens of thousands since rebels took up arms in 1984.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan urged Washington to crack down on separatists based in Iraq.

"If the terrorist organization is based in northern Iraq, then the United States must fulfill its responsibility," Erdogan said, referring to the Kurdistan Workers' Party, known by its Kurdish initials PKK.

The U.S. military, however, is overstretched in its fight against Sunni insurgents and Shiite militias in other parts of Iraq.

"It is out of the question for us to fall into a disagreement with our security forces, soldiers, on this issue," Erdogan said on ATV television late Wednesday in response to a question about where he stands on a possible cross-border operation.

In April, the Turkish military chief, General Yasar Buyukanit, said that "an operation into Iraq is necessary."

The Turkish military says that as many as 3,800 rebels are based just across the border in Iraq and that up to 2,300 operate inside Turkey.

Turkey is also concerned that Iraqi Kurds' efforts to incorporate the oil center of Kirkuk into their self-governing region in northern Iraq could embolden rebels seeking self-rule in southeast Turkey.

One analyst told NTV that a pre-election incursion was unwise because it would dominate the political debate ahead of the July 22 vote.

"The incursion is necessary, but it needs to wait for two months," said Senol Kantarci, chief adviser for the Turkish Center for International Relations and Strategic Analysis.

In the PKK's statement on the suicide bombing, commanders of the group said, "We openly declare that we have no involvement and do not approve of this kind of act."

The PKK has denied involvement in similar attacks in the past. In some cases, militants suspected of ties to the rebel group later claimed responsibility.

NTV television, quoting police officials, said the bomb was made of plastic explosives. The military says the PKK is smuggling hundreds of pounds of plastic explosives into the country from Iraq.

The Turkish authorities have identified the bomber as Guven Akkus, a 28-year-old from the Kurdish southeast who spent time in prison for hanging illegal posters and taking part in the beating of a policeman during May Day demonstrations. Officials did not describe the posters.

25 killed in Baghdad truck blast

By David S. Cloud

BAGHDAD: A truck laden with explosives detonated near a market in southwest Baghdad on Tuesday, killing 25 and wounding more than 100 in the latest in a series of devastating attacks that have set back the American-led effort to stabilize the capital.

The blast destroyed houses and shops, leaving a deep crater and a wide swath of bodies and charred vehicles near the crowded Shaabiya market, in the largely Shiite neighborhood of Amil, witnesses said.

Abu Muhammad, a shop owner, wit-

nessed the event. "All of a sudden, I heard a loud explosion," he said. "There was a big cloud of dust and a piece of metal fell in front of my shop. I thought it was part of a vehicle."

At least 114 people were wounded, according to an Interior Ministry official, including schoolgirls who had finished exams at a nearby intermediate school, according to a witness interviewed by phone who was shopping at the time with his mother.

Witnesses described a scene of confusion and mayhem as survivors ran in panic and rushed to transport the wounded and remove the dead as water from broken pipes and blood covered the streets.

Insurgents have stepped up their use of large car bombs, especially in Shiite neighborhoods, a tactic that American commanders acknowledge still has the potential to ignite sectarian bloodletting, which has shown some signs of diminishing recently.

"Something this large obviously could have been much worse had it been inside the market," said Lieutenant Colonel Christopher Garver, a spokesman for American forces in Baghdad.

Shortly after the attack Tuesday, witnesses said Mahdi army members, the Shiite militia loyal to Moktada al-Sadr, began firing weapons into the air, apparently to disperse the crowd. They later exchanged gunfire with American troops and Iraqi police officers who arrived and sealed off the area, the witnesses said.

Also, in Adhamiya in northern Baghdad, mortar shells killed 4 and wounded 25, most of them students at Ibn al-Haitham College, witnesses said.

And in Diyala Province, attackers at a fake roadblock killed a man, woman and their four children, the police said.

Ali Adeeb and Khalid al-Ansary contributed reporting for this article.

Assad grows into role of Syria's iron ruler

By Hassan M. Fattah

DAMASCUS: Inside the tent, the trappings of a modern election campaign were on display — jingles playing, flags waving, confetti coating the floor and posters of President Bashar al-Assad hanging near the stage.

Outside, however, Syria's realities were evident. Government security men manhandled anyone trying to come in and blocked reporters from covering the rally — one of several held across the country recently — funded by one of Syria's most powerful oligarchs. The sparse crowd hinted at growing popular fear of the future and apathy about Syrian politics.

Only a year ago, Assad faced so many troubles that some Syrians began questioning his political survival.

His troops had been forced out of Lebanon, his government faced allegations of collusion in the assassination of former Prime Minister Rafik Hariri of Lebanon, and the Bush administration had imposed sanctions that affected everything from the fleet of Boeings in Syria's national airline to medical equipment used in hospitals. Waning oil reserves hinted at economic collapse and the European Union delayed signing a much-needed trade agreement.

But as he prepares to be overwhelmingly "re-elected" on Sunday to a second seven-year term, Assad seems very much in control, with his rivals isolated, his critics increasingly in prison or fearing retribution, and international pressure having eased significantly.

He has consolidated power around his immediate family and rewarded those who have been loyal. He has continued to reap the benefits of Washington's troubles in the region. And in Lebanon, Syrian-backed unrest is growing.

"Syria has a great deal of confidence now," said Abdel Fattah Al-Awad, editor in chief of the government-run newspaper Al Thawra. "The country is convinced that the major pressures that once faced us have disappeared. We want to offer security — that's what we offer. The Americans, they offer Iraq, which is chaos."

Assad came to power seven years ago on a wave of optimism, promising to bring change and to rule differently than

his iron-fisted father, Hafez, did. But as he prepares for another term in a so-called national referendum, Assad has increasingly begun to emulate his father.

Where political campaigners openly called for change several years ago, today many have landed in jail in a government crackdown on dissent. Others have shrunk from public life.

Few Syrians would even speak on the record for this article, fearing reprisal.

Assad once focused his speeches on reform and economic development; today he speaks of security and stability. A small group of businessmen close to him have cornered the majority of Syria's economy. Some foreign investors from the Gulf, encouraged to invest in Syria, have found themselves inured in webs of corruption that have delayed their projects.

"The Bashar of 2000 was a young, new leader who embodied the promise of change," said Emile Hokayem, a research fellow at The Henry L. Stimson Center in Washington. "As he prepares for a new term, there is more repression in Syria, a hardening of the regime's stands, and little movement on economic reform. Syria's ills are as acute as they were seven years ago."

Most of all, Assad has sought to prove to Syrians that he is a survivor, like his father, who brought stability to Syria under the Baath party, but dominated almost every part of society through a network of omnipresent informants and the dreaded secret police, known as the Mukhabarat. The elder Assad held his grip over the country for 32 years under an authoritarian government that not only helped end Lebanon's civil war but also put Syria in control over its politics and economy.

"We used to say he was not as clever as his father," said one respected doctor in Damascus, who spoke on condition of anonymity for fear of retribution. "But now things are different. I wasn't so confident of him before, but he has gained good experience."

Assad made three critical bets that proved successful, analysts here say. He bet that the U.S. occupation of Iraq would falter, hampered in part by Syria's funneling of militants to Iraq, and that Syria would become a critical part of any effort to stabilize the country.

He maintained support for Hezbollah

in Lebanon, which, when it survived a war with Israel last year, became a powerful Lebanese force that could spoil American ambitions there and further define Syria as a power that must be dealt with. And just as important, he maintained support for Hamas and other Palestinian militant groups, ensuring a Syrian role in any future Israeli-Arab peace effort.

Syria's alliance with Iran, too, brought needed economic and political support and made Syria an important go-between to Iran. When British marines in southern Iraq were taken hostage by the Iranians recently, the Syrians played an important part in getting them released.

Soon European officials and, later, American congressional delegations, including the speaker of the House, Nancy Pelosi, began visiting Damascus, chipping away at America's isolation policy.

When Secretary of State Condoleezza

Rice spoke with her Syrian counterpart, Walid al Moallem, on the sidelines of an Iraq conference in Sharm El-Sheikh, Egypt, the Syrians quickly painted the

Only a year ago, he faced so many troubles that some began questioning his political survival.

30-minute meeting as a strategic victory. Though little was discussed, the meeting's symbolism was critical.

"Whoever wants to isolate Syria is in fact isolating himself from the region's issues, because Syria has a rightful role," Assad said in a speech before Parliament last week, appearing confident and defiant. The Bush administration's attempt to isolate the country, he said, "has seen nothing but failure."

Critics fear that an emboldened government will become even more repressive and reliant on its security apparatus. After years of tolerating the fractious opposition movement, the government cracked down on opposition figures last year, hoping to turn several prominent figures into examples, opposition campaigners say.

On Sunday, a court sentenced four, including Michel Kilo, a prominent Syrian writer and columnist, to three years in prison for "spreading false news, weakening national feeling and inciting sectarian sentiments." Kilo was arrested after signing the so-called Beirut-Damascus Declaration, which calls on Syria to respect Lebanon's territorial integrity.

Just a few days earlier a court sentenced Kamal Labawani, a Syrian physician and opposition leader, to 15 years for "communicating with a foreign country and inciting it to initiate aggression against Syria" after he met with Bush officials in Washington.

They languish together with an estimated 3,000 other political prisoners still in Syrian prisons.

The government still has much to fear, however. Despite Syrian efforts to stymie the establishment of a United Nations-backed tribunal in Lebanon to try suspects connected to the assassination of Hariri, deliberations about the court continue. The Syrians fear that the tribunal could call on senior regime figures to testify or, worse, to indict them.

On Monday, Lebanon's prime minister, Fouad Siniora, requested that the UN Security Council proceed to create the tribunal despite objections from Lebanon's opposition, which has refused to

hold a session of Parliament to vote on a Lebanese plan to establish the court.

The government has also been under pressure to show some form of change domestically. A successful boycott of parliamentary elections last month, fueled by political apathy, resulted in low turnout that both embarrassed the government and put the legitimacy of the

body in question, analysts say. Assad's allies intend to make sure that the same is not repeated in the national referendum.

Meanwhile, a continuing flood of Iraqi refugees has also strained Syria's economy, costing the country up to \$2 billion a year in subsidies and expenses.

Many expect the referendum to be a turning point, but they differ on its di-

rection. Some hope that Assad will begin reforms and pardon the jailed reformers; others fear that the referendum will further embolden the government to take an even tougher line domestically and cement its position.

La Croix JEUDI 24 MAI 2007

Après l'attentat de mardi, la Turquie soupçonne le PKK

L'explosion d'une bombe portée par un kamikaze qui a fait sept morts, mardi soir à Ankara, pourrait être le fait de l'organisation séparatiste kurde

ANKARA

De notre correspondant

Jusqu'à présent, Ankara jouissait d'un calme relatif. Moins visée qu'Istanbul et les villes touristiques du pays, la capitale turque a pourtant été victime avant-hier soir de l'un des attentats les plus sanglants de son histoire. Selon le bilan établi hier après-midi, sept personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées, lors d'un attentat suicide. L'explosion a eu lieu à 18h50, à l'extérieur d'un centre commercial très fréquenté du quartier commerçant et touristique d'Ulus.

Attentat ou accident, la police a dans un premier temps joué la prudence. Mais depuis hier, les doutes semblent levés, malgré l'absence de revendication. En début d'après-midi hier, le gouverneur d'Ankara a confirmé l'hypothèse d'un attentat suicide. Le kamikaze, identifié grâce à deux doigts retrouvés sur les lieux, serait un jeune homme de 27 ans, né à Sivas, qui a passé deux années en prison pour avoir notamment résisté à la police.

Était-il membre du PKK, l'organisation séparatiste kurde classée comme terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne? Pour l'instant, rien ne l'indique, si ce n'est la méthode et le type

d'explosifs employés qui «coïncident avec ceux de l'organisation terroriste séparatiste», a expliqué le gouverneur. Des traces de plastique A-4, habituellement utilisé par le PKK, ont été retrouvées sur les lieux du drame. Le PKK a démenti hier toute implication.

Visiblement ébranlé, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est rendu sur place deux heures après les faits. Il a immédiatement appelé de ses vœux la création d'une plateforme internationale de lutte contre le terrorisme. Quelques minutes plus tard, devant un hôpital de la ville, le chef d'état-major, le général Büyükanit, affirmait craindre d'autres attaques dans d'autres villes.

L'un des chefs du parti séparatiste avait menacé d'attaquer Ankara après une récente série d'attentats à Erbil, capitale administrative du nord de l'Irak, y voyant la main des services secrets turcs.

«Qui nourrit le terrorisme? Voilà où il faut tourner notre regard», a-t-il lancé. Allusion très claire au Kurdistan irakien, accusé par Ankara de protéger les membres du PKK installés dans les montagnes du nord de l'Irak. Le chef d'état-major multiplie depuis des mois les pressions afin de pouvoir intervenir

de l'autre côté de la frontière pour frapper les camps du PKK.

Les médias rappelaient hier matin que l'un des chefs du parti séparatiste avait menacé d'attaquer Ankara après une récente série d'attentats dans la ville d'Erbil, capitale administrative du nord de l'Irak, y voyant la main des services secrets turcs. Depuis plusieurs semaines, l'armée turque mène des opérations d'envergure dans le sud-est du pays. Preuve de la tension croissante, deux personnes dont une femme, soupçonnées de planifier des attentats suicides, ont été arrêtées hier à Adana dans le sud-est du pays, en possession d'explosifs et de grenades.

L'un des membres du parti kurde DTP faisait récemment part à *La Croix* de ses craintes de possibles violences. «*Tout dépendra des signaux donnés par le gouvernement et le chef de l'État*», affirmait-il. *Si la pression sur notre parti continue, il peut y avoir des soulèvements et peut-être même une guerre.*» En début d'année, plusieurs dizaines de membres du DTP avaient été inculpés et interpellés et, il y a quinze jours, le Parlement turc modifiait la Constitution afin de rendre plus difficile l'élection de candidats de ce parti lors des élections législatives du 22 juillet.

Certains journaux se demandent par ailleurs si l'explosion de mardi n'a pas manqué sa cible. Le kamikaze se serait fait exploser peu avant un dîner, dans le cadre d'un salon de l'armement, auquel devaient participer une vingtaine de ministres étrangers et le général Büyükanit.

DELPHINE NERBOLLIER

Sadr resurfaces in Iraq after 4-month absence

Cleric calls for an end to sectarian violence

By John F. Burns

BAGHDAD: The populist Shiite cleric Moktada al-Sadr appeared in public for the first time in months on Friday to deliver a fiercely anti-American sermon and offer himself in a new guise as a nationalist intent on bridging the divide between Iraq's warring communities of Shiites and Sunnis.

After what American officials have described as a lengthy period of refuge in Iran, Sadr, 33, made his reappearance at the mosque in Kufa, a Shiite holy city 160 kilometers, or 100 miles, south of Baghdad, where he made his last public appearance in October. The mosque has been the cleric's favorite redoubt since he emerged early in the Iraqi conflict as the leader of the Mahdi army, a powerful anti-American militia that has made Sadr a crucial player in the struggle for power in Iraq.

"No, no, no to Satan! No, no, no to America! No, no, no to occupation! No, no, no to Israel!" Sadr told about 1,000 worshipers, frequently mopping his brow in the heat of Iraq's early summer.

He renewed earlier demands for a timetable for an American troop withdrawal, saying the Iraqi government "should not extend the occupation even for a single day." But he avoided setting a deadline, perhaps because of widespread fears among Iraqi Shiites that Iraq's new Shiite-dominated army and police are far from ready to stand alone against the Al Qaeda groups and Baathist diehards who have driven the Sunni insurgency.

Sadr coupled his call for an American pullout with an offer of a new alliance

with Iraq's minority Sunnis, thousands of whom have been killed or driven from their homes over the past year by Shiite death squads. Many of these death squads have been offshoots of the Mahdi army, who have struck in revenge for a relentless Sunni insurgent campaign of bombings aimed at Shiite civilians.

At about the same time he was delivering his sermon, Iraqi special forces killed a top leader of the Mahdi army in the southern city of Basra, according to Reuters. Abu Qader and at least one aide were shot after leaving Sadr's office in the center of the city, the British military said. British troops have stepped up operations against Shiite militias as they prepare to hand over Basra to Iraqi security forces later this year.

In his sermon, Sadr said he had ordered the Mahdi army not to attack Sunnis, and to end clashes with the Iraqi Army and police, which he described, in reference to the Shiite predominance in their ranks, as "our brothers." But his strongest appeal was for a new alliance between Shiites, Sunnis and Christians. "I want to say now that the blood of Sunnis is forbidden to everyone, they are our brothers in religion and in nationality," he said.

"And let our Christian brothers know that Islam is a friend to our minorities and to other faiths, and seeks dialogue with them," he added.

According to American officials familiar with intelligence reports, Sadr left Iraq in January for sanctuary in Iran, which has been a major source of arms and finance for the Mahdi army. The Americans, who said earlier this week that Sadr had slipped back into Iraq

about a week ago, suggested that the cleric, in fear of arrest or assassination, may have sought refuge in Iran ahead of the American troop buildup ordered in January by President George W. Bush.

Sadr's absence from Iraq always has been denied by his spokesmen, who insisted that he had never left.

The cleric has rarely made public appearances in the four years since the American-led invasion. His political views have been equally elusive as he juggled alliances and enmities in a way that has made him a formidable but unpredictable force. That pattern was evident again Friday, when he left political opponents guessing as to why he chose to resurface in Iraq now.

One theory that has gained widespread currency is Baghdad is that Sadr, during his time in Iran, saw his power in Iraq eroding. In his months away, Shiites in Sadr City and elsewhere have suffered regularly from suicide bombings, some of them claiming scores of victims. Inevitably, the cleric's absence led to talk among Shiites of his having chosen personal safety over his responsibilities to the people he claims to lead.

Allied to this has been the gradual dismemberment of key parts of the Mahdi army as American and Iraqi forces have staged raid after raid on Mahdi army cells, especially in Sadr City. The raids have had an opaque dimension, politically, with American commanders and senior officials in the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, who is a political ally of Sadr's, claiming that most if not all of the dozens of "terrorist leaders" killed and captured in the raids have been from "rogue" and "criminal" groups that have broken with Sadr.

These claims have had the benefit for Maliki of avoiding the appearance of declaring war on a political partner, Sadr, whose 30-member parliamentary bloc provided Maliki with the margin of votes he needed to become prime minister a year ago. For Sadr, the formula has had a face-saving quality, and, American commanders say, has helped eliminate elements of the Mahdi army that posed the threat of future challenges to his leadership.

Other elements in the shifting political landscape in Iraq may have helped bring Sadr back. With mounting pressures in Congress and public opinion in the United States for an American troop withdrawal, Iraq's feuding political parties have begun to look beyond the time when the American military presence will be the decisive element in the quest for political power.

Sadr's appearance came as the American military announced Friday that six more soldiers had died in Iraq, five on Thursday and one on Tuesday, according to Reuters. April was the worst month this year for the American military since the invasion, with 104 soldiers killed. About 90 have been killed in May so far.



Ali Abu Shish/Reuters

Among German Turks, every generation is first generation

For German Turks, foreign brides

By Christopher Caldwell

Since last fall, the Islamkonferenz, a 30-member panel set up by the German interior minister, Wolfgang Schäuble, has devoted much of its time to the way ethnic minorities meet, mate and marry — particularly the almost three million German residents of Turkish descent, more than one-third of whom have German citizenship.

The panel, intended to create a “German Islam,” includes a wide variety of voices, religious and otherwise. There is the largely Arab and conservative Central Muslim Council. There is the Turkish Islamic Union for Religious Affairs, established in Germany by the Turkish government to help with mosque-building, burials and other religious arrangements. But there are also 10 independent members appointed without regard to their religious views.

Marriage is not just an aspect of the immigration problem in Germany; to a growing extent, it is the immigration problem. Starting in the 1960s, millions of Turkish “guest workers” were imported to provide manpower for the German economic boom. The guest-worker program was ended in 1973, but large-scale immigration from Turkey has scarcely abated since.

For years, political asylum was relatively easy for Turks to obtain, but since the 1990s, Germany, like most European countries, has steadily tightened its criteria. This leaves open only one avenue for non-European men and women who want to enter Germany legally: marriage to someone with legal residency in the country.

Fortunately for would-be immigrants, young ethnic Turks in Germany have a strong tendency to marry people from the home country. Exact statistics are hard to come by, but it is possible that as many as 50 percent of Turks (a word that in common parlance often includes even those with German citizenship) seek their spouses abroad, according to Schäuble, the interior minister.

For most of the past decade, according to the ministry, between 21,000 and 27,000 people a year have successfully applied at German consulates in Turkey to form families in Germany. That means roughly half a million spouses since the mid-1980s, which in turn

means hundreds of thousands of new families in which the children’s first language is as likely to be Turkish as German.

Binational marriage alarms many Germans for two reasons. First, it allows the Turkish community to grow rapidly at a time when support for immigration is low. Second, such marriages retard assimilation even for

those Turks long established in Germany. Teachers often describe children of guest workers who were star pupils three decades ago but whose own children, although born in Germany, struggle to learn German in elementary school. After half a century of immigration, every new generation of Turks is still, to a large extent, a first generation.

Turkish marriages are often arranged by parents. A 2003 study by the Federal Ministry of Family found that a quarter of Turkish women in Germany did not even know their partners before they married. The rural Anatolian practice of marrying relatives, usually first cousins, is frequent.

Domestic violence is high. And last year, the Federal Criminal Investigation Agency found that in the preceding five years, 45 “honor killings” were carried out by Turkish or Kurdish families in Germany against women deemed to have strayed, usually by dating Europeans or adopting Western fashions. It

probably does not take more than a few such incidents to intimidate young Turkish women.

The tragedy of imported brides, Necla Kelek writes, is that they “will live in Germany but never arrive there.” Kelek, a Turkish-German woman, is an independent member of the Islamkonferenz. She was born in Istanbul and came to Germany as a young girl in the 1960s. She earned a doctorate in sociology but has since turned to more literary writing.

Her best-selling book “The Foreign Bride” is a memoir — although it might be better described as a polemic — about Turkish women imported as wives. It relies on Kelek’s family anecdotes, on dozens of interviews conducted in mosques in Hamburg and Lower Saxony, and on government studies. It is in large part because of her books that some Germans who once viewed Turkish marriage practices as none of their business now see it as a pressing crisis.

“I have a special role in this debate,” Kelek said over dinner in East Berlin, where she lives. “It is to say, ‘Watch out!’”

Few deny that Kelek has identified a genuine problem. A 2002 Berlin Senate report (cited in her book) documented hundreds of complaints about forced marriages. But there is some controversy over what a “forced marriage” means. In Turkish culture, people tend to discuss liberty in terms of the family rather than in terms of the individual. If



Murat Türemis

In Marxloh, Germany, where half of the 18,000 residents are immigrants or children of immigrants, construction of the largest mosque in Germany is nearing completion.

you look at things this way, then Turkish-style betrothals are just the kind of consultation you would expect in a close family.

From an individual point of view, however, the intense involvement of parents in the child's marriage decision looks like a severe constraint on personal freedom. Many Turks call this a simplistic view. It blurs the distinction between parental persuasion and heartless coercion, they say.

Like Ayaan Hirsi Ali in The Netherlands, Kelek has been accused of "Enlightenment fundamentalism," a tendency to defend secular values too dogmatically. Some say she has made Islam too central to her explanation of violence against women.

The topic of marriage comes up often among Turks in places like Duisburg, where the Rhine and the Ruhr meet, and where mining and industry link up to the biggest inland port in Europe. In decades past, tens of thousands of Turks came to work in the city's steel plants and in its archipelago of coal mines.

But today there are only 20,000 industrial jobs left in the city. Duisburg's population, 608,000 in the 1970s, has fallen to less than half a million. As the number of older, German-born residents dwindles, their children move in search of work, and the number of Turks living there continues to grow.

According to the mayor's office, there

Brides imported from Turkey 'will live in Germany but never arrive there.'

are 41,900 Turks in Duisburg, and another 24,000 of Turkish background who have acquired German citizenship. Together they account for more than half of Duisburg's minority population — and for much of the city's dynamism as well.

In Marxloh, where half of the 18,000 residents are immigrants or children of immigrants, construction of the largest mosque in Germany is nearing completion. At the same time, the local Catholic bishop has announced that he must reduce the number of parishes in Duisburg from 32 to 4. Duisburg is changing from a typical postwar German city into a heavily Turkish one.

This process can be seen in the neighborhood of Hochfeld, which has lost

one-third of its population in the past three decades. Rauf Ceylan, a sociologist whose parents settled as guest workers in the area, has spent years studying the coffeehouses and mosques that are the central community institutions for men. What Ceylan has found is a parallel society that is growing increasingly elaborate and increasingly entrenched.

He calls Hochfeld an "ethnic colony," rather than just a ghetto or community. That is, Hochfeld is turning into a fully

articulated Turkish society, where a Turk has available to him the institutions to lead any kind of Turkish life he chooses. And the life that most Hochfeld residents choose is becoming steadily more traditional.

The way immigrants marry is a key factor in the way they assimilate, or don't. In 2000, the German Youth Institute reported that 53 percent of Turkish women ages 16 to 29 would not consider marrying a German "under any circumstances." A survey taken in the late 1990s found similar discomfort on the part of Germans.

Where such attitudes prevail, self-segregation is inevitable. "There is a big change that comes at puberty, a divergence of interests," says Osman Apaydin, who runs a development program in Marxloh. Sitting in his office in February, he described how his grown daughter, modern-minded, much more comfortable speaking German than Turkish, now finds herself unmarried, with an increasingly Turkish circle of friends. To hear Apaydin describe it, the

difficulty of modern Turkish women in finding husbands resembles the predicament of highly educated black women in the United States.

Where traditional young women start families and assimilated ones have trouble finding their social footing, the next generation is brought up, almost by definition, by those who are themselves least assimilated.

In North Rhine-Westphalia, Germany's most populous state, where Duisburg is located, 80 percent of Turks ages 25 to 34 are married; their average marriage age is 21 for women and 24 for men. Among non-Turks, only 32 percent of 25- to 34-year-olds are married; the average marriage age is 29 for women and 32 for men.

Germans have one of the lowest fertility rates in the history of the world: 1.36 children per woman, according to 2004 figures. While it is hard to find precise figures for Turks in Germany, the rate is widely agreed to be higher.

If the price of assimilation is a high likelihood of childlessness and middle-aged solitude, it is, for many Turks, an exorbitant one.

Schäuble, the German interior minister, is in an awkward position. A European interior minister is usually considered his country's "top cop." That was the job description the last time Schäuble held the post, under Helmut Kohl, between 1989 and 1991.

But since he returned to the ministry in the autumn of 2005, Schäuble has devoted much of his effort to the Is-

lamkonferenz. At times he seems less a top cop than a top marriage counselor.

Certain countries in Europe have placed sharp restrictions on those who marry foreigners. In Denmark, citizens under the age of 24 are not even allowed to reside in the country with their non-European Union spouses.

Germany is unlikely to try anything so restrictive. But in March, the German

cabinet approved a change of immigration laws that would raise the minimum age of foreign-born spouses to 18. Studies show that the lower the age of marriage, the greater the likelihood the marriage was arranged.

Schäuble also intends to require minimum basic language proficiency for a foreign-born spouse before he or she comes to Germany.

This is a big change. For perhaps the first time since the war, German institutions and public opinion are taking a stand in favor of German culture as they understand it, and implicitly against the culture of a foreign minority. After a decade in which the Social Democratic government of Gerhard Schröder focused on the qualifications for German citizenship — for example, since 1999, all children born in Germany, of whatever parentage, are eligible for it — the coalition government of Chancellor Angela Merkel, following Schäuble, is emphasizing the content of citizenship. Germany is beginning to insist on citizen responsibilities as well as citizen rights.

"We are facing the same problems, whether we are practicing Muslims or not," Oguz Ucuncu said. Ucuncu, a quick-witted and decidedly modern spokesman for the conservative Turkish Muslim group Milli Gorus, serves on one of the committees of the Islamkonferenz.

What of those native Germans who marry abroad, he asked, especially the thousands who have married women from Eastern Asia? Shouldn't they, too, stand accused of wishing to "secede" from Western European feminism, just as those Turks who marry in Turkey stand accused?

"The first point of any government program now," Ucuncu said, "should be to promote solidity of family. The idea we should promote is: May you sleep on the same pillow to the end of your life. This is a Muslim value we should not give away."

Christopher Caldwell, a contributing writer for The New York Times Magazine, is at work on a book about immigration, Islam and Europe.

The New York Times May 24, 2007

Turkey Vows to Pursue Militant Kurds Into Iraq

By SABRINA TAVERNISE

ISTANBUL, May 23 — Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said in sharp language on Wednesday that Turkey would move against Kurdish militants in northern Iraq if necessary, hours after the Turkish authorities said they had identified the suicide bomber in an attack on Tuesday in Ankara as a man from a predominantly Kurdish city.

The officials all but accused Kurdish militants of the attack, which left six dead, but the main militant group, the Kurdistan Workers' Party, denied involvement. The suicide bomber, officials said, had been wearing plastic explosives.

"At this point, it is impossible for us to be in conflict with our security forces, with our military," Mr. Erdogan said, according to the state-run Anatolian News Agency. "Whatever is necessary to be done, inside or

Sebnem Arsu contributed reporting.

cross borders, our communications are already established for when the time comes."

His remarks, made on a popular private television program, echo those in April by Turkey's chief of staff, Gen. Yasar Buyukanit, who announced that an invasion into northern Iraq would be militarily prudent, but would require political will.

The threat, though remote, would be extremely problematic for the United States if it became reality. Turkey argues that its NATO ally should do more to press Iraq to drive militants out of hiding in its northern Kurdish region.

"The U.S.A. is our political ally," Mr. Erdogan said. "We, upon their invitation, go as far as Afghanistan. If the terror organization settles in northern Iraq, the U.S. should fulfill his share of duty also here."

The Turkish military has fought separatist Kurds in southeastern Turkey since the 1980s, and the conflict has claimed more than 30,000

lives, easing in recent years.

Ankara's governor, Kemal Onal, identified the bomber as Guven Akkus, from the Sivas district in southeastern Turkey, a predominantly Kurdish region, the Anatolian News Agency reported.

He said forensic experts had made the identification from two severed fingers found at the site, and that the man had been charged in the past with putting up illegal banners and being a member of an illegal group, charges typically leveled against Kurdish separatists.

The type of explosives and the style of attack "matched the material and style of the separatist terror organization," he said, in a clear reference to the Kurdistan Workers' Party.

The party denied responsibility in a statement on the Internet, Reuters reported, citing a statement on the Firat news agency Web site and saying the agency had close links to the guerrillas.

TURKISH DAILY NEWS

Turkey in dialogue with Baghdad not with Iraqi Kurds

ANKARA - Turkish Daily News , May 31, 2007

The government refuses a PUK-KDP offer to send a delegation to Ankara for talks with Turkish officials, while showing due care to dialogue with the central Iraqi government

At a time when Turkey launched fresh dialogue with the central Iraqi government to effectively counter the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq, it rejected dialogue with Kurdish groups in the north, news reports said yesterday.

The Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) and Iraqi Patriotic Union of Kurdistan (PUK) offered to send a delegation to Turkey, a move that followed a battle of words after KDP leader Massoud Barzani threatened to stir up trouble in southeastern Turkey in the event of Ankara interfering in the Kirkuk matter, the private CNN-Türk reported on its Web site yesterday.

The proposal was submitted in a joint letter to the Turkish Foreign Ministry on May 15, according to Kurdish sources. Ankara turned down the proposal that envisages a face-to-face meeting to discuss problems, said Turkish sources. The Kurdish sources argued that Ankara has not yet responded to the proposal.

Turkey sent a written note to Iraq last

month following Barzani's threat, warning that it would unilaterally move into northern Iraq if the country does not remove PKK terrorists from the region. Iraq replied to Turkey's note on May 17 by offering a mechanism to fight against terrorism.

Ankara concerned over peshmerge control of security

Having made its voice heard on the PKK issue, Ankara is now uneasy with the U.S. decision to hand over responsibility for security in three northern Iraqi provinces to the Kurdish-controlled autonomous administration and avoids any contact with the Kurdish groups in the north. Indeed Ankara still maintains its right to act in self defense.

"Turkey makes decisions on a cross-border operation (to crack down on the PKK) by itself and does not have to share it with others," Foreign Ministry spokesman Levent Bilman told reporters at a weekly press briefing yesterday.

Bilman noted that the United States handed over the security in the north to the control of the central Iraqi government, not local forces in northern Iraq. "We will continue to closely monitor the developments," said the spokesman, adding that Washington has done the same in the past in line with a timetable.

PKK terrorists are based in northern Iraq, which is under the control of Kurdish

groups, and Ankara blames the Kurdish groups there for supporting the terrorists.

Dual files in Baghdad

As part of his visit to Iraq, Turkey's special envoy to Iraq Çelikkol submitted a dossier to Iraqi authorities.

"He submitted the dossier including information about explosives, identity of terrorists, locations of PKK activities to all Iraqi officials and also to the U.S. ambassador to Baghdad, Ryan Crocker," said a senior Turkish diplomat.

Foreign Ministry spokesman Bilman, meanwhile, called for cooperation with Baghdad to fight against the PKK and added that Çelikkol's short trip provided hope for the future.

Akgünay awaits contact from counterpart

Turkey's newly appointed special coordinator in the fight against the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) Ambassador Rafet Akgünay awaits his new colleague to start his job, said Turkish diplomatic sources. After the dismissal of former Turkish coordinator Edip Başer, his U.S. counterpart Joseph Ralston has not contacted Akgünay in more than two weeks.

The government dismissed Başer two weeks ago following his harsh remarks against the ruling Justice and Development Party and Turkey's close ally, the U.S.

Turkey's Leader Backs Attack on Kurds

AP Associated Press

By SUZAN FRASER Associated Press Writer May 24, 2007

ANKARA, Turkey (AP) -- The prime minister said he would back Turkey's generals if they decide to retaliate for a suicide bombing in the capital by striking Kurdish rebels in northern Iraq. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan urged the United States to crack down on Kurdish separatists operating from Iraq, all but accusing the rebels of carrying out Tuesday's bombing.

"If the terrorist organization is based in northern Iraq, then the United States must fulfill its responsibility," Erdogan said, referring to the Kurdistan Workers Party, the rebel group known as the PKK.

While the United States also views the PKK as a terrorist organization, it opposes a crackdown on Kurdish militants in Iraq, fearing that would complicate efforts to restore stability in Iraq. The PKK denied responsibility for the blast, which killed six people and wounded dozens at a busy shopping mall. "We openly declare that we have no involvement and do not approve of this kind of act," PKK commanders said in a statement.

The rebels are fighting for autonomy in Turkey's Kurdish-dominated southeast, which borders northern Iraq. Turkey staged several incursions into Iraq in the early 1990s with as many as 50,000 troops. Each time, the rebels made a comeback after most of the Turkish soldiers withdrew.

The PKK accused the Turkish military of trying to win support from the United States and Iraqi Kurds for "a cross-border operation that the military has wanted to carry out for a long time." The PKK has denied involvement in similar attacks in the past. In some cases, militants suspected of ties to the rebel group later claimed responsibility.

Private NTV television, quoting police officials, said the bomb was made of

plastic explosives. The military says the PKK is smuggling hundreds of pounds of plastic explosives into the country from Iraq.

Gen. Yasar Buyukanit, chief of the military, stressed the need for a cross-border operation in April but it was not clear whether the military has sought government approval. Erdogan said his government would support them if they do. "When necessary, this step would be taken, there would be no delay," the prime minister told private ATV television late Wednesday.

"It is out of the question for us to fall into a disagreement with our security forces, soldiers, on this issue," he said in response to question about where he stands on the subject.

Such action could burden the U.S. military with trying to resolve a conflict between two of its crucial partners, the Turks and the Iraqi Kurds. Washington has urged Turkish restraint. Earlier Wednesday, Ankara Gov. Kemal Onal said the bomber had been identified as Guven Akkus, a 28-year-old from the Kurdish southeast who had spent time in prison for hanging illegal posters and resisting police. He did not say what kind of posters they were.

Officials said PKK rebels detonated a remote-controlled roadside bomb that killed six soldiers in a military vehicle in southeast Turkey, where large-scale military operations are ongoing against separatists. Ten soldiers were injured, the governor's office said. Earlier reports had said the military vehicle hit a land mine.

The Turkish military says up to 3,800 rebels are based across the border in Iraq and that up to 2,300 operate inside Turkey. The conflict has killed tens of thousands since the rebels took up arms in 1984.

SUNDAYS ZAMAN

Operation in N. Iraq: division through invasion?

by Ihsan Dagi May 28, 2007

(ANKARA) A journalist close to military sources outlined Turkey's strategic priorities as follow: to prevent the establishment of a Kurdish state in northern Iraq, keep Kirkuk out of a Kurdish federal administration and fight against the Kurdistan Workers' Party (PKK). If this analysis reflects the position of Turkish high command then the main target is not the PKK, but Kurdish leader Massoud Barzani. This explains why a parliamentary mandate is sought before launching an operation into Iraq: The military favors not a limited and surgical strike against the PKK formations in northern Iraq but wants to establish a permanent presence in the region. So what is being contemplated is not a "hot pursuit," which has been conducted many times without a parliamentary decree, but "sending troops to a foreign country," which requires an a priori mandate from parliament. This unspoken objective that makes the government, aware of its implications on Turkey's foreign affairs as well as domestic politics, reluctant to take the matter to parliament.

Hawks in the security establishment and the media who advocate a war in northern Iraq are sick of democracy, human rights and law, and of an international community that constantly remind them of these values, and would put an end to all these. They are happy that the EU process is somehow halted due to the Cyprus issue, which pleasantly provoked nationalist sentiments in Turkey. Now they want to finish off the job of isolating Turkey from the world by dragging it into a war.

I should warn these hawks that what is at

stake is not only Turkish democracy but its territorial integrity. An invasion into northern Iraq will trigger a process through which Turkey may be divided. If they are prepared to take responsibility for this they should go ahead, but remember how the patriotic Unionists between 1914 and 1918 broke an empire into pieces and brought the nation to the edge of total destruction.

Capitalizing on the growing wave of nationalism and anti-Americanism among the people the hawks think that the Turkish people are ripe for a confrontation with the US without calculating the cost. Sending troops to northern Iraq is also viewed as an opportunity to corner the justice and Development Party (AK Party) government in the run-up to the parliamentary elections as a party incapable of taking decisions independent of the US and incompetent in fighting terrorism.

We need far-sighted policies. Take note, a Turkish invasion in northern Iraq will start a new period in Turkey's Kurdish question, with popular uprisings and civil disturbances within Turkish borders enhancing the hands of the terror organization, the PKK. Furthermore such an invasion will be welcomed by the Iraqi Kurdish groups to set Turkey and the US against each other. In fact the Iraqi Kurds would regard a Turkish invasion as a golden opportunity to stretch their aims beyond the Iraqi borders. While the US still remains the principle ally of the Kurds, they want to finish the job of forming a "greater Kurdistan." A possible Turkish invasion and the resulting Turkish-American confrontation will be the most

desirable scenario for the Iraqi Kurds.

We would be mistaken if we think the US will tolerate a fait accompli in the north. On the contrary a US that is withdrawing from Iraq will be more adamant on its strategic interests in the north, since in the worst scenario in Iraq it is the northern Kurdish region that would be the defense line for the US. So the Turkish hawks had better not underestimate the resolve of the Americans to defend their Kurdish allies.

Is Turkey being pulled into a trap in northern Iraq? I can't help but remember what happened to Iraq after the Kuwait invasion in 1990. The strongest Arab army of Saddam Hussein was destroyed and Iraq was effectively divided into three pieces, including a Kurdish area in the north.

Encouraged by a false signal, just like Saddam in 1990, the Turkish hawks in the security establishment may contemplate an invasion into the northern Iraq. If a massive invasion is staged, the Iraqi government will call on the UN Security Council and the international community at large to stop the invasion, a call to be taken up by the US. A campaign for sanctions against Turkey by the international community will be contemplated. Furthermore an armed clash between Turkish and US forces is not out of sight, pulling Turkey further not only into a conflict with the forces in Iraq but with the West as well.

Is this an undesired course of development for the radical nationalists in Turkey? I am afraid not. Hawks on both sides of the border want a war that will destroy Turkey, even if it wins on the ground.

Military action eyed against Kurds

THE WASHINGTON TIMES May 29, 2007 By Andrew Borowiec

NICOSIA, Cyprus -- Warning that "our patience has run out," the Turkish government has authorized the army to draft a plan for a major military thrust into Iraq to smash Kurdish rebel bases there "once and for all."

Opinions are divided on whether the expected attack will take place before or after the nation's July 22 parliamentary elections. According to Turkish sources, a pre-election attack would likely dominate the electoral campaign and dwarf other issues of greater importance to the contending parties.

Another factor is the government's hope to persuade the United States to lift its opposition to a military action in Iraq, which Washington fears would exacerbate the current turmoil.

Any significant Turkish military thrust into Iraq without American backing would almost certainly damage Turkish-U.S. relations, which already are strained by Ankara's opposition to Washington's Iraq policy.

For nearly a year, the United States has been appealing to Turkey for caution despite growing pressure from the Turkish armed forces for action against the Kurds. In February, Turkish Foreign Minister Abdullah Gul and Gen. Yasar Buyukanit, chief of the general staff, returned from a tour of the United States disappointed with their failure to win more support.

Turkish politicians are convinced that the United States is doing everything it can not to antagonize the Iraqi Kurds, who are considered the only genuinely pro-American faction on the fragmented Iraqi battlefield. Turkey also fears that growing Kurdish power and autonomy in northern Iraq will inspire resistance among Turkey's own Kurdish minority.

The government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has introduced laws to improve the status of Turkey's Kurds, but many Kurdish leaders feel that the measures have been inadequate. They certainly have not satisfied leaders of the

banned Kurdistan Workers Party, whose guerrilla war on the Turkish state has cost more than 30,000 lives and destroyed entire villages.

According to the Turkish army, the Kurdish rebels maintain a network of camps and training bases in the mountains of northern Iraq, aided by the local Kurdish population. They estimate the number of Kurdish fighters -- known as peshmergas -- at close to 4,000 in Iraq with more than 2,000 roaming the mountains on the Turkish side.

The Kurdish separatist movement apparently has also infiltrated huge Kurdish settlements known as "gecekondu" ("built overnight") on the outskirts of Ankara and Istanbul.

Turkey regards Kurdish claims to autonomy as dynamite under the republic's foundations and has rejected all such demands in the past. In official statements, the government points to the example of assimilated Kurds, some of whom have reached high positions.

Some foreign analysts still consider the Kurdish population in Turkey to be economically and political marginalized and thus prone to violent opposition against the state.

In his most recent statement, Mr. Erdogan said his government could not refuse the army's demand for an incursion into Iraq, and urged the United States to join in such an action.

"If the terrorist organization is based in northern Iraq, then the United States must fulfill its responsibility," Mr. Erdogan said. "For us, it is out of the question to fall into disagreement with our security forces and soldiers on this issue."

Mr. Gul, the foreign minister, said the Kurdish rebels were posing "the greatest threat to Turkey" and were using arms and explosives smuggled from depots of the late Iraqi dictator Saddam Hussein.

Iranian Forces Kill 10 Militants

AP Associated Press

TEHRAN, Iran (Associated Press) May 30, 2007 Iranian troops Wednesday killed 10 militants in ongoing clashes in the country's northwest, near the border with Turkey, Iran's official news agency reported.

The report by the Islamic Republic News Agency said the troops of Iran's elite Revolutionary Guards killed the insurgents during an operation to remove "armed counterrevolutionary insurgents" in the Salmas region, a mostly Kurdish area some 440 miles northwest of Tehran, the capital.

Earlier Wednesday, IRNA reported that seven Revolutionary Guard members and five militants had been killed in clashes in the same area on Monday night.

Those clashes occurred when militants ambushed a patrol of border guards. Several more Iranian troops were injured and one of the insurgents was detained, the report said but gave no other details.

Both IRNA's reports placed no blame for the attack.

Iran usually claims the United States, Britain or Israel are behind similar clashes, saying that those countries have been trying to foment insecurity along Iran's

borders.

Also, the report did not blame an Iranian opposition group known to be active in the region - the Kurds' PEJAK, which in Kurdish stands for "Party of Free Life of Kurdistan."

PEJAK was established in 2003. It is made up of Kurdish groups from Turkey, Iran, Iraq and Syria and is believed closely affiliated with Kurdish rebel group PKK fighting for autonomy in Turkey since 1984. PEJAK has sporadically fought with Iranian troops in the past two years.

It was not immediately clear if the absence of any blame for the attacks was related to the landmark U.S.-Iranian talks in Baghdad on Monday that broke a 27-year diplomatic freeze between Tehran and Washington.

The talks in the offices of Prime Minister Nouri al-Maliki were the first formal and scheduled meeting between Iranian and American officials since U.S. broke diplomatic relations with Tehran after the 1979 Islamic Revolution and the seizure of the U.S. Embassy.

Ankara bolsters border near Kurdish strongholds

By Selcan Hacaoglu ASSOCIATED PRESS May 31, 2007

AP Associated Press

ANKARA, Turkey -- Turkey has sent large contingents of reinforcements, tanks and armored personnel carriers to its border with Iraq as debate heats up over whether to conduct a cross-border offensive to hit Kurdish rebel bases.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Tuesday urged the United States and Iraq to destroy bases of the Kurdistan Workers Party, or PKK, in northern Iraq as the Turkish military deployed more tanks and soldiers on the border.

The images of military trucks rumbling along the remote border with Iraq's Kurdish zone and tanks being transferred on trains and trucks to beef up an already formidable force there have occupied television screens and front pages of several newspapers in the past few weeks.

The Turkish military has said it routinely reinforces the border with Iraq in the summer to prevent infiltrations by guerrillas.

"The PKK must be eliminated as a problem between Iraq and Turkey,"

Turkey's special envoy to Iraq, Oguz Celikkol, told CNN-Turk television yesterday before a visit to Iraq to discuss Turkish demands that Iraqi and U.S. forces crack down on the group.

Asked whether Turkey could take unilateral action, Mr. Celikkol said: "Our expectation is that this issue is resolved before it comes to that point."

In Washington, a State Department spokesman said the United States is not alarmed by the buildup, even as it tries to ease tensions between Turkey and Iraq's Kurds.

"My understanding is that the military activity on the Turkish side of the border is part of their counterterrorism program," spokesman Tom Casey said.

"We haven't spoken to the Turkish government about this because we haven't seen anything particularly unusual," he said.

GIs in Iraq no longer true believers

After repeated tours, a question: 'What are we doing here?'

By Michael Kamber

BAGHDAD: Staff Sergeant David Safstrom does not regret his previous tours in Iraq, not even a difficult second stint when two comrades were killed while trying to capture insurgents.

"In Mosul, in 2003, it felt like we were making the city a better place," he said. "There was no sectarian violence, Saddam was gone, we were tracking down the bad guys. It felt awesome."

But now on his third deployment in Iraq, he is no longer a believer in the mission. The pivotal moment came, he says, this past February when soldiers killed a man setting a roadside bomb. When they searched the bomber's body, they found identification showing him to be a sergeant in the Iraqi Army.

"I thought, 'What are we doing here? Why are we still here?'" said Safstrom, a member of Delta Company of the 1st Battalion, 325th Airborne Infantry, 82nd Airborne Division. "We're helping guys that are trying to kill us. We

help them in the day. They turn around at night and try to kill us."

His views are echoed by most of his fellow soldiers in Delta Company, renowned for its aggressiveness.

A small minority of Delta Company soldiers — the younger, more recent enlistees in particular — seem to still wholeheartedly support the war. Others are ambivalent, torn between fear of losing more friends in battle, longing for their families and a desire to complete their mission.

With few reliable surveys of soldiers' attitudes, it is impossible to simply extrapolate from the small number of soldiers in Delta Company. But in interviews with more than a dozen soldiers over a one-week period, most said they were disillusioned by repeated deployments, by what they saw as the abysmal performance of Iraqi security forces and by a conflict that they considered a civil war, one they had no ability to stop.

They had seen shadowy militia commanders installed as Iraqi Army officers, they said, had come under in-

creasing attack from roadside bombs — planted within sight of Iraqi Army checkpoints — and had fought against Iraqi soldiers whom they thought were their allies.

"In 2003, 2004, 100 percent of the soldiers wanted to be here, to fight this war," said Sergeant First Class David Moore, a self-described "conservative Texas Republican" and platoon sergeant who strongly advocates an American withdrawal. "Now, 95 percent of my platoon agrees with me."



Michael Kamber for The New York Times

Sergeant Kevin O'Flarity keeping a close eye on an Iraqi Army checkpoint in Khadimiya.

It is not a question of loyalty, the soldiers insist. Safstrom, for example, comes from a thoroughly military family. His mother and father have served in the armed forces, as have his three sisters, one brother and several uncles. One week after the Sept. 11 attacks, he walked into a recruiter's office and joined the army.

"You guys want to start a fight in my backyard, I got something for you," he recalls thinking at the time.

But in Safstrom's view, the American presence is futile. "If we stayed here for 5, even 10 more years, the day we leave here these guys will go crazy," he said. "It would go straight into a civil war. That's how it feels, like we're putting a Band-Aid on this country until we leave here."

Their many deployments have added to the strain. After spending six months in Iraq, the soldiers of Delta Company had been home for only 24 hours last December when the news came. "Change your plans," they recall being told. "We're going back to Iraq."

Nineteen days later, just after Christmas, Captain Douglas Rogers and the men of Delta Company were on their way to Khadimiya, a Shiite enclave of about 300,000. As part of the so-called surge of American troops, their primary mission was to maintain stability in the area and to prepare the Iraqi Army and police to take control of the neighborhood.

"I thought it would not be long before

we could just stay on our base and act as a quick-reaction force," said the barrel-chested Rogers of San Antonio, Texas. "The Iraqi security forces would step

up." It has not worked out that way. Still, Rogers says their mission in Khadimiya has been "an amazing success."

"We've captured 4 of the top 10 most-wanted guys in this area," he said. And the streets of Khadimiya are filled with shoppers and the stores are open, he added, a rarity in Baghdad due partly to Delta Company's patrols.

Rogers acknowledges the skepticism of many of his soldiers. "Our unit has already sent two soldiers home in a box," he said. "My soldiers don't see the same level of commitment from the Iraqi Army units they're partnered with."

Yet there is, he insists, no crisis of morale: "My guys are all professionals. I tell them to do something, they do it."

His dictum is proven on patrol, where his soldiers walk the streets for hours in the stifling heat, providing cover for one another with a crisp efficiency.

On April 29, a Delta Company patrol was responding to a tip at the Sadr mosque, a short distance from its base. The soldiers saw men in the distance

erecting burning barricades, and the streets emptied out quickly. Then a militia, believed to be the Mahdi army, began firing at them from rooftops and windows.

Sergeant Kevin O'Flarity, a squad leader, jumped into his Humvee to join his fellow soldiers, racing through abandoned Iraqi Army and police checkpoints to the battle site.

He and his squad maneuvered their Humvees through alleyways and side streets, firing back at an estimated 60 insurgents during a gunfight that raged for two and a half hours. A rocket-propelled grenade glanced off O'Flarity's

May 28, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Humvee, failing to penetrate.

When the battle was over, Delta Company learned that among the enemy dead were at least two Iraqi Army soldiers that American forces had helped train and arm.

Rogers admits that, "the 29th was a watershed moment in a negative sense, because the Iraqi Army would not fight with us," he said, adding that "some actually picked up weapons and fought against us." The battle changed the attitude among his soldiers toward the war, he said.

"Before that fight, there were a few true believers," Rogers said. "After the 29th, I don't think you'll find a true believer in this unit. They're paratroopers. There's no question they'll fulfill their mission. But they're fighting now for pride in their unit, professionalism, loyalty to their fellow soldier and chain of command."

To O'Flarity, the Iraqi security forces are militias beholden to local leaders, not the Iraqi government. "Half of the Iraqi security forces are insurgents," he said.

As for his views on the war, O'Flarity said, "I don't believe we should be here in the middle of a civil war."

"We've all lost friends over here," he said. "Most of us don't know what we're fighting for anymore. We're serving our country and friends, but the only reason we go out every day is for each other."

"I don't want any more of my guys to get hurt or die. If it was something I felt righteous about, maybe. But for this country and this conflict, no, it's not worth it."



The Kurdish Globe

May 29, 2007

Kurdistan to take charge of its security tasks

The Globe - Erbil

Peshmerga spokesman Jabar Yawar stated that "Kurdistan security tasks in the current week will be handed over to the presidency of Kurdistan Region from the multinational forces

(MNF)." The president of Kurdistan, the Iraqi Prime Minister, and the commander of the MNF will attend a ceremony of the handover.

The president of Kurdistan Region, the Iraqi Prime Minister, and the commander of the MNF will

sign a document calling for regular coordination and cooperation between Peshmerga forces, Iraqi forces, and multinational forces.

Kurdistan authorities have been trying to retain Kurdistan security duties from multinational forces for a year now.

Kurdistan security tasks were given to Peshmerga forces in 1991, after the uprising against the former Iraqi government. All Iraqi security tasks were given to multinational forces, although Peshmerga forces have been the only cohesive unit keeping and maintaining security in the region.

During his last visit to Baghdad, Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani discussed Kurdistan security tasks with the Iraqi Prime Minister and the MNF commander. The issue of transform-

ing Peshmerga forces into Iraqi National Guards also was discussed.

In addition, a commission is being formed by a number of Iraqi ministries to determine the future of Peshmerga forces, according to Dr. Moufaq Rubayhi, the Iraqi National Security Advisor.

Dr. Rubayhi said that during the discussion of Peshmerga forces, several points and questions were raised pertaining to their size, function, and weapons and whether or not they want to be part of the Iraqi police department or Iraqi army.

Peshmerga is the term used by Kurds to refer to armed Kurdish fighters. Literally meaning "those who face death," the Peshmerga forces of Kurdistan have been around since the advent of the Kurdish independence movement in the early 1920s.



Women police officers are marching during a graduation ceremony at the end of their academic year in Erbil in 2006.

Zaytun Division offers medical aid to Duhok

Zaytun Division of the South Korean Army, currently stationed in the Iraqi Kurdistan Region on a humanitarian and reconstruction mission, donated 6 ambulances and 30

other items to Duhok, one of the three major provinces in the Iraqi Kurdistan Region.

The donation ceremony was held in the headquarters of Zaytun in Erbil in the pres-

ence of a representative from the governorate of Duhok and the Director General of Kurdistan Region Ministry of Health. The donation came in response to the ministry's need for

ambulances, according to an official from the ministry.

The representative from Duhok governorate thanked the Zaytun Division for their donation and confirmed that

his governorate was indeed in need for medical supplies to improve local health services.

Zaytun hospital in Erbil is yet another contribution by Zaytun Division to assist the local

health system. According to hospital records, more than 60,000 people have been treated there, many of whom have been sent to South Korea for better treatment.

Iraqis in Damascus survive by selling sex

Many refugees say it's the only way they and their children can get by

By Katherine Zoepf

MARABA, Syria: Back home in Iraq, Umm Hiba's daughter was a devout schoolgirl, modest in her dress and serious about her studies. The 16-year-old Hiba wore the hijab, or Islamic head scarf, and rose early each day to say the dawn prayer before classes.

But that was before militias began threatening their Baghdad neighborhood and Umm Hiba, whose honorific means "mother of Hiba," and her daughter fled to Syria last spring. There were no jobs, and Umm Hiba's elderly father developed complications related to his diabetes.

Desperate, Umm Hiba followed the advice of an Iraqi acquaintance and brought her young daughter to work at a nightclub along a highway known for prostitution.

"We Iraqis used to be a proud people," Umm Hiba said over the frantic blare of the club's speakers. She pointed out her daughter, dancing among about two dozen other girls on the stage, wearing a pink silk dress with spaghetti straps, her frail shoulders bathed in colored light. As Umm Hiba watched, a middle-aged man climbed onto the platform and began to dance jerkily, arms flailing, among the girls.

"During the war we lost everything," said Umm Hiba. "We even lost our honor."

For anyone living in Damascus these days, the fact that some Iraqi refugees

are selling sex or working in sex clubs is difficult to ignore. Even in central Damascus, men freely talk of being approached by pimps trawling for customers outside juice shops and shawerma sandwich stalls, and of women walking straight up to passing men, an act unthinkable in Arab culture, and asking, in Iraqi-accented Arabic, if the men would like to "have a cup of tea."

By day, the road that leads from Damascus to the historic convent at Seidnaya is often choked with pilgrims, both Christian and Muslim, hoping for one of the miracles attributed to a portrait of the Virgin Mary at the convent. But as any Damascene taxi driver can tell you, the Maraba section of this fabled pilgrim road is fast becoming better known for its brisk trade in Iraqi prostitutes.

Many of these women and girls, including some barely in their teens, are recent refugees. Some women are tricked or forced into prostitution, but most say they have no other means of supporting their families. As a group, they represent one of the most visible symptoms of an Iraqi refugee crisis that has exploded in Syria in recent months.

According to the United Nations High Commissioner for Refugees, there are now about 1.2 million Iraqi refugees living in Syria; the Syrian government places the figure even higher.

Given the "deteriorating" economic situation of these refugees, girls and women in "severe need" not only turn to sex work in secret, but also with the

knowledge or involvement of family members, a United Nations report found last year. In many cases, the report added, "the head of the family brings clients to the house."

Aid workers say that thousands of Iraqi women work as prostitutes in Syria, and point out that as violence in Iraq has increased, the refugee population has come to include more female-headed households and unaccompanied women, groups that are particularly vulnerable to the sex trade.

"So many of the Iraqi women arriving now are living on their own with their children, because the men in their families were killed or kidnapped," said Sister Marie-Claude Naddaf, a Syrian nun at the Good Shepherd convent in Damascus, which helps Iraqi refugees.

She said that the convent had recently conducted a survey of Iraqi refugees living in Masaken Barzeh, on the outskirts of Damascus, and found 119 female-headed households in one small neighborhood. Some of these women, seeking work outside the home for the first time and living in a country with high unemployment, find that their only marketable asset is their bodies.

"I met three sisters-in-law recently who were living together and all prostituting themselves," Naddaf recalled. "They would go out on alternate nights, each woman took her turn, and then divide the money to feed all the children."

For more than three years after the American-led invasion of Iraq, Iraqi prostitution in Syria, like prostitution of any kind, was a forbidden topic for Syria's government. Like drug abuse, the sex trade tends to be referred to in the local media as acts against public decency.

But Dietrun Günther, an official at the UNHCR's Damascus office, said that the Syrian government was finally

breaking its silence on the subject.

"We're especially concerned that there are young girls involved, and that they're being forced, even smuggled into Syria in some cases," Günther said. "We've had special talks with the Syrian government about prostitution." The new openness, she said, is a "great step."

Mouna Asaad, a Syrian women's rights lawyer, said that the Syrian government had been blindsided by the large number of Iraqi refugees. Syria does not require visas for citizens of other Arab countries, and its government had pledged to assist needy Iraqis. But this country of 19 million was ill-equipped to cope with the sudden arrival of hundreds of thousands of Iraqi refugees, she said.

"Sometimes you see whole families living this way, the girls pimped by the mother or aunt," Asaad said. "But prostitution isn't the only problem. Our schools are overcrowded, and the prices of services, food and transportation have all risen. We don't have the proper infrastructure to deal with this. We don't have shelters or health centers that these women can go to. And because of the situation in Iraq, Syria is careful not to deport these women."

Most of the semi-organized prostitution takes place on the outskirts of the



Ben Stechshulte for The New York Times

The expensive Al Rawabi in a suburb of Damascus is one of many "casinos" in which desperate Iraqi women work. An Iraqi-themed floor show begins at about 1 a.m. nightly.

city, in nightclubs known as casinos — a local euphemism, as no gambling occurs.

At the expensive Al Rawabi nightclub in Al Hami, there is even a floor show with an Iraqi theme. On a recent evening, waiters brought out trays of snacks — pieces of aluminum foil hand-crimped into diamond shapes and filled with French fries and grilled chicken hearts — as a 10-piece band warmed up and an emcee gave the traditionally overwrought introduction in Arabic: "I give you the honey of all stages, the stealer of all hearts, the most golden throat, the glamorous artist: Maria!"

Maria, a buxom young woman, climbed onto the stage and began an anguished-sounding ballad. "After Iraq I have no homeland," she sang. "I'm ready to go crawling on my knees back to Iraq," as four other women, all wearing variations on leopard print, gyrated on stage, swinging their hair in wild circles.

Al Rawabi's customers watched Maria calmly, leaning back in their chairs, and drinking Johnnie Walker Black. The large room smelled strongly of perspiration mingled with the apple tobacco from scores of water pipes. When Maria finished singing, no one

clapped.

Maria picked up the microphone again, and began what she called a "salute" to Iraq, naming many of the Iraqi women in the club and, indicating one of the women in leopard print who had danced with her, "most especially my best friend, Sahar."

Later, after the dancers had filed off-stage and distributed themselves around the room to talk to customers, Sahar told a visitor she was from the Dora neighborhood of Baghdad but had left "because of the troubles." Now, she said, she would leave the club with him for \$200.

Aid workers say that \$50 to \$70 is considered a good night's wage for an Iraqi prostitute working in Damascus. And some of the Iraqi girls and women who dance in the crowded casinos in Damascus suburbs earn much less.

In Maraba, Umm Hiba wouldn't say how much money her daughter took home. Noticing her reluctance, the club's manager, who introduced himself as Hassan, broke in proudly.

"We make sure that each girl has a minimum of 500 lira at the end of each night, no matter how bad business is," he said, citing a sum of about \$10. "We are sympathetic to the situation of the

Iraqi people. And we try to give some extra help to the girls whose families are in special difficulties."

Most so-called casinos do not appear to directly broker arrangements between prostitutes and their customers. Zafer, a waiter at the club where Hiba works, said that the club earned money through sales of food and alcohol, and that girls are encouraged to sit with male customers and order drinks to increase his bill. Zafer refused to discuss specific girls at the club, but said that most did, in fact, sell sexual favors.

"They have an hourly rate," he said. "And they have regular customers."

The presence of inexpensive Iraqi prostitutes has helped to make Syria a popular destination for sex tourists from wealthier countries in the region. In the club's parking lot, nearly half of the cars had Saudi license plates. From Damascus, it is only about six hours by car, passing through Jordan, to the Saudi border. Syria, where it is relatively easy to purchase alcohol and dance with women, is popular as a low-cost weekend destination for groups of Saudi men.

U.S. raids Qaeda jail, freeing 42

Iraqi hostages show evidence of torture

From news reports

BAGHDAD: American forces raided a Qaeda hideout northeast of Baghdad on Sunday and freed 42 Iraqis imprisoned inside, including some who had been tortured and suffered broken bones, a senior U.S. military official said Sunday.

The raid was part of a three-month-old security crackdown that included the deployment of 3,000 more U.S. troops to Diyala, a violent province north of the capital that has seen heavy fighting in recent weeks, said Major General William Caldwell, the top U.S. military spokesman in Iraq.

Caldwell said Iraqis told the U.S. forces about the hideout. "The people in Diyala are speaking up against Al Qaeda," he said.

He said the 42 freed Iraqis represented the largest number of captives ever found in a single Qaeda prison. Some of those freed were held for as long as four months and some had wounds from torture and were taken to medical facilities

for treatment, he said.

Moktada al-Sadr, the anti-American cleric who emerged from months in hiding last week, met Sunday in Najaf with leaders of his movement to discuss Iraq's security and political situation, said Salah al-Obeidi, a senior aide to Sadr.

"The occupation forces bear responsibility for the suffering the country is facing, and there is no solution but the withdrawal of the forces," said Obeidi, echoing demands Sadr made in the sermon he delivered after reappearing Friday.

Sadr's Shiite Mahdi army has repeatedly battled with American and British troops in the streets of Sadr City and Basra, where British troops killed one of the cleric's commanders in a gunfight Friday.

After two days of pitched fighting with the Shiite militants, the British carried out an arrest raid early Sunday. During the raid, their forces were attacked with roadside bombs, rocket-propelled grenades and small-arms fire, the British said. The troops returned fire, killing three of their attackers and arresting four militants. No British forces were wounded.

Meanwhile, in Kut, 160 kilometers, or 100 miles, southeast of Baghdad, 70 police officers resigned Sunday morning and handed in their weapons. They cited their fears of being targeted by Mahdi army militants, the police said.

On Sunday, gunmen in two cars threw concussion grenades at a popular market in northern Baghdad and then opened fire at shoppers, killing one person and wounding eight, the police said. The gunmen later ambushed a minibus, killing the driver, stealing the vehicle and abducting six passengers, the police added.

In other violence, gunmen shot up the car of Lieutenant Colonel Hiyis al-Jubouri, a police commander in the northern Salahuddin Province, killing him and another officer, the police said.

Gunmen also attacked a group of farmers in the Nahrawan district, 16 kilometers east of Baghdad, killing two and wounding nine, the police said.

Two U.S. soldiers were killed when explosions hit their patrols over the weekend — one in Diyala and one in western Baghdad, the military reported Sunday.

The U.S. military command announced late Saturday that 11 U.S. service members had died, bringing the total of U.S. military deaths this month to at least 101 and making May one of the deadliest months for the U.S. forces since the start of the war, according to Pentagon data.

Of the 11 American deaths announced Saturday, 10 were the result of enemy action and one was a "noncombat-related incident," the American military said. Five of the deaths occurred in or near Baghdad, three in Salahuddin Province, two in Anbar Province and one in Diyala Province.

At least 19 people were killed and scores wounded in a flurry of attacks around Baghdad on Saturday involving mortar shells, roadside bombs, car bombs and ambushes, an Interior Ministry official said.

The violence over the weekend came before talks scheduled Monday between the American and Iranian ambassadors to Iraq, who are to discuss ways of stabilizing the country. The Bush administration has accused the Iranian government of fomenting the sectarian violence in Iraq by abetting Shiite militias, including the Mahdi army, with arms and training.

Iran denies that and blames the presence of U.S. forces in Iraq for the violence. (AP, IHT)

U.S. holds first talks with Iran in decades

Meeting in Baghdad focuses strictly on conditions in Iraq

By Kirk Semple

BAGHDAD: The United States and Iran held their most high-profile bilateral talks in nearly three decades on Monday, adhering to an agenda that focused strictly on the war in Iraq and on how the two nations, bitter adversaries, could work to improve conditions here.

The meeting between Ambassador Ryan Crocker of the United States and Ambassador Hassan Kazemi Qumi of Iran — held in the offices of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki in the fortified Green Zone in Baghdad — produced no agreements nor any promise of a follow-up meeting between the two nations, officials said.

But Crocker told a news conference that the talks “proceeded positively” and were “businesslike.” Both sides, he said, articulated a common desire to help stabilize Iraq.

“The Iranians as well as ourselves laid out the principles that guide our respective policies toward Iraq,” he said. “There was pretty good congruence right down the line: support for a secure, stable, democratic, federal Iraq, in control of its own security, at peace with its neighbors.”

The meeting came against a backdrop of a worsening conflict in Iraq and deepening animosity between Iran and the United States. Each blames the other for contributing to the instability in Iraq.

Underscoring the security challenges here — the exclusive topic of the meeting — a car bomb exploded Monday afternoon next to a revered Sunni Arab mosque in central Baghdad, killing at least 24 people and wounding 68, the police said.

American and Iranian officials suggested in comments after the meeting that they had had no detailed exchange of ideas or any comprehensive discussion about each nation’s criticisms of the other.

“As you surely know among diplomats,” Crocker told reporters, “you don’t need a lot of substance to take up a lot of time.”

Crocker said that he “laid out before the Iranians a number of our direct, specific concerns about their behavior

in Iraq.” Washington has repeatedly accused Tehran of meddling in Iraq, including training Shiite militiamen and shipping highly lethal weaponry into Iraq for use in attacks by Shiite and Sunni Arab militants against American troops.

Crocker said he told his Iranian counterpart that these activities “needed to cease.”

“We all are pretty much in the same place in terms of declaratory policy,” he said. “The problem lies, in our view, with the Iranians not bringing their behavior on the ground into line with their own policy.”

In comments to the state-run television network Iraqiya, Qumi said, “Some problems have been raised and studied, and I think this was a positive step.”

According to The Associated Press, Qumi told Crocker that Iran would train and equip the Iraqi security forces to create “a new military and security structure,” though he did not describe the plan.

Crocker said the Iranians asserted that the American efforts to prepare the Iraqi security forces had been “inadequate,” and called the presence in Iraq “an occupation.”

In addition, the American ambassador said, the Iranian delegation proposed forming a “trilateral mechanism” to coordinate security matters in Iraq, a proposal that the ambassador said he would forward to Washington for consideration.

Hewing to the strict guidelines of the meeting, neither side discussed Washington’s complaints about Iran’s nuclear program, which Bush administration officials say is aimed at developing nuclear weapons, a charge Tehran denies.

Crocker said the Iraqi government planned to invite the United States and Iran to another meeting.

“In terms of what happens next, I think we’re going to want to wait and see, not quite what is said next, but what happens next on the ground — whether we start to see indications of a change in Iranian behavior,” he said.

Qumi told The AP that a second meeting would “occur in Iraq in less than one month.”

The meeting reflected a significant shift in President George W. Bush’s approach toward Tehran.

The United States broke off diplomatic relations with Iran after the 1979 Islamist revolution and the storming of the U.S. Embassy in Tehran, and the Bush administration has insisted that Tehran must abandon its plans to enrich uranium before direct, high-level negotiations could take place.

But in recent months, the administration began to soften its opposition to diplomatic contact, particularly over Iraq. Critics of the administration have urged Bush to engage its main regional rivals in the Middle East — Iran and Syria — in direct talks on shared concerns. So has the Shiite-led Iraqi government,

which maintains close ties with Tehran. The meeting Monday followed two recent encounters by high-level Ameri-

can and Iranian officials, one at a regional conference in March, attended by the State Department’s Iraq envoy, David Satterfield, and the other at a ministerial-level conference in May, attended by Secretary of State Condoleezza Rice.

A year ago, Iranian and American officials announced a planned meeting between the American ambassador to Baghdad and Iranian officials to help stabilize Iraq, but the meeting never occurred.

In a televised statement before U.S. and Iranian representatives began talks Monday, Maliki, the Iraqi prime minister, said that Iraqis wanted a stable country free of foreign forces and regional interference.

“We are sure that securing progress in this meeting would, without doubt, enhance the bridges of trust between the two countries and create a positive atmosphere,” he said.

The meeting followed a drumbeat of

‘You don’t need a lot of substance to take up a lot of time.’

public recriminations between the two countries in recent weeks.

Last week, the Bush administration said it would use a new report detailing Iran’s progress in enriching uranium to encourage European and Asian allies to seek a major expansion of sanctions against Tehran. The United States also dispatched 9 warships with 17,000 troops into the Gulf for naval exercises, which further inflamed tensions.

On Saturday, Tehran said that it had uncovered spy networks inside Iran that were organized by the United States and its Western allies.

Iran has also accused the United States of illegally holding seven Iranians who were detained by American forces in Iraq earlier this year on suspicion of being spies. Iran maintains that the men are diplomats. Crocker said this matter was not raised at the meeting on Monday.

Abdul Razzaq al-Saiedi, Wisam A. Habeeb and Ali Adeeb contributed reporting from Baghdad, and Iraqi employees of The New York Times contributed from Salahuddin Province and Kirkuk.

■ Iran plans investment fund

A top Iranian energy official said that Iran was planning an investment fund outside the Islamic Republic to raise money for its huge South Pars gas field and circumvent a financial squeeze by Washington, Reuters reported from Tehran.

As the United States pushes for tighter United Nations sanctions on Iran over its atomic work, Akbar Torjan, head of the Pars Oil and Gas Company, said Sunday that Tehran would base the fund in Bahrain or Dubai, both regional financial centers. “It’s a reaction against the financial sanctions on Iran,” said Torjan, a former defense minister. “There are no sanctions against an investment fund.”



La dictature partagée

26 mai 2007 par Marion Urban

La candidature unique du président Bachar al-Assad est soumise à référendum dimanche 27 mai. Les Syriens devraient plébisciter leur dirigeant, présenté à la fois comme un garant de la stabilité du pays dans un environnement régional tumultueux et un résistant nationaliste. Le président syrien s'oppose à la création d'un tribunal international visant à juger les auteurs de l'assassinat du Premier ministre libanais, Rafic Hariri. Il a annoncé qu'il ne livrerait aucun de ses concitoyens. L'opposition ne repose que sur des militants des droits de l'homme.

Les Syriens vont entériner sans surprise, au cours du référendum de dimanche, la décision du Conseil du Peuple (Assemblée nationale), prise le 11 mai dernier, de



Une manifestation de soutien à Bashar al Assad. (Photo : AFP)

reconduire Bachar al-Assad à la présidence de la République.

De nombreuses manifestations populaires de soutien ont déjà eu lieu en amont de cette consultation et devront se poursuivre au-delà. Bachar al-Assad est le seul candidat à sa succession au sein du Parti Baas. Les quelques partis d'opposition élus à l'Assemblée sont ceux qui sont liés structurellement au Parti Baas. Les élections législatives ont eu lieu en avril, avec un taux de participation officiellement de 56%. Un chiffre contesté par l'opposition «non tolérée».

Bachar al-Assad, chéri des foules

Bachar al-Assad, fils de Hafez, a pris le relais de son père grâce à un tour de passe-passe le 10 juillet 2000. Au décès de son père, le Conseil du Peuple s'est empressé de modifier la Constitution pour réduire l'âge des candidats à la présidence à 34 ans, l'âge alors de Bachar, au lieu des 40 ans prévus initialement. La

communauté internationale ne proteste pas. Le chef de l'État français, Jacques Chirac était présent aux funérailles de Hafez al-Assad.

De suite, le nouveau président, Bachar al-Assad annonce des réformes démocratiques et politiques. L'embellie, connue sous le nom de «Printemps de Damas», ne durera pas. Les meneurs du mouvement qui se sont mis à rêver à haute voix de multipartisme et de la fin de l'état d'urgence sont emprisonnés. Bachar revient aux méthodes répressives de son père et de ses mentors de l'armée et du parti Baas dès février 2001. Corruptions et trafics restent protégés.

«Moins habile, moins cruel, moins cynique, moins obstiné» dit-on du jeune président, dont certains louent la simplicité et la sincérité des manières. Bachar al-Assad est décrit comme un otage des structures mises en place par son père.

Le gouvernement s'apprête à signer un accord avec l'Union européenne pour l'obtention d'une aide financière en échange de réformes économiques et politiques quand ont lieu les attentats du 11 septembre 2001.

Le début d'une carrière

En 2003, aux côtés des Français, des Allemands et des Belges, Bachar al-Assad s'oppose à la guerre anglo-américaine en Irak. Pas tant par conviction (Saddam Hussein est un rival) que par sens des affaires : l'une des sources de revenus de la Syrie est le contournement du programme «nourriture contre pétrole» des Nations unies.

Les États-Unis imposent des sanctions économiques et commerciales à la Syrie, qui tente par la suite d'amadouer Washington par des propositions de coopération en matière de lutte antiterroriste. Elle espère jouer un rôle diplomatique du fait des relations entre les deux partis Baas syrien et irakien. Le déroulement de la guerre écartera ce

scénario, mais les Américains ne parviendront pas à isoler les Syriens.

Bachar al-Assad a conservé des liens avec l'Arabie saoudite et l'Iran. Damas héberge une dizaine de mouvements palestiniens, dont le Hamas ainsi que l'Hezbollah libanais. Ce qui en fait un partenaire incontournable dans une région tumultueuse.

L'épine dans le pied

En 2004, les pressions françaises pour un retrait des troupes syriennes qui occupent le Liban depuis 1976 se font de plus en plus pressantes. Paris réussit à convaincre Washington de la nécessité d'une résolution du Conseil de Sécurité.

L'assassinat du Premier ministre libanais, Rafic Hariri, ami de Jacques Chirac, le 14 février 2005 précipite le calendrier du retrait. Bachar al-Assad annonce que la Syrie se retire du Liban le 2 mars. Les troupes quittent Beyrouth le 26 avril.

Le retrait est un coup dur pour l'économie syrienne. Selon les estimations des économistes, la «perte» du Liban représente un manque à gagner de 500 millions de dollars par an pour Damas.

La Russie profite de la brouille avec la France et les États-Unis, aggravée par les deux enquêtes des Nations unies sur l'assassinat de Rafic Hariri qui font remonter la piste des auteurs à Damas. Vladimir Poutine offre son aide financière en échange de l'assentiment de la Syrie sur sa manière de traiter la question tchétchène.

Bachar al-Assad s'oppose à la création d'un tribunal international pour juger les commanditaires du meurtre de Rafic Hariri. D'ores et déjà, il a déclaré qu'il ne «livrerait aucun citoyen syrien».

La Syrie vit sa 44ème année sous «état d'urgence». Les organisations des droits humains estiment à 3 000, le nombre de prisonniers politiques. Les tortures sont monnaie courante.

Bachar al-Assad, président de la République syrienne

- Issu de la minorité religieuse des Alaouites, au pouvoir depuis 1963, Bachar al-Assad, 42 ans, est le second fils d'Hafez al-Assad.
- Etudiant en ophtalmologie à Londres, il est rappelé par son père en 1994 pour devenir commandant d'une division blindée de l'armée en remplacement de son frère aîné décédé.
- Il devient président de la République arabe syrienne le 10 juillet 2000, pour 7 ans, et annonce des réformes qui n'auront pas lieu.
- Référendum pour un second mandat, le 27 mai 2007.

PKK en Irak : Ankara "à bout de patience" mais n'agira pas dans l'immédiat (Gül)



ANKARA, 25 mai 2007 (AFP) - La Turquie est "à bout de patience" au sujet des activités des séparatistes kurdes de Turquie en Irak mais n'a pas l'intention d'agir dans l'immédiat contre leurs bases situées dans le nord de l'Irak, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül.

"Notre patience est à bout (...) mais le timing est important. Ce qui est important c'est d'obtenir des résultats" dans une intervention éventuelle, a dit M. Gül en réponse à une question de la chaîne d'information NTV sur une attaque dans le sud-est anatolien, qui a tué jeudi six soldats turcs et blessé dix autres, et a été attribuée par les autorités au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit).

L'armée turque avait jugé le mois dernier qu'une intervention contre le PKK dans le Kurdistan irakien n'était pas nécessaire pour arrêter les infiltrations de rebelles en territoire turc avec des armes et des explosifs.

"Il n'y a pas de divergences entre le gouvernement et l'armée. Le parlement soutiendra sans aucun doute toute opération, toute action qui produira des résultats", a affirmé le ministre.

Il a toutefois souligné que son gouvernement n'avait pas l'intention dans l'immédiat de demander au parlement une autorisation pour une opération transfrontalière contre le PKK en Irak.

Un attentat meurtrier mardi à Ankara commis selon les autorités par un kamikaze pro-PKK --l'organisation a démenti toute implication--et la mort de six soldats turcs jeudi à la suite de l'explosion d'une mine, a intensifié en Turquie le débat sur l'opportunité d'une intervention militaire en Irak pour réprimer le PKK.

Mercredi soir, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé que

son gouvernement soutiendra l'armée si celle-ci cherche à intervenir dans le Kurdistan irakien. Un feu-vert du parlement turc est en principe nécessaire pour l'envoi de soldats à l'étranger.

Tout comme M. Erdogan, M. Gül a souligné qu'un mécanisme de coopération trilatérale --Turquie, Etats-Unis, Irak-- était toujours opérationnel pour tenter de détruire les bases arrière du PKK en Irak.

Les dirigeants turcs accusent depuis longtemps Washington d'inaction dans la lutte contre ce groupe considéré comme une organisation terroriste par Ankara et Washington. Washington a enjoint Ankara de ne pas lancer d'opération unilatérale transfrontalière, estimant qu'une telle action pourrait déstabiliser le nord de l'Irak et aggraver les tensions entre la Turquie et les Kurdes irakiens.

Le PKK se bat depuis 1984 pour l'indépendance du sud-est anatolien à la population majoritairement kurde. La Turquie a lancé plusieurs opérations d'envergure contre le PKK dans les années 1990 mais sans réussir à en déloger l'ensemble des rebelles.

Ankara maintient que les Kurdes irakiens, à la tête d'une administration autonome dans le nord de l'Irak, tolèrent, voire soutiennent, des milliers de rebelles du PKK ayant trouvé refuge dans leur région.

Vendredi, une mine posée selon les autorités par les rebelles du PKK et activée à distance a explosé au passage du convoi du chef de la police de Tunceli, un des théâtres d'opération du PKK dans l'est de la Turquie, sans faire de blessés.

Par ailleurs, une mine qui aurait également été posée par le PKK a provoqué vendredi matin le déraillement de plusieurs wagons d'un train de marchandises à Genç (sud-est), sans faire de victimes, selon des sources locales de sécurité.

La Turquie accuse l'aviation américaine d'avoir violé son espace aérien



ANKARA, 28 mai 2007 (AFP) - 06h03 - L'armée turque a annoncé lundi que deux appareils de l'aviation américaine avaient violé son espace aérien dans le sud-est de la Turquie, frontalier avec l'Irak.

Selon le site internet de l'état-major des armées, l'incident s'est produit le 24 mai dernier dans la zone d'Üzümlü, dans la province de Hakkari, à l'extrême sud-est du pays.

Deux F-16 américains ont "violé pendant quatre minutes l'espace turc" et le ministère turc des Affaires étrangères a été informé de la situation "afin que les démarches nécessaires soient faites", précise l'armée. L'armée turque accuse pour la première fois l'aviation américaine d'avoir violé l'espace turc depuis que les troupes américaines ont envahi l'Irak en 2003.

L'accusation intervient alors que le débat est de nouveau engagé en Turquie sur l'opportunité d'une intervention militaire

en Irak pour réprimer les bases des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) après notamment un attentat meurtrier, le 22 mai, dans la capitale turque attribué par Ankara au rebelles kurdes.

Les dirigeants turcs accusent depuis longtemps Washington d'inaction dans la lutte contre ce groupe considéré comme une organisation terroriste par Ankara et Washington.

Washington a enjoint Ankara de ne pas lancer d'opération unilatérale transfrontalière, estimant qu'une telle action pourrait déstabiliser le nord de l'Irak et aggraver les tensions entre la Turquie et les Kurdes irakiens.

Le journal à grand tirage Hürriyet a ainsi qualifié cette violation de "défi" des Etats-Unis afin d'empêcher la Turquie d'intervenir en Irak.

Turquie: Deux rebelles tués dans l'est, un attentat contre la police déjoué



DIYARBAKIR (Turquie), 28 mai 2007 (AFP) - 12h11 - Deux rebelles séparatistes kurdes ont été tués lundi matin dans des accrochages avec l'armée dans l'Est de la Turquie tandis qu'un attentat à la bombe visant la police a été déjoué dans le Sud-Est, ont indiqué des sources de sécurité locales et les médias.

Le premier incident s'est produit près de Cemisgezek, une localité de la province de Tunceli, théâtre de combats entre forces de sécurité turques et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), ont précisé ces sources.

Une opération d'envergure de l'armée est actuellement en cours dans cette zone, ont-ils ajouté. Le week-end dernier, un membre des milices gouvernementales et un civil ont été tués dans des violences avec le PKK dans le Sud-Est anatolien.

L'armée a lancé des opérations dans plusieurs provinces pour traquer des membres du PKK à un moment où le dégel favorise leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases dans le nord de l'Irak.

A Gaziantep (sud-est), la police a saisi une bombe et arrêté deux militants kurdes présumés, soupçonnés de préparer une attaque à la bombe contre un poste de police, a rapporté l'agence de presse Anatolie. Agissant sur dénonciation, la police anti-terroriste a arrêté un autocar dans lequel ils ont retrouvé l'engin dissimulé dans une bonbonne de gaz, selon l'agence. Le chauffeur du véhicule a un fils combattant dans les rangs du PKK, ajoute Anatolie.

Trois rebelles kurdes tués dans l'est de la Turquie



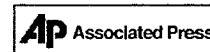
DIYARBAKIR (Turquie), 29 mai 2007 (AFP) - 06h42 - Trois rebelles séparatistes kurdes ont été tués tard lundi dans des accrochages avec l'armée dans l'Est de la Turquie, a-t-on indiqué mardi de sources de sécurité locales à Diyarbakir, principale ville du Sud-Est turc.

L'incident s'est produit à Muradiye, dans la province de Van, près de la frontière avec l'Iran, un des théâtres de combats entre forces de sécurité turques et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), ont précisé ces sources.

Un opération d'envergure de l'armée est actuellement en cours dans cette zone, ont-ils ajouté. Lundi deux rebelles avaient été abattus dans l'est du pays. Le week-end dernier, un membre des milices gouvernementales et un civil ont été tués dans des violences avec le PKK dans le Sud-Est anatolien.

L'armée a lancé des opérations dans plusieurs provinces pour traquer des membres du PKK à un moment où le dégel favorise leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases dans le nord de l'Irak. Depuis 1984, date du début de l'insurrection séparatiste du PKK, le conflit a fait plus de 37.000 morts.

Turquie: des armes découvertes dans un train attaqué par les séparatistes kurdes



The Associated Press - 30/05/07 à 13:03:53 - Les autorités turques ont saisi des armes dissimulées dans un container provenant d'Iran et à destination de la Syrie, après l'attaque d'un train par les rebelles kurdes, a-t-on appris mercredi de source judiciaire. Les armes ont été découvertes lors du contrôle du train attaqué par des séparatistes kurdes le 25 mai, a expliqué à la presse le procureur Ismail Sari. Ils avaient fait dérailler les sept wagons dans un attentat près de la ville de Genc, dans la province de Bingol.

Des mitraillettes et des revolvers ont notamment été saisis, a-t-on appris auprès d'un responsable du gouvernement qui s'exprimait sous couvert d'anonymat. L'agence de presse privée Dogan a précisé que 300 roquettes et une rampe de lancement figuraient dans le container.

La chaîne privée NTV a rapporté que les autorités avaient ouvert une enquête sur cette découverte. AP

Turquie: Dix rebelles kurdes tués dans l'est du pays



DIYARBAKIR (Turquie), 29 mai 2007 (AFP) - 15h21 - Dix rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans des accrochages avec l'armée dans l'Est de la Turquie, on indiqué mardi des sources locales. Sept rebelles ont été tués lors de combats dans une zone montagneuse de la province de Siirt, ont indiqué les services du gouverneur de Siirt.

L'accrochage est survenu alors que l'armée mène une vaste opération de ratissage depuis la mort, la semaine dernière dans la province voisine de Sirkak, de sept militaires dans l'explosion d'une mine posée, selon les autorités, par le PKK.

Des sources de sécurité à Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien à la population en majorité kurde, avaient fait état plus

tôt mardi de trois autres rebelles abattus tard lundi à Muradiye, dans la province de Van, près de la frontière avec l'Iran. Un opération d'envergure de l'armée est actuellement en cours dans cette zone, ont-elles ajouté.

Lundi, deux rebelles avaient été abattus dans l'est du pays. Le week-end dernier, un membre des milices gouvernementales et un civil ont été tués dans des violences avec le PKK dans le sud-est anatolien.

L'armée a lancé des opérations dans plusieurs provinces pour traquer des membres du PKK à un moment où le dégel favorise leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases dans le nord de l'Irak

L'armée américaine a transféré aux Kurdes la responsabilité de leur sécurité



ERBIL (Irak), 30 mai 2007 (AFP) - L'armée américaine a transféré mercredi, au cours d'une cérémonie à Erbil, la responsabilité de la sécurité des trois provinces kurdes d'Irak au gouvernement régional du Kurdistan (nord), a constaté un journaliste de l'AFP.

"Cette journée marque un nouveau succès dans la reconstruction de l'Irak. Cette responsabilité que nous recevons est le fruit de 16 ans d'expérience", a déclaré le Premier ministre du gouvernement régional, Nechirvan Barzani. La cérémonie a été précédée d'un défilé militaire des peshmergas, les combattants kurdes.

Le gouvernement régional du Kurdistan comprend les provinces d'Erbil, de Souleimaniyeh et de Dohouk. Le Kurdistan irakien est autonome depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991.

"Le gouvernement régional du Kurdistan est un exemple en matière de sécurité et de démocratie pour toutes les provinces d'Irak. Renforcer la sécurité du Kurdistan, c'est

renforcer la sécurité de l'Irak", a souligné Moaffaq al-Roubaie, conseiller national à la sécurité.

Pour sa part, le général américain Benjamin Mixon, qui dirige la division multinationale Nord, a évoqué "un jour historique". "Vous avez su attirer des investissements étrangers en raison de la sécurité qui règne dans la province", a-t-il poursuivi.

"C'est comme une indépendance pour nous. Nous sommes très fiers, nous avons longtemps attendu ce jour. Cela nous donne de l'espoir pour l'avenir", a confié Shadman Ali, un colonel des peshmergas. Avec ce transfert, la responsabilité de la sécurité de sept provinces irakiennes sur 18 aura été transférée par les forces américaines.

La responsabilité de la sécurité des provinces de Najaf, Mouthanna, Zi Qar et Missane a déjà été transférée au gouvernement irakien. Cette décision intervient alors que la Turquie a menacé d'intervenir au Kurdistan irakien contre les bases des séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

AU KURDISTAN, UNE FRAGILE PROSPÉRITÉ AU MILIEU DU DÉSASTRE

LE COURRIER

LE COURRIER(Suisse) 28 Mai 2007 BORIS MABILLARD

REPORTAGE - Dans le Kurdistan irakien, le développement économique explose, mais le revers de la médaille aussi: corruption, exploitation ouvrière et crise du logement. Sans compter que les infrastructures ne suivent pas.

Habur, poste frontière, une file de camions a l'arrêt perd patience. Taxis et voitures individuelles traversent sans problème. Les chicaneries des douaniers ne découragent pas les routiers qui, selon les périodes, attendent ici plusieurs jours. Côté irakien, tout se règle en quelques minutes; mais les Turcs montrent de la mauvaise volonté.

L'inauguration récente d'installations modernes et spacieuses, sorte d'aérogare flambant neuf, n'a pas soulagé l'attente des camionneurs.

Edip Firat, un jeune businessman de Diyarbakir, se dépêche, il a fait un aller-retour en Turquie dans la journée pour verser sur son compte l'argent gagné en Irak. Aucune banque turque n'ayant pour l'instant ouvert d'antenne au Kurdistan, Edip effectue de fréquentes allées et venues en Turquie, chargé d'une valise de dollars. «Je ne crains pas le vol, je me sens même davantage en sécurité qu'à Istanbul.» Contrairement aux idées reçues, la sécurité règne ici.

Un drapeau tricolore orné en son centre d'un soleil éclatant. Ibrahim Khalil, premier village: officiellement, c'est l'Irak, pourtant seuls les drapeaux de la région autonome kurde claquent au-dessus des bâtisses. Ibrahim Khalil est la grande porte de l'Irak, son portail commercial. Par ici transite une grosse partie de ce qui est consommé en Irak. Quelle que soit l'attitude de ses douaniers, la Turquie est le premier partenaire économique de l'Irak, loin devant les autres. Elle contribue pour beaucoup à la reconstruction du pays et surtout du Nord, la région autonome du Kurdistan.

Une croissance anarchique

Dohuk, première grande ville après la frontière, n'était qu'un gros village il y a quatre ans. Aujourd'hui, la ville est en pleine expansion, les palais sortent de terre comme des champignons; le bon goût n'est pas toujours au rendez-vous, on préfère les architectures tape-à-l'oeil et prétentieuses. Le prix des terrains a explosé et pour une villa modeste, il faut mettre entre 200 et 500000 dollars. Mais ici on ne compte pas, puisque l'argent vite gagné est aussi vite dépensé.

Mercedes et BMW derniers modèles se disputent la vedette dans les rues encombrées. Les peshmergas[1] se font discrets dans la ville et la présence policière aussi. L'atmosphère n'est pas à la guerre mais au commerce. Pour Edip, c'est une chance, plus encore, un eldorado! «Absence de lois, pas d'impôts ou presque, tout est fait pour favoriser le commerce et encourager les investissements.»

Les Turcs sont les plus grands contributeurs et aussi les bénéficiaires de

ce boom commercial. A Erbil, la capitale de la région, sur le grand marché auquel on a donné le nom de Kayseri, la presque totalité des marchandises vendues est fabriqué en Turquie. Le reste vient de Chine mais via la Turquie. Dara Jalil Al-Khayat, le responsable de la chambre de commerce d'Erbil, explique que la Turquie -avec 400 entreprises installées ici- représente 4 à 5 milliards de dollars.

Pétrole, unique ressource

Le Kurdistan ne produit rien et ses seules ressources sont le pétrole. La région dépend exclusivement des importations. La loi irakienne prescrit que 17% des recettes du pétrole doivent être reversées au gouvernement kurde, mais l'état irakien a du retard dans ses versements, il doit près d'un milliard de dollars à la région autonome kurde. Jusqu'à l'intervention américaine en Irak, le Kurdistan vivait de l'aide internationale et des programmes humanitaires menés par les ONG occidentales.

Aujourd'hui, en plus des dividendes du pétrole, les investissements des exilés kurdes qui reviennent au pays stimulent l'économie. Mais le retour n'est pas toujours facile, surtout lorsqu'on n'a pas de capital, car ici il faut avoir les reins solides, c'est-à-dire de l'argent. Le gâteau kurde attire les convives, les businessmen turcs bien sûr mais aussi les Irakiens du Sud. Le taux de croissance à deux chiffres stimule les appétits et certains, aveuglés par les promesses d'un enrichissement éclair, omettent les précautions nécessaires et ne s'assurent pas assez de la fiabilité de leurs

partenaires. Le chantier du centre commercial géant situé au centre-ville s'est subitement arrêté, les financiers étant au bout de leurs ressources. Ce projet démesuré et mal ficelé capote gentiment et laissera probablement des créanciers en souffrance et des ouvriers sans salaire.

Des hôtels cinq étoiles, mais pas d'électricité

Les prix ont flambé partout, ceux du terrain d'abord, des loyers, des denrées enfin. Pour les exilés rentrés au pays sans argent et qui doivent se reloger, le marché est bien bouché. Même les logements construits en périphérie sont vendus à des prix dissuasifs. Prenant la mesure des problèmes, la municipalité a construit ses premiers logements sociaux, une goutte d'eau pour contenter la masse des demandes.

Un début selon le gouvernement qui promet de continuer dans cette voie mais, alors que les centres commerciaux géants sortent de terre en quelques mois à peine, les chicanes administratives et les discussions politiques freinent les projets sociaux. Dans sa venelle du centre urbain, Amir, un jeune habitant de la ville, enjambe furieusement l'égout à ciel ouvert, «à peine trois heures d'électricité par jour, pas de canalisation, et le gouvernement ose parler de succès». La croissance économique ne profite clairement pas à tout le monde, d'une part les prix augmentent, et de l'autre, pour les emplois peu qualifiés, les salaires stagnent.

Note : [1]Peshmergas: soldats de l'armée kurde.

PORTE FERMÉE AUX REFUGIÉS IRAKIENS

Depuis la détérioration de la situation en Irak, de nombreux Irakiens fuient le Sud du pays et espèrent s'installer dans le Kurdistan. Tous n'ont pourtant pas cette chance-là et, à bien des égards, les efforts consentis pour accueillir les déplacés paraissent ridicules en comparaison de ce qu'ont fait la Syrie et la Jordanie. Les Kurdes sont plus frileux avec leurs compatriotes que ne le sont leurs voisins ou les Européens. Vingt mille familles se sont installées au Kurdistan depuis 2003. Les chiffres sont imprécis, mais Farek Sudor, responsable du département des réfugiés auprès du ministère compétent, évalue le nombre total des personnes déplacées que l'on a autorisé à migrer à une centaine de milliers.

Ces chiffres n'incluent pas les Kurdes qui sont rentrés au pays après des années d'exil. Pas non plus les déplacés kurdes à l'intérieur du Kurdistan, originaires de Mossoul ou de Kirkouk et dont on pense qu'ils pourront bientôt rentrer chez eux. Pour s'installer dans la région, les candidats doivent montrer patte blanche: «Il faut avoir un parent qui réside ici ou une solide recommandation de la part de quelqu'un d'important qui se porte garant. Ainsi nous nous assurons que les migrants ne sont pas des terroristes.» Les chrétiens, eux, n'ont pas besoin de ces invitations.

Quelque 1300 familles se sont installées dans leur fief de la banlieue d'Erbil, à Einkawa. Riyad Badr est ingénieur, il a fui Bagdad après avoir reçu une lettre de menace explicite. «Aujourd'hui, les terroristes s'attaquent à tous ceux qui pourraient apporter un peu de lumière, du progrès en Irak; leur stratégie est de plonger le pays dans le chaos. Les médecins, les enseignants et les ingénieurs se trouvent en première ligne.» Sa chance: au Kurdistan, on manque justement de médecins et d'ingénieurs. Ceux-ci sont donc bienvenus. «Une lettre de ma compagnie qui assurait de mes compétences m'a facilement donné un droit d'entrée.» Mais ceux qui ne peuvent pas présenter soit les garanties ou surtout un intérêt pour l'économie kurde se voient refuser l'entrée. «Oui, si je n'avais pas été ingénieur, j'étais quitte pour endurer mes souffrances à Bagdad.» Farek Sudor consent que les restrictions ont profité à une certaine classe sociale. «Nous avons accepté un certain nombre de riches Bagdadis qui venaient investir ici, les familles des membres du gouvernement, des mafieux à peine repentis, et même certains anciens proches du régime de Saddam qui se sont achetés une conduite; en tout plus de 60% des nouveaux arrivants appartiennent à la grande bourgeoisie.» Qui sont les autres? Presque uniquement des ingénieurs et des médecins. En d'autres termes, cela signifie que pour l'instant les chances pour un chiite ou un sunnite démuné du centre de Bagdad d'être accueilli au Kurdistan avoisinent le zéro

Quatre rebelles kurdes abattus en Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 31 mai 2007 (AFP) - 09h58 - Quatre rebelles kurdes ont été tués jeudi dans des accrochages avec l'armée dans l'est et le sud-est de la Turquie, ont indiqué les sources de sécurité et les autorités locales.

Un premier incident au cours duquel trois rebelles ont trouvé la mort s'est produit près du village de Ciçekli, dans la province de Tunceli (est), un des théâtres de combats entre les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les forces de sécurité turques. Les heurts se poursuivaient jeudi matin dans la zone, selon les autorités.

A Hakkari, près de la frontière avec l'Irak, un quatrième rebelle, expert en mines, a été abattu par les soldats, a annoncé le gouvernorat local dans un communiqué. Mercredi, un soldat turc et un rebelle du PKK avaient été tués dans des violences dans le sud-est anatolien.

L'armée a lancé des opérations dans plusieurs provinces pour traquer des membres du PKK à un moment où le dégel printanier favorise leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases dans le nord de l'Irak, ce qui a intensifié les combats entre le PKK et l'armée depuis quelques semaines.

Des troupes ont été massées ces dernières semaines à la frontière irakienne, mobilisation assez habituelle en cette période de l'année, mais qui intervient alors que le débat s'intensifie en Turquie sur l'opportunité de frapper ces bases de l'autre côté de la frontière, selon les médias.

Parallèlement, la police a intensifié son action contre les rebelles kurdes dans les centres urbains depuis l'attentat-suicide de la semaine dernière dans le centre d'Ankara qui a fait six morts et 121 blessés et tué le kamikaze, qualifié de pro-kurde par les médias.

Heurts avec des rebelles dans nord-ouest iranien: sept militaires tués



TEHERAN, 31 mai 2007 (AFP) - Sept militaires, dont deux officiers, ont été tués lundi dans des affrontements avec des rebelles dans la province d'Azerbaïdjan occidentale dans le nord-ouest de l'Iran, selon un communiqué militaire diffusé jeudi par l'agence officielle Irna. L'armée iranienne avait annoncé mercredi que ces heurts avaient fait dix morts parmi les "contre-révolutionnaires armés".

"Le brigadier général Alireza Talaïe, commandant de la seconde brigade Aba Abdollah al-Hosseïn, et le brigadier général Ghorbanali Ebrahimi, responsable des renseignements de ce corps, ainsi que leurs camarades sont tombés en martyrs" lors des affrontements, selon le communiqué militaire.

Les combats se sont déroulés près de la ville de Salmas, située à quelques dizaines de km de la frontière irano-turque. De violents affrontements avaient opposé en février les forces armées iraniennes à des rebelles kurdes dans cette zone.

L'Iran avait annoncé à l'époque que près de 50 rebelles kurdes avaient été tués dans des affrontements entre forces armées iraniennes et militants du Pejak, un parti séparatiste kurde iranien proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

Quatorze militaires membres de l'armée régulière et du corps d'élite des Gardiens de la révolution, avaient été tués dans la chute de leur hélicoptère pendant les opérations. La province d'Azerbaïdjan-ouest, qui a des frontières avec la Turquie et l'Irak, abrite une importante minorité de Kurdes. Elle est le théâtre depuis plus d'un an de heurts armés réguliers avec des militants kurdes, notamment du Pejak.

Le gouvernement iranien accuse régulièrement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'aider les groupes armés appartenant aux minorités religieuses et ethniques concentrées dans les provinces frontalières de l'Iran.

En Irak, les Kurdes sont "fiers" de pouvoir défendre leur patrie



ERBIL (Irak), 31 mai 2007 (AFP) - Le foulard rouge noué autour du cou et les mains gantées de blanc, les peshmergas paradent dans Erbil. Les bottes claquent et les baïonnettes se lèvent sur fond de marche militaire kurde.

Le drapeau kurde, un soleil sur trois bandes verte, blanche et orange, est cousu sur les manches des uniformes.

"Nous sommes si heureux et si fiers. Cela faisait si longtemps que nous attendions ce jour. C'est en soi une sorte d'indépendance, une grande source d'espoir", s'exclame le colonel Shadman Ali.

L'hymne kurde retentit. Les officiers se lèvent et font le salut militaire.

Le gouvernement régional du Kurdistan vient d'obtenir des mains des Américains la responsabilité de la sécurité dans les trois provinces kurdes d'Erbil, de Dohouk et de Soulaïmaniyah, dans le nord de l'Irak.

Depuis juillet 2006, l'armée américaine transfère la responsabilité de la sécurité des provinces irakiennes aux forces de sécurité nationales. Ce nouveau transfert porte à sept, sur dix-huit, le nombre de provinces irakiennes gérant leur propre sécurité. Mais pour la première fois, cette responsabilité n'est pas attribuée au gouvernement central, mais à une instance régionale.

"A travers ce transfert, nous reconnaissons que le gouvernement kurde peut gérer sa propre sécurité", explique le général Kurt Cichowski, adjoint au commandant des forces américaines en Irak, David Petraeus. Alors que l'Irak sombre dans la guerre confessionnelle, le Kurdistan est en effet largement épargné par les violences qui ensanglantent le reste du pays.

Les peshmergas filtrent l'entrée dans les provinces kurdes et tout Arabe qui veut s'y installer doit présenter des garanties. Plus sûr que le reste du pays, le Kurdistan attire les investisseurs étrangers et l'économie locale explose. Sur le fond cependant, ce transfert ne fait qu'officialiser la situation existante.

"C'est le fruit de 16 ans d'expérience", se félicite le Premier ministre du

gouvernement régional kurde, Nechirvan Barzani. Depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, le Kurdistan est autonome et les peshmergas, "ceux qui sont prêts à mourir" en langue kurde, y assurent la sécurité.

La police kurde compte environ 20.000 membres mais il est beaucoup plus difficile d'estimer le nombre de peshmergas, les chiffres allant de 20.000 à 100.000. Si l'accord de transfert prévoit une future coopération entre les forces kurdes, l'armée irakienne et les Américains, il reste encore à définir le nombre de peshmergas qui intégreront les forces régionales kurdes.

Disposant déjà de son propre Parlement et de son propre gouvernement, avec sa propre armée, le Kurdistan jouit désormais d'une autonomie renforcée. Et pour beaucoup de Kurdes, c'est un pas de plus vers l'indépendance, même si les autorités de Bagdad ne veulent pas en entendre parler. "Les forces kurdes sont des forces irakiennes", dit séchement le conseiller national à la sécurité irakienne, Moaffaq al-Roubaïe.

"C'est un problème supplémentaire" reconnaît le général Cichowski, "mais je suis confiant" dans la bonne coopération entre les Kurdes et le gouvernement central.

"Nous avons fait le choix du fédéralisme, nous ne le regrettons pas", assure de son côté le Premier ministre kurde. Avant d'appeler une nouvelle fois à un référendum sur le rattachement de la province de Kirkouk, riche en pétrole, jadis occupée par les Kurdes mais victime d'une politique d'arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein.

Aujourd'hui, les Kurdes sont de nouveau majoritaires à Kirkouk et les résultats du référendum, promis par la Constitution irakienne adoptée en octobre 2005, sont quasiment acquis à la cause kurde.

L'intégration de Kirkouk renforcerait considérablement le pouvoir des Kurdes d'Irak, au risque de provoquer une intervention de la Turquie voisine, inquiète du sort de la minorité turcomane de la ville et des aspirations à l'indépendance des Kurdes vivant sur son territoire.

Irak, que le borbier demeure

Tout le monde trouve son compte dans le désastre de l'occupation américaine : aussi bien les Etats arabes modérés que l'Iran ou la Syrie, aussi bien Israël que tous les groupes politiques irakiens

A en croire les discours officiels du Moyen-Orient, tout le monde déplore la présence américaine en Irak, et tous appellent à un départ immédiat. Le souverain saoudien lui-même, pourtant le plus proche allié arabe de Washington, a traité l'occupation d'« *illé-gale* » et d'« *illégitime* ». Et, pourtant, entre paroles exprimées et intentions cachées, il y a un gouffre. Etats et groupements politiques de la région, poussés par leur opinion publique, ne l'admettront guère, mais ils n'ont nulle envie de voir de sitôt le dos des Américains.

A cela, une raison simple : alors que les Etats-Unis ne sont plus en mesure de manipuler les acteurs régionaux, les acteurs régionaux, eux, ont appris à utiliser la présence américaine pour promouvoir leurs propres objectifs. Silencieusement, et à l'encontre des convictions populaires, ils ont réussi à prolonger l'occupation américaine, faisant miroiter aux occupants la chimère d'une possible victoire. Le prétendu axe des Etats arabes dits « modérés » – comprenant l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie – craint un départ rapide des Américains.

Tout d'abord, parce que cela serait interprété comme une défaite américaine, ce qui affaiblirait du coup ces régimes pro-américains tout en radicalisant leurs opinions publiques. Ensuite, parce que, si les Etats-Unis partent, l'émergence d'un régime chiite en Irak – à leurs yeux une éventualité désastreuse – ne serait plus qu'une question de temps. Face à l'hostilité du monde arabe, ce régime tournerait obligatoirement son regard vers l'Est et renforcerait d'autant ses liens avec ses coreligionnaires iraniens.

Pour la plupart des régimes arabes, cela représenterait un défi considérable et déclencherait toute une série d'événements graves : alliance irano-irakienne ; soutien politique et matériel arabe pour les mouvements militants sunnites d'Irak ; mesures de rétorsion de la part des forces irakiennes et, pour finir, la menace d'un embrasement régional.

Enfin, un retrait américain risquerait de mener à une partition de l'Irak. Du point de vue de nombre d'Arabes, l'occupation est ce qui permet de tenir ensemble le pays : aussi longtemps que seront présentes les forces de la coalition, une fragmentation totale peut être évitée. Dès que les troupes américaines ne seront plus là, cependant, les chances d'une partition se multiplieront, ce qui représenterait une menace existentielle pour l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats de la région.

Hussein Agha

Professeur chargé d'études sur le Proche-Orient à l'université d'Oxford

Les diverses tendances sécessionnistes, nombreuses mais latentes, pourraient être réveillées un peu partout. Pis, la fin de l'Irak moderne mettrait en cause la légitimité des principes fondamentaux de la nation, de l'Etat et des frontières arabes.

Paradoxalement, l'axe rival des Etats dits « voyous » – la Syrie et l'Iran – voit également d'un bon œil la présence américaine. Aussi longtemps qu'ils seront empêtrés dans le borbier irakien, les Etats-Unis devront réfléchir à deux fois avant de s'embarquer dans une expédition militaire similaire dans un pays avoisinant. Cela est dû à des considérations politiques – le borbier servant de sobre rappel de l'échec de l'invasion –, mais aussi militai-

res. Les ressources américaines sont quasiment épuisées et le demeureront tant que durera l'occupation. De plus, les forces américaines en Irak présentent autant de cibles pour une contre-attaque iranienne ou syrienne si le besoin s'en faisait sentir. Qu'ils aient raison ou tort, en somme, Damas et Téhéran considèrent tous deux que l'occupation de l'Irak constitue la plus solide politique d'assurance contre une éventuelle agression américaine.

Pour la Turquie, la présence des forces américaines signifie que les aspirations nationales des Kurdes irakiens ne donneront pas lieu à un état indépendant en bonne et due forme – une ligne rouge pour Ankara qui doit composer avec sa propre minorité kurde. La Turquie n'apprécie guère la possibilité d'un Etat irakien chiite allié à l'Iran et ouvert aux revendications kurdes – situation que l'occupation rend, à ses yeux, moins probable.

Israël aussi considère qu'un retrait rapide des forces américaines serait un désastre. Déjà, rien n'aura autant affaibli la force de dissuasion israélienne que la performance américaine en Irak – performance qui sert d'inspiration pour les ennemis d'Israël, désormais convaincus que même la force militaire la plus puissante du monde peut être mise à genoux. Un départ précipité, surtout combiné avec la désastreuse guerre du Liban de l'été 2006, mettrait Israël en situation délicate, renforçant l'Iran et donnant à la Syrie l'espoir de pouvoir recouvrer le Golan par voie militaire.

Il y a des risques pour les petits Etats du Golfe également. Avec leur importante population chiite et leur forte dépendance à l'égard des Etats-Unis, ils seraient mena-

cés par un retrait accéléré. A Bahreïn, qui abrite une majorité chiite désenchantée et opprimée, l'effet pourrait être immédiat.

A l'intérieur de l'Irak, l'heure est à la consolidation des divers groupes politiques. Ils renforcent leur capacité politique et militaire, développent ou approfondissent leurs alliances extérieures, clarifient leurs objectifs politiques et se préparent pour les défis qui approchent.

Ce n'est pas le moment pour une confrontation totale. Aucun groupe ne possède ni la confiance ni la capacité nécessaire pour affronter ses rivaux au sein de sa communauté ou au sein des communautés ennemies. De même, aucun groupe n'est véritablement intéressé pour l'instant par un véritable processus de réconciliation nationale, alors qu'ils estiment tous pouvoir améliorer leur position à l'avenir. La perpétuation de la présence américaine les aide sur les deux tableaux : d'une part, elle permet de modérer l'intensité des com-

Aussi longtemps que seront présentes les forces de la coalition, une fragmentation totale peut être évitée

bats ; d'autre part, elle permet de repousser à plus tard tout engagement politique.

Les chiites présents au gouvernement aimeraient que les Etats-Unis restent le temps qu'il faudra pour consolider leur pouvoir sur les leviers de l'Etat et pour bâtir un appareil militaire loyal. Les chiites en dehors du gouvernement aimeraient qu'ils restent le temps qu'il faudra pour éviter une confrontation prématurée avec leurs rivaux. Les groupes militants chiites peuvent à la fois accuser les forces d'occupation d'être responsables des maux de leur communauté et les attaquer pour cimenter leur soutien populaire. Pour leur part, les chiites alliés à l'Iran sont en mesure de se venger d'éventuelles actions américaines anti-irakiennes en menant des attaques contre les forces américaines en Irak.

Al-Qaida et ses alliés sont ceux qui, peut-être, tirent le plus grand bénéfice de l'occupation. Ils se sont installés en Irak, ont atti-

ré de nouvelles recrues, conduit des opérations contre les Américains, et se sont renforcés. Ils ne sont absolument pas pressés de voir les Américains quitter le pays et retirer autant de cibles faciles. D'autres groupes sunnites armés ont besoin des Américains pour des raisons analogues et pour se protéger des chiïtes. Pour les politiciens sunnites, l'occupation est le dernier rempart contre une hégémonie chiïte totale sur les institutions de l'Etat.

De tous les groupes ethniques, les Kurdes sont ceux qui ont le plus adroitement utilisé les Américains. Bénéficiant de la protection des Etats-Unis, ils

sont à l'abri de leurs ennemis historiques, Arabes et Turcs, ont construit des institutions quasi étatiques, et vivent dans un calme et une prospérité relatifs. Ils n'ont aucune envie que la situation change.

Comme les régimes des pays avoisinants, les chiïtes, les sunnites et les Kurdes d'Irak sont unis dans leur volonté et leur capacité d'utiliser la présence américaine afin de poursuivre des objectifs politiques distincts et le plus souvent contradictoires. L'écart est grand qui sépare les sentiments des gens ordinaires, en Irak comme ailleurs dans la région, franchement hostiles à l'occupation, des calculs politiques de

leurs dirigeants, mesurant tout le bénéfice qu'ils en tirent, pour le moment, tout du moins.

Au milieu de sombres et lugubres tableaux, les Américains paraissent moins sûrs et plus confus que tous autres. Armés d'objectifs inaccessibles, munis de plans incohérents, changeant constamment de tactique, et avec des pertes en vies et en ressources qui ne cessent de croître, ils ne savent plus très bien ni ce qu'ils veulent ni comment l'obtenir. Ils se voyaient en manipulateurs ; ils sont devenus manipulés. Le tout illustrant ce vieil adage arabe : la magie s'est enparée du magicien. ■

En Irak, le travail de sape iranien commence à porter ses fruits

LE FIGARO 28 mai 2007

L'analyse
de Georges Malbrunot *

L'Irak mène en Irak une politique « *schizophrénique* », selon les États-Unis, qui entament aujourd'hui à Bagdad un dialogue avec la République islamique, le premier du genre depuis 2002. D'un côté, Téhéran soutient le gouvernement, cautionné par Washington. De l'autre, ses milices arment, entraînent et financent des groupes qui attaquent des soldats américains. Appui au processus politique. Aide aux rebelles anticoalition. Le paradoxe, en fait, n'est qu'apparent. Chez son voisin irakien, Téhéran agit avec cynisme et pragmatisme, en fonction de ses seuls intérêts. Pour garantir sa survie face aux menaces américaines liées à ses ambitions nucléaires, le régime iranien y a patiemment bâti une stratégie de nuisance, destinée à être, le moment venu, un interlocuteur incontournable. La tactique s'avère pour l'instant payante. Opposé à toute discussion avec l'Irak, tant que celui-ci n'aurait pas suspendu ses activités d'enrichissement d'uranium, Washington a finalement accepté de parler avec les représentants des mollahs.

Les Iraniens ne veulent plus d'un Irak hostile, comme du temps de leur ennemi juré Saddam Hussein, qui leur fit la guerre entre 1980 et 1988. Pour stabiliser les relations avec son voisin arabe, la République islamique apporte un appui politique au Conseil suprême de la République islamique en Irak, la principale formation chiïte au cœur du pouvoir irakien, qu'elle a abritée pendant sa longue opposi-

tion à Saddam Hussein. Des alliés fiables que Téhéran influence, pour façonner, par exemple, une loi pétrolière qui ne lui soit pas hostile. Mais contre des dizaines de milliers de soldats américains à leurs portes, les Iraniens n'hésitent pas à jouer, en parallèle, la carte du bouillonnant leader chiïte, Moqtada al-Sadr, qui vient de rentrer chez lui à Koufa après s'être réfugié en Iran, et dont l'agenda antiaméricain converge avec le leur.

L'Irak veut un retrait américain d'Irak, mais un retrait « programmé et annoncé ». Téhéran, désormais, se dit prêt à aider les États-Unis à élaborer « une stratégie de sortie » d'Irak. « *Leur invasion a été un désastre ; faisons en sorte que le retrait ne soit pas aussi un désastre* », affirme le vice-ministre des Affaires étrangères, Abbas Aragchi. Un repli américain en bon ordre passera-t-il par des concessions occidentales sur le nucléaire iranien ? Officiellement, il n'en est pas question. De part et

d'autre, on circonscrit ce début de dialogue au borbier irakien, mais il ne faut pas écarter des contacts secrets, entre les deux camps.

L'Irak redoute de faire les frais d'une guerre civile généralisée, conséquence d'un départ précipité des troupes américaines d'Irak. « *Il doit y avoir un plan* », insiste-t-on à Téhéran, où l'on mesure aussi les limites de l'engagement auprès de la majorité chiïte d'Irak. Celle-ci descend de tribus arabes, installées là depuis plusieurs siècles. Arabes et non persanes, comme l'a bien montré leur appui à Saddam Hussein pendant le conflit face à l'Iran.

« Au fur et à mesure que les menaces américaines sur l'Irak se précisent, Téhéran répond en durcissant son aide aux insurgés irakiens »

Fragile, l'influence iranienne en Irak est aussi aléatoire, à l'image de la relation en dents de scie entre Sadr et Téhéran. Les sadristes ne ressemblent pas aux chiïtes libanais du Hezbollah, fidèles alliés du guide de la révolution et numéro un du régime, Ali Khamenei. Leur allégeance va d'abord à Moqtada al-Sadr, dont l'agenda national, fondé sur le refus de toute ingérence étrangère, ne peut qu'agacer Téhéran. Mais face à la soldatesque américaine, Sadr a besoin de l'appui financier et logistique iranien.

Surtout en période de crise, comme ce fut le cas durant l'été 2004, lorsque Téhéran alla jusqu'à proposer des soins et un refuge aux blessés de l'Armée du Mahdi, la milice sadriste. Pourtant, quels que soient les efforts entrepris pour consolider ce mariage de raison, l'Irak peine à trouver un terrain d'entente durable avec des sadristes, de plus en plus populaires chez les chiïtes d'Irak. Et si le séjour iranien de Sadr s'est prolongé pendant cinq mois, c'est sans doute que les deux parties ont eu bien du mal à s'entendre sur les principaux dossiers au cœur de

leur « partenariat » : les formes de la confrontation antiaméricaine et l'apaisement des conflits avec les autres factions chiïtes d'Irak.

Au fur et à mesure que les menaces américaines sur l'Irak se précisent, Téhéran répond en durcissant son aide aux insurgés irakiens : livraison d'engins explosifs de plus en plus sophistiqués, implication des gardiens de la révolution dans l'enlèvement puis l'assassinat de cinq soldats américains (ce qui

entraîna la capture de cinq Iraniens accusés par les États-Unis d'être des agents du renseignement iranien). Jusqu'aux dernières révélations d'un appui iranien aux rebelles sunnites, c'est trois fois.

Tant que les soldats américains resteront en Irak, malgré des divergences, l'aide logistique et militaire de Téhéran devrait se poursuivre. Mais demain ? Téhéran n'est pas à l'abri d'une montée d'un sentiment anti-iranien chez les chiïtes irakiens, comme ce serait déjà le cas dans le Sud, où l'afflux d'armes iraniennes inquiète. Ces derniers mois, certaines factions de l'Armée du Mahdi, opposées à un rapprochement trop marqué avec les Iraniens, se sont désolidarisées de leur chef. De quoi attiser le débat interne au sommet du pouvoir à Téhéran, où l'hydre à plusieurs têtes est parfois divisée sur les cartes à jouer en Irak, avec d'un côté le ministère des Affaires étrangères, méfiant à l'égard des sadristes, et de l'autre les gardiens de la révolution, prêts à toutes les alliances contre les Américains. Mais comme sur tous les dossiers stratégiques, c'est le guide de la révolution qui finira par trancher.

* Grand reporter au service étranger du Figaro.

LE FIGARO
28 mai 2007

Le plan de réconciliation nationale irakien toujours dans l'impasse

Partisan du dialogue américano-iranien pour stabiliser la situation dans son pays, le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, sera jugé sur les résultats obtenus des principaux points de son plan de réconciliation nationale.

Le partage des revenus pétroliers. Adopté en février par le gouvernement, un projet de loi, crucial pour les intérêts américains, n'a toujours pas été ratifié par le Parlement irakien, en raison de divergences entre ses différents blocs communautaires. Les Kurdes

s'opposent à la loi pétrolière, qui prévoit une redistribution de la rente au prorata de la population des différentes provinces, et leur interdit de signer des contrats avec des compagnies étrangères. Ils exigent au contraire que le texte reconnaisse les accords d'exploration et de développement des gisements, qui ont déjà été conclus entre leur gouvernement régional

et des compagnies, notamment norvégiennes. Les Kurdes menacent d'appliquer leur propre législation si la future loi pétrolière heurte leurs intérêts. Encouragés par les pays arabes sunnites voisins, Arabie saoudite en tête, les Américains, de leur côté, souhaitent que la redistribution de la manne pétrolière se fasse à part égale entre chiïtes, Kurdes et sun-

nites, afin d'encourager ces derniers à calmer l'insurrection dont leurs soldats sont victimes. Mais le bloc majoritaire chiïte au Parlement s'oppose à un tel amendement. Pressé, Washington tient à faire adopter cette loi avant une éventuelle chute du gouvernement Maliki, affaibli par la violence.

La loi sur la débaasification. En mars, le premier ministre et le président de la République, Jalal Talabani, ont adressé au Parlement un projet de loi qui doit permettre aux anciens membres du parti au pouvoir sous Saddam Hussein, n'ayant pas occupé de responsabilités importantes, de revenir

dans la vie politique et sociale. « Nous ferons une différence entre ceux qui ont le sang des innocents sur les mains et ceux qui ont été contraints à rejoindre le Baas », assurait alors Nouri al-Maliki. Il ne s'agit pas « d'absoudre les criminels du Baas, mais de réévaluer le rôle de ceux qui ont souffert de la tyrannie et de l'oppression », ajoutait le premier ministre. Mais, depuis, le comité parlementaire chargé de cette question s'oppose au retour des ex-baassistes dans les rouages du pouvoir.

Si les Kurdes pourraient s'accommoder de cette loi, en échange de concessions sur leurs revendications, les principaux leaders chiïtes, eux, campent sur leur refus. Résultat : le chef du gouvernement tente désespérément de persuader ses alliés sadristes d'assouplir leur veto. « En réalité, ajoute Kais al-Azawi, chef du mou-

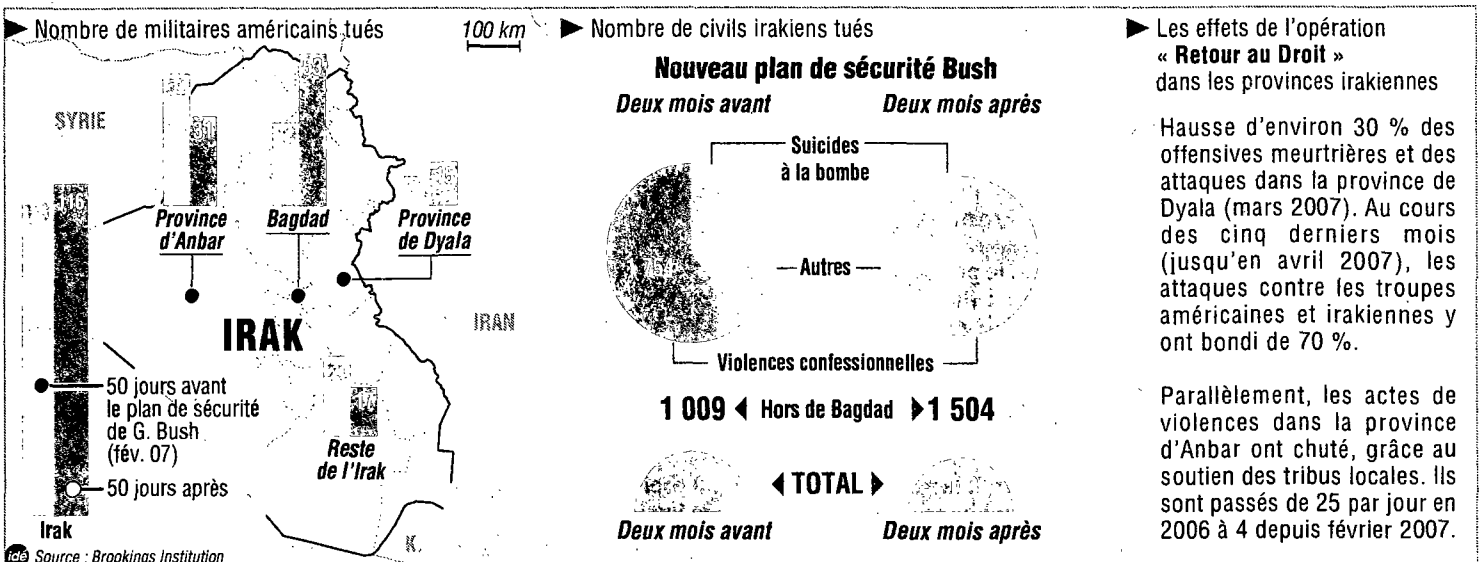
vement des socialistes arabes en Irak, le problème ne tient pas tant à l'annulation de lois qui ont déjà été bafouées ces dernières années après le recrutement de nombreux anciens baassistes dans les forces de sécurité, mais plutôt à la reconnaissance du parti Baas et de la liberté qui lui serait donnée d'opérer sous ce label au nom de la démocratie. »

Sunnites divisés. Aujourd'hui, des ex-baassistes sont regroupés derrière le faux nez du « Hezb al-Awdah », le Parti de la renaissance. Mais, pour ne rien arranger, les sunnites sont eux-mêmes divisés. « Les vrais saddamistes ne veulent pas d'un nouveau Baas, dirigé par une branche aujourd'hui réfugiée en Syrie », explique al-Azawi. Ces tiraillements internes pèsent sur les débats au Parlement.

La révision de la Constitution. Le 15 mai, le comité chargé de la réforme constitutionnelle a accepté de transmettre aux parlementaires une série d'articles à modifier. Le plus controversé est celui qui octroie aux régions une large autonomie par rapport au pouvoir central. Les chiïtes tiennent à ce que la Constitution leur permette de former une puissante région fédérale, à l'image du Kurdistan, au nord de l'Irak. De leur côté, les Kurdes s'opposent à ce que la référence « arabe » soit maintenue dans la prochaine Constitution irakienne. Une exigence combattue par la minorité sunnite, dont les ministres menacent de quitter le gouvernement si leurs revendi-



Mis sous surveillance par George Bush, le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, ne dispose plus que de quelques mois pour prouver qu'il est bien l'homme de la situation à Bagdad. AFP.



cations ne sont pas satisfaites. Les sunnites rejettent un large fédéralisme, dont ils seraient les grands perdants. Les Américains, partisans d'une plus grande participation politique des sunnites pour parvenir à une vraie réconciliation nationale, exercent des pressions sur al-Maliki, comme l'a fait le vice-président, Dick Cheney, lors de son récent séjour à Bagdad.

Le démantèlement des milices pour réduire la violence. Aucun progrès réel n'a été enregistré,

bien que la coalition et les forces de sécurité irakiennes aient arrêté de nombreux miliciens de l'Armée du Mahdi, liés au bouillonnant leader chiite Moqtada al-Sadr, opposé à la présence américaine en Irak. Chaque faction tient à garder des hommes en armes, au cas où l'Irak s'effondrerait complètement. Si le nombre des victimes civils a reculé à Bagdad depuis l'adoption en février du dernier plan de sécurité (voir infographie), en revanche, il a augmenté en

dehors de la capitale, en particulier dans la province de Dyala, où les terroristes djihadistes se replient. Sur le plan politique, nul ne sait quand auront lieu les élections provinciales, déjà reportées à plusieurs reprises. De la même façon, le remaniement ministériel, annoncé en février par le premier ministre, n'a toujours pas vu le jour. Mis sous surveillance par George Bush, Nouri al-Maliki ne dispose plus que de quelques mois pour prouver qu'il est bien l'hom-

me de la situation à Bagdad. D'où ses requêtes auprès des Iraniens pour que ces derniers acceptent de dialoguer avec les Américains, dans l'espoir de voir la situation se stabiliser. Et son avenir s'éclaircir.

GEORGES MALBRUNOT

ÉTATS-UNIS - IRAN PREMIÈRE RENCONTRE BILATÉRALE DEPUIS 1980

Dialogue entre Américains et Iraniens à Bagdad

LES AMBASSADEURS des Etats-Unis et d'Iran se sont retrouvés, lundi matin 28 mai, à Bagdad, pour discuter de l'Irak. Il s'agit des premiers entretiens officiels à ce niveau entre les deux pays depuis 1980. La rencontre a lieu à la résidence du premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, qui a espéré qu'elle sera « le début d'un nouveau chapitre et un pas important pour la région ».

Washington et Téhéran sont convenus de ne pas aborder la

question du programme nucléaire iranien. L'Iran considère que le départ des forces américaines d'Irak est la première condition

au rétablissement de la sécurité chez son voisin. En revanche, les Etats-Unis accusent l'Iran d'aider les groupes extrémistes en Irak, notamment chiites. Dimanche, Téhéran a accusé Washington d'avoir organisé des réseaux d'espions chargés de mener des « sabotages » dans des régions frontalières.

Dix soldats américains tués

La rencontre de lundi intervient alors que la situation reste très chaotique en Irak. Les corps de 44 personnes assassinées ont été découverts, dimanche, dans différents quartiers de la capitale

irakienne. En outre, les forces américaines et irakiennes ont découvert, dimanche, un centre de détention géré, selon elles, par des groupes djihadistes se récla-

mant d'Al-Qaida, dans la province de Diyala, au nord de Bagdad. Quarante et un hommes étaient détenus et ont été libérés.

Dix soldats américains ont par ailleurs été tués en Irak le 25 et le 26 mai. Ces décès portent à au moins 103 le nombre de militaires américains morts en mai. Cent quatre soldats avaient été tués en avril, l'un des mois les plus meurtriers depuis l'invasion américaine en 2003. - (AFP, Reuters.) ■

Le Monde

Mardi 29 mai 2007

L'inquiétude croît en Turquie

ISTANBUL
CORRESPONDANTE

Opposition entre laïques et religieux, question kurde : à l'approche des élections législatives, deux foyers de conflits provoquent en Turquie une tension préoccupante.

Les partisans de la laïcité, après avoir manifesté en masse dans les grandes villes, se mobilisent maintenant dans les petites communes. Ils craignent qu'une nouvelle avancée de l'AKP, le parti (ex-islamiste) au pouvoir, ne menace leur mode de vie. Ce parti dément pourtant tout projet islamiste et accuse ses adversaires de s'accrocher à leurs pouvoirs - ceux de l'armée et des vieilles élites du pays.

Dans ce contexte politique déjà tendu, l'attentat à la bombe du 23 mai à Ankara (7 morts, 90 blessés) a encore alourdi ce début de campagne électorale. Les forces de sécurité multiplient les arrestations de personnes présentées



Meeting du Parti républicain du peuple, à Mersin, le 26 mai. AP

comme « des terroristes du PKK » (séparatistes kurdes), accusées de préparer d'autres attentats. La ten-

sion sécuritaire monte, alimentée par les accrochages entre l'armée et le PKK à la frontière irakienne.

La situation pourrait-elle dégénérer au point de faire annuler les législatives du 22 juillet ? L'hypothèse a été avancée par ceux qui

soupçonnent les généraux d'être prêts à tout pour empêcher l'accès à la présidence de la République d'un des chefs de l'AKP. Le fait que leurs épouses soient voilées prouverait, selon les généraux, leur « agenda islamiste caché ».

Malgré cela, l'AKP espère toujours réformer le mode de scrutin pour l'élection présidentielle en instaurant le suffrage universel. A

moins qu'il ne renforce suffisamment sa majorité parlementaire, le 22 juillet, pour faire élire son candidat au Parlement. La sortie de crise pourrait aussi venir d'un consensus trouvé à l'issue des législatives si l'AKP doit s'associer à un petit parti laïque pour continuer à gouverner. ■

SOPHIE SHIHAB

Armée turque

Un Etat dans l'Etat

Le Monde

29 MAI 2007

Il y a deux ans encore, alors que l'optimisme proeuropéen régnait en Turquie, le pouvoir y semblait en voie irréversible de démilitarisation. Le 27 avril dernier, un communiqué de l'armée, menaçant d'intervenir dans la crise politique que traverse le pays, a suffi à ruiner cette certitude. Régulièrement, le poids des militaires dans la politique turque, plus léger en périodes de stabilité, s'alourdit en temps d'incertitudes.

Déjà sous l'Empire ottoman, que l'on définit parfois par la formule « une armée avant toute chose », il arrive aux janissaires d'assassiner et d'introniser vizirs et sultans. Mais c'est aussi le corps des officiers ottomans qui tente de moderniser l'empire. Sur ses cendres, le général Mustafa Kemal Atatürk, nourri de l'idée que l'armée est « l'âme de la nation », fonde la République moderne en 1923.

Le service militaire, créé en 1927, participe à sa grande tâche : inculquer au pays, au besoin par la force, la « civilisation » : laïcité et modes culturels occidentaux, sur fond d'exaltation de l'ethnie et de la nation turque. Après la mort d'Atatürk, les militaires font du « kémalisme » un dogme et s'arrogent le devoir de veiller à son respect « éternel » pour s'immiscer dans la vie politique – ce que le dirigeant disparu n'admettait pas.

En 1950, après vingt-sept ans de parti unique, des élections donnent le pouvoir au Parti démocrate, proche des religieux. L'ouverture économique et politique, avec adhésion à l'OTAN, amène aussi désordre puis autoritarisme. Au point que la prise du pouvoir par de jeunes officiers radicaux, en 1960, renforce le prestige de l'armée, perçue comme facteur de stabilisation par une société globalement respectueuse de la hiérarchie. Les généraux

en profitent : ils rédigent une nouvelle Constitution avec un Conseil national de sécurité (MGK), sorte de cabinet militaire de l'ombre, et se donnent, via le règlement intérieur de l'armée, le devoir de « protéger la République telle que définie dans sa Constitution ».

Ce scénario d'un coup d'Etat militaire sauvant la démocratie se répète en 1971 et, sur un mode majeur, le 12 septembre 1980 : une quasi-guerre civile ayant fait près de 5 000 morts est suivie par trois ans de dictature militaire totale, avec exécutions sommaires et intégration de nerfs ultranationalistes dans les structures d'Etat. Les séquelles de ce « sauvetage »

pèsent encore à ce jour. La Constitution de 1982, écrite par les putschistes et adoptée par référendum, reste en partie en vigueur.

Jusqu'en 2003, elle stipule que les « avis » du MGK sont « pris en compte en priorité » par le gouvernement. Or ce conseil, emblématique de ce que le pays appelle « l'Etat profond », agit plutôt comme un politburo, se

mêle de tous les sujets liés à ses yeux à la sécurité, et impose sa volonté aux cabinets successifs – surtout lorsque le discrédit de la classe politique s'accroît. Ce fut le cas après 1993 (date de la mort de Turgut Özal, qui avait su présider à une décennie de mise en veilleuse des militaires). Le 28 février 1997, le MGK pousse ainsi à la démission le gouvernement de coalition de l'islamiste Erbakan, mais sans recours aux chars. Le danger islamiste avait alors supplanté, aux yeux de l'armée, celui du communisme, alors qu'auparavant les militaires favorisaient les religieux contre la gauche.

Mais c'est surtout le danger « terroriste » – la rébellion armée lancée en 1984 par le Parti des travailleurs kurdes (PKK) – qui légitime le poids des militaires, défenseurs de l'intégrité territoriale du

Après la mort d'Atatürk, les militaires font du « kémalisme » un dogme et s'arrogent le devoir de veiller à son respect

Garante de la laïcité et d'un mode culturel à l'occidentale, l'armée turque s'est immiscée dans la vie politique, par le biais de coups d'Etat. La candidature de la Turquie à l'Union européenne n'a pas chassé ces vieux démons



Armée turque
"Genelkurmay Başkanlığı"
• 800 200 hommes
dont 115 000 soldats
professionnels

Armée de terre : 402 000 hommes

• 4 armées, 10 corps d'armée, 14 divisions d'infanterie dont deux seulement mécanisées

Armée de l'air : 63 000 hommes

• 460 avions de combats

Forces navales : 53 000 hommes

• 13 sous-marins, 20 frégates

Gardes-côtes : 2 200 hommes

• 21 patrouilleurs rapides

Gendarmerie : 280 000 hommes

Budget de défense : 10 milliards de dollars

Ressources totales allouées :
10 % du budget total ; 5,3 % du PIB

pays. Et cela, malgré le cortège d'atrocités commises – de part et d'autre, même si la plupart des 40 000 morts étaient kurdes. Loin de sceller l'unité du pays, la guerre creuse le fossé ethnique, gangrène le corps de l'armée, dont certains chefs ont recours à des escadrons de la mort, à l'argent des trafics et aux manipulations en tout genre.

L'arrestation en 1999 d'Abdullah Öcalan, chef du PKK, freine ces dérives. C'est l'année où la Turquie, encouragée par l'obtention du statut de candidat à l'Union européenne (UE), lance son mouvement de réformes. Les juges militaires sont d'abord retirés des cours de sécurité de l'Etat. En 2001, l'état de siège est levé dans le Sud-Est, et trois civils sont adjoints au MGK, dont les avis ne sont plus « prioritaires ».

Mais c'est le gouvernement Erdogan – « ex-islamiste » et mal-aimé des militaires – qui obtient le principal en juillet 2003 : un civil devient secrétaire général du MGK, qui perd (théoriquement) son accès illimité à toutes les entités civiles, ce qui lui permettait de veiller à l'application de ses « avis ». Son appareil de 700 personnes est réduit et ses réunions espacées de deux mois. La raison de ce « miracle » ? A l'époque, plus de

70 % des Turcs veulent entrer dans l'UE, et celle-ci insiste pour réduire le poids de l'armée, qui ne peut s'y opposer sans perdre son prestige. Toutefois, ses généraux témoignent de leur courroux en s'asseyant trois minutes, dans un silence total, devant la presse et face à un président du Parlement coupable d'avoir amené sa femme voilée à une cérémonie protocolaire...

Or les rebuffades de l'UE ont fini par retourner l'opinion en Turquie, et l'administration Bush, donc l'OTAN, est en

crise. Les généraux turcs se sentent désormais libres de redonner de la voix. Ils affichent leurs plans de nouvelles invasions au Kurdistan d'Irak, relancent leurs offensives contre le PKK en Turquie, sabotent les initiatives de règlement à Chypre et multiplient les mises en garde contre les « manquements à la laïcité » prêtés au gouvernement. Jusqu'à celle qui a été postée le 27 avril sur le site Internet de l'état-major. Cette mise en garde a été qualifiée de nouveau « coup d'Etat virtuel », car elle a

stoppé le processus d'élection à la présidence par le Parlement d'Abdullah Gül, le bras droit de M. Erdogan, même si les formes furent très imparfaitement préservées, par le biais d'un jugement prononcé à cet effet par la Cour constitutionnelle. ■

SOPHIE SHIHAB
(ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

Une puissance financière et industrielle

Le poids de l'armée turque tient aussi à la puissance financière autonome dont elle dispose. Elle possède en effet la troisième société holding du pays, l'OYAK (Mutuelle des forces armées), créée à l'époque du gouvernement militaire qui a fait suite au coup d'Etat de 1960. Elle est présente dans la métallurgie ou l'immobilier, la banque ou les supermarchés, la haute technologie ou le tourisme, etc. Parmi ses fleurons, des partenariats avec des sociétés étrangères comme Renault ou l'assureur Axa.

Ces activités permettent à un universitaire turc, Taha Parla, de critiquer l'Union européenne (UE) et son peu d'insistance, à s'intéresser à cet aspect central du rôle dominant des militaires dans la politique d'un pays qu'elle critique par ailleurs. L'armée est également

liée, selon M. Parla, par le biais d'autres partenariats de l'OYAK, aux deux premières sociétés holdings du pays, celles des familles Koç et Sabancı. La nomination d'officiers à la retraite à des postes de direction de sociétés privées fait aussi partie de la tradition et renforce les liens entre armée et monde des affaires.

Alliance d'élites

L'OYAK, qui repose sur une alliance des élites militaires, d'affaires et de la bureaucratie d'Etat, bénéficie de privilèges comme l'exemption d'impôts, l'organisme étant considéré comme un fonds de pension. Plus de 200 000 membres, tous militaires, lui reversent en outre 10 % de leurs salaires. Dirigé par un civil, son conseil d'administration

accueille une majorité de militaires et son président est un général en retraite.

Deux autres fonds similaires, le SSDF (Fonds de soutien à l'industrie de défense) et le TSKGV (Fonds pour le renforcement des forces armées) sont encore plus privilégiés et alimentent un important fonds de réserve, qui échappe au contrôle du Parlement. Ce fonds est chargé de diminuer la dépendance du pays à l'égard de l'étranger en matière d'armement, qui reste pourtant forte. Même si la Turquie essaie de s'en dégager, comme en témoignent les actuels conflits à propos de la maîtrise des codes électroniques des F-16 américains, fabriqués sous licence par les usines de la TSKGV. ■

S. SH.
(ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

IRAK SERMON DE L'IMAM RADICAL CHIITE

Moqtada Al-Sadr réapparaît dans son fief de Koufa

APRÈS quatre mois d'absence, l'imam radical chiite Moqtada Al-Sadr est sorti de la clandestinité, lors de la grande journée de prière hebdomadaire, vendredi 25 mai, pour réapparaître en public, dans la mosquée de Koufa au sud de Bagdad.

Devant plus d'un millier de fidèles, il a prononcé un sermon hostile aux Etats-Unis en renouvelant sa demande de départ de l'occupant. « Non, non à l'Amérique ! Non, non au colonialisme ! Non, non à Israël ! Non, non à Satan ! », a-t-il lancé, ajoutant : « Nous avons rassemblé suffisamment de voix au Parlement pour bloquer tout renouvellement du mandat américain en Irak. » Malgré ces diatribes anti-américaines, la Maison Blanche a

appelé Moqtada Al-Sadr à jouer un rôle « utile et positif » en Irak.

A Bagdad, dans les quartiers chiites de Kazimiya et de Sadr City, des centaines de fidèles rassemblés dans les mosquées ont acclamé le retour de l'imam. Dans son sermon, Moqtada Al-Sadr a également ordonné à sa milice, l'armée du Mahdi, de ne pas se battre contre les forces de sécurité irakiennes, alors que des affrontements les ont récemment opposés dans plusieurs villes du sud et du centre de l'Irak.

L'armée du Mahdi, qui compte selon les estimations entre 10 000 et 60 000 combattants, bénéficie d'un large soutien chez les chiites de Bagdad et les classes défavorisées des villes du Sud. Le



chef chiite a en outre tendu la main à la communauté sunnite. « J'ai parlé à nos frères sunnites et leur ai dit que nous sommes des frères et que l'occupant ne doit pas nous diviser, a-t-il déclaré. Ils sont les bienvenus et nous sommes prêts à coopérer avec eux à tous les niveaux. C'est la main que je leur tends. »

Moqtada Al-Sadr s'est toujours posé en défenseur de l'unité de l'Irak, mais, dans le même temps,

Le Monde
Dimanche 27 - Lundi 28 mai 2007

sa milice est tenue responsable de nombreux crimes contre la communauté sunnite. Avec 32 députés au Parlement (sur 275), son courant représente le plus important

mouvement au sein de la coalition parlementaire chiite, l'Alliance unifiée irakienne (130 sièges au total). Les six ministres sadristes avaient quitté le gouvernement en avril,

pour protester contre le refus du premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, d'établir un calendrier de retrait des troupes américaines du pays. Par ailleurs, à Bassora, le

chef de la milice sadriste, Oussama Abou Kader, a été tué, vendredi, au cours d'une opération des forces britannique et irakienne. - (AFP.) ■

Diplomatie Les ambassadeurs américain et iranien à Bagdad ont évoqué exclusivement la guerre en Irak

Amorce de dialogue entre les Etats-Unis et l'Iran

Les ambassadeurs des Etats-unis et d'Irak en Irak se sont rencontrés, lundi 28 mai à Bagdad, pour les premières discussions bilatérales officielles entre ces deux pays depuis plus d'un quart de siècle. Hormis sa portée symbolique, l'événement n'a pas donné lieu à un rapprochement significatif. Les contentieux autour de la politique nucléaire iranienne ont été laissés de côté. Le seul sujet officiellement évoqué était la sécurité en Irak, mais il n'a pas donné lieu à des déclarations fracassantes.

Au terme de quatre heures de discussions à huis clos dans la « zone verte » ultra-fortifiée, les diplomates ont exprimé une satisfaction de principe – « des pourparlers positifs » selon l'Américain, « des discussions franches et claires », selon l'Iranien – avant de rappeler leurs griefs mutuels. L'ambassadeur américain en Irak, Ryan Crocker, a déclaré avoir « fait part aux Iraniens du scepticisme [des Etats-Unis] sur leur comportement en Irak, comme le soutien à des milices combattant les forces de sécurité américaines et irakiennes, le fait que les explosifs utilisés par ces groupes viennent d'Iran ». Son homologue iranien, Hassan Kazemi Qomi, a répété le point de vue de son pays, c'est-à-dire que la cause principale des violences en Irak est la présence des forces d'occupation américaines. « Les forces d'occupation

ont accru les problèmes, la douleur et la peine du peuple irakien », a-t-il dit avant de proposer l'aide de l'Irak pour la formation et l'armement des forces irakiennes.

Les deux ambassadeurs se sont déclarés favorables à un Irak stable et fédéral, assurant sa propre sécurité. Mais il s'agit là d'un vœu maintes fois proclamé par les deux parties.

Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, avait prévenu que son pays ne servirait pas de base de lancement à une offensive militaire contre l'un de ses voisins. Il a cette fois exprimé le souhait que les discussions américano-iraniennes se poursuivent. « J'espère, a déclaré M. Maliki, que cette réunion sera le début d'un nouveau chapitre et un pas important pour la région. » Le contexte régional, pourtant, ne s'y prête guère. Les Etats-Unis viennent d'envoyer neuf navires de guerre et 17 000 hommes dans

les eaux du Golfe, soit la plus importante armada réunie à quelques kilomètres des côtes iraniennes depuis des années.

En arrêtant plusieurs ressortissants américains sur son territoire, Téhéran n'a pas non plus montré de volonté d'apaisement. Selon le *Washington Post*, ils sont désormais cinq Américains ou Irano-Américains détenus ou disparus en Iran, dont Haleh Esfandiari, du Woodrow Wilson International Center for

Scholars de Washington, incarcérée depuis le 8 mai sous l'accusation de chercher à renverser le régime islamique.

L'Iran accuse en outre les Etats-Unis de chercher à le déstabiliser dans les zones sensibles du Sistan-Baloutchistan, du Khouzistan et du Kurdistan. Téhéran réclame enfin la libération de cinq de ses diplomates arrêtés le 11 janvier à Erbil, au nord de l'Irak, au cours d'une opération militaire américaine particulièrement musclée.

Cette première rencontre bilatérale entre l'Iran et les Etats-Unis depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en 1980, après la prise d'otage à l'ambassade américaine à Téhéran, est le fruit d'une longue et lente approche. En novembre 2005, Zalmay Khalilzad, alors ambassadeur américain en Irak, avait révélé avoir été autorisé par George Bush à entrer en contact avec les officiels iraniens au sujet de l'Irak. Les Iraniens avaient alors accepté d'engager des pourparlers avant de faire marche arrière, en avril 2006, le président Mahmoud Ahmadinejad décrétant que ce dialogue n'était plus nécessaire.

C'était ensuite M. Bush qui avait refusé de s'asseoir à une table de négociation. « Je ne pense pas que nous pouvons obtenir un résultat maintenant », répétait-il encore à la fin du mois de février. Les deux conférences internationales sur l'Irak, le 10 mars à Bagdad et le 3 mai à Charm El-Cheikh, avaient permis de timides approches. ■

CÉCILE HENNION

CHRONOLOGIE

7 avril 1980 : rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Iran après la prise en otage de diplomates américains à Téhéran en novembre 1979.

3 juillet 1988 : un Airbus d'Iranair est abattu « par erreur » au-dessus du golfe Persique par une frégate américaine.

30 avril 1995 : Washington décrète un embargo commercial et financier.

29 janvier 2002 : le président George Bush place l'Iran parmi les pays de l'« axe du mal », qui soutiennent le terrorisme.

17 janvier 2005 : M. Bush évoque une intervention armée pour arrêter le programme nucléaire iranien.



L'ambassadeur américain à Bagdad, Ryan Crocker (premier plan), face à son homologue iranien, Hassan Kazemi Qomi, (à gauche), lors de la réunion sur la sécurité en Irak qui se tenait, lundi 28 mai, dans le bureau du premier ministre Nouri Al-Maliki. MIZBAN/AFP

Iran, le nucléaire proliférant

La bombe aux mains de Téhéran ne constituerait pas seulement un risque pour le Moyen-Orient ; elle serait aussi dangereuse pour l'Union européenne

L'appel à la destruction d'un autre Etat membre, ainsi que l'Iran le fait publiquement vis-à-vis d'Israël, est une violation caractérisée de la Charte de l'ONU. Les Etats – et tout particulièrement les membres permanents du Conseil de sécurité – ont pour mission élémentaire de la faire respecter. Certes, la menace d'anéantissement a toujours fait partie de l'équilibre de la terreur nucléaire durant la guerre froide, mais il s'agissait d'une destruction planifiée en représailles : ici, rien de tel, le seul fait de l'existence d'Israël mérite « représailles », autrement dit première frappe.

Or celle-ci, du fait de l'éloignement géographique, ne pourrait être que nucléaire, certains dignitaires fanatiques envisageant ce crime apocalyptique comme le prélude au retour du Mahdi. Car, parmi les décideurs iraniens, il en est qui sont mus par des objectifs eschatologiques où la lutte religieuse est l'impératif subordonnant tous les autres, une lutte incluant non seulement la destruction d'Israël, mais aussi celle des valeurs du monde des « croisés », le nôtre, comme l'illustrent des manuels d'enseignement iraniens.

Pour certains observateurs, un Iran nucléarisé ne concernerait au fond que les adversaires désignés du régime des mollahs. Plus explicitement, il s'agirait d'un problème irano-israélien ou irano-arabe à régler entre des protagonistes locaux. Dans cette logique rassurante, les Européens n'auraient guère à intervenir dans des contentieux ne les regardant pas. Or rien n'est plus erroné qu'une telle démarche. Par méconnaissance des enjeux géopolitiques, mauvaise foi ou complaisance vis-à-vis de Téhéran, ceux qui militent – en France en particulier – pour le renonce-

Richard Prasquier

Président du CRIF

ment à toute exigence quant à l'interruption de l'enrichissement d'uranium par l'Iran rendent un bien mauvais service à la cause d'une Europe en paix, pour plusieurs raisons.

En premier lieu, la géopolitique comme la nature a horreur du vide ; qu'une puissance renonce délibérément à assumer une certaine influence en certains points du globe, et immédiatement elle sera relayée par d'autres puissances. Ce phénomène s'avère flagrant en Afrique depuis plusieurs années, la France perdant du terrain face à une Chine en pleine expansion assumée.

Autour de l'Iran, plusieurs Etats solidement ancrés à l'Occident – et excellents fournisseurs et clients de l'Union européenne – attendent de la troïka (Allemagne, Grande-Bretagne, France) qu'elle exerce des pressions sur le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad à la mesure de sa puissance économique et militaire.

Clairement, si l'Arabie saoudite, le Koweït, le Pakistan ou encore et surtout la Turquie devaient être déçus par une Union incapable de faire entendre sa voix sur leur cauchemar commun, à savoir la bombe iranienne, il est fort à parier qu'ils quitteraient le giron occidental.

Potentiellement désastreuse sur le plan commercial, une telle perspective le serait tout autant au niveau politique : Islamabad rejoignant le giron « protecteur » chinois, Riyad et les pétromonarchies du Golfe se cristallisant sur une ligne intra-islamique, et Ankara abandonnant défi-

nitivement le pôle d'attraction européen pour rejoindre... la Russie. Dans tous les cas, à n'avoir pas pris la mesure de l'enjeu non seulement régional mais international, l'Europe y perdrait.

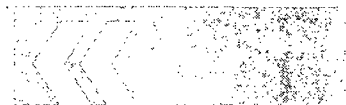
En second lieu, si Téhéran obtenait la bombe, celle-ci serait hautement proliférante. Déjà, en décembre 2006 – fait sans précédent –, le Conseil de coopération du Golfe (regroupant les sept pétromonarchies arabes de la péninsule) annonçait le lancement d'un programme de recherche nucléaire. Quelques mois auparavant, l'Egypte avait annoncé son intérêt pour le « nucléaire

Comment les Européens peuvent-ils imaginer pouvoir assurer leur sécurité à moyen et long termes dans une telle course aux armes de destruction massive au Moyen-Orient ?

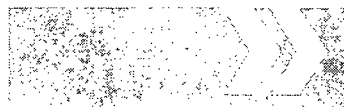
En troisième lieu, la géographie est têtue. Non seulement le risque de conflagration régionale qu'impliquerait la bombe iranienne – et la prolifération qui s'ensuivrait – concernerait au premier chef les intérêts européens vitaux (pétrole, déstabilisation interne, etc.) –, mais encore plusieurs Etats du sud-est de l'Union se situeraient immédiatement dans le rayon d'action des missiles iraniens Shihab 3 ! Face à ces périls, seuls deux Etats de l'Union – France et Grande-Bretagne – disposeraient en principe de forces de frappe et de projection conventionnelles et nucléaires suffisantes à une certaine dissuasion...

Enfin, quid de la prolifération non étatique ? Déjà convaincue d'avoir trempé dans de nombreux actes terroristes dans le monde (Liban, France, Argentine, etc.), la République islamique d'Iran pourrait se doter d'un moyen de coercition supplémentaire, notamment contre l'Europe, en offrant des « bombes sales » à des groupes terroristes.

Au final, faire croire que la bombe aux mains de l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad ne concernerait que Washington, Jérusalem ou les capitales arabes et non le Vieux Continent relève de l'irresponsabilité. Tant du fait d'une déstabilisation régionale inévitable que des menaces directes sur son sol, la perspective d'une nucléarisation de l'Iran doit impérativement être rejetée par une Europe qui, en l'occurrence, joue là son avenir. Pourvu que la chancelière Angela Merkel, le président Nicolas Sarkozy et le futur premier ministre britannique en demeurent convaincus... ■



Certains dignitaires fanatiques envisagent ce crime apocalyptique comme le prélude au retour du Mahdi



civil », tandis que le Pakistan voisin indiquait vouloir développer ses vecteurs face « à la menace grandissante du nucléaire iranien »... Parce qu'Arabe, monarchique, sunnite et rivale pétrolière, l'Arabie saoudite proliférera grâce à ses moyens financiers et ses ingénieurs pakistanais en cas d'obtention de la bombe par l'Iran perse, antimonarchique et chiite. Parce que rivale de l'Iran dans le Caucase et sur la question kurde, la Turquie nationaliste proliférera. Parce que rival religieux (sunnite) et politique (Baloutchistan), le Pakistan – déjà possesseur de la technologie nucléaire militaire – accroîtra ses capacités...

Sectarian Strife Grips North Iraq As Sunni Arabs Drive Out Kurds

By EDWARD WONG

MOSUL, Iraq — The letter tossed into Mustafa Abu Bakr Muhammad's front yard got right to the point.

"You will be killed," it read, for collaborating with the Kurdish militias. Then came the bullet through a window at night.

A cousin had already been gunned down. So Mr. Muhammad and three generations of his family joined tens of thousands of other Kurds who have fled growing ethnic violence by Sunni Arab insurgents here and moved east, to the safety of Iraqi Kurdistan.

"We had our home in Mosul and it was good there, but things are now very bad between Arabs and Kurds," said Mr. Muhammad, 70, standing outside his new, scorpion-infested cinderblock house in the nearby town of Khabat.

While the American military is trying to tamp down the vicious fighting between rival Arab sects in Baghdad, conflict between Arabs and Kurds is intensifying here, adding another dimension to Iraq's civil war. Sunni Arab militants, reinforced by insurgents fleeing the new security plan in Baghdad, are trying to rid Mosul of its Kurdish population through violence and intimidation, Kurdish officials said.

Mosul, Iraq's third largest city, with a population of 1.8 million, straddles the Tigris River on a grassy, windswept plain in the country's north. It was recently estimated to be about a quarter Kurdish, but Sunni Arabs have already driven out at least 70,000 Kurds and virtually erased the Kurdish presence from the city's western half, said Khasro Goran, the deputy governor of surrounding Nineveh Province and a Kurd.

The militants "view this as a Sunni-dominated town, and they view the Kurds as encroaching on Mosul," said Col. Stephen Twitty, commander of the Fourth Brigade, First Cavalry Division, which is deployed in Nineveh. Some Kurdish and Christian enclaves remain on the east side, though their numbers are dwindling. Kurdish officials say the flight has accelerated in recent months, contributing to the wider ethnic and religious partitioning that is taking

place all over Iraq.

Nineveh is Iraq's most diverse province, with a dizzying array of ethnic and religious groups woven into an area about the size of Maryland. For centuries, Arabs, Kurds, Christians, Turkmens, Yezidis and Shabaks lived side by side in these verdant hills, going to the same schools, bartering in the same markets, even intermarrying on occasion.

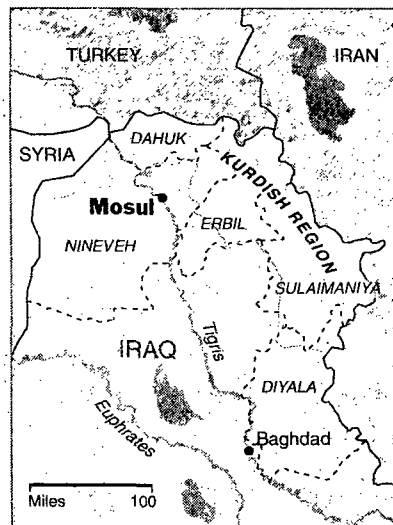
But what took generations to build is starting to unravel in the shadow of the Sunni Arab insurgency, which is tapping into several wells of ethnic resentment.

Already embittered at the toppling of the Sunni Arab government of Saddam Hussein, insurgents here have been further enraged by their current political disenfranchisement, a result of their boycotting the 2005 elections. The main Kurdish coalition now holds 31 of 41 seats on the provincial council and all the top executive positions, even though Kurds make up only 35 percent of the province. Most Kurds are of the Sunni sect, but they have little in common with the Arabs.

Sunni Arabs have asked for new provincial elections and are growing frustrated that the Shiite- and Kurdish-dominated national government



A Kurdish family forced to leave Mosul. Sunni Arab insurgents have driven 70,000 Kurds from the city.



Sunni Arabs in Mosul want new provincial elections to be held.

seems to be ignoring their requests.

"We demanded elections a year ago, but it never happened," said Muhammad Shakir, the local leader of the Iraqi Islamic Party, the prov-

ince's most prominent Sunni Arab political group. "The current council does not represent the governorate."

Some officials in the national government say conditions will not permit provincial elections until next year.

Just as worrisome for the Arabs is a growing push by the autonomous region of Iraqi Kurdistan to annex large swaths of eastern and northern Nineveh. A contentious measure in the Constitution gives the regional Kurdish government the right to take the land by the end of 2007 through a popular referendum.

The parts of the province that Iraqi Kurdistan wants are called the "disputed territories" along its border, areas that were historically Kurdish until Saddam Hussein moved in Arabs and forced out half a million Kurds to strengthen Arab control, Kurdish officials say.

Mr. Goran, the deputy governor, said six of Nineveh's nine districts — with at least 30 percent of the province's 2.7 million people — could vote to join Iraqi Kurdistan. Before the

vote is held, however, the Iraqi government must find a way to move out the Arab settlers and move back the original Kurdish residents. Some of this relocation has already taken place, but many more original residents still need to return, Mr. Goran said.

If the vote is put off, he said, violence will soar even further between Kurds and Arabs as each group struggles for the land. "This is a good time to solve the problem," he said, "because if not, we will open another front in the north between Kurds and Arabs."

To ensure control of the lands, the Kurdish parties are encouraging settlers to move to eastern Nineveh, just as they have been doing in disputed areas in Diyala Province and around the oil-rich city of Kirkuk. Kurdish militias have also been operating in Nineveh and the streets of Mosul, stoking Sunni Arab fears of Kurdish domination, Colonel Twitty said.

The violence here against the Kurds and other minorities is vicious and unrelenting, Kurdish and American officials say. More than 1,000 Kurdish civilians have recently been killed in Mosul, and at least two or three are gunned down each day now, Mr. Goran said. One well-known Kurdish singer was murdered because he had the same last name as Mr. Goran.

"Everyone gets threats or can feel threatened here," said James Knight, the head of the State Department's provincial reconstruction team in Nineveh. "The intimidation of people is one of the dramatic ongoing problems we have."

Mr. Knight said 70,000 was a reasonable estimate for the number of people who have fled Mosul, but he did not know how many were Kurds.

[On May 13, in the mostly Kurdish district of Makhmur, a suicide truck bomber rammed into the local headquarters of the Kurdistan Democratic Party, killing at least 50 people and wounding at least 115. On May 9, a truck bomb exploded in front of Kurdish government offices in Erbil, the relatively secure capital of Iraqi Kurdistan, killing at least 19 and wounding at least 70.]

While the Americans are fighting the Sunni Arab insurgency, they are also vigorously supporting what they say are legitimate Sunni Arab demands, like the call for provincial elections. The Arabs and Kurds have to reach a power-sharing arrangement, American officials say.

But the surge in ethnic violence has sharpened the animosity of Kurds toward Arabs, and few Kurds are ready to forgive the atrocities committed by Mr. Hussein's Sunni Arab government.

"I compare the Sunni Arabs to Bosnian Serbs: their behavior, their way of thinking, their way of acting,"



Mustafa Abu Bakr Muhammad, left, moved from Mosul to the nearby town of Khabat after receiving a death threat. He lives in a scorpion-infested cinderblock house. Sanaa Saadan, a "Mosuli," above, also moved to Khabat. Below, a truck bomb in Erbil killed 19 people in early May.



Mr. Goran said in an interview at the fortified government center downtown. "They are for killings, they are for mass graves. Not all of them, but the majority of them."

So far, Kurdish militias have refrained from engaging in the kind of wide-scale reprisals against Sunni Arabs that Shiite militias have carried out in Baghdad. But the Kurds are capable, Mr. Goran warned.

"We can kill every day 50 Arabs in the streets," Mr. Goran said with a quick smile. "Every day, everywhere, in Mosul and outside of Mosul. But we don't do that, because we know they want us to do that."

The insurgency here is a caldron of prominent Sunni Arab groups that include Al Qaeda in Mesopotamia and Ansar al-Sunna. The city was a recruitment base for commanders of the old Iraqi Army, and former officers are now among the leaders of the local guerrilla movement.

During a November 2004 uprising, much of the Mosul police force defected to the insurgency, and Mr. Goran said he suspects that a third to half of the existing police force still aids or sympathizes with the insurgency. After the execution of Saddam Hussein in December, he said, some policemen put Mr. Hussein's picture in their cars. A new police chief who is a Sunni Arab, Maj. Gen. Wathiq Muhammad al-Hamdani, is trying to clean house, he said.

There are some positive signs, American commanders say. As in Anbar Province, some Sunni militants are chafing at the Islamist

agenda of Al Qaeda, said Lt. Col. Eric Welsh, leader of the Second Battalion, Seventh Cavalry, the single American combat battalion in Mosul.

And one of the two, mostly Kurdish, Iraqi Army divisions in Nineveh has been working well under a respected Sunni Arab general, Brig. Gen. Moutaa Jassim Habeeb, Mr. Goran said. But conservative Sunni Arab politicians in Baghdad are pushing to replace him with a hard-line commander, Mr. Goran added.

If that happens, he said, "no Kurdish soldier will remain in the division."

Despite their heavy presence in the army, Kurdish soldiers have been unable to end the violence that is driving so many Kurds from Mosul.

Sanaa Saadan and her husband are known as "Mosulis." They were born and raised there, but they could be the last in their families to lay claim to that title.

Last year, Ms. Saadan and her husband moved with their three sons into the home of her older sister in Khabat, 30 miles to the east. The two said they knew at least seven Kurds who had been murdered in Mosul.

Khabat, just inside Iraqi Kurdistan, has become a place of refuge. Rents have skyrocketed, said the mayor, Rizgar Mustafa Muhammad. At least 1,300 families have moved there from Mosul. More than 120 came in April alone, the most of any month, he said. Soon, he said, tent camps will be needed.

"We were unhappy to leave Mo-

sul," said Ms. Saadan, 28, as she watched over her youngest son in his crib. Her husband, a wedding singer, finds work scarce in Iraqi Kurdistan. Their two oldest sons had a tough time adjusting to school lessons in Kurdish rather than Arabic.

The highway from Khabat to Mosul runs past Ms. Saadan's home and

through a checkpoint a mile to the west, on a concrete bridge spanning a river that marks the border with Nineveh. Kurdish soldiers check the identification cards of people driving in. They say Kurds arrive regularly in cars packed with furniture and household goods.

"If we're ordered to go protect res-

idents of Mosul, we'll do it," said the commander, Maj. Ghafour Ahmed Hussein.

He stared out at the green hills to the west. Beyond lay the city and its newly emptied houses.

Turks mass troops at border with Kurdish Iraq

The Associated Press

ANKARA: Turkey has sent large contingents of soldiers, tanks, guns and armored personnel carriers to reinforce its border with Iraq, amid heated debate over whether to stage a cross-border offensive against Kurdish rebel bases.

The military has said the border reinforcement is routine in summer, to prevent guerrillas of the Kurdistan Workers Party, or PKK, from infiltrating from bases in northern Iraq.

For weeks, television stations have broadcast images of military trucks rumbling along the remote border with Iraq's Kurdish zone, and trains transferring tanks and guns to reinforce an already formidable force in the area.

"The PKK must be eliminated as a problem between Iraq and Turkey," the Turkish special envoy to Iraq, Oguz Celikkol, said Wednesday on CNN-Turk television after visiting Baghdad this week.

Asked whether Turkey would take unilateral action, Celikkol said: "Our expectation is that this issue is resolved before it comes to that point."

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan urged the United States and Iraq on Tuesday to destroy PKK bases in northern Iraq, and did not rule out a cross-border Turkish operation.

"The target is to achieve results," Erdogan said. "Our patience has run out. The necessary steps will be taken when needed."

The Foreign Ministry urged Iraq on Wednesday to take action.

"What we want from the Iraqi government is to take necessary steps to stop the terrorists' activities by any means," a Foreign Ministry spokesman, Levent Bilman, told reporters.

Asked whether the Iraqi authorities had been informed about a possible cross-border Turkish operation, Bilman said: "Such a decision is only Turkey's business. We do not have to inform any-

body about the possibility of such an intervention."

Past cross-border operations have yielded mixed results, with many guerrillas sheltering in hideouts and emerging to fight again once the bulk of Turkish units withdrew from Iraq.

The Turkish military says up to 3,800 rebels are now based in Iraq, and up to 2,300 operate inside Turkey.

Turkish forces have been battling Kurdish separatists in Turkey's southeast since the rebels took up arms in 1984. The conflict has killed tens of thousands of people.

Ankara has repeatedly expressed disappointment with Washington for what

it says is a failure to crack down on Kurdish rebels who take refuge in northern Iraq and frequently attack soldiers and government targets in Turkey.

Iraqi Kurdish groups who run northern Iraq have threatened to resist a Turkish incursion. If U.S. forces take action, they risk alienating Iraqi Kurds,

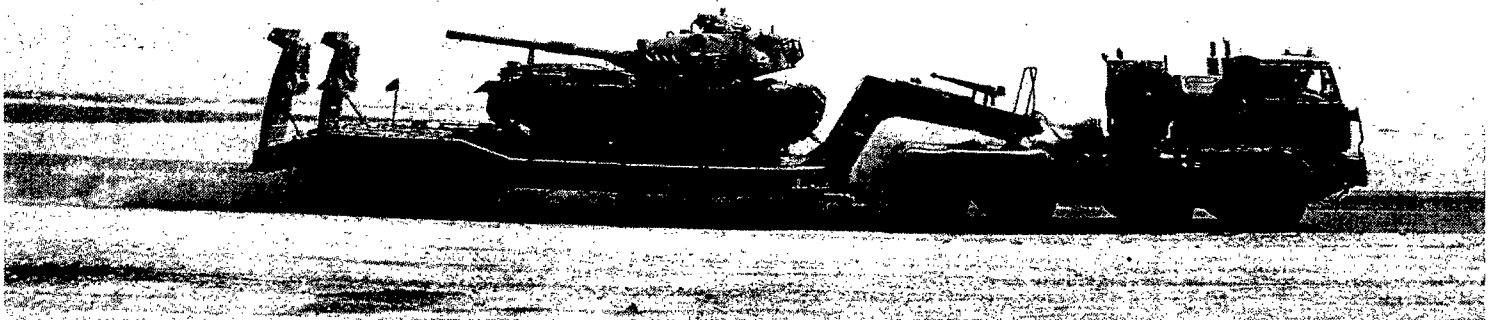
the most pro-American group in the region. If they do not, they risk increased tensions — and possibly worse — with two powerful rivals.

"Our expectation from the United States and Iraq is to scatter and destroy the bases of the terrorist organization in northern Iraq," Erdogan said Tuesday. "They either turn them over or send them elsewhere. We have to achieve results."

Last week, a suicide bomb blamed on the rebels killed six people in Ankara, and a bomb in a southeastern area where guerrillas are active killed six Turkish soldiers. Another soldier died on Wednesday when he stepped on a mine, believed to have been planted by guerrillas near the border.

"All the explosives used by the PKK in Turkey are traced back to Iraq," said Celikkol, the Turkish envoy.

Turkish troops say they have killed 10 guerrillas in the southeast since Monday.



Turkey masses forces at Iraqi border

A Turkish military truck transporting a tank Wednesday to the border with Iraq. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has urged the United States and Iraq to destroy Kurdish rebel bases in northern Iraq, and did not rule out a cross-border operation. Meanwhile, Kurds in Mosul are increasingly the target of Arab violence.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

May 31, 2007